



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

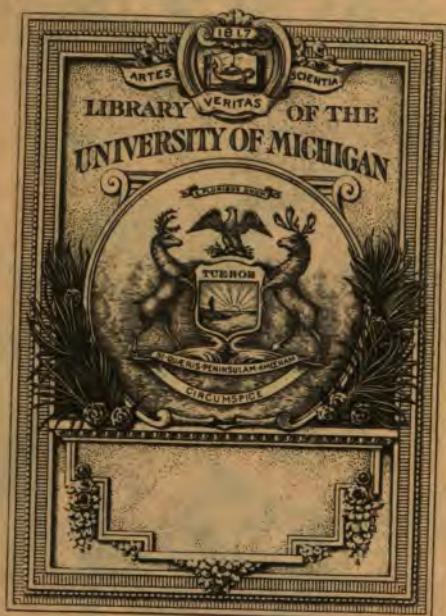
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:


- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>





The background of the image is a piece of marbled paper with a complex, organic pattern. It features large, swirling, cell-like shapes in vibrant red, deep black, and off-white. The pattern is dense and covers the entire visible area except for the paper insert.

DC  
135  
.E6  
A4  
v. 11





DC

135

.E6

A4

v. 11





# LES LOISIRS

D U

*CHEVALIER D'EON*

TOME ONZIEME.

UNION OF SOVIET

U S

WORLD AFFAIRS

AMERICAN SOCIETY

*Eon de Beaumont*

# LES LOISIRS

D U

## CHEVALIER D'EON

*DE BEAUMONT,*

Ancien Ministre Plénipotentiaire de France,

S U R

*Divers sujets importants d'Administration, &c.*

P E N D A N T

SON SÉJOUR EN ANGLETERRE.

---

*Eruditio inter prospera ornamentum, inter adversa refugium,*

LAERTIUS.

---

T O M E O N Z I E M E.



A A M S T E R D A M.

---

M D C C L X I V.



UNITED STATES

DEPARTMENT OF AGRICULTURE

FOREST SERVICE

REPORT OF THE

COMMISSIONER

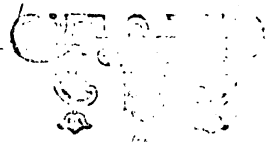
FOR THE YEAR 1904

WASHINGTON

GOVERNMENT PRINTING OFFICE

1905

UNITED STATES



DEPARTMENT OF AGRICULTURE

FOREST SERVICE

Ref. - Stacks

10-13-36

32644

# T A B L E

D E S

## C H A P I T R E S.

DU ONZIEME VOLUME.

**O**rigine & Progrès de la Taille, son établissement en France, ses variations, ses produits & sa régie. . . . . Page 1

**CHAPITRE I.** Discours général sur les impositions. . . . . 2

**CHAP. II.** Origine & Progrès de la Taille. 41

**CHAP. III.** Impôts chez les Egyptiens, les Babiloniens, les Perses & les Grecs. . . 50

**CHAP. IV.** Impôts sous les Romains. . . 65

**CHAP. V.** Impôts lors de l'établissement des Francs dans les Gaules. . . . . 98

**CHAP. VI.** Taille & impôts sous les rois Carlovingiens. . . . . 123

**CHAP. VII.** Taille & impôts sous les rois Capétiens. . . . . 133

**CHAP. VIII.** Taille & impôts sous le regne des Valois. . . . . 147

**CHAP. IX.** Taille & impôts sous le regne des Bourbons. . . . . 221

XXI. 30.

11-2-36 mab3

## TABLE DES CHAPITRES.

CHAP. X. *Examen des différens moyens  
proposés pour réformer la Taille.* . Pag. 285

CHAP. XI. *Récapitulation des projets rap-*

*portés.* . . . . . 333

Avantages de l'établissement en France  
d'un bureau économique & la manie-  
re de le former. . . . . 357

*Projet de règlement pour l'établissement  
d'un bureau économique.* . . . . 364

Projet sur les rentes & redevances  
dûes aux gens de main-morte. . . 373

*Projet d'édit pour le rachat des rentes  
& redevances dues aux gens de main-  
morte.* . . . . . 383

ORIGINE



# LES LOISIRS

D U

**CHEVALIER D'ÉON**

**EN ANGLETERRE.**

Grand in 8vo. en XIII Volumes.

C O N T I E N N E N T.

Tome I. Tableau historique & Politique de la République de Pologne. Recherches historiques sur la Province d'Alsace.

— II. Recherches sur les Royaumes de Naples & de Sicile, Description Géographique, des Juridictions supérieures, tribunaux inférieurs, des Sieges de la ville de Naples, conseil d'État, Commerce, revenus, charges du Roi, forces militaires, de la Religion, des Mœurs, de la Noblesse, du Peuple.

— III. Abrégé Chronologique de l'Histoire sacrée, Ecclésiastique, & des Papes.

— IV. Pensées, Recherches, Observations sur le Commerce & la Navigation, balance du commerce, sur les changes étrangers, sur les grands chemins de France, droits d'entrée & de sortie du Royaume, sur les péages, projet pour la suppression des droits intérieurs; observations sur les soies, remarques importantes sur le célibat, examen de la Banque de Law.

— V. Recherches sur la Russie, sur les Loix, le commerce, monnaie, droits d'entrée & de sortie, tarif ou table Alphabétique des droits imposés sur les marchandises importées & exportées & qui doivent être payées aux ports & aux douanes des frontières de Russie. Traité de commerce entre la Russie & la Grande-Bretagne.

— VI. Histoire impartiale d'Eudoxie Federowna, ordonnance de Pierre I. Observations sur les revenus & les dépenses de la république de Gènes, du gouvernement, grand & petit conseil, Doge, Sénateurs, Colleges, de l'île de Corse, des Emprunts,

# T A B L E

excellence d'un Etat libre, ouvrage traduit de l'Anglois; constitution d'une république légitime, le peuple est la source de toute puissance, &c.

Tome VII. Observation sur le Royaume d'Angleterre, du gouvernement, des grands Officiers, des Tribunaux, gouvernement de la cité de Londres, usage particulier à l'Angleterre, des Douanes, des Aides ou maltotes, des Finances, de l'Etat militaire, de la population des espèces, des poids & mesures, compagnie de commerce, d'assurance.

— VIII. Détails sur l'Ecosse, situation, climat, des anciens rois, gouvernement Ecclesiastique, Civil, tribunaux, poids & mesures, des femmes, enfans domestiques, des Loix, d'Edimbourg, des places fortes, universités. Tableau des possessions de l'Angleterre dans l'Amérique, de la Barbade, de la Jamaïque, Antigua, S. Christophe, Ile de Nevis, Montserrat, la Barboude, l'Anguille, les Vierges, les Lucayes, les Bermudes, Baye de Hudson, Terre-Neuve, Acadie, nouvelle Angleterre, nouvelle Yorck, de la Pensilvanie, de la Virginie & le Mariland, la Caroline, la nouvelle Georgie, le Canada, établissemens des Anglois aux Indes Orientales, extraits des principaux actes du Parlement, pour régler le Gouvernement de ses plantations & leur commerce.

— IX. Sur la Régie des Bleds en France, sur les mendians & les enfans trouvés, sur le domaine du Roi, sur la Gabelle, les aides, la taille.

— X. Origine, Droits, & prérogatives des principaux emplois qui relevent de la couronne de France, Origine, Nature, & produit des impôts sur le clergé de France, &c.

— XI. Origine & progrès de la taille, son établissement en France, ses variations, les produits & la régie, &c.

— XII. Détail Général de toutes les parties des Finances du Royaume de France, mémoire sur le domaine d'Occident, de l'Hôtel-Royal des Invalides, maréchaussées de France, des troupes de terre, recherches sur les trois évêchés, situation de la France dans l'Inde avant la paix de 1763.

— XIII. Table Générale des Matieres pour les XII. Volumes.

# ORIGINE ET PROGRÈS

## DE LA TAILLE:

*Son Etablissement en FRANCE:*

*Ses variations, ses produits & sa régie.*

**J**E NE puis me permettre d'entrer dans l'examen de cette matière, d'autant plus importante, qu'elle me paroît avoir toujours été traitée avec moins de soins, sans avoir préalablement considéré en général, la nature du pouvoir qui a donné lieu aux impositions de telle espece qu'elles soient.

La soumission que la communauté lui doit, la proportion à observer dans la répartition des impôts, l'économie qu'exige la manière d'en percevoir & d'en administrer le produit, les sujets qui doivent y être soumis ou qu'on peut en exempter, enfin la prudence, l'exactitude & la modération qui sont nécessaires aux officiers chargés d'en faire l'affiète, la levée, & l'usage; autant de matières qui doivent servir d'introduction, à ce que je dois dire sur la taille, la plus ancienne & la plus légitime de toutes les impositions.

*Tome XI.*

A



## C H A P I T R E I.

*Discours général sur les Impositions.*

ON conçoit aisément, sans le secours de l'histoire & de la tradition, que les premiers hommes ont dû vivre sous le gouvernement paternel & domestique ; & que les familles étant devenues trop nombreuses, elles furent obligées de se partager en différentes branches : mais les intérêts divers & les caractères opposés des chefs menacerent bientôt l'ordre & la tranquillité publique. On ne put être longtems à s'appercevoir que la loi du plus fort alloit mettre dans un danger perpétuel le bien-être du plus foible ; & qu'en laissant chaque particulier suivre les faillies de son caprice, le monde naissant ne tarderoit pas à devenir un théâtre de dissensions & d'horreurs, qui jetteroient tout dans la confusion & le désordre.

Rien ne parut plus capable de détourner ces maux ou d'en arrêter le progrès, que de réunir la puissance & l'autorité, afin de retenir par la crainte, ceux qui braverient les cris de la

raison ; & il est probable que chacun se soumit sans murmurer à porter des chaînes , qui devoient rendre libre la généralité.

Pour faire respecter le sujet à qui cette autorité fut confiée , relever l'éclat de la place qu'on venoit de créer , moins pour flatter son orgueil que pour le bonheur de la Société , enfin pour mettre cet homme en état de réprimer au-dedans des citoyens inquiets , ou au-dehors des voisins jaloux , on lui décerna des hommages , on le rendit maître des armes & de la justice , & on lui accorda des tributs.

L'homme , en entrant dans la Société civile , perd nécessairement quelque portion de la liberté qu'il tient de la nature ; car il renonce au droit de s'emparer par force des choses qui lui conviennent , il remet à celui qu'il se donne pour chef , tous les droits & tout le pouvoir qu'il avoit dans l'état naturel , & se dépouille de tout ce qu'il a de force pour n'en user qu'en conformité des volontés du prince qui , en réunissant tout en lui , se charge de la sûreté & de la vengeance de tous ceux qu'il est tout à la fois heureux & malheureux de conduire.

C'est cette union de volontés qui constitue

#### 4 ORIGINE ET PROGRÈS

le corps politique, qui est la plus puissante de toutes les Sociétés; c'est par le moyen de cette union que l'Etat est censé n'avoir d'autre volonté que celle de son Souverain; c'est par cette union que les sujets se sont engagés d'obéir au prince, & à l'aider de leurs personnes & de leurs biens; c'est enfin cet heureux concours qui a donné naissance au Pouvoir Suprême que les rois & les princes de la terre se sont successivement transmis, & c'est ainsi qu'a commencé l'autorité monarchique. Les diverses révolutions des empires en ont pu changer & multiplier les formes: mais cela a eu lieu sans en altérer le fond, qui reste toujours le même, soit que l'administration dépende d'un seul homme ou qu'elle soit confiée à plusieurs.

La Souveraineté est essentiellement simple & indivisible: cependant elle renferme un assemblage de droits & de pouvoirs distincts: telle est l'autorité législative, la liberté de faire la paix & la guerre, d'établir des Magistrats, & de lever des tributs. Ces apanages de la royauté doivent y être indissolublement unis, puisque le pouvoir législatif seroit inutile sans le pouvoir coercitif. A quoi d'ailleurs serviroit celui de faire la guerre, si la personne

qui en est revêtue , ne pouvoit lever des impôts pour fournir aux frais qu'elle exige ? Enfin il feroit ridicule de pouvoir taxer , fans avoir la faculté de contraindre au paiement.

L'ordre & la confervation de la Société rendent donc les impositions néceffaires : mais la religion apprend que la juftice qui les ordonne , veut qu'on y fatisfaffe , & que chaque membre de la communauté les acquitte comme une dette très légitime.

Le prince eft l'épée & le bouclier de l'Etat , il en assure le repos & la tranquillité. Chargé de le défendre , il a befoin d'armes , de foldats , de places fortes , d'arsenaux , de vaisseaux ; & toutes ces chofes exigent de grandes dépenses , auxquelles l'équité veut que chaque particulier contribue ; & c'est un tribut qu'il doit néceffairement à l'Etat , en compensation des avantages qu'il en retire , favoir , la défense de fon bien , de fa vie & de fa liberté.

„ Quoique les charges foient lourdes &  
 „ quelquefois infupportables , cependant elles  
 „ font appellées faintes & toujours réputées  
 „ juftes , dit *Mathieu Paris* , ce font les voiles  
 „ de l'Etat , non pour le charger & l'accab-  
 „ bler , mais pour le conduire & l'assurer”.

## 6 ORIGINE ET PROGRÈS

Tout l'univers est d'accord sur ce point, & s'il s'est trouvé par hasard quelques législateurs assez indiscrets, ou assez bornés pour vouloir en affranchir les peuples, ils ont bientôt senti quelle étoit leur erreur, soit par les besoins, dont eux mêmes ont été affaillis de toutes parts, soit par les maux que ce bienfait téméraire a fait tomber sur ceux qui en avoient joui.

Licurgue interdit l'or & l'argent à ses concitoyens, & bientôt les coffres publics en manquèrent. Valeureux, mais indigens, il leur fallut, pour soutenir la guerre, faire des emprunts considérables. Ces secours momentanés ne firent que retarder la chute de cette république austère, qui enfin fut subjuguée par l'opulente Athenes.

Valerius-Publicola, cet émule de Brutus, ne fut pas parvenu au consulat, en marchant sur les débris du trône renversé que, voulant donner une grande idée de son zèle patriotique, il fit supprimer tous les impôts : mais le peuple ne fut pas longtems à reconnoître lui-même que cet affranchissement ne pouvoit que lui être préjudiciable. Il avoit au-dehors des ennemis puissans à combattre, il falloit

assurer au-dedans la liberté conquise : tant d'objets demandoient des dépenses, & on fut obligé de rétablir avec usure, ce que l'imprudence avoit fait supprimer.

Néron, entraîné par ses passions fougueuses qui, dans le cours de son regne, causerent tant de malheurs à la république, voulut, à peine assis sur le trône, abolir tous les impôts, & faire, disoit-il, *cette magnificence au genre humain* : mais le sénat crut devoir louer sa bonne volonté pour ses sujets, & modérer son ardeur indiscrete, en lui remontrant que l'édifice de l'Etat devoit nécessairement s'écrouler, à l'instant qu'on en saperoit ainsi les fondemens. Il ne fut lui-même que trop tôt convaincu de cette vérité, lorsqu'entraîné par le désir d'assouvir ses débauches & sa prodigalité, il porta une main sacrilege sur les objets du culte, pour suppléer à son trésor épuisé.

Si les impôts sont nécessaires, s'ils sont justes, si les sujets doivent y contribuer sans murmure, les princes doivent de leur côté user avec modération de la puissance qu'ils ont de les établir. La plupart des peuples sont comme celui de Rome, *dit Tacite* ; ils ne sau-

### 8. ORIGINE ET PROGRÈS

roient souffrir ni une entière liberté, ni une entière servitude. Ils veulent obéir comme des enfans & non comme des esclaves. Nous continuerons d'être soumis, disoient les Thraces aux Romains, pourvu qu'on ne veuille pas nous imposer le joug & la servitude. Le peuple en général n'est jamais plus obéissant & plus souple, que lorsqu'on ne lui donne ni trop ni trop peu de liberté ; c'étoit une des maximes de Solon. Les loix confient les peuples à la tendresse du Souverain & ne les abandonnent point à sa discrétion : mais ces peuples doivent consentir, sans se plaindre, à ce qu'on leur arrache quelques larmes, pour les empêcher d'en verser des torrens. Le sujet en enfant docile obéira, & le prince en pere attentif mesurera aux besoins, les demandes qu'il fera.

Les trop grandes exactions diminuent les revenus publics, qu'elles semblent augmenter. Elles excitent les plaintes, aliènent les volontés, détruisent le commerce, enfantent les troubles & les révolutions ; les noeuds politiques se rompent, le gouvernement se dissout ; tout se réduit à des calamités extrêmes, à l'anarchie, à l'anéantissement. „ Gens avec-

„ gles , *disoit Héfode* , qui ne savez pas que „ la moitié vaut mieux que le tout”.

Le bien public est la suprême loi ; c'est la maxime générale que les princes doivent toujours avoir devant les yeux , parce que c'est le but de la Société civile. Un roi doit s'appliquer à rendre ses sujets heureux , parce que c'est pour cela qu'il est roi. Il doit sacrifier son repos à leur sûreté : il doit se charger de soins & d'inquiétudes , afin qu'ils en soient exempts ; il doit , quelque soit son inclination particulière , choisir tout ce qui leur est salutaire , & écarter tout ce qui peut leur nuire. C'est ainsi que M. Rollin fait parler le jeune Cyrus , & c'est ainsi que tous les Souverains devroient agir.

Comme le but d'un pilote , *dit Cicéron* , est de conduire heureusement son vaisseau dans le port , celui d'un médecin de conserver ou de rétablir la santé , celui d'un général d'armée de remporter la victoire ; de même un prince qui commande aux autres , doit se proposer pour fin leur utilité : c'est la plus noble fonction qui soit au monde , que d'être préposé par son état pour faire le bonheur des peuples.

Un roi peut tout sur ses sujets , *disoit Minos*



*Roi de Crète*, si les loix peuvent tout sur lui. Il a une puissance absolue pour faire le bien, & les mains liées pour faire le mal. Les loix lui confient les peuples, comme le plus précieux de tous les dépôts, à condition qu'il fera le père de tous ses sujets.

L'obéissance volontaire est plus noble & plus durable, que celle qui est enchaînée par la contrainte. La terreur est moins propre que l'amour à cimenter & à étendre l'autorité des princes. C'est ce que M. Talon ne craignit point d'exposer à Louis XIV. lorsqu'il tint son lit de justice. „Faites en sorte, Sire; „que vos sujets aiment toujours leur prince: „mais qu'ils ne l'apprehendent jamais: que les „actions d'autorité & de puissance ne mar- „quent pas à l'avenir les périodes de votre „empire: ne déployez pas facilement les „derniers efforts de la royauté: il importe à „votre gloire que nous soyons des hommes „libres & non des esclaves; la grandeur de „votre Etat & la dignité de votre couronne „se mesurent par la qualité de ceux qui vous „obéissent”.

L'imposition générale étant faite par proportion aux facultés de l'Etat, elle ne doit pas

## D E L A T A I L L E. E T

être distribuée sur les particuliers avec moins d'équité. Un fardeau que tous portent également devient léger à chacun : mais si plusieurs se retirent , il devient pesant & même insupportable ; & dans ce cas ce n'est pas tant le fardeau par lui-même , que l'inégalité de la charge qui chagrine & rebute les hommes.

C'est une maxime de l'équité naturelle , que quand il s'agit de fournir ce qui est nécessaire pour l'entretien d'une chose commune , chaque intéressé doit y contribuer à proportion de la part qu'il y a , & de façon que personne ne soit considérablement surchargé.

Cassiodore convaincu de cette vérité , distribua les impositions avec tant d'équité , qu'il eut le plaisir de voir contribuer les uns avec joie , & les autres payer leurs taxes au-moins sans chagrin. Il les réduisit ou les modéra en faveur de ceux dont la fortune avoit souffert par des années stériles , ou par des injustices précédentes ; & il ne prétendoit pas qu'on demandât des subsides à ceux qui étoient eux-mêmes dans la nécessité de mendier. „ Exiger des impôts d'un peuple qui est hors d'état de payer , c'est , *disoit-il* , exiger des larmes pour tribut”.

Tibere n'écouta que sa politique dans la partition des impôts , & malgré la barbarie qui régloit toutes ses autres actions , il eut assez de prudence pour écrire à des gouverneurs de provinces qui lui proposoient une augmentation d'impôts , qu'il vouloit bien tondre ses brebis ; mais non pas les écorcher.

M. le Bret , dans ses plaidoyers , prétend que les levées sur les denrées & marchandises sont les plus justes , en ce que chacun y contribue à proportion de son négoce & de sa consommation ; & il n'est ni le premier ni le seul qui ait pensé de la sorte. C'étoit en effet en quoi consistoit le principal subside de la République Romaine , dont le gouvernement fut le plus accompli de l'univers. La plupart des revenus publics des Athéniens consistoient aussi dans un semblable tribut , comme le remarquent Thucydide & Démosthène , & il est encore le même dans plusieurs Etats de l'Europe , spécialement en Angleterre.

Si les tributs s'exigeoient en nature , ne paroîtroit-il pas étonnant qu'on demandât quatre septiers de bled à un laboureur qui n'en auroit recueilli que deux , & qu'au contraire on n'en exigeât que trois de celui qui en auroit eu

quatre ? C'est cependant ce qui arrive chaque jour dans la répartition arbitraire. J'avouerai , si l'on veut , que cet excès d'injustice n'est pas si sensible dans l'impôt qui se paie en argent , que dans celui qui se perçoit en denrées : mais on ne peut disconvenir qu'il ne soit le même pour le contribuable , qui ne peut y satisfaire que par la vente des denrées.

Si l'on souffre que le fardeau des impôts soit rejeté sur le peuple , il tombera bientôt sous le poids , & il entraînera nécessairement dans sa chute , toutes les autres parties du corps politique , dont il est l'ame & l'aliment. Quelques citoyens opulens , au milieu d'une multitude accablée de misère , sont bien éloignés de représenter un Etat florissant : ce n'est plus qu'un monstre , qui a la tête d'une grosseur énorme , mais dont le corps est exténué & privé de nourriture : telle est l'emblème dont se sert ingénieusement l'auteur du Télémaque , pour représenter l'état des communautés sujettes à la taille arbitraire.

Le royaume de France a la gloire d'avoir les plus beaux réglemens de l'univers , que la sagesse & l'équité semblent avoir dictés de concert : mais leur exécution répond rarement

#### 14 ORIGINE ET PROGRÈS .

à ces admirables dispositions. Le crédit, l'autorité, la crainte, l'affection, la haine, toutes les passions enfin président ordinairement la répartition & à la cotisation des impôts : ce qui, par une suite funeste mais nécessaire cause la ruine du particulier, des paroisses & des provinces, l'abandon de la culture des terres, la chute du commerce & des manufactures, la désertion des ouvriers & la misère de l'Etat. M. de Vauban, l'auteur du détail de la France, celui de la taille tarifée & tous ceux qui ont écrit sur la taille arbitraire, emploient à peu près les mêmes termes pour en exprimer les désordres. Envain néanmoins a-t-on prétendu attaquer par le raisonnement un abus invétéré, la coutume, malgré son absurdité a prévalu, & le citoyen qui a montré le plus de zèle ou le plus d'aptitude à se rendre utile à sa patrie, n'en est souvent devenu que plus malheureux.

Un prince doit songer qu'il n'est riche qu'autant que ses sujets sont opulens, qu'ainsi son intérêt ne doit jamais être divisé de celui de son peuple, & que le repos & la tranquillité des provinces sont les plus beaux traits du panegyrique d'un roi; *car telle est la condition des*

*Souverains, dit M. Rollin; ils ne vivent & n'agissent point pour eux seuls; tout ce qu'ils font, ils le font pour leurs peuples.*

Il semble que le moyen le plus efficace de remédier à la funeste inégalité qu'on met dans la répartition des impôts, ce seroit de faire des dénombremens qui fissent exactement connoître le nombre & la qualité des citoyens, la nature & la valeur de leurs biens. Les Grecs avoient pris cette maxime des Egyptiens; & les Romains, imitateurs des Grecs dans les bonnes parties de leur administration, la mirent en pratique dès la naissance de leur empire. La gloire en est dûe à Servius Tullius sixième & avant-dernier roi de Rome, dont cette action a paru si recommandable à la postérité, que Tite Live s'écrioit qu'un si bel établissement avoit été dès lors le présage assuré de la grandeur où les siècles devoient voir élever cet empire.

Quoique les Romains, en haine de la royauté, eussent abrogé plusieurs loix qui avoient eu les rois pour auteurs, cependant ils conserverent la censure, qui avoit été établie par Servius Tullius, parce qu'ils la regardoient, & avec raison, comme le fondement des re-

venus publics , ou pour m'exprimer en d'autres termes , comme la force & la gloire l'Etat.

Il n'y a pas eu de gouvernement bien donné , qui n'ait considéré le dénombrement comme la base & le soutien de toute communauté ; dans quelques-unes il se faisoit tous les ans , dans d'autres de trois ans en trois ans & les Romains l'avoient fixé à cinq.

Si le Souverain tire un grand avantage de cette opération , par la connoissance qu'elle lui donne des facultés & de la qualité des sujets , le public n'y en trouve pas un moindre par la proportion de la répartition qui résulte de cette connoissance ; c'est ce que Childebart & ses peuples éprouverent , lors du dénombrement général que ce prince ordonna par le conseil de Marovœus évêque de Poitiers. Il manquoit de tout , & le dénombrement lui procura des secours considérables en argent , ainsi que des hommes pour la guerre , les travaux & les autres services publics. Il pourvut à la subsistance des mendiants , chassa les vagabonds , rendit les chemins libres & sûrs , détruisit les voleurs , & bientôt ses peuples , qui supportoient avec peine des contributions mo-

di.

diques, parce qu'elles étoient inégalement réparties, se soumirent avec joie à de plus grandes, parce qu'elles étoient assises & levées sans injustice.

César & Auguste, les plus sages & les meilleurs des Souverains, ne voulurent confier qu'à eux-mêmes le soin du dénombrement, qu'ils regardoient comme trop important pour en remettre l'exécution à d'autres qu'aux maîtres du monde. C'est par cette connoissance exacte & détaillée que l'empire parvint au faite de la grandeur la plus merveilleuse, qui s'accrut, se soutint ou déclina, à proportion que ceux qui succéderent à Auguste, suivirent ses maximes ou s'en écartèrent. Elle déchut sous Tibere, parut renaître sous Claude; Néron plongea tout dans la confusion, Vespasien la dissipa; Titus, imitateur des vertus de son pere, rétablit l'ordre, que Domitien fit disparaître; & enfin après une longue suite d'empereurs féroces & barbares, parmi lesquels les vertus des bons princes n'avoient jetté que des éclairs momentanés, le siecle de Decevit, pour ainsi dire, finit la Puissance Romaine, parce que ce fut alors qu'on ébranla ses



fondemens les plus assurés, en supprimant les fonctions les plus utiles des censeurs.

La décadence de ce fameux empire, je le fais, est attribuée à d'autres causes : mais quoique les auteurs n'aient pas regardé celle-ci comme la plus immédiate, cependant quiconque jettera les yeux sur les annales de ce tems, ne pourra disconvenir qu'elle n'y ait essentiellement contribué.

Peut-être dira-t-on qu'il ne feroit pas avantageux au commerce, à la circulation de l'espèce, & par conséquent au corps de l'Etat, que les biens & la qualité des sujets fussent déclarés & connus, sur-tout en France, comme ils l'étoient à Rome, & qu'il est toujours dangereux de mettre au grand jour le secret & la fortune des familles & des particuliers ; mais je ne vois point par quel motif l'esprit des gouvernemens actuels, & spécialement celui de la France moderne, doit être si incompatible avec celui des nations sages & policées des siècles antérieurs ? De nos jours l'objet des contributions est, comme de leur tems, les fonds de terre & l'industrie ; les motifs qui avoient pu déterminer les anciens Souve-

ains à connoître exactement l'un & l'autre, doivent être les mêmes pour les monarques modernes, favoir la justice & l'équité.

Ces vertus prescrivent non seulement aux rois, de proportionner les charges aux moyens que leurs sujets peuvent avoir de les supporter ; mais elles leur enjoignent aussi d'établir des lois : & des regles pour l'administration & la dispensation des revenus publics. Sans l'ordre & l'économie dans les différentes parties de l'Etat, les royaumes ne sont plus qu'un repaire de voleurs qui assure à tous les brigandages l'impunité la plus odieuse. Pour éviter les malheurs inséparables du défaut d'ordre, l'exemple doit soutenir la loi. Les Empereurs Romains avoient fait envain de sages réglemens pour réprimer le luxe ; Vespasien seul parvint à les faire observer , parce qu'il s'y conforma lui-même , & que le désir de l'imiter fut plus fort que les menaces & la crainte des peines.

Si les loix ne sont faites que pour le maintien de la Société, il doit être du devoir de tout législateur de les changer toutes les fois qu'elles sont préjudiciables à la fin qu'elles se proposent , ou lorsque les circonstances ne

permettent plus d'en espérer les avantages qu'on s'étoit promis de leur établissement.

Je me rappelle à ce sujet une réflexion du voyageur Jaques Massé, qui y convient si bien, que je ne puis m'empêcher de la rapporter. " J'ai beaucoup meilleure opinion, „ dit-il, d'un homme qui nage contre le courant d'un torrent, que d'un autre qui se „ laisse insensiblement entraîner à ses flots. „ Je fais de même un jugement plus avantageux de la pénétration & de la solidité de „ l'esprit de celui qui examine tout, & qui „ s'oppose même quelquefois à des opinions „ reçues depuis longtems, que de ceux qui „ les ont héritées de leurs ancêtres, & qui „ ne les conservent qu'à cause de leur âge & „ de leur autorité, parce qu'il arrive rarement „ qu'on sorte de la voie commune sans avoir „ des raisons pour le faire, au lieu que l'on „ peut fort bien n'en point avoir pour ne pas „ s'en écarter”.

Je conclurai cette remarque, en disant que la loi doit être faite pour les choses, lorsque les choses ne le sont pas pour la loi. Il est vrai que la politique exige que l'on retienne, autant qu'il est possible, les apparences des

choses que l'on change, afin de passer par degrés insensibles d'un terme à l'autre : mais elle n'ordonne point, sur-tout en matiere de finances, qu'on s'attache servilement à ce qui a été fait antérieurement, à n'avoir en vue que l'exemple des siècles précédens & à n'adorer que les vestiges & les actions des personnages dont la mémoire a bravé l'immensité des tems : en un mot, il est toujours dangereux & souvent préjudiciable de n'agir que par imitation.

L'ordre que l'empereur Vespasien mit dans les finances, acquitta le gouvernement de seize-cents quatre-vingt quatre millions de dettes, rassura la fortune des particuliers qui avoit été ébranlée par leurs engagements, & lui mérita l'estime, l'amour & la confiance du Sénat & des Peuples. Si Héliogabale, ce Sardanapale de Rome, ruina également ses sujets & son empire par ses désordres & par ses excès, Alexandre Sévere son successeur, prince sage, économe & vertueux, après avoir réduit les subsides à la trentième partie de ce qu'il les avoit trouvés en montant sur le trône, acquitta toutes les dettes de l'Etat, soutint les efforts des Parthes & de cette multitude de Barbares que le Nord enfantoit, fit de gran-

des libéralités aux Soldats, ouvrit les greniers publics au peuple , & enfin mourut dans la quatorzième année de son regne , pleuré par Rome & redouté par ses ennemis. Il gouverna ses sujets comme un pere , qui se captive l'obéissance , en se soumettant lui-même aux loix. Il savoit , ce prince recommandable , que c'est la loi & non l'homme qui doit régner.

L'abbé Suger ministre de Louis le Jeune , se comporta avec tant de prudence , d'ordre & d'économie , que sans fouler les provinces , il pourvut à tous les besoins de l'Etat & de l'armée que le roi avoit emmenée outre mer.

M. de Sully donna une forme nette & intelligible aux finances , qui pouvoit passer pour un miracle au milieu des désordres qu'il avoit à réparer. Il trouva l'Etat ruiné par les guerres & par la profusion , il entreprit de le tirer de cet état d'anéantissement. Avec de moindres impôts que ceux qui avoient été levés sous Henri III. il acquitta trois cents trente millions de dettes. Sincèrement attaché à la gloire de son prince , il lui gagna l'amour & la confiance de ses sujets. Dès lors leur bourse devint un trésor public qui ne lui

manqua jamais, parce qu'il fut toujours inviolable dans les engagements qu'il avoit une fois contractés : ainsi ce qu'il leur laissoit, étoit encore plus à lui, que ce qu'il leur ôtoit. Il n'est point d'autre maniere de faire vivre un prince dans la félicité, & de rendre ses peuples heureux avec lui. L'un craint de les trop charger, & les autres redoutent de lui offrir trop peu. Chacun agit avec franchise & le sceptre & la houlette goûtent un bonheur égal.

Personne autrefois ne connoissoit l'état des finances ; un secret impénétrable, sous le nom du secret de l'Etat, en cachoit avec soin les mysteres, ou plutôt l'iniquité. On laissoit subsister, on augmentoit même le désordre, parce que n'étant permis à aucun citoyen d'éclairer ces ténèbres, on éloignoit tout ce qui auroit pu démasquer l'intérêt particulier.

Cette confusion enfantée par la cupidité des anciens, est quelquefois devenue, par la suite, involontaire & forcée. Des dissensions intestines, ou une guerre étrangère, longue & malheureuse troublent & confondent l'ordre & l'harmonie. Dès-lors quelques âmes avides mettent à profit les malheurs de la pa-

trie & font , pour ainsi dire , main basse sur le trésor public. Y a-t-il rien de plus juste, disoit Pline le Jeune , que de fouiller dans la bourse de ceux qui sont causes de la pauvreté publique , & de prendre leur bien , puisqu'ils ont dérobé celui de leurs concitoyens.

Rien en effet n'est plus juste , il ne doit jamais y avoir de crime sans châtiment ; c'est nuire aux bons , que de pardonner aux méchans. Quiconque a fait du mal , doit en souffrir, disoit une loi de Rhadamante : mais il faut attaquer personnellement le criminel. Qu'à l'instant qu'il est reconnu , il soit livré aux magistrats , avec ordre d'exercer contre lui toute la rigueur des loix , d'une manière aussi prompte qu'éclatante , sans attendre les funestes effets d'une justice générale & périodique. C'est une clémence que de donner des exemples de cette nature ; ou ils coupent le mal dans sa racine , ou ils épouvantent ceux qui pourroient être tentés de le perpétuer.

Les recherches générales ont toujours causé de grands désordres , j'en appelle au tems de Pline même ; mais sans fouiller dans l'antiquité , il est facile de sentir combien il est injuste de comprendre des corps entiers dans

une même accusation , fans autre crime que celui de la communauté du titre ; c'est abolir l'émulation qui soutient la vertu inébranlable au milieu du vice qui peut l'entourer. Cette erreur , ou ce fanatisme d'équité n'a eu nulle part plus de partisans qu'en France. On y est facilement irrité contre le luxe des riches , & fans faire aucune attention à la légitimité ou à l'injustice des moyens qui ont procuré l'opulence , dont l'éclat extérieur enflamme la colere , on veut qu'indistinctement tous ceux qui l'étaient soient coupables & punis. Opération fautive , inutile & abusive , dit *M. de Sully*.

Avec quelque soin qu'elle ait été répétée en France , toutes les annales de ce royaume n'en présentent qu'une seule qui ait été utile , favoir celle que Charles VI. prescrivit dans les bonnes années de son regne. Le monarque & le peuple y trouverent de l'avantage ; les commissaires qu'il avoit choisis , au nombre de quatre seulement , s'attachèrent aux abus , fans marquer aucune inimitié contre les personnes ; & l'on vit clairement , dans toute leur conduite , qu'ils n'avoient en vue que le bien général , & qu'ils y faisoient céder toute



passion & tout intérêt. Les historiens qui écrit depuis, & l'épreuve que la France a elle-meme au commencement de ce siecl ce moyen une fois utile , prouvent qu'en néral les ressourcs de cette espcce sont ruineuses dans leur suite , qu'elles sont ini dans leur principe.

Quel est en effet le plus souvent le amer qu'on en recueille ? La ruine & la percion des familles , l'anéantissement du c merce , une disette générale d'especcs & défiance publique , tout autant de source malheurs pour le peuple qui , spectateur i tile des rigueurs qui s'exercent , ne voit fin que des nouveaux indigens , dont les pouilles ont servi à élever de nouvelles fo nes , auxquelles il ne doit point avoir p de part , qu'il n'en avoit eu aux premières

S'il n'est pas permis à un monarque d'im dire à ses sujets les devoirs de la probité l'exercice de la vertu , il ne lui doit pas é plus permis de priver cette probité & ce vertu des récompenses qui lui sont nature ment dûes. C'est la remarque que fit M. Bret , dans le plaidoyer qu'il prononça 9. Avril 1659. pour l'enregistrement des l

tres patentes qui ordonnoient la recherche des financiers.

„ Il ne faut pas , *dit-il* , juger de la pro-  
 „ bité des hommes par leur fortune , ils peu-  
 „ vent l'avoir acquise par des voies légiti-  
 „ mes : plusieurs sont dignes de manier les  
 „ finances publiques , & de posséder les biens  
 „ que leurs vertus & leurs bons services leur  
 „ ont acquis. Il ne seroit ni juste ni raison-  
 „ nable d'exercer sur eux aucune rigueur.  
 „ Les hommes & leurs biens sont toujours  
 „ sous la protection des loix , & les faveurs  
 „ & les grâces que ces loix peuvent distri-  
 „ buer , n'ont été accordées , que pour hono-  
 „ rer le mérite & la vertu , de même que la  
 „ sévérité & les peines n'ont été établies que  
 „ pour la punition des méchans ; & ce n'est  
 „ que contre ces derniers que le roi prétend  
 „ exercer sa rigueur &c."

L'année 1716. a fait voir qu'une conduite fondée sur les mêmes préjugés , ne pouvoit produire que les mêmes effets. Le régent qui , en consentant à l'établissement d'une chambre de justice , avoit fait violence à son caractère , n'en apperçut pas les inconvéniens , qu'il ordonna au chancelier d'aller détruire

cet ouvrage de sa foiblesse. On voit dans ce discours que ce premier magistrat pro-  
 dans cette circonstance, quels étoient  
 propres sentimens sur cette opération.  
 dit „ que le public effrayé , étoit tombé  
 „ une espece de consternation & d'al-  
 „ ment qui retardoit les opérations, &  
 „ soit languir tous les mouvemens du  
 „ politique ; que la rigueur devoit con-  
 „ les hommes dans les bornes du devoir  
 „ la douceur rétablir dans les esprits  
 „ confiance, encore plus nécessaire qu'  
 „ crainte, pour la gloire & la félicité  
 „ gouvernemens &c.”

De ces maximes il suit que, si la rigueur  
 est quelquefois nécessaire, l'indulgence a  
 avantages certains. Pardonner au coupable  
 c'est le porter à la correction ; mais rechercher  
 le mérite & le couronner, c'est engager tout  
 le monde à en suivre les traces ou du moins  
 à en affecter les apparences.

Quel avantage pour l'Etat où le prince  
 attentif à récompenser ceux qui excellent dans  
 les différentes professions ! L'honneur que l'on  
 rend à ceux qui se distinguent, excite le cou-  
 rage & l'émulation parmi les citoyens. L

grands hommes se forment où la vertu est le mieux accueillie. L'intérêt & la gloire sont les deux grands ressorts & les deux mobiles de l'esprit humain.

Les empereurs Gratien & Justinien voulurent que ceux qui auroient exercé la finance avec distinction, fussent reçus dans les assemblées publiques au bruit des acclamations; ils honorèrent le mérite dans toutes les professions, pour le faire respecter au peuple; ils attribuerent des honneurs publics à la vertu pour la nourrir & l'exciter; ils firent une école d'émulation, dont les élèves travailloient à l'envi à la félicité des sujets & à la gloire du prince.

Il seroit bien à souhaiter, que les François, dépouillant enfin un préjugé dont l'expérience journalière ne cesse de démontrer l'abus, prissent en faveur des vrais financiers, les sentimens qu'avoient ces maîtres du monde. La science des impôts seroit mieux connue; & ceux qui la professent, plus jaloux d'acquérir de la réputation, que d'accumuler des richesses, s'instruiroient de leurs devoirs pour les pratiquer avec soin.

L'imposition, dans quelques lieux, se fait

sur les personnes à cause de leurs biens des profits que chacun peut faire par l'industrie, & c'est ce qu'on appelle l'impôt personnel : dans d'autres, elle se fait sur les fonds, à raison de l'évaluation arbitraire convenue, & c'est ce qu'on nomme l'impôt réel : enfin on impose divers droits sur les denrées, comme sur le sel, le vin, le tabac & autres choses de cette nature.

Tous les tributs qui se lèvent dans un État soit sur les personnes, les fonds ou les denrées, étant destinés au maintien de la généralité, & tous ceux sur qui ils sont pris, étant obligés d'en porter la charge, le Souverain comme ayant l'autorité universelle du gouvernement, & le droit de pourvoir à l'ordre public, peut seul en ordonner l'imposition, régler la forme de la perception, en établir de nouveaux, augmenter ou modérer les anciens & en ordonner l'emploi.

Les impositions personnelles sont sujettes à deux sortes de changemens ; l'un de la part du prince qui peut les augmenter ou les diminuer ; l'autre de la part des sujets, soit qu'ils résultent des événemens bons ou mauvais qui peuvent endommager ou bonifier

leurs récoltes ou leurs biens , soit qu'ils proviennent de la variété dont le nombre des contribuables est susceptible.

Les impositions sur les fonds peuvent aussi recevoir deux sortes de changemens , par l'augmentation ou la diminution de la taxe générale , & par les accidens qui peuvent arriver à chaque héritage : mais ces changemens n'ont jamais d'autre objet que la personne du contribuable , ou le fond assujetti à l'imposition , car la somme imposée par le prince doit toujours être remplie , attendu l'importance de sa destination.

En France le roi la règle chaque année , & distribue aux provinces , généralités , élections & bureaux , ce que chacun doit porter ; & des officiers préposés à cet effet , comme on l'a vu dans le X. Volume , en font ensuite la répartition sur chaque ville , bourg ou communauté ; après quoi les assésurs font les cotisations sur les contribuables ou habitans des lieux.

Il n'est donc personne qui ne doive concourir à supporter les charges de l'Etat , puisqu'il n'est personne qui ne participe à ses biens & à ses avantages. De cette égalité naît la

concorde entre les citoyens , la puissance du corps politique & la perpétuité des empires lorsque l'inégalité sur cet article produit l'envie, la haine, la sédition, la guerre, la destruction & la ruine des Etats.

Dans les républiques les mieux policées les privilèges ont toujours été fort rares ; & ce qu'ils doivent être regardés comme autant d'infractions de la loi, & d'efforts qui altèrent cette égalité si recommandable. Soit le plus fameux législateur de l'antiquité, n'en accorda aucuns parmi les Athéniens. Il estimait les biens de tous les citoyens, & les taxait en proportion de leur valeur ; & pour remédier aux plaintes, il permit l'échange des biens par conséquent celui de la charge.

Les Romains jugeant que cette égalité étoit la base & le fondement de la république, en firent une de leurs premières lois. La royauté ne fut pas abolie, qu'ils statuerent qu'il ne seroit accordé aucun privilège, que dans l'assemblée générale du peuple ; ce qui fut ensuite rédigé dans les douze tables & observé fort religieusement, comme Cicéron le témoigne dans son 3<sup>e</sup> livre des Loix. En effet, tous les historiens, qui ont parlé du privilège

pa

par lequel la famille des Gordiens fut déclarée exempte des tutelles & autres charges publiques ; le regardent comme un privilege rare & presque unique.

„ Je ne pretends point ; *dit M. le Bret dans*  
 „ *ses plaidoyers* , ôter la récompense que le  
 „ public donne à la vertu des hommes excel-  
 „ lens. Je n'ai point intention de rien dire  
 „ contre le prix de l'honneur. Je fais au con-  
 „ traire que les peines & les récompenses sont  
 „ les colonnes de l'Etat : mais il faut que ces  
 „ actes généreux se reconnoissent par des mo-  
 „ yens qui ne soient point à charge au public,  
 „ ni sujets à l'envie ; comme faisoient les  
 „ Romains , qui récompensent les hommes  
 „ vertueux par des couronnes , par des sta-  
 „ tues , par des surnoms glorieux , & par  
 „ d'autres marques qui n'avoient aucune ap-  
 „ parence de ces dons accordés à un vil mer-  
 „ cenaire.

Les privileges généraux affoiblissent les nerfs de l'Etat , en rejetant la charge sur ceux qui n'ont pas la force de la soutenir : mais les privileges particuliers sont sans conséquence , lorsqu'ils ne sont pas trop nombreux. On en découvre de cette dernière



espece dans tous les tems & dans tous royaumes. Saül promit une exemption de but à celui qui tueroit Goliath. Antier & toute sa famille furent affranchis à pertuité par les Lacédémoniens : & les rois France ont accordé cet avantage à la famille de Jeanne d'Arc, plus connue sous le nom Pucelle d'Orléans & aux descendans de Charles de Saint-Mard.

Comme il n'y a que le Souverain qui puisse imposer des taxes sur ses sujets, de même n'y a que lui qui en puisse accorder l'exemption & l'affranchissement, suivant la maxime droit, qui veut que personne n'ait l'autorité de dispenser de la loi, que celui qui l'a faite & promulguée. Du tems de la République Romaine, le peuple seul avoit le droit d'accorder de semblables immunités, pour la validité desquelles le consentement de tous les ordres étoit requis ; & lorsque la république eut changé de forme, ce droit appartint aux empereurs.

Les exemptions en France sont de deux sortes, réelles ou personnelles, & l'espece de ces dernières se divise en deux : l'une est acquise par le simple effet de la qualité, tels sont les

ecclésiastiques, les gentilshommes & plusieurs officiers : l'autre s'obtient par les fonctions ou autres considérations, en faveur desquelles le prince peut accorder ce privilège.

Les exemptions réelles sont données à des villes, terres, châteaux, seigneuries &c. qui, par des concessions, ont été exceptés de la contribution & affranchis des tributs.

Il y a cette différence entre les personnelles & les réelles, que celles-ci passent aux héritiers, acquéreurs ou autres, & que les personnelles sont bornées aux individus qui les ont obtenues.

Les rois doivent soigneusement observer de ne point abuser, en ce cas, de leur puissance, en prodigant les exemptions, parce que c'est diminuer les revenus de l'Etat, dont le privilège est toujours préférable à celui des particuliers ; ou exposer le privilégié à l'envie & à la jalousie des autres citoyens, qui supporteront leur propre fardeau avec moins de chagrin, que l'affranchissement de leurs égaux. Les anciens regardoient ces privilèges, comme la loi la plus injuste & la plus odieuse. Justinien en a fait un titre exprès, de la pratique duquel le siècle actuel est bien éloigné.

On a vu en France le nombre des exempts presque égal à celui des contribuables : dans chaque besoin de l'Etat , on y augmente les charges publiques & on y multiplie les exemptions ; quoiqu'il soit évident que , plus les charges sont lourdes , plus le droit du privilégié devient onéreux à la Société. L'avantage que le roi en retire est momentané & passager : mais le mal qu'il cause se fait sentir sur le champ , & croît en se perpétuant. Les grands privilèges attachés aux nouveaux offices , pour en faciliter la vente , ont causé la ruine des villes & des provinces. Les riches , seuls en état de secourir la patrie , s'en sont dispensés. Par leurs acquisitions , non seulement ils ont renversé la proportion qui doit toujours être dans la contribution , mais ils ont surchargé le peuple par l'augmentation des droits qui leur étoient attribués , & les anciens offices ont été avilis par la multiplicité. S'il devoit y avoir des exemptions dans un Etat , ce devoit être en faveur de ceux qui n'ont pas la force d'en supporter les charges : mais au contraire elles ne sont accordées qu'aux riches qui , au lieu d'aider suivant leur pouvoir , à soutenir le fardeau , le rejettent sur

ceux qui en font déjà accablés, & dont la chute prochaine ne peut manquer de les entraîner successivement. Les exempts & les privilégiés ne peuvent manquer de ressentir vivement le contre-coup de cette injustice, qui en réalité leur est plus à charge, par la diminution de leurs revenus, que s'ils supportoient directement la contribution. Comme plus riches, ils ont le plus grand intérêt à faire observer la proportion : mais un faux honneur, un préjugé fondé sur des maximes vicieuses, rien ne leur permet de voir les maux qu'ils causent à la Société & à eux-mêmes.

Quelque soit la nature des privilèges, ils doivent cesser dans les nécessités urgentes. Les Prêtres Romains, quoiqu' ordinairement affranchis de toutes charges, ne l'étoient cependant pas de celles de la guerre, comme on le voit principalement dans celles des Gaulois & des Volques. Dans de pareilles circonstances, tous les privilèges cessoient aussi à Athènes, même dans les familles d'Armadius & d'Aristogiton, ces auteurs de la liberté publique. Sylla marchant contre Mithri-

dates fit fondre les vases & les ornemens sacrés qu'il trouva dans les temples.

Si en général il est de la bonne politique que les impositions soient également supportées par tous les citoyens ; le prince ne sauroit être trop scrupuleusement attentif dans le choix des officiers, qu'il commet à en faire la répartition & la levée. Ils doivent, de leur côté, prendre une connoissance exacte de l'état de chaque ville ainsi que des communautés ; & des divers changemens qui peuvent en avoir augmenté ou diminué les avantages.

Le devoir des Afféeurs consiste à régler les cotisations avec équité, sans égard au crédit, à l'autorité, & à toutes les autres considérations capables de les porter à commettre des injustices.

On peut regarder comme un autre devoir général, & commun à ceux qui sont chargés de travailler aux affietes ou cotisations, d'y procéder de manière, que l'imposition n'excede pas la somme ordonnée, & qu'il n'y ait point de manque de fonds, faute d'avoir assez imposé.

Le premier devoir des receveurs généraux & particuliers, est de faire leur recouvrement par les voies qui leur sont prescrites, de remettre les deniers à leur destination dans les termes ordonnés, de tenir en bonne forme les livres nécessaires, à rendre en tout tems compte de leur gestion, & de s'acquérir par l'étude & la lecture, une connoissance exacte des réglemens qui ont rapport aux fonctions de leurs places.

Les receveurs particuliers sont obligés de joindre à la vigilance, des tempéramens d'humanité, de douceur & de conciliation, qui leur sont dictés autant par la charité, que par leur intérêt. Chacun d'eux doit regarder son département comme son patrimoine. S'il ruine ceux qui le cultivent, il ruine les produits de son recouvrement, dont la régie ne devient pas moins désagréable pour lui, que pour les peuples, lorsqu'elle se fait avec difficulté. Une de leurs principales attentions doit être d'attendre les différentes especes de récoltes propres à chaque canton, & les occasions d'en les redevables puissent tirer de l'argent. On a vu des pays successivement ruinés & rétablis par la bonne ou

la mauvaise régie de ceux qui étoient chargés de la perception des deniers : l'antiquité nous en fournit , entre autres , un exemple mémorable dans la Gaule.

Florentius préfet du prétoire dans les Gaules, sous Constance l'an 360. après l'ère chrétienne , à l'office duquel il appartenait de lever les impôts , vexoit le peuple par des surcharges & des contraintes ruineuses. Julien en fit , avec fermeté , ses remontrances à l'empereur , qui le chargea du soin des recouvrements dans la seconde Belgique. Dès le moment on vit cesser les poursuites , les exécutions militaires , les ventes de meubles , & les emprisonnements ; & l'ordre qu'il établit , procura sans frais une telle facilité dans la levée des impôts , qu'ils étoient payés même avant le terme. Sous Julien , les peuples se trouverent libres & quittés du capital , avec des sommes moindres , qu'il n'en falloit sous Florentius , pour payer seulement les frais. Julien étoit aussi bon politique , que guerrier & vertueux.

Les impôts mis , levés & employés avec circonspection , ne sauroient paroître un fardeau trop à charge au citoyen raisonnable. Tel

se croit malheureux qui, en y réfléchissant, seroit étonné de voir sa félicité jointe à leur perception. Tel condamne leur administration, qui mieux instruit sauroit que les dépositaires de l'Autorité Souveraine ont des vues supérieures à celles des particuliers, & que les maladies de l'Etat ont quelquefois besoin de remèdes violens, qu'on ne regrette plus, dès qu'ils ont conduit à une santé parfaite.

## CH A P I T R E II.

### *Origine & Progrès de la Taille.*

LES impôts sont nécessairement aussi anciens que les républiques & les monarchies, & la bonne ou la mauvaise administration de cette partie a peut-être eu plus de part, que toute autre cause, aux différentes révolutions des empires; cependant les anciens auteurs ont entièrement négligé de traiter cette matière avec l'étendue qu'elle mérite.

„ Nous voyons bien, dit Philippi dans sa  
„ préface sur la compilation des édits & ordon-  
„ nances, que les rois d'Egypte levoient la



„ cinquieme partie des fruits de la terre; que  
 „ les rois d'Israël & ceux de Babilone pre-  
 „ noient le dixieme. Nous trouvons quel-  
 „ ques ordonnances des empereurs & quelques  
 „ commentateurs des Jurisconsultes sur les  
 „ tributs : mais on y reconnoît à peine la  
 „ nature & la quotité de l'impôt, la maniere  
 „ d'en faire l'affiète, & la forme de la per-  
 „ ception”

Je vais essayer de percer ces ténèbres, en commençant par les gouvernemens les plus reculés pour venir jusqu'au tems présent. J'examinerai donc en premier lieu les impositions sous les Egyptiens, les Perses & les Grecs, ensuite je passerai au tems de l'Empire Romain, qui me conduira à l'invasion des Francs & successivement aux trois races des rois de France. Dès que la force & la politique eurent fait des Souverains, ils conçurent la nécessité des contributions pour la conservation, le repos & la sûreté des peuples qu'ils avoient subjugués, ou qui les avoient choisis pour maîtres; & comme la justice demandoit que le fardeau fût porté avec égalité, ils s'appliquerent en même tems à chercher & à établir une proportion qui, partant du principe le plus certain

& le moins susceptible de vexations, ne don-  
nât aucune occasion aux plaintes & aux mur-  
mures, & maintint, par une juste balance,  
l'union & la concorde entre les citoyens, ainsi  
que la force & la durée de la monarchie.

Le dixième des biens leur parut le tribut  
le plus légitime & le plus naturel quant à la  
forme & à la quotité, & c'est en effet celui  
dont on trouve les premières traces dans l'an-  
tiquité, & le premier que les peuples aient  
payé à leurs Souverains, après l'établissement  
de la royauté : *hoc erit jus regis qui imperatu-  
rus est vobis, & segetes vestras & vineatum re-  
ditus addecimabit; greges quoque vestros addo-  
cimabit*, disoit le prophète aux Israélites.  
Les Babiloniens & les Egyptiens le payoient  
à leurs rois, ainsi qu'on le voit au liv. 2. des  
économiques publiques d'Aristote. Diodore  
de Sicile & Strabon confirment la même cho-  
se, & le premier ajoute que les Indiens  
payoient la quatrième partie de leurs revenus.  
Suidas rapporte que Pisistrate levoit le di-  
xième sur tous les Athéniens; & les Romains  
l'exigèrent des Hétruriens, dit Plutarque. On  
apprend par Cicéron que le dixième étoit im-  
posé sur les Siciliens & sur tous les autres

peuples barbares ; par Appien , que ceux qui défrichoient les terres , portoient aux trésor public le dixieme du revenu de leurs biens ; & Sigonius , dans son premier livre de *Jure Romanorum* , assure que les Romains levoient le dixieme indifféremment sur leurs propres citoyens , & sur tous les peuples de la république , Latins & Alliés.

La quotité de ce dixieme n'étoit pas constante ; car suivant les besoins de la république , l'abondance & la fertilité des terres , les Romains prenoient quelquefois la huitieme & même la sixieme partie , d'où les collecteurs furent appelés *Sextarii* , *Octavarii* ou *Decemarii*.

C'est encore la forme de tribut usité par les Turcs ; Mahomet fils d'Amurat prescrivit qu'il seroit perçu sur les fruits de la terre & sur l'industrie. Les plus grands Seigneurs n'en sont pas exempts , & même on le retient sur la paie des officiers de guerre. Le Grand Cham des Tartares le leve pareillement dans ses Etats. C'est le tribut ordinaire de l'Angleterre sur les biens fonds ; & c'est en effet la forme de contribution la plus capable de parer aux injustices qui se sont glissées dans

les impositions qui se perçoivent actuellement en France. Les riches paient le dixieme , & les pauvres la taille, *dit Ducrot.*

Perfuadé de cette verité , le Maréchal de Vauban avoit fait un projet pour la levée d'un dixieme , sous le nom de *Dixme royale* , au moyen de laquelle il prétendoit supprimer la taille , les aides & toutes les autres impositions , en supposant que ce droit , sans être à charge aux peuples , produiroit un revenu capable de subvenir à toutes les dépenses de l'Etat : mais soit que les estimations aient paru mal fondées , soit que des occupations plus instantes n'aient pas permis de penser à des nouveautés , soit enfin que la crainte des difficultés & des contradictions ait effrayé le ministère , ce projet , ainsi que plusieurs autres , est demeuré sans exécution ; & l'on a préféré les vices constans de l'ancienne pratique à des espérances douteuses , à un événement incertain , au grand travail & à la grande dépense inséparable d'une si vaste opération.

On a donc lieu de croire , avec quelque sorte de certitude , que l'imposition du dixieme , soit qu'elle fût exactement prise au

dixieme, soit qu'elle fût portée plus ou moins haut, étoit la base de la contribution des immeubles; mais comme le produit de cette imposition n'étoit pas toujours suffisant pour subvenir aux charges de l'Etat, & que d'ailleurs l'équité & la politique demandoient que l'industrie contribuât, en dûe proportion, avec les fonds de terres, sans quoi l'Agriculture auroit couru risque d'être abandonnée, les Souverains établirent une imposition personnelle par tête & par chaque individu, en considération de son travail, de son industrie & de son commerce &c.

On voit dans l'Exode que Moïse commanda de faire un dénombrement des enfans d'Israël, & de lever un tribut sur tous ceux qui seroient âgés de 20. ans & au-dessus. Isidore rapporte qu' Ammon, qui régna sur les Juifs, fit une pareille cotisation ou capitation sur le peuple; & Benjamin assure, dans la relation qu'il a donnée de ses voyages, que les Juifs payoient le même tribut au roi de Perse & qu'il étoit d'un écu par an, pour chaque mâle majeur de 15. ans.

Il y avoit dans l'antiquité une espece de monnoie particuliere, appelée *Dydachme*,

destinée au paiement de ce tribut, laquelle suivant Xiphilin valoit 16. sous, & Joseph & Origene assurent qu'elle avoit encore cours de leur tems.

Le produit de cette Dydrachme ne pouvoit originairement être employé qu'à l'entretien du temple : mais après la prise de Jérusalem, Tite ordonna qu'elle seroit confisquée au profit de l'empire. Domitien l'exigea avec cette sévérité que lui inspiroit son avarice insatiable. Nerva en remit une part que le patriarche, qui commençoit alors à reparoitre, s'appropriâ & c'est encore aujourd'hui le motif de la quête que les Juifs de Jérusalem font sur ceux des autres parties du monde.

Corneille le Bruin prétend que Chéops roi d'Egypte, fondateur de la grande pyramide, pour subvenir aux frais de cette fameuse entreprise, imposâ une capitation si forte, que ses peuples, ne pouvant plus en supporter le fardeau, & poussés à bout par la rigueur dont on l'exigeoit, secouèrent le joug de sa domination & se révolterent.

Micerinus fils & successeur de Chéops, loin de marcher sur les traces de son père, tint une conduite toute opposée. Il s'appliqua à

soulager les peuples , & à leur faire oublier les maux passés ; il écouloit leurs plaintes , prévenoit leur misere & se regardoit moins comme le maître , que comme le pere de ses sujets.

Cette espece de contribution étoit connue des Romains , ainsi qu'il se voit par la loi *de censibus & censitoribus* ; & se levoit en outre & par-dessus les deux especes de subfides , qui étoient le *tributum* & le *vestigal*.

Après les guerres & les horreurs du triumpvirat , Auguste , voulant regagner l'affection des peuples , en réduisit la quotité à une stater ou deux dragmes par tête , ce qui pouvoit revenir à 30. sous tournois , au lieu qu'auparavant elle étoit de 12. dragmes & demi.

Sous l'empire de Constance elle fut portée à 25. écus d'or par tête dans les Gaules : mais Julien , qui y commandoit alors , modéra l'exces de cette cotisation , & la fixa à sept écus.

Suivant le code Théodosien , *titre 16. de Annonis* , elle devoit être d'un écu d'or pour un homme , & de la moitié pour une femme.

La maniere de procéder à la répartition étoit de former un catalogue des habitans d'une ville & de leurs facultés , à la formation du-

duquel étoient appelés les prud'hommes, gens experts, de qualité & de probité. Cela se pratique encore en Languedoc, où cet état est appelé *Compoix* ou *cahier-cabaliste*, à la différence du rôle ou cahier des immeubles, qui est nommé *Compoix terrien*.

En France les premières capitations furent appelées *Fouages*, & ne duroient qu'un an. Elles eurent le nom de *Tailles*, quand elles devinrent perpétuelles. En Dauphiné, on leur donna le nom de *Capages*.

Par ce que je viens de dire, le dixième étant reconnu pour être véritablement la taille des immeubles, & la capitation pour être la taille personnelle, il s'ensuit que les noms, qui semblent maintenant désigner des impositions toutes différentes, ne sont cependant autre chose que taille personnelle ou réelle, dont la politique a jugé à propos de déguiser le nom. Il me reste maintenant à rechercher de quelle manière elle s'imposoit chez les peuples anciens, & quel en étoit le produit, pour voir enfin ce qu'elle a été & ce qu'elle est chez les François.



## CHAPITRE III.

*Impôts sous les Egyptiens**Les Babiloniens, les Perses & les Grecs.**Egyptiens.*

ON VOIT, dans la politique tirée des paroles de l'écriture, ouvrage posthume de M. Bossuet, que Joseph régla à la cinquième partie des revenus, les impôts que chaque sujet de Pharaon devoit annuellement payer.

Dans les tems de l'horrible famine qui désola l'Égypte, Joseph vendit aux peuples les bleds qu'il avoit amassés par sa sage prévoyance ; & avec l'argent qu'il en retira, il acquit les terres, les bestiaux, & même les personnes de tous les sujets de Pharaon, qui par-là se trouverent réduits à la servitude : mais le sage ministre tourna tout au bien public. Il fournit aux peuples de quoi ensemen- cer les terres que Pharaon leur vendit, & régla la redevance au cinquième du revenu, ce qui devoit faire un revenu immense, attendu la fertilité, l'étendue du pays & le nombre infini de personnes dont il étoit habité.

Les impôts que payoient les peuples d'Egypte étoient immenses, dit *M. Rollin dans son premier tome de l'histoire ancienne*, & les revenus des rois l'étoient pareillement. On en peut juger par les sommes prodigieuses que coûta la grande pyramide, dont le solide ou maçonnerie comprenoit 313, 590. toises cubes, & par le compte des légumes fournis aux ouvriers, qui montoit à 1, 600. talens, c'est-à-dire à 4, 500, 000. liv. tourn. d'où il est facile de conjecturer l'énormité du surplus de la dépense.

Le labyrinthe bâti près le lac Moëris, étoit encore une preuve de cette richesse; & le lac Moëris lui-même, qui avoit 15. lieues de tour & 300. pieds de profondeur, étoit un ouvrage si prodigieux, que l'Antiquité ne fournit rien de pareil.

Pour défendre les villes du débordement du Nil, on les avoit rehaussées avec des travaux immenses; & elles s'élevoient comme des îles au milieu des eaux.

Comme la richesse de l'Egypte dépend du débordement du Nil, on mesure avec soin les hauteurs; & le tribut que l'on paie actuelle-

ment au Grand-Seigneur pour les terres, est réglé sur la qualité de cette inondation.

La culture des terres & la nourriture des animaux sont, dans tous les Etats, une source inépuisable de biens & d'avantages; & tous les gouvernemens doivent se faire, comme celui des Egyptiens, un principe d'Etat & de politique, de les protéger. Ce sont deux professions, quoique méprisées, qui fournissent les besoins & même les délices de la vie à toutes les conditions; & en effet toutes les richesses de l'univers doivent être rapportées aux fruits de la terre & aux animaux qu'elle nourrit.

Sésostris, qui régnoit 1510. ans avant Jésus-Christ, pouvoit être regardé comme un des héros les plus illustres de l'Antiquité: il restoit encore, du tems de Tibere, des monumens magnifiques, qui marquoient la grandeur & l'étendue de son empire; & l'on voyoit, sur ces mêmes monumens, la quantité de tributs qu'on lui payoit: mais ce détail n'est pas parvenu jusques à nous. Hérodote Liv. 2. dit que ce prince divisa son royaume en portions égales, & qu'il établit sur cha-

cune une redevance proportionnée à sa valeur; & que, comme les débordemens du Nil donnoient souvent à l'un & ôtoient à l'autre, il institua des mesureurs & arpenteurs, qui lui rapportoient, tous les ans, la mesure des terres labourées, afin de répartir le tribut avec l'équité convenable.

L'écriture apprend que Néchao roi d'Egypte, en établissant Joakim sur le trône de Jérusalem, chargea la Judée d'un tribut de cent talens d'argent & d'un talent d'or.

Ce peu de lumières qu'offre l'histoire fait voir que les Egyptiens avoient des impôts certains, fixes & qui assujettissoient indifféremment tous les ordres de l'Etat : mais il n'est pas moins constant que cet arrangement, malgré sa sagesse, a souvent été sujet à des variations. Les peuples, pendant plusieurs regnes ont été assujettis à des tailles réelles, si exactement perçues, que les ministres des autels n'en pouvoient exempter que douze *arures*. Néanmoins l'administration sur cet article paroît s'être soutenue avec égalité, jusqu'au moment qui rendit cette monarchie une simple portion du vaste empire des Assyriens.

## 54 ORIGINE ET PROGRÈS

*Babyloniens.*

On peut juger de la grandeur des revenus de l'empire des Babyloniens , par la magnificence que les auteurs anciens donnent à sa capitale. Tout , selon leur rapport , l'exprimoit & la rendoit presque incroyable : ses marailles , les quais , le pont , le lac , les digues & les canaux faits pour la décharge de l'Euphrate ; les palais , les jardins suspendus , enfin le temple de Bel , dont les statues , les tables , les coupes , les vases sacrés , les encensoirs ; le tout d'or massif , devoit valoir plus de 500. millions tournois.

Athénée dit que Sardanapale , qui se brûla , voyant Ninive prise par Arbace gouverneur des Mèdes , ensevelit dans les cendres de son palais , des trésors qu'il fait monter à des sommes incroyables. On s'égare , en voulant évaluer la somme entière : mais en supposant de l'exagération dans le calcul d'Athénée , on ne peut s'empêcher de concevoir que les richesses des rois de Babilone devoient être immenses.

*Perfes.*

Si le silence des anciens ne permet pas d'établir précisément la nature des tributs que payoient à leur prince les Babyloniens , on a des lumières plus certaines sur ceux que les monarques de Perse imposaient sur leurs su-

jets. Leurs revenus consistoient en effet dans la levée de deniers payés par le peuple , & en fournitures de plusieurs choses en nature, comme grains , provisions, fourages & autres denrées, chevaux, chameaux &c. Aussi Strabon remarque-t-il que le satrape d'Arménie envoyoit régulièrement tous les ans au roi de Perse 20. mille poulains.

Au commencement de cette Puissance , les tributs n'y étoient chargés que sur les nations conquises , & les naturels du pays en étoient exempts. Darius fils d'Histaspes fut le premier qui 521. ans avant Jesus-Christ , déterminâ les sommes que chaque province devoit payer tous les ans , qui montoient à environ 44. millions , autant qu'on peut le conjecturer par le calcul d'Hérodote. Ce prince en taxant ainsi ses Etats , n'abolit point les contributions dont j'ai parlé ci-dessus , & qui suffisoient à l'entretien & à la dépense du prince & de sa maison , à la subsistance des armées & aux remotes de la cavalerie.

Cette maniere de lever les impôts , partie en denrées & partie en argent , marque dans le gouvernement beaucoup de sagesse , de modération & d'humanité. Il est difficile aux

pays éloignés du commerce de convertir leurs denrées en argent , sans souffrir de grandes pertes : & rien ne met plus les peuples à couvert de la vexation , que de prendre en paiement , de chaque contrée , les fruits qu'elle produit , qui font une contribution aisée , naturelle & équitable , & c'étoit le but de M. de Vauban dans sa dixme royale.

Un des premiers soins de Darius , quand il se vit établi sur le trône , fut de régler l'état des provinces & de mettre de l'ordre dans ses finances. Avant lui , Cyrus & Cambises se contentoient de recevoir , des peuples conquis , des dons gratuits qu'ils sembloient offrir volontairement ; & ils en exigeoient , dans le besoin , un certain nombre de troupes.

Darius comprit qu'il ne lui étoit pas possible de maintenir dans la paix & dans la sûreté , toutes les nations qui lui étoient soumises , sans avoir sur pied des troupes réglées , ni d'entretenir ces troupes sans les soudoyer , ni de payer exactement cette solde sans mettre des impositions sur le peuple. En imposant ces tributs nécessaires , il montra autant de sagesse que de modération. Il commença par ordonner une description exacte , & un dé-

nombrement général des terres & des peuples , comme l'on a vu que Sésostris avoit fait en Egypte : ensuite il fit venir les principaux de chaque province , qui en pouvoient connoître le fort & le foible , & qui avoient intérêt de parler avec sincérité , & il leur demanda si une certaine somme qu'il avoit intention de lever sur la province dont chacun étoit , ne montoit pas trop haut & n'excédoit pas la force du pays. Pour les engager tous à parler avec franchise , il leur déclara que son intention n'étoit pas d'accabler ses sujets , mais de tirer d'eux des secours proportionnés à leurs revenus , & qui étoient absolument nécessaires à la défense de l'Etat. Comme ils lui eurent tous répondu que la somme proposée leur paroïssoit raisonnable , & que le paiement n'en pouvoit être à charge aux peuples , il la réduisit à moitié , aimant mieux demeurer beaucoup en-deça des justes bornes , que de s'exposer à les franchir imprudemment.

Malgré une si étonnante modération , comme les impôts ont toujours quelque chose d'odieux , les Perses , qui avoient donné à Cyrus le surnom de pere & à Cambises celui de maître



tre , n'en trouverent point d'autre pour caractériser Darius que celui de marchand.

Le pays des Indes conquis par ce dernier prince , faisoit le vingtième des gouvernemens de son empire , & selon Hérodote il lui rapportoit tous les ans 360. talens d'or qui vaudroient aujourd'hui environ onze millions.

Rien ne fait mieux connoître les richesses immenses des princes qui régnoient alors en Asie , que celles de Pythius Lidien. Xerxès étant à Célene ville de Phrygie , près de laquelle le Méandre prend sa source , & où ce prince faisoit sa résidence , il le reçut lui & toute son armée , qui étoit innombrable , avec une magnificence difficile à se persuader , & lui offrit tous ses trésors pour fournir aux frais de son expédition contre les Grecs. Ils montoient , dit-on , à 2000. talens d'argent , c'est-à-dire , six millions , & en or à quatre millions de Dariques , moins sept mille , ce qui devoit faire quarante millions , moins soixante dix mille , en comptant le darique sur le pied de 10. liv. ajoutant que ses revenus particuliers suffisoient pour l'entretien de sa maison.

La Grece eut ses impôts, comme les autres *Grecs.* parties du monde : nul des gouvernemens qui la partageoient n'en étoit exempt, mais pour éviter une prolixité certaine de déplaire, je me bornerai à parler de ceux qu'on levoit à Athenes, qui en général servit de modele à ses voisins, si l'on excepte Lacédémone, qui a toujours trop négligé ce point essentiel à toute bonne administration.

Solon ne fut pas mis à la tête des affaires de cette ville célèbre, qu'il abolit les loix de Dracon qui étoient extrêmement sévères, & en publia de plus douces l'an 594. avant J. C. Ce sage législateur crut que le règlement sur les contributions devoit être un des principaux objets de son attention.

Il divisa le peuple en trois classes, qui se régloient par les revenus. La premiere fut composée de ceux qui avoient 500. mesures tant en grains qu'en choses liquides. La deuxieme comprenoit ceux qui en avoient 300. & la troisieme étoit de ceux qui n'en recueilloient que 200. C'étoit dans ces trois classes seulement qu'on choisissoit les Magistrats, & tous les autres citoyens étoient dénommés

mercénaires , & réputés ouvriers travaillans de leurs mains.

Les citoyens de ces trois classes payoient chaque année une certaine somme , pour être mise dans le trésor public : Savoir , ceux de la première un talent d'argent Attique , valant suivant la supputation de Budée dans son traité *De Affe* ; 1 , 333. liv. ceux de la seconde un demi-talent ou 666. liv. 10 sous ; & ceux de la troisième dix mines ou 500. liv. Comme la mesure des revenus régloit l'ordre des classes , quand les revenus augmentoient , on passoit de droit dans une classe supérieure.

Les étrangers payoient aussi chaque année un tribut à l'Etat , qui n'étoit que de douze dragmes ou 6 livres ; & faute de paiement , ils étoient réduits en servitude & exposés en vente.

Les Athéniens avoient encore le revenu de la culture des terres , des droits d'entrée & de sortie sur les marchandises , de la vente des bois , de l'exploitation des mines d'argent , & d'autres fonds qui appartenoient au public ; outre les taxes auxquelles les particuliers étoient condamnés par les juges pour diffé-

rens délits , ce qui composoit , suivant Arifrophane , dans la guerre du Peloponefe , 2000 talens.

La deuxieme efpece de revenu fe formoit des contributions que devoient payer les Alliés pour fournir aux frais communs de la guerre. Le produit dut d'abord fans doute en être médiocre ; mais par la fuite on le vit monter jufqu'à 1,300 talens.

Il y avoit , parmi les Athéniens , un certain nombre de citoyens qui étoient obligés d'équiper une galere ; on les appelloit Triérarques. Comme cet armement exigeoit une grande dépenfe , il étoit permis à ceux qui étoient nommés pour la faire , d'indiquer quelqu'un qui fût plus riche qu'eux , & de demander qu'on les mît en leur place , ce qui leur étoit accordé ; pourvu qu'ils confentiffent à l'échange réciproque de leurs biens. Cette loi étoit pareillement de Solon , & s'appelloit la loi des échanges. Les François en ont retenu l'efprit dans la procédure de leurs furtaux ; car fuivant l'article 30. du règlement de 1643. l'oppofant doit faire affigner , & prendre à partie ceux des habitans de fa paroiffe qu'il prétend être trop peu cotifés à

## 62. ORIGINE ET PROGRÈS

son égard & par comparaison de biens, pour voir dire qu'ils seront augmentés & lui diminué.

Outre l'équipement des galères, les riches avoient encore une autre charge à supporter dans les tems de guerre, savoir, les taxes & impositions extraordinaires sur les revenus de leurs terres, sur lesquels on levoit le centieme, le cinquantieme, quelquefois même le douzieme, suivant les besoins de l'Etat. Cette maniere d'imposer par centieme subsiste en Flandres.

Après que le commandement de la Grece eut passé de Sparte à Athenes, les villes & peuples, qui étoient obligés de contribuer aux frais de la guerre contre les Barbares, jugerent à propos, sous ce nouveau gouvernement, de placer dans l'Isle de Délos, le trésor public & commun de la Grece, d'établir un nouvel ordre dans les finances; & de fixer une taxe qui seroit réglée sur le revenu de chaque ville & de chaque peuple; afin que les charges fussent également réparties sur tous les membres qui composoient le corps des alliés.

Il s'agissoit de trouver un homme capable

de s'acquiter dignement d'une fonction si importante pour le bien public, si délicate & si pleine de dangers & d'inconvéniens pour lui-même. Tous les alliés jetterent les yeux sur Aristide Athénien : ils lui donnerent un plein pouvoir, & s'en rapporterent entièrement à sa prudence & à sa justice.

On n'eut pas lieu de se plaindre de ce choix, car il exerça son ministère avec une sagesse & une fidélité que rien ne démentit ; & ce qui est aussi difficile que rare, il vint à bout de se faire aimer dans un emploi, où c'est beaucoup de ne pas se rendre odieux ; & dans la suite on regarda le tems de son administration comme le siecle d'or, c'est-à-dire, comme le bon & l'heureux tems de la Grece.

Le discours de Périclès, pour persuader la guerre contre Lacédémone, fait connoître quelles étoient alors la force & la puissance de la république d'Athènes. Il entre dans le détail de ses fonds, de ses revenus, de ses flottes, de ses troupes de terre & de mer & de celles de ses alliés, & il les compare avec l'état de Lacédémone dépourvue d'argent & de vaisseaux.

En effet, il se trouvoit dans le trésor public

qu'on avoit transporté de Délos à Athenes 9,600. talens; les contributions des alliés, pour chaque année, étoient de 460. talens; & en cas de nécessité on pouvoit trouver des ressources infinies dans les ornemens des temples, puisque ceux de la statue de Minerve montoient seuls à 50. talens d'or, que l'on pouvoit ôter de la Statue sans la détruire & les remettre ensuite dans des tems plus heureux.

Mais rien n'égale l'expédient dont, au rapport d'Aristote dans ses économiques pag. 503. Tome 2. les Lacédémoniens se servirent pour trouver le fond du subside que les Samiens leur demandoient pour le recouvrement de leur pays. N'ayant point de trésor public, ils ordonnerent que tous les citoyens, leurs familles & leurs troupeaux jeûneroient pendant un jour, & que chacun payeroit aux Samiens la dépense qu'il auroit faite s'il n'avoit pas jeûné.



## C H A P I T R E IV.

*Impôts sous les Romains.*

L'EMPIRE de Rome est un spectacle bien digne de l'attention d'un monarque ; rien de plus intéressant pour lui , s'il parvient à connoître que Rome fut redevable de sa puissance à une sage dispensation de ses revenus , & que leur dissipation entraîna sa ruine.

Valerius Publicola fut le premier qui ordonna que le revenu qui appartenait à la République , seroit déposé dans le temple de Saturne , afin que la sainteté du lieu rendît le dépôt encore plus sacré : ce fut aussi lui qui défendit que les veuves , les orphelins & le menu peuple contribuassent aux impôts , afin de les mettre en état d'élever leurs familles avec plus de facilité.

Jusqu'à la 350.<sup>e</sup> année de la fondation de Rome , les Soldats Romains ne furent point soudoyés par la république ; mais ils alloient à la guerre à leurs frais , & ce ne fut qu'au siège de Veyes que les troupes commencerent à recevoir la solde.



toit dans les pâturages des domaines, les mines d'or, d'argent ou d'autres métaux, les gabelles, les péages, les douanes, le vingtième établi sur la vente des esclaves, qui étoit d'un produit si considérable que César, ayant attenté à la liberté publique, & pillé le trésor de cette partie, en tira plus de quarante millions; les corvées d'hommes & de chevaux, les milices, enfin le subside ordinaire, qui comprenoit la taxe par arpent & la capitation, c'est-à-dire, la taille réelle & personnelle. Ce sont ces deux dernières seulement que je me propose d'examiner; après que j'aurai exposé en gros, l'objet des finances Romaines, & les effets de leur bonne ou mauvaise administration.

Toutes les différentes especes de tributs, dont je viens de faire mention, avoient deux destinations principales; l'une étoit l'acquittement des charges publiques, & le trésor de cette partie se nommoit *Ærarium*; l'autre avoit pour but l'entretien du prince & s'appelloit *Fiscum*. La dernière étoit particulièrement composée des biens des criminels, des successions caduques, de celles qui étoient laissées à des personnes indignes, des trésors

trouvés, de la vente des choses litigieuses, des peines stipulées par les contrats au profit du prince, des amendes & autres choses semblables, décrites au long dans la loi de *Jure Fisci* : mais depuis que ces deux sortes de produits furent mêlés & confondus, comme ils le sont actuellement en France, ce qui n'arriva cependant que du tems du bas empire, le nom de fisc leur devint commun, ainsi que les François en usent pour tout ce qui est dû au roi, sous quelque nom & à quelque titre que ce soit.

A mesure que l'empire Romain s'accrut, l'économie diminua, les dépenses augmentèrent & les impôts firent un tel progrès que la charge en devint tout-à-fait insupportable. Auguste, voulant procurer du repos aux peuples de son empire, supprima les tributs extraordinaires inventés par l'avarice des Magistrats que l'on envoyoit dans les provinces ; & à l'augmentation desquels la licence & les désordres, qui avoient été les suites funestes des guerres du triumvirat, avoient encore contribué. Le peuple ne commença véritablement à respirer que quand Auguste régna seul. Occupé de rendre l'empire héréditaire, il son-

gea à le rendre florissant , & à enrichir ses sujets , persuadé que leur opulence feroit la sienne , & il ne s'écarta jamais de ces vues pendant un regne de quarante quatre ans.

Sans avoir égard à ce qui s'y étoit antérieurement pratiqué , il établit un nouveau tribut sur les terres & sur les personnes : mais pour y procéder avec équité , il fit faire cette description générale dont l'évangéliste St. Luc fait mention , d'où il résulta un ordre admirable , & une multiplication étonnante des revenus de l'empire. Quoiqu'il n'eût pendant son regne rien épargné pour former de Rome une ville magnifique , il laissa à sa mort plus de 200. millions tournois , que Caligula , son successeur dissipa en moins d'un an. Néron persuadé qu'il lui étoit impossible d'épuiser les revenus de ses vastes Etats , dépensa en bâtimens & en festins , tous les trésors que Claude son prédécesseur avoit amassés ; en plaisirs & en débauches , les richesses immenses d'Agrippine sa mere ; en crimes & en cruautés , tout ce qu'il avoit retiré de la confiscation des biens de Sénèque. Selon le compte que Galba fit dresser des présens que cet empereur avoit faits à ses indignes favoris , on voit

qu'il y avoit absorbé quatre-vingt treize millions d'or.

La prodigalité jette les princes dans le besoin , qui les porte à exercer des vexations qui les rendent odieux : convaincus de la haine publique , ils commencent à craindre & à se défier , & cette crainte & cette défiance engendrent la cruauté. C'est ce qu'il est aisé de remarquer par la conduite de Caligula , de Vitellius , de Domitien , de Caracalla , d'Héliogabale & de tant d'autres monstres , dont les actions font honte à la couronne & déshonorent l'humanité.

Néron , Othon , Vitellius ne régnerent que 15. ans & 8. mois , y compris la domination de Galba ; cependant Vespasien , en montant sur le trône , déclara qu'il falloit plus de dix milliards d'écus , pour rétablir la république en son premier état , de sorte qu'il se vit dans la nécessité d'augmenter & même de doubler les impôts.

On remarque que , sous Vespasien , l'espece étoit à peu près au même point d'abondance , où elle se trouve aujourd'hui dans l'Europe , de maniere qu'un homme qui auroit eu 30. mille livres de rente dans ce tems-là , auroit

pu tenir le même état & faire la même dépense , que l'on feroit dans ce siècle avec un pareil revenu.

Domitien successeur de Vespasien & de Tite son fils , ruina les affaires de la république , au rétablissement desquelles ses prédécesseurs avoient efficacement travaillé ; & le bon ordre ne fut rétabli que par les empereurs Nerva , Trajan & Antonin le pieux.

Antonin Caracalla , fils & successeur d'Alexandre Sévère prodiga aux Soldats ce que son pere avoit amassé avec tant de soin , & remplit le monde entier de ses brigandages. C'est ainsi que la sagesse & la bonté , l'avarice & la dissolution ont fait éprouver alternativement , à ce vaste empire , les biens & les maux , le calme & la violence ; mais comme le nombre des mauvais princes a de beaucoup surpassé celui des bons , leur conduite a frappé les fondemens de cette Puissance formidable , & ouvert la porte aux nations barbares qui l'ont envahie & démembrée. Non seulement ces princes accabloient leurs peuples par l'excès des impôts : mais encore ils en inventoient dont le nom seul étoit capable d'inspirer la haine , le désespoir & la révolte.

Nicéphore mit un impôt sur la fumée. Michel Paphlagonien en établit un sur l'air, dont S. Jean Chrysostome se plaint en disant : on nous vend les élémens , les chemins sont tributaires & l'air est vénal. Sportian rapporte la même chose de Pescenius Niger : „ Son avarice fut si outrée , *dit-il*, qu'il leva „ des tributs sur l'air que l'on respire”.

Pline apprend que l'on imposoit un tribut sur l'ombre de certains arbres ; Xiphilin dit que , du tems de Néron , il n'étoit pas permis de mourir sans payer tribut. Michel empereur d'Orient exigea , selon Cédrenus , la dixieme partie du travail des ouvriers & rendit par ce moyen tributaire la sueur des hommes. Au rapport de Dion, Oëtavius contraignit les Sénateurs à lui payer fix *asses* pour chaque tuile de leurs maisons : enfin, suivant Macrobe, Vespasien mit un impôt sur l'urine qu'il vendoit aux teinturiers : mais ce prince avoit fait un si bon usage des sommes qu'il avoit été dans la nécessité d'exiger des peuples , que les auteurs ont parlé de cette contribution , plutôt à cause de sa singularité, que pour la blâmer.

Du tems de Pompée , c'est-à-dire , dans le

tems de la grandeur de la république , le seul revenu de l'Asie mineure , connue aujourd'hui sous le nom d'Anatolie , étoit de dix millions d'écus selon Plutarque ; & Appien Alexandrin a écrit que , de son tems , cette province seule rapportoit à l'empereur Adrien 20. millions d'écus.

Strabon , dans le 17. liv. de sa géographie prétend que les tributs levés sur le royaume d'Egypte , par Ptolomée pere de Cléopatre , montoient à douze mille cinq cents talens par an , ce qui équivaloit à sept millions d'écus ; qui furent augmentés jusqu'à dix , après que César eût soumis ce royaume. Ce conquérant en porta les tributs si haut , que , suivant le témoignage de Velleïus Paterculus , ils approchoient de ceux de la Gaule , qui alloient à douze millions d'or. Ils furent considérablement augmentés lors de l'établissement du cens par Auguste qui , en adoptant cette forme avantageuse de répartir les impôts , trouva le moyen d'accroître les richesses de la république , & de soulager ceux qui devoient y contribuer : tant il est vrai que souvent c'est moins la masse totale du fardeau qui rebute & accable ceux qui

doivent le soutenir , que l'inégalité avec laquelle il est distribué.

Outre les différentes especes de revenus, dont j'ai déjà parlé, les Romains en formerent encore un du produit des couronnes d'or, qui se donnoient aux empereurs & aux généraux, pour les congratuler sur leur victoire, ce que la suite des tems rendit un objet important.

Ces couronnes étoient appelées Triomphales , à cause qu'elles étoient données à l'occasion de quelque victoire, & que les généraux les faisoient porter devant eux à leurs triomphes. César & Auguste en avoient reçu de plusieurs provinces, villes & communautés, jusqu'au nombre de 1822. du poids de dix livres au-moins chacune.

Ces présens qui se faisoient d'abord volontairement, devinrent par la suite un devoir & une servitude. On évalua le prix de ces couronnes, & pour les donner en argent, l'on en fit la taxe sur chaque province, ville ou communauté, & le produit de cet impôt fut appelé *Aurum Coronarium*.

Appien Alexandrin, qui a vécu sous les empereurs Trajan, Adrien & Antonin le Dé-



bonaire, promet dans son dernier livre de donner un compte du revenu général des Romains : mais si ce compte a existé, il n'est pas parvenu jusqu'à nous. Il lui étoit facile de le faire, parce qu'il connoissoit très bien l'état de la république, & parce que les empereurs, depuis Auguste, étoient dans l'usage d'exposer en public un état abrégé de toutes les finances de l'empire, tant en recette qu'en dépense, & c'est cet état que l'histoire appelle *Breviarium imperii*.

Tibere l'avoit discontinué ; quoiqu'au rapport de Tacite il l'eût fait au commencement de son regne.

Juste-Lipse, qui écrivoit dans le 16. siècle, prétend, dans son traité de *Magnitudine Romanâ cap. 3.* que le revenu annuel des empereurs montoit à 150. millions d'écus, avec quoi ils entretenoient ordinairement 200. mille hommes de pied, 40. mille chevaux, 300. éléphants & 2000. chariots de bataille : & à l'égard des forces de mer qui étoient à leur solde, cet auteur les fait consister en 2000. vaisseaux ronds & 1500. galeres : telles étoient, dit-il, les forces Romaines sous Adrien.

Ces premières notions générales me permettent de parler maintenant avec clarté du subside annuel & ordinaire, qui comprend la taxe par arpent & la capitation, c'est-à-dire, la taille réelle & personnelle, qui sont l'objet principal de ce mémoire.

J'ai ci-devant fait observer que le domaine, autrement appelé le fisc, étoit destiné à l'entretien du prince & de sa maison, & que le tribut public étoit spécialement destiné au paiement des troupes & à l'acquittement des charges de l'Etat. Les Anglois suivent à peu près cette maxime; car les fonds de la liste civile sont uniquement employés à la dépense de la maison du roi, & les autres tributs sont appliqués aux besoins publics.

Cette différence de la destination de l'impôt, en mettoit une considérable entre les provinces présidiales & les provinces proconfulaires & prétorjales. Le gouvernement de celles-ci étoit plus dur & plus fâcheux, en ce que les tributs & les impôts appartenoient au Peuple Romain, & se portoient au trésor public, nommé *Ærarium*, sans que les proconsuls ou préteurs pussent en faire aucune remise ou diminution; au lieu que, dans les

provinces préfidiales, les deniers appartenoient au prince, & il arrivoit souvent que ce prince, ou ses légats & présidens, auxquels il communiquoit sa puissance pour l'exercer en son nom, remettoient entièrement au peuple les tributs & péages, ou du moins lui en faisoient diminution d'une partie.

Le Tribut public consistoit en deux sortes d'impositions, l'une étoit la cotisation de l'arpent ou taxe réelle, & l'autre la capitation, ou taxe personnelle, désignée par le nom de cote-part d'une tête de citoyen.

J'ai déjà remarqué de plus que les empereurs faisoient faire, de tems en tems, un état général ou dénombrement du peuple; par lequel on connoissoit l'âge, la condition, les biens & les facultés de chaque citoyen.

Le premier fut ordonné par Servius Tullius, qui ne trouva que 80. mille habitans; mais par le dernier fait par Vespasien, le nombre des personnes en état de porter les armes monta à 7 millions, sans parler des armées, qui étoient sur pied, & qui consistoient en 50. légions & 57. cohortes; ce qui formoit un corps de 375, 500. hommes, en comptant, suivant le calcul adopté, la légion à 6826.

hommes dont 6100. fantassins & 726. chevaux ; & la cohorte à 600. Il faut observer à ce sujet que les légions étoient toutes composées de citoyens Romains , & que les alliés formoient le corps de troupes auxiliaires.

Comme l'expérience a toujours également convaincu des changemens qui arrivent journellement dans la fortune des sujets , & que les fonds de terre ne sont pas exempts de cette vicissitude , on avoit sagement ordonné que ces recensemens ou dénombremens se feroient de cinq en cinq ans. Les rôles en étoient rédigés, dans chaque cité , par les officiers du lieu , qui les faisoient ensuite approuver par le gouverneur de la province , pour en envoyer une expédition à Rome , & l'on en déposoit la matrice dans les archives publiques. C'est ce que M. l'abbé Dubos apprend par son histoire critique de la monarchie Françoisé, dans laquelle je puiserai quelques-uns des faits qui ont rapport à mon sujet.

Lorsque le prince vouloit faire une imposition générale ou particulière , ordinaire ou extraordinaire , il avoit recours à cette description , & il étoit en état , par ce moyen de faire une répartition , si non absolument juste ,

du-moins très approchante de l'équité. En effet le tribut public & le recensement avoient une relation si intime , & le premier paroisoit si bien émaner du second , que la taxe par arpent & la capitation sont désignées quelquefois par le même mot de *Census* , non seulement dans les actes & dans les auteurs du V<sup>e</sup>. siècle , mais encore dans les capitulaires des rois de France de la seconde race.

La taxe par arpent , ou *Jugatio* , étoit une taxe proportionnée à la valeur du fond , & plus ou moins forte suivant le besoin de l'Etat ; elle s'imposoit sur tous les arpens de terre , à qui que ce fût qu'ils appartenissent : ainsi ceux qui jouissoient des terres domaniales , se trouvoient payer deux redevances au prince , l'une comme au propriétaire du fond , & l'autre comme au Souverain : c'est ainsi qu'en France , les laboureurs , qui tiennent à ferme des terres du domaine , paient en même tems au roi , le prix de leurs baux & la taille.

On trouve cependant que les possessions des Sénateurs étoient exemptes ; & il y a une constitution expresse de Constantin le Grand , par laquelle il déclare son domaine , ses fermiers & cultivateurs affranchis de toutes charges & contributions.

Mais

Mais quand il seroit vrai que, selon l'opinion de M. l'abbé Dubos, il n'y auroit jamais eu d'exemptions, on n'en diroit pas moins, & avec raison, que nulle des taxes qui étoient payées à raison des terres domaniales, ne pouvoit avoir le nom de *Jugatio* ou taxe par arpent. La somme qui revenoit au prince comme propriétaire, étoit le canon du domaine, la ferme ou le loyer de l'héritage; & celle destinée à concourir au tribut public, ne pouvoit être considérée que comme une capitation, c'est-à-dire, comme une taxe personnelle à cause de l'industrie; que l'on appelle encore dans quelques provinces de France, *La portion colonique*.

La taxe par arpent n'étoit pas toujours la même : les besoins ou les circonstances la rendoient plus forte ou plus foible : & comme il étoit de la prudence de prévenir les débiteurs de ces changemens, afin qu'ils ne fussent pas surpris par des demandes subites & imprévues qui auroient pu les déranger, les empereurs établirent l'usage de faire publier quelle seroit cette taxe pendant l'espace de quinze années; c'est ce que fait voir une loi publiée en 436. & adressée aux préfets des prétoires, par les empereurs Thé-

odose le jeune & Valentinien III. „ Nous  
 „ vous enjoignons de notifier aux provinces,  
 „ avant le tems de l'échéance du premier  
 „ terme de chaque indiction, à quoi se monte  
 „ la taxe que chacune d'elles doit porter du-  
 „ rant l'indiction, afin que les propriétaires  
 „ des fonds puissent apprendre d'avance, &  
 „ non par un commandement odieux, ce  
 „ qu'ils auront à payer par chaque année”.

C'est de ces avertissemens ou proclamations de cotisations que, selon M. Dubos, est venue la maniere de compter par indiction, qui est une révolution ou cicle de 15. années, dont chacune retient le nom du rang qu'elle occupe dans le cicle. Mézerai ne lui donne pas absolument la même origine; car il dit que cette méthode de compter fut établie par Constantin 312. ans après Jesus-Christ, dans l'intention de limiter le tems du service des Soldats enrôlés dans les légions, à 15. foldes, c'est-à-dire, à 15. années; car ces foldes ne se payoient qu'une fois l'an, & se prenoient sur les indictions ou tailles, qui se levoient au mois de Septembre immédiatement après la récolte. Il ajoute que ces tailles ou indictions consistoient partie en vivres & munitions,

& partie en or & en argent , & qu'elles s'exigeoient si scrupuleusement & si littéralement pour la nature de chaque chose , que bien souvent on ne recevoit pas une espece pour l'autre , c'est-à-dire , de l'or ou de l'argent pour des denrées , ni même de l'argent pour de l'or , tant ces maîtres du monde vouloient une obéissance exacte & ponctuelle.

Jusqu'ici tout a été dans l'ordre , continue M. l'abbé Dubos ; mais la nécessité établit bientôt l'usage d'augmenter la cotisation de l'arpent. Ces crues, appelées *superindictions*, furent extrêmement légères au commencement, demandées sur des motifs évidemment justes , & les empereurs laissoient même les préfets du prétoire maître des tems & de la quotité : mais ils ne jouïrent pas longtems de cette liberté : „ Aucuns de nos sujets, *dit une loi de Théodose le Grand & de ses collègues*, „ ne pourront être contraints , sur le simple „ ordre du préfet du prétoire , à payer quoi „ que ce soit , à titre de *superindiction* ou „ de surcharge : & même nous voulons qu'aucune sorte d'imposition ne puisse être signifiée & exigée des contribuables, qu'en vertu d'un rôle arrêté par nous-mêmes , &



## 84 ORIGINE ET PROGRÈS

„ renvoyé aux préfectures, afin qu'elles le  
„ mettent en exécution, chacune dans son  
„ département”.

Comme les superindictions n'étoient imposées que pour subvenir à quelque besoin urgent, ceux-mêmes qui, par une grace particulière, étoient exempts de la cotifation de l'arpent, n'étoient pas dispensés d'acquitter ces charges extraordinaires, ainsi qu'on le voit dans une loi d'Honorius & de Théodose le Jeune. „ Tous les propriétaires de fonds,  
„ par quelque titre qu'ils les possèdent, seront  
„ contraints au paiement des superindictions,  
„ ainsi & de la même manière qu'ils sont contraints au paiement des redevances comprises dans le canon : & les dites superindictions seront exigées, comme si elles étoient comprises dans le canon; c'est-à-dire, dans le rôle des redevances, dont étoient tenus ceux qui jouissoient des fonds appartenans à l'Etat en toute propriété”.

„ Une autre loi des empereurs Théodose le Jeune & Valentinien porte. „ A l'exception des biens de notre patrimoine, dont nous employons souvent le revenu au besoin de l'Etat, nous voulons que toutes les terres,

„ fans exception même de celles qui font  
 „ unies aux bénéfices militaires, soient tenues  
 „ d'acquitter les charges portées dans les fu-  
 „ perindictions”.

Il femble que M. l'abbé Dubos tire l'origine du désordre que les superindictions peuvent avoir occasionné, de ce qu'elles cessèrent d'être à la discrétion du préfet du prétoire: mais il y a bien plus lieu de croire que la loi de Théodose fut faite pour réprimer les abus causés par la trop grande autorité dont jouissoient les préfets.

L'usage n'étoit pas dans ce tems de motiver les ordonnances, mais les termes employés dans celle-ci semblent en indiquer le motif: d'ailleurs le droit d'ordonner les impôts est une des plus immédiates prérogatives de la souveraineté. Tous les auteurs du droit public, Grotius, Puffendorf, Linck &c. sont unanimement d'accord sur cette prérogative, conformément à toutes les loix Romaines: & notamment à celle de *Vestig. & Comm.*

J'ai fait voir que la cotisation de l'arpent étoit la taille réelle des Romains, il me reste à faire connoître que la capitation étoit la taille personnelle: & c'est surquoi les écri-

vains & les loix de ce tems ne laissent aucun doute.

Salvien dit, en parlant de la malheureuse condition, où se trouvoit le peuple des Gaulles, dans le tems qu'il écrivoit, c'est-à-dire, vers le milieu du V.<sup>e</sup> siècle. „ Quand un „ pauvre citoyen a perdu tous ses biens fonds, „ il n'est déchargé, pour cela, de payer la „ capitation, il est encore obligé d'acquiter „ cette taxe, lorsqu'il ne possède plus un „ arpent de terre en propriété”.

Une loi du Digeste *liv. 50. art. 3.* ordonne qu'en faisant le recensement, on y marquera *en quel tems chaque citoyen est né*, parce qu'il y en avoit que leur âge exemptoit de payer certains tributs : mais l'âge du possesseur de fonds ne le dispensa jamais de payer la charge mise sur ces fonds; c'est des impositions personnelles & non des réelles que l'âge peut exempter.

La capitation consistoit donc en une taxe mise sur chaque citoyen, à raison de sa profession & de sa personne, & cela sans égard à ses biens réels, qui étoient chargés : d'ailleurs toutes les cotisations étoient égales, & la capitation des citoyens d'une fortune mé-

diocre étoit aussi forte que celle des citoyens riches.

Une imposition de cette nature paroîtroit bien injuste aujourd'hui , & seroit sujette à bien des non-valeurs ; n'étant pas possible que dans une Société , toute composée d'hommes libres , il n'y en ait plusieurs dans l'indigence. Mais dans le V<sup>e</sup>. siècle , comme la communauté étoit formée d'hommes libres & d'esclaves , il ne devoit point y avoir de citoyen qui ne pût subsister commodément , tant par son industrie , que par le travail de ses esclaves , & qui ne fût en état , par conséquent , de payer une contribution raisonnable. Si la mauvaise conduite , ou le malheur des tems , en réduisoit quelqu'un à la mendicité , il cessoit bientôt d'être citoyen , parce qu'il étoit comme impossible qu' avant que d'être ruiné , il n'eût fait des emprunts , & les loix ordonnoient en plusieurs cas que le débiteur insolvable devînt l'esclave de ses créanciers.

Il n'est pas possible de trouver des titres qui prouvent quelle étoit la proportion de cette capitation d'une province à une autre : mais il est à croire que l'imposition y étoit établie , eu égard au commerce , à la richesse & à la

fertilité plus ou moins grande de chacune : ce qu'on fait certainement , c'est que dans les tems que Julien vint commander dans les Gaules , qui passoient pour une des plus riches provinces de l'empire , les collecteurs du tribut public y levoient 25. sous d'or par tête ou par chaque part de cotisation ; & l'on fait de même que ce prince ayant diminué les dépenses par son économie , réduisit chaque cote-part de la capitation à 17. s. d'or.

Le Blanc dans son traité historique des monnoies dit que , sous les derniers Empereurs Romains , les sous d'or étoient , à peu de chose près au même titre que les écus d'or qui ont eu cours en France jusqu'en 1689. d'où il suit qu'ils passeroient aujourd'hui pour environ quinze livres tournois : ainsi chaque chef de famille payoit annuellement pour sa capitation , 375. livres de monnoie courante de France , à raison de 27. s. d'or , ou 255. liv. à raison de 17. s. d'or , sans parler de la taxe réelle par arpent , que les propriétaires de fonds payoient & sans faire mention des autres droits dont j'ai déjà parlé.

Ce seroit s'exposer à tomber dans une grande erreur , que de supputer ce que produiroit

aujourd'hui en France une capitation semblable à celle qui s'imposoit du tems des Empereurs, en supposant que les Gaules fussent aussi peuplées que la France l'est maintenant; car il y avoit bien moins de citoyens, & par conséquent moins de personnes sujettes aux impositions, que dans un tems comme celui-ci, où il n'y a plus d'esclaves.

Suivant les calculs auxquels on ajoute le plus de foi, la France contient à présent 13. millions d'ames, (c'est M. l'abbé Dubos qui parle, car la commune opinion depuis M. de Vauban est qu'il y a en France 17. à 18. millions d'ames :) & les pays qui en ont été démembrés depuis les IV<sup>e</sup>. & V<sup>e</sup>. siècles, en contiennent environ 4. millions; ce qui devoit faire alors 17. millions, en partant d'après l'évaluation de M. l'abbé Dubos. On ne comptoit cependant qu'environ cinq cents mille chefs de famille ou citoyens, de condition à être imposés à la capitation: c'est-à-dire, qu'on prenoit 34. personnes, le fort portant le foible, pour composer un chef de famille, lui compris avec sa femme, ses enfans non-émancipés & ses esclaves qui faisoient le plus grand nombre: ces cinq cents mille personnes

multipliées par 34. donnent les 17. millions ci-dessus mentionnés : ce qui prouve que les empereurs tiroient annuellement de la capitation des Gaules , à raison de 25. f. d'or par chaque chef de famille , la somme de 187. millions & demi de la monnoie actuelle , & seulement 127. millions & demi à raison de 17. f. d'or. Ce qui paroît exorbitant, si on y ajoute la taxe de l'arpent & les autres exactions ; & ce qui feroit croire ou qu'il y a de l'erreur dans l'évaluation de le Blanc, quoique fort versé dans cette matiere , ou que les richesses de la France seroient diminuées de plus des trois quarts depuis ce tems : car la totalité de la capitation actuelle ne monte pas au quart de la somme de 127. millions désignée pour le plus bas produit des anciennes Gaules.

Cette charge devint si lourde que les empereurs , fatigués de plaintes & de remontrances , furent obligés d'y avoir égard ; & pour procurer la diminution demandée , sans rien changer à l'ordre de la taxe , ils imaginèrent d'associer plusieurs citoyens pour payer , entre eux , une seule tête , ou une seule cote-part de capitation.

On trouvera peut-être qu'il eut été plus simple de réduire lès cotte-parts, comme on vient de voir que Julien l'avoit fait : mais peut-être aussi les empereurs avoient-ils pensé que , les parts étant égales , la diminution en eût été appliquée au riche comme au pauvre qui feroit toujours demeuré surchargé : quoi qu'il en soit , on doit présumer qu'un changement aussi considérable , dans la forme de l'imposition , fût l'ouvrage de la prudence & de la réflexion.

On ignore si quelqu'un des prédécesseurs de Constantin le Grand avoit eu recours à cet expédient ; il est seulement certain que ce prince le mit en usage & que depuis lui on s'en est servi. Voici ce qu'en dit le rhéteur Eumenius auteur contemporain : sous le regne de ce prince , il y avoit , dans la cité d'Autun , suivant le dernier recensement , vingt cinq mille hommes , veuves & autres chefs de familles. Personne n'ignore qu'alors la cité d'Autun étoit bien plus étendue , que ne l'est aujourd'hui le diocèse d'Autun , cette cité devoit par conséquent 25. mille têtes ou 25. mille cotte-parts de capitation.



Etant hors d'état d'acquitter cette charge, elle s'adressa à Constantin, qui lui en remit le quart & même plus, en la dispensant de payer sept mille cotte-parts. Le bienfait du prince ne consistoit pas en ce qu'il eût exempté 7000. citoyens : mais en ce qu'au lieu d'exiger 25000. cotte-parts, il s'étoit réduit à n'en exiger que 18000. „ Votre remise de „ 7000. cotte-parts, dit *Euménius*, a rendu „ les forces à 25000. personnes qui étoient „ aux abois. En perdant 7000. têtes, vous „ en avez sauvé 25000. Ce ne sont pas „ 7000. hommes qui vous ont obligation „ de leur salut, ce sont 25000.”

Il y a une loi des empereurs Valens & Valentinien, qui régnerent environ trente ans après Constantin le Grand, & cette loi, adressée au préfet du prétoire, semble seule démontrer l'opinion que j'ai embrassée. Elle porte en effet ces termes : „ aulieu que jus- „ qu'ici chaque homme a payé lui seul une „ cotte-part entière de la capitation, & que „ deux femmes ont payé à elles-deux une de „ ces cotte-parts, nous voulons que désormais „ on associe deux hommes & même trois pour

„ payer une seule de ces cotte-parts , & que  
 „ de même on unisse jusqu'à quatre femmes  
 „ pour en supporter une”.

Quoique la remise faite par ces derniers empereurs soit différente, quant à la-valeur, de celle qui avoit été faite par Constantin le Grand à la cité d'Autun , on voit bien néanmoins que l'une & l'autre ont le même but , puisqu'elles partagent également , en plusieurs portions , une tête entiere ou une cotte-part de la capitation.

C'est faute d'avoir bien compris cette nouvelle pratique , dit M. l'abbé Dubos , que plusieurs savans ont mal entendu Cassiodore & les auteurs ses contemporains , lorsqu'ils parlent de *Bina* & de *Terna* , termes employés dans la loi qui vient d'être citée , bien différens du droit de *Tiers* & *Danger* , dont plusieurs lui ont donné la signification. En effet dès qu'on associoit communément deux hommes ou trois femmes pour payer une cotte-part de capitation , rien n'étoit plus naturel que de désigner cette imposition , par la dénomination de *Tiers* & *Moitié* La conjecture est d'autant mieux fondée que tout ce que dit Cassiodore concernant ces *Bina* &

*Terna*, convient parfaitement à la capitation. Je vais rapporter les paroles de cet écrivain pour en convaincre le lecteur.

Le premier endroit où il en parle se trouve dans la formule d'un ordre, que Théodoric roi des Ostrogots & maître de l'Italie ; envoyoit aux officiers ordinaires, pour leur enjoindre de faire le recouvrement des *Tiers & Moitiés*. „ Durant le cours de la présente „ Indiction, *dit ce prince*, vous contraindrez, „ par le ministère de vos subalternes ; les „ habitans de votre district, au paiement de „ ce qui sera dû des *Tiers & Moitiés* : im- „ position à laquelle ils sont sujets dès le „ tems des empereurs, & vous en apporte- „ rez les deniers dans la caisse du premier „ officier des finances.

Cassiodore a de plus transmis une formule de l'ordre qui s'envoyoit aux officiers ordinaires d'un district, dans le cas où le recouvrement des *Tiers & Moitiés* y devoit être fait par des officiers extraordinaires, afin que les premiers prêtassent main forte aux seconds. „ Quoique suivant l'ancien usage, *dit cette* „ *seconde formule*, il vous appartient de faire „ le recouvrement des *Tiers & Moitiés*, ce-

„ pendant nous avons donné commission à *tels*  
 „ nos officiers de faire ce recouvrement.

Comme il est assez ordinaire que l'avidité ou les besoins de certains regnes fassent inventer des moyens d'augmenter les revenus de l'Etat , on n'aura pas de peine à croire que si les Romains avoient trouvé l'invention d'associer plusieurs personnes au paiement d'une seule cotte part , ils n'eussent aussi trouvé celle d'imposer la même personne à plusieurs cotte-parts de la capitation. En effet on a conservé une requête en vers , que Sidonius Apollinaris présenta en l'année 458. à Majorien , pour supplier cet empereur de le décharger de trois cotte-parts de la capitation , auxquelles il avoit été imposé , en haine de ce qu'il avoit été du parti opposé à cet empereur. Comme chaque cotte part s'appelloit quelquefois une tête absolument , Sidonius supplie Majorien de lui couper deux de ces têtes , qui lui sont , dit-il , fort à charge ; & de-là il prend occasion de se comparer à un nouveau Gérion.

L'empereur Auguste , au rapport de Dion & d'autres historiens , ayant divisé la Gaule nouvellement conquise par César en quatre

parties , imposa ce tribut appelé par Cicéron , dans son troisieme discours contre Verres , la récompense de la victoire & le châtiement de la guerre , *Victoria præmium & pœna belli*. Il ordonna que le tribut de la province Narbonnoise fût réel & celui des autres personnel.

La raison de cette diversité fut , ou parce que c'étoit la forme du tribut que ces peuples payoient à leurs anciens Souverains , dont les Romains conservoient les usages autant qu'il étoit possible ; ou parce que la province Narbonnoise s'étoit soumise avant les autres , après avoir cependant donné de grandes preuves de son courage pour la défense de sa liberté , qui lui attirerent l'estime & la considération des Romains , dont elle devint l'appui & le rempart contre les attaques des nations voisines : ainsi cette province fut rendue semblable à l'Italie , dont le tribut ordinaire étoit réel , comme il l'avoit été dans les plus grandes & les plus anciennes monarchies.

Cicéron , dans son plaidoyer pour Fontejus , dit que l'on exigeoit de la cavalerie & du bled des peuples de la Narbonnoise pour soutenir la guerre d'Espagne ; & Sigonius en  
in-

infère que cette province payoit ses subsides ordinaires en fruits , au lieu que le reste des Gaulois les payoit en argent : mais ces levées extraordinaires ne prouvent pas qu'il y ait eu rien de réglé à cet égard , car Fontejus exigea aussi de l'argent. Elles prouvent seulement que , quand le besoin des grains étoit pressant , on en faisoit fournir aux provinciaux à compte de leurs subsides , & que cette espèce de paiement dépendoit des conjonctures , comme on le voit souvent pratiquer à l'égard des provinces frontieres de France , sur lesquelles on fait des répartitions en dénaires , lorsque le service l'exige , & c'est une remarque que fait M. de Mandajors dans son Histoire de la Gaule Narbonnoise.

A l'égard des trois autres parties de la Gaule , il paroît , suivant Velleïus-Paterculus , que le tribut étoit personnel , & qu'il se levoit tous les mois ; sur quoi Dion rapporte l'extrême injustice de Licinius , chargé de la levée des impôts qui , pour les multiplier , voulut compter quatorze mois au lieu de douze ; ce qui jeta les peuples dans le désespoir , & causa la révolte des Gaulois & des Sicambriens.

Les auteurs prétendent que les impositions personnelles n'empêchoient point qu'on ne fit la description des héritages , ce qui s'appelloit *censum agere* , afin qu'elles fussent réparties avec égalité , & à raison des biens & des facultés de chaque individu ; tant il est vrai que , dans tous les tems & dans toutes les monarchies , on a toujours cherché un point d'équité , au moyen duquel on pût agir avec connoissance pour éviter les surcharges & les injustices.

#### C H A P I T R E V.

*Impôts lors de l'établissement des Francs  
dans la Gaule.*

LES auteurs qui ont écrit jusqu'à présent sur la Monarchie Françoisse, n'ont pas beaucoup différé entre eux sur l'invasion des Francs dans les Gaules , & sur les moyens politiques qu'ils ont employés pour y former un établissement solide ; & comme ces moyens avoient, suivant leur système , des rapports nécessaires avec les impôts , sans lesquels on ne peut ni fonder ni maintenir des empires , il s'ensuit

que ces mêmes auteurs n'ont pas plus varié sur cette dernière partie que sur celle de l'établissement.

Ils conviennent que les impôts ne se levoient que sur les Gaulois & que les Francs en étoient exempts. Maîtres de la Gaule, disent-ils, ils en avoient fait le partage en conquérans; les vaincus devoient cultiver les terres & payer les tributs, pendant que les vainqueurs se conservoient la liberté, l'affranchissement & les armes. Les uns furent faits esclaves, payfans & colons, & les autres se constituèrent leurs seigneurs: dispositions qui ont été considérées par plusieurs comme l'origine de la noblesse & des fiefs.

Ces peuples assujettis à des maîtres superbes, pour fléchir la dureté de leur domination & adoucir leur servitude, s'efforçoient de les gagner par l'humilité, par l'obéissance & encore plus par des présens & par des secours, lorsqu'il leur arrivoit des événemens remarquables heureux ou malheureux. Mais ce qui n'étoit, dans les commencemens, que simple courtoisie, dit *Boutillier dans sa somme rurale*, devint par la suite un droit du seigneur & un devoir du vassal.



On avoit cru jusqu'à présent que les choses s'étoient passées de cette manière : mais M. l'abbé Dubos , dans son Histoire critique de la Monarchie Française , s'efforce de renverser cet ancien édifice. La vraisemblance & la simplicité de son système ont déjà gagné bien des suffrages , & j'y joindrai d'autant plus volontiers le mien , que je trouve par-là bien des difficultés applanies. Je suis fort éloigné de croire avec M. de Boulainvilliers , dans son Histoire de l'ancien gouvernement de France , que l'honneur de la Noblesse Française soit flétri en avouant les François naturels originellement assujettis aux impôts & aux charges publiques ; & d'ailleurs étant sans conséquence dans le monde littéraire , je puis prendre à mon gré le parti qui me plaît.

La maxime qui prescrit aux Souverains d'une monarchie nouvellement fondée , de faire ressembler , autant qu'il est possible , le nouveau gouvernement à l'ancien , n'est jamais plus utile , dit M. l'abbé Dubos , que lorsqu'on la suit dans la levée des deniers publics.

Les Romains s'écarterent rarement de cette politique , ainsi qu'on en trouve plusieurs vestiges dans leurs écrits & notamment dans la

troisième raison contre Verrès , suivant laquelle on remarque qu'ils continuèrent , en Sicile , l'impôt fixé au dixième du revenu , comme ils l'avoient trouvé établi par le roi Hiéron. Ils étendirent même cette politique , jusqu'à conserver aux cités des Gaules , la primauté qu'elles avoient du tems des Druides.

Les Rois Mérovingiens , qui vouloient se rendre agréables aux Romains , leurs nouveaux sujets , ne manquerent pas de se conformer à cet esprit & à cet exemple. Ils imiterent les empereurs auxquels ils succédoient , & firent , comme eux , dresser de nouvelles descriptions , pour connoître la force de leur Etat , en réformer les abus , & y asséoir le tribut public avec équité.

Vers l'an 590. Childebert , sollicité par Moroveus évêque de Poitiers , donna commission à Florentius , Maire , & à Romulfus l'un des comtes du palais , de réformer la description faite sous le regne de Sigebert son pere , parce qu'elle étoit devenue défectueuse & caduque. En effet , par les mutations survenues , plusieurs chefs de famille qui portoient la plus grande partie du tribut public , étoient décédés , & leurs cottes-parts étoient

tombées sur des veuves , sur des orphelins , ou sur d'autres personnes hors d'état de les supporter : ils firent donc une nouvelle répartition suivant les forces & les moyens actuels de chacun ; & il en résulta que les plaintes cessèrent , & les paiemens se firent sans frais & sans murmure.

Les mêmes commissaires eurent ordre de passer de Poitou en Touraine pour y faire la même opération : mais Grégoire de Tours s'y opposa , prétendant qu'en conséquence des promesses & même des sermens des rois prédécesseurs de Childeberr , la cité , dont S. Martin avoit été évêque , devoit être exempte de payer le tribut public ; & cette prétention eut lieu , quoique contraire à la saine politique , qui doit toujours s'efforcer de rendre générales & communes à toute une nation , les charges imposées pour son utilité : afin non seulement de les rendre plus légères par la division du fardeau , mais encore pour ne point indisposer les peuples qui , d'ordinaire , supportent l'imposition avec moins d'impatience que l'injustice & l'inégalité que produisent les privilèges & les exemptions.

Il y a apparence que ce prince continua la

réformation du cadastre dans ses autres Etats ;  
 c'est ce qu'il est naturel d'inférer d'un passage  
 du même Grégoire de Tours, *Hist. lib. 10.*  
*cap. 7.* où il dit. „ Le ciel porta encore  
 „ Childebert à faire une bonne œuvre. Plu-  
 „ fleurs de ceux qui s'étoient trouvés chargés  
 „ de la recette du tribut public , avoient été  
 „ ruinés par la difficulté du recouvrement.  
 „ Elle provenoit principalement de ce que ,  
 „ par succession de tems , & par des divisions  
 „ & subdivisions qui s'étoient faites entre les  
 „ cohéritiers d'un contribuable , les posses-  
 „ sions, sur lesquelles chaque cote-part avoit  
 „ été assise lors du dernier cadastre , se trou-  
 „ voient partagées en de si petites portions  
 „ que , pour en toucher une seule , il falloit  
 „ actionner un grand nombre de personnes ,  
 „ qui souvent encore renvoyoient le collec-  
 „ teur de l'une à l'autre. Childebert remé-  
 „ dia à ce désordre par la réformation du  
 „ cadastre , ce qui ôta tout prétexte à ceux  
 „ qui auroient voulu différer le paiement de  
 „ la taxe , & mit les personnes chargées du  
 „ recouvrement en état de connoître les véri-  
 „ tables débiteurs”.

Ce qui arriva, dans ces tems, à l'égard des

cotte-parts , est semblable à ce que l'on voit arriver journellement à l'égard des terriers des seigneurs. Les héritages se subdivisent à l'infini par les partages entre les héritiers directs ou collatéraux ; & de-là naît cette confusion , contre laquelle il n'y a point d'autre remède que la renovation du terrier , comme il n'y en eut point d'autre que celle du cadastre. J'aurai occasion par la suite de traiter plus amplement cette similitude , & de l'appliquer encore plus intimement au plan que je proposerai pour la réformation de la taille arbitraire.

Sous les empereurs , le comte de chaque cité étoit chargé du recouvrement du tribut public , & il devoit en faire porter les deniers dans la caisse du prince à jour marqué : la même chose se pratiqua sous les rois Mérovingiens , & l'on voit que si , à l'échéance du quartier , le comte n'avoit pas encore ramassé toute la somme , il étoit obligé de l'avancer de ses deniers , ou d'emprunter ce qui lui manquoit , pour remplir une obligation à laquelle il n'auroit pas manqué impunément.

J'aurois pu citer un plus grand nombre de faits , mais je crois ceux-ci suffisans pour dé-

montrer que, soit dans le fond soit dans la forme, les Rois Mérovingiens en ont usé, à l'égard du tribut public, de la même manière que les Empereurs Romains leurs prédécesseurs.

Mais il s'agit de savoir, *dit M. l'abbé Dubos*, si les Francs payoient le subside ordinaire ou tribut public sous les regnes des enfans de Clovis. J'avoue, *dit-il*, que l'opinion commune est pour la négative, & que, suivant cette opinion, ils étoient même exempts de toutes charges, à l'exception de celle de porter les armes. Combien de droits imaginaires n'a-t-on pas fondé sur cette prétendue exemption? Cependant je crois que, ni sous la première ni sous la seconde race, les Francs n'ont pas été plus exempts que les Romains mêmes. Je pense qu'ils étoient tous assujettis au paiement du tribut public, comme ils l'étoient certainement au paiement des droits de douane, de péage & autres de pareille nature, qui se levoient alors dans les Gaules; & si quelques Francs étoient exemptés de payer aucune de ces impositions, ce n'étoit pas en vertu de leur état, ce n'étoit point en vertu d'une immunité accordée à la nation.

en général , mais par un privilège particulier & personnel.

Les Ostrogots qui étoient alors en Italie, ce que les Francs étoient dans les Gaules, c'est-à-dire, étrangers & conquérans, payoient leurs cottes-parts du subside ordinaire , même sur les bénéfices militaires dont ils jouissoient. Cela paroît par une lettre de Théodoric à Saturninus & à Vespasius , deux Sénateurs chargés du recouvrement public. C'est ainsi qu'elle est rapportée par Cassiodore.

„ Notre intention n'est pas de souffrir que  
 „ les revenus publics soient arriérés, en tolé-  
 „ rant que les contribuables reculent le paie-  
 „ ment du tribut ; & nous aurons d'autant  
 „ plus de fermeté à soutenir l'ancien usage  
 „ que nous n'avons jamais demandé que ce  
 „ qui nous appartenoit & se trouvoit échu.  
 „ C'est pourquoi nous vous enjoignons, qu'a-  
 „ près avoir pris les informations convenables  
 „ des citoyens d'Adria , vous contraigniez  
 „ incessamment ceux des Ostrogots , qui sont  
 „ débiteurs , de payer tout ce dont ils sont  
 „ arriérés au fisc , afin qu'ils ne soient pas  
 „ réduits à prendre un jour sur leur subsistance  
 „ la plus nécessaire , de quoi faire un paie-

„ ment, dont ils sont également en obligation  
 „ & en état de s'acquitter. Si par obstination  
 „ quelqu'un d'eux diffère de se conformer à  
 „ nos ordres, qu' outre sa taxe il paie encore  
 „ une amende pour avoir attendu les con-  
 „ traintes.

Voici la substance d'une autre lettre du roi  
 des Ostrogots, écrite à Gasilas un des sénieurs  
 de ceux de la nation des Ostrogots qui s'é-  
 toient établis dans la Toscane , & dans quel-  
 ques provinces voisines.

„ Nous vous enjoignons de contraindre les  
 „ Ostrogots , qui sont établis dans la marche  
 „ d'Ancone & dans l'une & l'autre Tosca-  
 „ ne , à payer ce qu'ils doivent au fisc , &  
 „ vous vous servirez des voies les plus effica-  
 „ ces pour les y forcer : c'est pourquoi vous  
 „ ferez saisir & annoter les métairies de ceux  
 „ qui , au mépris de nos ordres , néglige-  
 „ roient de remplir leur devoir. Vous ferez  
 „ mettre ensuite sur ces métairies les affiches  
 „ ordinaires , & vous les ferez vendre , au  
 „ profit de notre fisc, au plus offrant & der-  
 „ nier enchérisseur. Tout le monde appren-  
 „ dra , par de tels exemples , que celui qui  
 „ refuse de payer une somme dont il est dé-



„ biteur , mérite d'être puni par des pertes  
 „ considérables. Qui doit acquiter plus vo-  
 „ lontiers les droits du fisc , que ceux qui en  
 „ reçoivent des gratifications” ?

Le roi Athalaric , en écrivant à Gildas ,  
 qui exerçoit l'emploi de comte à Siracuse ,  
 pour lui enjoindre de faire cesser la levée de  
 quelques nouvelles impositions , finit sa lettre  
 en disant. „ Il ne nous feste plus qu'à vous  
 „ ordonner d'avertir votre province que notre  
 „ intention est , que ceux , à qui nous avons  
 „ conféré des *benéfices militaires* , soient exacts  
 „ à nous témoigner leur reconnoissance , en  
 „ payant leurs redevances de si bonne grace ,  
 „ qu'ils paroissent nous offrir , comme à un  
 „ bienfaiteur , ce qu'ils nous doivent comme  
 „ à leur Souverain”.

Les Visigots établis dans l'Espagne & dans  
 les Gaules , y étoient assujettis au paiement  
 du tribut public , ainsi que l'étoient les Ostro-  
 gots en Italie ; c'est ce qui paroît par deux  
 articles de la loi nationale des Visigots.

Le premier porte que „ Tout particulier  
 „ à qui la jouissance d'un fond aura été aban-  
 „ donnée , à condition d'acquiter la redevan-  
 „ ce , dont ce fond est chargé dans le canon

„ ou cadastre, jouira paisiblement de ce fond,  
 „ en payant la redevance à l'acquit de celui  
 „ qui est inscrit sur le canon, comme proprié-  
 „ taire de ce bien ; & moyennant le susdit  
 „ paiement, notre propriétaire demeurera  
 „ déchargé de la redevance. Mais le paie-  
 „ ment de cette redevance ne doit pas être  
 „ interrompu, & s'il arrive que le particu-  
 „ lier, à qui un fond aura été donné, à con-  
 „ dition d'acquiter la cote-part du tribut que  
 „ doit ce fond, manque à payer ponctuelle-  
 „ ment chaque année cette cote-part, alors  
 „ le propriétaire du fond se présentera afin  
 „ de répondre pour le susdit fond ; & s'il  
 „ manque à le faire, son bénéfice sera réputé  
 „ n'avoir point acquité les charges dont il  
 „ est tenu suivant le canon, & il sera con-  
 „ fisqué.

„ Il est statué par le second que „ Dans  
 „ chaque cité, les juges & autres officiers  
 „ feront déguerpir les Visigots qui seront trou-  
 „ vés occuper des terres, lesquelles, suivant  
 „ le partage convenu entre les deux nations,  
 „ doivent faire partie du tiers de toutes les  
 „ terres qui a été laissé aux Romains ; & les  
 „ susdits juges & officiers remettront incess-

„ fament les Romains en possession des fonds,  
 „ dont les Visigots auront été dépossédés ; à  
 „ condition toutefois que les Romains , ainsi  
 „ réintégrés , paieront au fisc la même re-  
 „ devance que payoient les Visigots qu'on  
 „ aura-dépouillés”.

Lorsque les Bourguignons reconnurent pour rois les enfans de Clovis , ils s'obligerent à payer , en faveur de ces princes , une redevance pour les terres qu'ils possédoient ; c'est-à-dire , pour la moitié des terres qu'ils avoient ôtées aux anciens habitans ; or ces parts & portions Bourguignonnes étoient un bien de même nature que les *terres saliques* ; c'est-à-dire que les unes & les autres étoient assujetties au service militaire , possédées à titre onéreux , & par conséquent susceptibles d'affranchissement , s'il en avoit été question.

Si les Francs avoient été exempts de quelque imposition , s'auroit été plutôt de la capitation que de la taxe par arpent ; parce que les impositions personnelles ont toujours été regardées , & par les Romains & par les Francs , comme plus fâcheuses & plus serviles que les impositions réelles : mais loin que cela ait été , le 28<sup>e</sup>. article de l'édit donné

à l'Épiscopat Charles le Chauve porte que  
 „ Les Francs non exempts , & qui sont tenus  
 „ de payer un écu au roi , tant pour leur  
 „ capitation que pour leurs possessions , ne  
 „ pourront donner corps & biens aux églises ,  
 „ ni se rendre serfs de qui que ce soit , sans en  
 „ avoir obtenu la permission du prince , afin  
 „ que l'Etat ne soit pas privé du secours  
 „ qu'ils lui doivent”.

Il est évident que , dans cette loi , Charles  
 entend parler des Francs naturels ; car après  
 avoir statué sur les contraventions à son or-  
 donnance , il dit à la fin du même article :  
 „ quant aux Romains nous n'avons rien à  
 „ ajouter à ce que leur loi a statué sur ce  
 „ point”.

Il paroît même absurde & hors de vrai-  
 semblance que les Rois Mérovingiens aient  
 exempté les terres saliques & les autres biens  
 & revenus des Francs : pour peu qu'on fasse  
 réflexion que ces princes , qui enrichissoient  
 les églises avec tant de profusion , & qui  
 avoient un si grand extérieur de vénération  
 pour les prêtres , n'avoient pas affranchis du  
 tribut public les biens qu'ils leur avoient don-  
 nés : la loi de l'Etat les y soumettoit , & si

## PII. ORIGINE ET PROGRÈS

quelques églises ou quelques portions de leurs héritages en étoient exemptes ; on découvre par une infinité de titres que ce n'étoit qu'à la faveur de quelque privilege particulier.

Le sixieme canon du concile tenu à Orléans l'an 511. fait mention de l'exemption du tribut public , octroyé par Clovis à plusieurs terres qu'il avoit données à l'église ; & les peres de ce concile regardent cette nouvelle grace comme un second présent.

Grégoire de Tours rapporte une lettre écrite à Théodebert fils de Thierrî premier, par laquelle l'assemblée du clergé tenue en Auvergne supplie le roi de laisser jouir les recteurs des églises & les autres ecclésiastiques, domiciliés dans les partages des rois Childebert & Clotaire , des biens qu'ils y possédoient, en payant au fisc les impositions dont ils étoient chargés ; & le même auteur *Hist. lib. 3. cap. 25.* dit que Théodebert remit en entier, aux églises d'Auvergne , le tribut qu'elles étoient obligées de payer au profit du fisc.

M. le comte de Boulainvilliers , qui est un des plus zélés & des plus outrés défenseurs de l'immunité des Francs , rapporte lui-même dans son premier tome , page 45. de son Histoire de l'an-

l'ancien gouvernement de France, un passage de Grégoire de Tours *liv. 7. chap. 15.* qui tend précisément à la destruction de son système, & à l'établissement de celui de M. l'abbé Dubos.

„ Grégoire de Tours, faisant le récit des  
„ excès commis par le patrice Mummole, *dit*  
„ *M. de Boulainvilliers*, l'accuse d'avoir assu-  
„ jetti les François naturels au tribut public,  
„ au préjudice de leurs droits.

Si les Francs avoient été exempts, par l'état de leur naissance & par le privilege national, quelle apparence y a-t-il que Chil-  
debert, qui étoit un prince sage & prudent, eût permis une innovation si dangereuse ; & que Mummole, qui étoit un grand homme d'Etat eût eu l'imprudence d'exposer son maître aux événemens d'une telle entreprise, dans un tems où les Francs avoient encore une partie de leur première férocité, & où la France étoit déchirée par les factions & les guerres des enfans de Clovis, freres de Childebert?

Sans donner la torture à ce passage, n'est-il pas plus simple de lui faire dire naturellement ce qu'il signifie, & dont on recon-

#### 114 ORIGINE ET PROGRÈS

noit la vérité par la suite de l'histoire de ce tems , qui est , que le roi Childeberr , ayant reconnu que plusieurs Francs s'étoient injustement soustraits à la contribution du tribut public , avoit ordonné qu'ils fussent compris dans le nouveau cadastre ou dénombrement qu'il fit dresser , ce qui fut exécuté : d'où il résulta une justice de la part de Childeberr & non une vexation , comme le prétend M. de Boulainvilliers. Il a pu fort bien arriver que le patrice Mummole , chargé de cette opération , ait soumis à l'impôt quelques Francs , non - obstant le privilège personnel qu'ils avoient pu obtenir , ou qu'ils vouloient étendre au-delà du tems prescrit ; mais c'est un cas particulier , qui n'a rien de commun avec l'objet général & avec le prétendu privilège qu'on suppose avoir été attaché à la nation.

Les exemptions personnelles cessoient par la mort du prince qui les avoient accordées ; & la redevance dont chaque arpent de terre étoit tenu envers l'Etat , étoit un patrimoine si sacré , qu'aucun roi n'eut le pouvoir de l'aliéner & d'en priver la couronne à perpétuité. Or comme , selon les jurisconsultes , rien ne prouve mieux l'existence d'une loi , que les

dispenses accordées pour l'observation de cette même loi, & que les loix faites par les rois de la première & de la seconde race sont remplies de ces dispenses, il résulte de ce que je viens de dire que, non seulement les terres des Francs & celles des bénéfices militaires étoient assujetties à l'impôt public; mais encore que les diverses nations qui ont envahi & démembré les provinces de l'Empire Romain, n'ont rien innové quant aux impôts dont les terres étoient chargées; & que ces nouveaux habitans n'ont fait que suivre l'usage qu'ils ont trouvé établi dans les pays où ils se sont cantonnés.

Les François, devenus maîtres de la Gaule, n'ignoroient pas ce principe universel de gouvernement, que la paix, qui en doit toujours être l'objet, n'est acquise & conservée que par la guerre; que la guerre ne se fait point sans troupes; que les troupes ne subsistent point sans solde, & que la solde n'est payée que par les impôts. Ils n'ignoroient pas que le Souverain est le chef de la nation, dont l'état & la dignité exigent de grandes dépenses, & qu'il doit avoir un revenu capable de la soutenir & de la faire respecter.



## 116 ORIGINE ET PROGRÈS

Tous les anciens monarques & législateurs, qui avoient fondé des républiques ou des colonies, avoient affecté certains domaines au trésor du prince qui en recevoit les rentes & les revenus : c'est ainsi que, suivant Denis d'Halicarnasse, Romulus divisa le territoire de Rome en trois parties, l'une pour le peuple, l'autre pour les sacrifices & la troisième pour lui.

Les François pourvurent à l'un & à l'autre, ils approprièrent au corps de l'Etat, tout ce qui appartenoit au fisc des Romains & aux particuliers de cette nation & de celle des Gaulois qui se trouverent dans le cas de la confiscation, dont les prétextes ne manquent jamais dans les tems de révolution : & d'ailleurs ils usèrent du droit de conquête, en s'emparant de force & d'autorité d'une partie des terres des anciens citoyens, soit Gaulois ou Romains ; ce qui, avec les terres du fisc & celles confisquées, pouvoit revenir à la moitié du total, laissant le surplus aux propriétaires, sans toucher à la condition des personnes, c'est-à-dire que ceux qui étoient de condition libre demeurèrent libres, & ceux qui étoient esclaves restèrent dans l'esclava-

ge ; ce qui a subsisté de la sorte jusque bien avant sous la seconde race.

Les plus considérables de ces terres furent laissées pour l'entretien du Souverain & de sa maison, les autres furent distribuées aux principaux de la nation & aux officiers pour leur former des établissemens ; & ces terres furent appelées saliques , chargées du service militaire sans préjudice de la taxe par arpent, comme je l'ai ci-devant observé.

Le roi jouissoit de tous les droits qu'on appelle régaliens. Nul n'exerçoit la justice que par commission amovible & sous le nom du prince , auquel seul appartenient les lots & ventes , les quints & requints, les rentes, cens, usages, droits de justice, confiscations, main-mortes, amendes, aubaine, épaves, biens vacans, péages, eaux & forêts, & droits de travers, barages, pontenages, ceux de rivière publique, de battre monnoie, d'accorder des privileges, d'établir des corps & communautés, tels enfin, ou à peu près, que ceux dont les Souverains jouissoient sous l'Empire Romain.

Le roi seul avoit le droit d'établir de nouveaux impôts & de réformer les anciens, d'y

ajouter ou diminuer ; & cette loi a toujours été une des plus recommandables d'un Etat bien policé. Combien l'histoire ne fournit-elle pas d'exemples des désordres causés par l'usurpation de l'Autorité Publique , qui a été dans tous les tems la source de la ruine & du malheur des peuples , du renversement des loix , de la décadence des empires , & jamais les sujets n'ont été plus heureux & plus tranquilles que quand la Souveraineté a été la plus absolue. Ces loix ont subsisté jusqu'au tems de Hugues Capet ; & suivant Gui Coquille , les droits seigneuriaux , que les Haut-justiciers levent sur leurs sujets , n'ont été introduits que depuis le regne de ce prince , ainsi qu'on le verra plus particulièrement dans son lieu.

Les brigandages qui s'exercerent dans les Gaules avant la chute de l'Empire Romain , avoient épuisé l'argent des provinces , & rendu la perception des impôts impossible ; enforte que la rigueur des subsides accabloit les peuples sans fortifier l'Etat , désoloit les provinces , empêchoit la culture des terres , obligeoit les contribuables à vendre tout ce qu'ils avoient pour s'en acquitter , faisoit flot-

ter les hommes entre les horreurs de la faim & les non-valeurs de leurs récoltes, & rendoit enfin leur condition si misérable, que les maladies épidémiques étoient regardées comme une faveur du ciel, qui vouloit délivrer ses élus de la désolation générale du siècle.

Dans cet état, la politique des François leur fit concevoir qu'ils devoient se borner à une subsistance abondante, que les régions diverses leur fournissoient; à établir des magasins pour faire vivre leurs armées; à soulager les peuples assujettis en affoiblissant les impôts pécuniaires auxquels ils ne pouvoient satisfaire, pour en substituer d'autres réels en denrées, qu'il leur étoit d'autant plus aisé de donner, qu'il arrivoit souvent que la surabondance de ces denrées, dans un pays aussi fertile que la Gaule, leur étoit à charge, parce qu'il n'y avoit point de commerce: c'est ainsi que les Francs, en faisant abhorrer le joug des Romains, firent désirer leur domination, ce qui engagea les provinces à les appeler à leur secours & à se soumettre à leur puissance.

Mais comme il est difficile à l'homme, dépositaire du pouvoir absolu, d'en imposer

perpétuellement aux passions qui l'agitent ; cette situation heureuse fut bientôt troublée par l'avarice, l'ambition & la cruauté. Childeric, Gillon, Clotaire, Chilperic, Frédégonde, & les seigneurs à leur exemple, chargerent de tributs extraordinaires les personnes & les biens de leurs sujets libres & serfs, les plus légères occasions paroissent un prétexte suffisant pour accabler le peuple qui, fatigué de ces excès, commençoit par le murmure & finissoit par la sédition.

Les anciennes chroniques ont conservé un édit de Clotaire, par lequel il ordonnoit que les églises payeroient le tiers des fruits de leurs héritages, d'où l'on doit comprendre combien les Tailles étoient excessives, & qu'elles étoient réelles dans tout le royaume.

Selon Grégoire de Tours *liv. 9.* & Aimoin *liv. 2.* Chilperic I. exigea la huitième partie du vin du cru de chacun ; & il y a apparence que l'impôt du huitième tire de-là son origine. La mesure se nommoit *Amphora*, d'où est venu le nom de droit de *Forage* que quelques seigneurs levent encore sur leurs terres. Enfin pour prévenir de semblables défordres, on régla sous Clotaire II. les préten-

tions du Souverain & des vassaux , la contribution des vassaux & les cas où elle seroit dûe : cependant sous la régence de la reine Batilde , pendant la minorité de Clotaire III. tous les sujets , même les enfans qui étoient au berceau , payoient encore un tribut par tête , ce qui empêchoit plusieurs de se marier , & obligeoit ceux qui l'étoient à exposer les enfans qui en provenoient. Cette reine , maintenant honorée comme sainte , touchée de compassion & prévoyant d'ailleurs que la continuation de cet impôt dépeupleroit la France , le supprima.

Depuis ce tems les Historiens font peu de mention des levées de deniers , & les rois maintinrent en vigueur le règlement dont je viens de parler. Ils en imposèrent aux seigneurs qui voulurent y donner atteinte , & contents de ce qui leur avoit été accordé & de leur domaine , ils se trouvoient assez de revenus , pour subvenir à ce qu'exigeoient la grandeur & la majesté de leur Etat : ils en mettoient même en réserve pour le besoin , sans être obligés de recourir à la bourse de leurs sujets. Les peuples , de leur côté , sans attendre qu'on leur fît des demandes , préve-

noient leurs princes & leur faisoient des dons volontaires dans les assemblées générales du champ de Mars , comme le remarque Aimonius liv. 4. chap. 116. & 117. & liv. 6. chap. 31. & Sigebert fait aussi mention de ces dons. On peut les comparer à ces présens appelés *Sacra largitiones* qui se faisoient aux Empereurs Romains , & que les provinces levoient sur elles-mêmes , de la manière qu'elles estimoient la moins onéreuse. Quintcurce, Ammien Marcellin , Philostrate, Polibe, Plutarque , Suétone apprennent que les peuples anciennement faisoient de leur bon gré des dons aux Souverains.

On suivoit aussi cet usage à l'arrivée des consuls & pro-consuls dans les provinces , ce qui s'appelloit *Munus adventitium* , Ulpian le nomme *Xenium* & Cicéron le traite d'*Honorarium* , dans son plaidoyer contre Pison. Ces charges étoient volontaires , comme je viens de le dire , & il n'y en avoit point qui se payassent avec plus d'allégresse & plus de témoignages de bonne volonté.

Charles-Martel , chef de la deuxième race, s'éleva au-dessus de ses prédécesseurs , & se rendit maître absolu , en formant une armée

d'étrangers & d'aventuriers , & en faisant cesser les assemblées du champ de Mars.

Pepin son fils les rétablit sous le nom de Parlement , mais il se réserva la disposition des emplois militaires , & se rendit maître & dispensateur absolu des impôts destinés à la subsistance des troupes. Ce n'est pas que la solde précaire fût en usage comme à présent ; car les gens de guerre, le clergé & les grands de l'Etat étoient obligés de porter avec eux leurs provisions : mais quand le prince les retenoit au-delà du tems limité , il étoit obligé de pourvoir à leur subsistance : & d'ailleurs il y avoit toujours dans les armées des Soldats étrangers, qui devoient être soudoyés par le prince.

## C H A P I T R E VI.

*Taille & Impôts sous les rois Carlovingiens.*

Si l'on juge du gouvernement de Pepin par les forces & la puissance de Charlemagne, il faut dire que, loin d'exercer une domination rigoureuse, il doit avoir gouverné avec une grande douceur & une grande économie, puisque les sujets se trouverent en état, à



l'avènement de Charlemagne au trône, de lui fournir les moyens d'entreprendre la conquête de l'Italie.

Charlemagne ayant goûté la police des Lombards sur les fiefs, dans l'expédition qu'il avoit faite contre eux, elle lui parut si belle qu'il en adopta une partie; en effet rien n'est si beau ni si commode que l'ordre des fiefs, il établit un revenu fixe, susceptible des augmentations nécessaires, & met tout possesseur en état de savoir ce qu'il doit & à qui il le doit.

Cependant comme cette police ne pouvoit tout-à-coup prévaloir, & que Charlemagne ne devoit pas compter sitôt sur les secours qu'elle seroit capable de lui procurer, il déclara quelles especes d'impôts seroient payées en attendant, & ces impôts ne furent autres que les anciens, c'est-à-dire, la Capitation ou Taille personnelle, & la Taxe par arpent, ou la Taille réelle. Il fit plusieurs réglemens pour rétablir la proportion dans la répartition, enforte que chacun, prévenu qu'il n'avoit point d'injustice à craindre, & qu'après avoir payé sa cote, il ne seroit pas exposé, comme aujourd'hui, à payer celle

de son voisin, cultivoit ses héritages avec soin, & ne donnoit point de bornes à l'industrie dont il étoit capable. Il laissa de plus subsister quelques droits qui avoient été établis sur les marchandises, & qui étoient destinés à l'entretien & à la sûreté des chemins : mais on ne les levoit que sur les marchands de profession, & ce que chacun faisoit venir pour sa consommation domestique en étoit exempt. Les receveurs qui, en ce tems, étoient chargés du recouvrement des impôts, s'appelloient *Graffions*.

Ce prince perfectionna les parlemens, qui avoient succédé aux assemblées du champ de Mars; il s'en tenoit deux par an, l'un au printemps dans lequel on régloit ce qui devoit se faire dans tout le royaume, & l'autre pour recevoir les dâs, *debîta*, c'est-à-dire, les tributs des provinces.

On ne connoissoit point alors le Tiers-Etat, parce que le peuple étoit esclave, ce qui faisoit qu'il n'avoit aucun rang, pas même dans les acclamations de ceux qu' Hincmar nomme la multitude, qui ne doit s'entendre que des hommes de condition libre, qui n'avoient point de part aux délibérations des assemblées,

mais seulement le privilege d'en *acclamer* les résolutions.

La rareté de l'argent fut toujours très grande sous la première race : trois cents ans n'avoient pas suffi pour ranimer la confiance. Les Romains, prévoyant la ruine prochaine de leur empire dans les Gaules, n'observèrent plus ni règles ni ménagemens ; l'invasion des François, les violences de quelques-uns de leurs princes, toutes ces circonstances avoient fait enfouir les trésors, & fait perdre jusqu' aux traces du commerce : mais Charlemagne ayant subjugué diverses nations, il entra en France des sommes immenses, & depuis ce tems, c'est-à-dire, depuis l'an 799. l'argent fut fort commun parmi les François, & ils commencèrent à se parer de dorures, & l'on en voyoit l'usage, même parmi les simples soldats.

Quoique le domaine fut inaliénable dans ces tems, comme il l'est aujourd'hui, cependant les rois avoient été obligés, pour récompenser ceux qui les avoient servis, d'en donner des portions à quelques personnes, mais seulement à vie & à titre de gratifications, c'est pourquoi on nomma ces concessions *Bé-*

*néfices*, mot qui n'est plus d'usage que dans l'église.

Ces *benéfices* laïcs représentoient assez exactement ce que les Turcs appellent des *Timars*, dont les possesseurs sont nommés *Timariots*. Il est des jurisconsultes qui prétendent en tirer l'origine des fiefs ; & le P. Daniel, dans son Histoire de la milice, prétend qu'on ne peut en douter.

Ceux qui possédoient ces *Benéfices* étoient appelés *Fideles*, nom qui leur est souvent donné dans les capitulaires, & qui leur fut attribué à cause de la fidélité qu'ils promettoient au prince leur bienfaiteur par l'hommage qu'ils lui rendoient & le serment particulier qu'ils lui prêtoient.

Il y avoit encore une espece de terres qu'on nommoit *Dominicales*, qui étoient appropriées au roi, mais que les particuliers tenoient à rente, qui étoit ordinairement de la neuvieme partie des fruits, & ces neuviemes s'appelloient *Nona*. Ce n'étoit le plus souvent que des métairies que l'on avoit détachées des grandes terres du roi, à cause de la difficulté de les faire valoir.

Mais les impôts n'eurent plus de bornes

après l'invasion des Normands. Ces peuples sortis du Nord , après avoir piraté les côtes de la mer , profitant des dissensions de Charles le Chauve , Carloman & Louis le Germanique , se jetterent dans la France & y firent des dégâts incroyables. Leurs courses durerent près de cent ans , pendant lesquels la résistance fut souvent inutile , & il en fallut venir à des tributs honteux & payer à ces Barbares , de grandes sommes d'argent , qui ne faisoient que les attirer d'avantage. Charles joignant à ce malheur les idées chimériques de ses vaines conquêtes & de ses vastes projets , se décida à mettre des impôts prodigieux sur les peuples ; ce qui , avec les autres sujets de mécontentement qu'avoient les Seigneurs François , les porta à une conspiration horrible , qui couta la vie à ce prince que le Juif Sédécus son médecin empoisonna lorsqu'il revenoit d'Italie.

Louis & Carloman accablèrent pareillement la France Occidentale , & les autres provinces de leur domination , par les tributs qu'ils en exigèrent : d'où ils furent appelés *Truands* , par ce que *Trus* signifie tribut en vieux François. Quoique Carloman eût souvent battu les

les Normands, cependant il fut encore obligé de leur donner douze mille marcs d'argent, pour les faire sortir du pays l'an 882.

La fureur de ces peuples, qui commençoit à s'appaiser, se ralluma par le massacre que Charles le Chauve avoit fait faire dans une Isle du Rhin, de Godefroi leur duc & de toute sa suite. Conduits par Sigefroi, ils entre-  
rent dans la Seine l'an 886. avec un nombre si prodigieux de vaisseaux, qu'elle en étoit couverte plus de deux lieues de long. Paris fut bloqué pendant trois ans : mais les habitans, dont le courage ne peut trop se louer, défendirent cette ville encore mieux qu'elle ne fut attaquée.

L'an 895. informés de la foiblesse du gouvernement de Charles le simple, ces Barbares recommencerent leurs ravages, & continuerent à désoler la France, jusqu'à ce qu'ils eurent conquis & usurpé la Neustrie dont Raoul fut le premier duc.

— La plupart des seigneurs s'étant emparés des terres, villes & pays où ils commandoient, lors de la foiblesse des successeurs de Charlemagne, les peuples leurs avoient passé les redevances qu'ils payoient aupara-

vant dans les magasins & dans le trésor royal.

Les Seigneurs immédiats, c'est-à-dire, relevant immédiatement de la couronne, jouissoient de tous les droits régaliens, ils bâtissoient des forteresses, faisoient battre monnaie, donnoient treves & graces, faisoient paix, alliances & traités, déclaroient la guerre à qui bon leur sembloit, condamnoient sans appel & en dernier ressort, levoient tailles, péages & toutes autres sortes d'impositions, & n'étoient obligés envers le roi qu'à l'aider dans les guerres, lorsqu'elles étoient déclarées guerres de l'Etat, le tout sauf hommage & reversion du bien à la couronne, en cas de félonie jugée compétemment & à défaut d'Héritiers.

Les fiefs ou seigneuries médiates rendoient aux seigneurs Suzerains, à peu-près, les mêmes services, que les autres rendoient au roi : mais ils ne jouissoient pas de tant de prérogatives. A l'égard des sujets des uns ou des autres, ils avoient tant de servitudes à remplir, que leur état étoit pire que celui des anciens esclaves.

La multiplicité des seigneurs avoit porté

le désordre dans toutes les parties de l'Etat, chacun vouloit être indépendant; & pour y parvenir, on employoit une violence excessive envers les plus foibles, pour en tirer des secours personnels & de l'argent; les chemins devinrent impraticables, les marchands étoient pillés, les chatelains rançonnoient tout ce qui étoit sans défense, & faisoient payer des droits arbitraires dans tous les passages & ports de leurs districts: enfin les habitans de la campagne étoient si tourmentés, qu'ils abandonnoient la culture des terres, & faisoient justement redouter la destruction & la ruine entière de la monarchie.

Dès le commencement des François dans les Gaules, & au plus tard sous le règne des fils de Clovis, il y avoit eu des ducs, des comtes & des bénéficiers. Les ducs avoient d'ordinaire plusieurs comtes dans leur gouvernement, & les uns & les autres étoient amovibles à la volonté du prince. Grégoire de Tours, en parlant d'un seigneur qui avoit été duc l'appelle *Exduc*. Les comtes commandoient dans une certaine étendue de pays, avec l'autorité de gouverneurs, &



conduisoient à l'armée ceux qui étoient obligés au service : ils présidoient à la justice, & avoient à régir plusieurs autres parties importantes de l'administration.

Charles le Chauve fut le premier qui autorisa , par un capitulaire , la succession des comtés dans les familles , lorsqu'il passa en Italie pour la deuxième fois.

Cette faute eut de grandes conséquences , & l'on ne tarda pas à voir les comtes de Vermandois , les ducs de Guienne , les comtes de Champagne , de Toulouse & plusieurs autres agir avec indépendance , lever des troupes sans ordre du Souverain , donner en partage à leurs enfans des comtés & des duchés , s'approprier les tributs , les amendes & les autres droits du roi , dont ils n'étoient auparavant que les receveurs : en sorte qu'ils ne se reconnurent plus dépendans que pour le service militaire , dont encore souvent ils se dispensoient sous les plus mauvais prétextes.



## C H A P I T R E. VII.

*Taille & Impôts sous les rois Capétiens.*

**L**ES divisions publiques & particulieres ayant ouvert la barriere aux Normands, ainsi que je l'ai dit, ces Barbares firent périr les deux tiers des François & réduisirent les autres à se cacher dans les forêts ; de sorte qu'à l'avènement de Hugues-Capet au trône, l'empire des Gaules parut sortir de sa premiere enfance : de-là l'ignorance & les ténèbres où la nation fut plongée durant 400. ans : de-là les associations particulieres pour le bien général & la conservation de la Société publique : de-là les réglemens pour la défense des églises, des veuves & des orphelins.

La principale gloire en fut dûe au clergé : mais aussi en tira-t-il le principal avantage, parce que s'étant attribué la connoissance & la punition des infractions à ces nouvelles loix, il forma de nouvelles chaînes pour les séculiers, dont il est étonnant qu'ils aient pu se dégager.

Hugues-Capet, pour assurer sa nouvelle royauté, laissa les villes, terres, charges &

provinces à ceux qui les avoient usurpées , qui firent la même chose en faveur de leurs vassaux , comme ceux-ci à leurs arriere-vassaux.

On prétend que jusqu' au tems de Philippe Auguste , les rois de France avoient été dans l'usage de porter avec eux , dans tous les voyages & même à l'armée , le chartrier du royaume , ou le dénombrement général de l'Etat , qui contenoit tous les devoirs dont les vassaux étoient tenus envers la couronne.

Ce prince étant en guerre avec Richard roi d'Angleterre , perdit ce chartrier que l'ennemi lui enleva après avoir battu l'arrière-garde de son armée dans le Blaisois l'an 1194 : sans que ses instances en aient jamais pu obtenir la restitution. Il crut pouvoir y suppléer , en faisant les plus exactes recherches dans les archives des particuliers , des églises & des monasteres ; mais on ne put jamais le rétablir que très imparfaitement ; c'est pourquoi on ne trouve presque rien dans les dépôts publics , concernant le regne de Philippe Auguste , & encore moins de ceux de ses prédécesseurs ; & c'est sans doute par cet accident que s'est perdu l'important traité qui avoit

été passé entre Hugues-Capet & les grands vassaux de la couronne, lorsqu'il avoit été élevé sur le trône.

Au moyen de ce traité, les seigneurs avoient un droit naturel & foncier sur leurs vassaux, en vertu duquel ils avoient la puissance de recevoir d'eux les redevances de vivres & de service ordinaire, & en outre de leur imposer des tailles extraordinaires. Le roi n'avoit pas le droit de taxer les sujets d'autrui : mais dans les besoins de l'Etat, il convoquoit les Barons, qui étoient particulièrement chargés des deniers d'imposition, pour les faire consentir à la levée des sommes nécessaires. Ils se cotisoient entr' eux pour le paiement, & ils imposoient ensuite à leurs hommes une taille arbitraire qui leur étoit payée, & sur laquelle ils prenoient le montant de leur cotisation, qu'ils faisoient porter au trésor du roi, & ils pouvoient retenir le surplus à leur profit ; ainsi qu'il paroît entr'autres par une chartre de Philippe le Bel, en faveur des seigneurs & barons du comté d'Alençon, à l'occasion du mariage de sa fille Isabelle avec le roi d'Angleterre.

Les choses subsisterent dans cet état jus-

qu'au tems des guerres saintes , qui commencerent sous le regne de Philippe fils d'Henri I. vers l'an 1095. La religion en fut le prétexte , & la politique en entre tint l'ardeur pendant près de 200. ans. Les papes , comme chefs d'une guerre de religion , acquirent par-là le droit de commander aux empereurs & aux rois : ils reçurent , sous leur protection , les personnes & les biens de ceux qui se croisoient , recueillirent les aumônes & les legs que l'on fit en considération de ces entreprises , & ils en prirent occasion de lever des décimes sur le clergé.

Toutes les croisades étoient accompagnées d'indulgences moyennant finance , dit Pasquier. Clément VI. en avoit accordé une année par denier , & celui qui donnoit de quoi défrayer un homme de guerre étoit absous de tous ses péchés. Cette collecte dura cinq ans , pendant lesquels on leva des sommes immenses sur la France : mais ce voyage n'ayant pas eu lieu , par une supercherie du pape , ce pontife s'appropriâ tous les deniers levés pour l'entreprise , en disant : „ Gardez les Indulgences & je garderai votre argent pour „ la premiere Croisade que nous ferons”.

Ces guerres ne furent pas moins utiles aux rois. En servant le zèle ou l'intérêt des papes, ils éloignoient de leur Etat, sous un motif révérend, les esprits factieux & turbulents. Les seigneurs qui avoient usurpé les villes & les provinces, comme je l'ai ci-devant observé, laissoient une belle occasion d'entreprendre sur leurs droits & sur leurs privilèges, & se trouvoient en outre dans la nécessité de vendre ou d'engager leurs terres pour subvenir aux frais de ces voyages. C'est ainsi que le duché de Berri, les comtés de Clermont, de Montlhéry, de Corbeil, de Rochefort, de Meffe, le Puisay en Beauce, & une infinité d'autres endroits furent réunis à la couronne, & réduits à l'obéissance des rois de France, qui se servirent aussi de ce prétexte pour établir des impôts & lever des décimes sur le peuple.

Louis le Jeune, au retour de sa malheureuse Croisade, qui fit tant de veuves, d'orphelins & dépeupla tant de pays, fit des levées extraordinaires sur ses peuples. Entre autres l'an 1147. il imposa le sou pour livra ou le vingtième des biens sur tous ses sujets: ce que ses prédécesseurs de la troisième race

n'avoient point encore tenté. Cette nouveauté excita des murmures contre le roi , & des invectives sanglantes contre Bernard premier Abbé de Clairvaux, qui avoit fait solennellement des promesses bien différentes d'un si fatal événement : mais ce dernier se défendit vigoureusement par des écrits apologétiques, dans lesquels il protestoit que la mort & la captivité de plus de 200. mille hommes, qui excitoient les cris de sa nation , ne devoient être attribuées qu'à leurs crimes énormes, & qu'une marque de la bonté du Tout-puissant , c'est qu'il avoit fait grace à ceux qui s'étoient échappés, quoiqu'ils ne valussent pas mieux que les autres.

L'an 1188. après la prise de Jérusalem, & la destruction du royaume de ce nom , qui avoit duré 88. ans , le roi Philippe & Henri roi d'Angleterre se liguerent pour se croiser & firent l'un & l'autre des exactions intolérables sur leurs peuples. Philippe ayant fait assembler un grand parlement à Paris au mois de mars , y fit ordonner que l'on leveroit le dixieme de tous les biens , tant meubles qu'immeubles, de toutes personnes tant ecclésiastiques que laïques. Cette dixieme géné-

rale fut appelée Saladine , parce qu'elle fut levée pour combattre Saladin le Grand , qui avoit conquis Jérusalem.

Le même roi , par son testament daté à Paris l'an 1190. voulut que la Taille subsistât tant qu'il seroit outre mer pour le service de Dieu , & que, s'il venoit à mourir, elle fût continuée jusqu'à ce que son fils eût atteint l'âge auquel il devoit monter sur le trône, L'article 17. de cet acte provisoire ordonne que les revenus du roi & les redevances qui lui seront payées , seront apportées à Paris aux jours de S. Remi , de la purification, de l'ascension , & qu'ils seront remis entre les mains de six notables , qui seront choisis par le roi.

Ayant Philippe-Auguste , on ne connoissoit en France d'autres hommes d'armes , que les possesseurs de fiefs ; mais ce prince ayant entrepris des guerres , pour lesquelles les Seigneurs lui témoignèrent beaucoup de répugnance & refusèrent même de marcher ; il résolut de n'être plus dans leur dépendance , & en 1200. inventa les troupes soudoyées , afin d'en avoir toujours de prêtes pour employer où bon lui sembleroit : ce qui le ren-



dit âpre à amasser des trésors , dit *Mezerai* , pour quoi il fit de grandes levées sur les peuples , il vexa les bourgeois par de nouveaux impôts & par des exactions inouïes ; *tierçant* les gentilshommes , c'est-à-dire , prenant le tiers du revenu de tout leur bien : extès auquel nul de ses prédécesseurs n'avoit poussé les choses.

Ses établissemens ou ordonnances de 1214. touchant les croisés portent : *Art. 1.* qu'aucun bourgeois ou villain ne fera imposé à la Taille, la premiere année qu'il aura pris la croix : mais que si la taille avoit été assise avant qu'il se fût croisé, il n'en seroit affranchi, que pour la seconde année ; & que la taille seroit censée être imposée , quand elle auroit été signifiée à personne ou à domicile : *art. 6.* que si un croisé possède des terres fujettes à taille, il en paiera la taille, comme s'il n'étoit pas croisé : mais que s'il nie que ses terres y soient fujettes, il en fera la preuve par-devant l'évêque diocésain ou son official. Il faut se souvenir que , comme je l'ai observé plus haut , pendant le tems des croisades , les ecclésiastiques connoissoient de tous les différends, à cause de

la personne & des biens des croisés, ce qui avoit prodigieusement étendu leur pouvoir & leur juridiction.

Philippe Auguste est, de tous les rois de la troisieme race, celui qui a le plus acquis de terres à la couronne & de puissance aux rois ses successeurs : il abattit l'autorité des plus grands princes du royaume & ôta le contre-poids qui tenoit en balance ses droits souverains : enfin il accoutuma les Seigneurs au respect & les peuples à se laisser charger d'impôts.

Suivant le discours de Boniface VIII. rapporté par Dupui, les revenus de ce monarque ne passaient par 36000. marcs d'argent ou 90000. liv. ce qui, au prix de 48. liv. 10. s. valeur actuelle du marc feroit de nos jours 1,746,000. liv. mais aussi les denrées étoient proportionnées à l'espece, puisqu'on voit par les registres de la chambre des comptes que, sous le règne de S. Louis, où la valeur du marc étoit augmentée d'environ un onzieme, le Chancelier de France n'avoit, quand il alloit dans les provinces, tant pour lui que pour sa suite & équipage, que sept sous parisis par jour, & que, lorsqu'il logeoit dans

des abbayes ou autres lieux qui le défrayoient on lui rabatoit sur ses gages à proportion.

Ce dernier prince permit , l'an 1270. aux Seigneurs de lever aides & tailles sur leurs vassaux & hommes coutumiers dans quatre cas : savoir , lorsque le Seigneur seroit pris prisonnier en juste guerre ; lorsqu'il seroit son fils Chevalier , qu'il marieroit sa fille aînée à un gentilhomme , & qu'il seroit le voyage d'outre-mer ; & enfin lors qu'il seroit obligé de suivre le roi à la guerre. Cette taille étoit imposée sur tous les sujets , & n'avoit rien d'odieux ni de servile , & voulant qu'elle fût répartie avec justice , il fit un règlement , rapporté dans le , 12<sup>e</sup>. tome du Spicilege de Dom Luc Dacheri , par lequel il prescrit les formalités qu'il veut être observées pour parvenir à une juste répartition.

Suivant ce règlement on devoit élire , premièrement , 30. ou 40. hommes des plus gens de bien de la cité , qui ensuite devoient en choisir 12. qui faisoient la répartition , après avoir prêté serment d'y procéder avec équité & en leur conscience , suivant les facultés & moyens de chacun , & en estimant la valeur des meubles à la moitié des immeubles. Ou-

tre. ces 12. personnes , il en étoit 4. dont les noms étoient tenus secrets, jusqu'à ce que les 12. eussent fait l'affiette de la Taille , & qui après avoir prêté serment taxoient les 12. assésés, avant que l'imposition fut publiée.

Beaumanoir rapporte, dans ses coutumes de Beauvoisis , que ces sortes de tailles s'imposoient quelquefois par le roi dans ses villes ; mais que le plus souvent c'étoit pour les affaires de la ville même.

Ce sont sans doute ces différentes ordonnances , qui ont fait dire à M. le président le Maître & à quelques autres auteurs, que c'est S. Louis qui a introduit les tailles en France. Il est vrai que la taille coutumière & seigneuriale a pris naissance à l'occasion des croisades , & que la première a été projetée au concile de Clermont tenu l'an 1097. Il est encore vrai qu'elle doit être considérée comme le germe de la taille actuelle , dont je cherche l'origine : mais il n'en est pas moins vrai que la taille , telle qu'on la connoît aujourd'hui , n'a commencé à avoir lieu que sous Charles VII. qui réduisit cette imposition en tribut ordinaire, & voulut qu'elle fût imposée sur les biens ruraux dans les provinces, où

les tributs avoient été réglés de toute ancienneté , comme en Languedoc & en Provence ; la laissant personnelle dans les endroits où elle l'avoit été auparavant ; & c'est ce qui a engagé le plus grand nombre d'auteurs connus à placer cet établissement sous le regne de Charles VII.

Outre la taille qui s'imposoit dans les quatre cas énoncés ci-dessus , il y avoit encore la taille serve ou à volonté , qui étoit , en quelques endroits , abonnée à une somme fixe , soit par prescription , soit par contrat & traité avec les Seigneurs.

La taille serve s'imposoit sur les hommes & femmes de main-morte ou mort-taillables , elle s'appelloit encore , *taille à miséricorde* ou *à merci* , parce que les Seigneurs la levoient à volonté , non cependant à leur pure discrétion , qui auroit pu dégénérer en tyrannie ; mais en appelant avec eux trois ou quatre prudhommes de la paroisse qui connoissoient les facultés des taillables ; c'est pourquoi les coutumes vouloient que ce fût à volonté raisonnable du Seigneur. Cette espece de taille s'est perpétuée jusqu'à ce tems dans plusieurs provinces ; telles sont la Franche-comté , le

Dau-

Dauphiné, le Ponthieu, Laon, Troyes, le Bassigni, le Nivernois & autres.

Gui Coquille estime que la proportion qui doit être observée pour la quotité de cette taille, doit être la dixième partie des fruits tant naturels qu'industriels; elle étoit anciennement du quint: mais les arrêts du parlement l'ont souvent réduite.

Cette imposition étoit forcée & odieuse & s'appelloit *Tolta seu Maletolta*, *Maltôte*, & ceux qui se méloient de la lever étoient nommés *maltôtiers*, comme désignant des receveurs de deniers mal levés. Les sujets sur lesquels elle s'imposoit étoient serfs; & comme membres & instrumens de la terre sur laquelle ils demeuroient, ils ne pouvoient être vendus ni aliénés qu'avec le fond même; & cette servitude acquéroit un droit de suite; en sorte que, quoique le serf abandonnât tous ses biens, meubles & immeubles, il demeurait toujours serf, en quelque endroit qu'il allât; parce que, comme le remarque le même Gui Coquille; sur la coutume de Nivernois *chap. 8. des servitudes personnelles*; celle-ci est de naissance, tient & adhère à la chair & aux os.

Quoique les réglemens faits par S. Louis eussent prévu tout ce qui pouvoit blesser l'équité & la proportion dans l'une & l'autre taille , cependant la répétition fréquente de ces levées ne laissoit pas d'occasionner souvent des émotions dangereuses ; & pour les prévenir , les rois ne crurent pouvoir employer de moyens plus certains , que d'appeller le peuple aux délibérations , qui se tiendroient à l'avenir pour prononcer sur les fonds nécessaires aux dépenses de la guerre & de l'Etat : persuadés que ce peuple flatté de participer , pour ainsi dire , aux fonctions du ministère & de la royauté , se livreroit avec joie à porter un fardeau , que sans cette idée , il auroit rejeté avec férocité.

Les Anglois prétendent former la nation la plus libre du monde , & en apportent pour preuve la forme de leur gouvernement , qui réside individuellement dans le Souverain , la noblesse représentée par la chambre des Seigneurs , & le peuple qui compose la chambre des communes. Ces deux dernières parties de la Puissance Suprême dressent les *bills* ; & le consentement du prince , en leur donnant force de loix , les rend actes de parlement.

La nation y est fort soumise , parce que chaque sujet s'imagine y avoir contribué. Dans cette flatteuse persuasion , les Anglois ne murmurent point contre les taxes , les impôts & les subsides excessifs , parce qu'ils croient qu'ils se les imposent eux-mêmes. On n'a affaire qu'à leur imagination , & on la persuade parce qu'on la respecte : si l'on se conduisoit autrement , on verroit ces mêmes hommes , qui regardent les actes de leur parlement comme la plus grande marque de leur liberté , devenir aussi furieux & aussi intraitables qu'ils sont souples & obéissans.

## C H A P I T R E VIII.

*Taille & Impôts sous le regne des Valois.*

**L**E PREMIER des rois de France qui s'avisa d'introduire le Tiers-Etat dans l'assemblée générale de la nation , fut Philippe le Bel. Il y prit séance avec le clergé & la noblesse , & les parlemens anciens changerent de nom , pour prendre celui d'assemblée des Etats Généraux , en la forme connue & usitée depuis.

César ayant conquis les Gaules , laissa subsister les diettes qu'il y trouva établies , pour



faire paroître qu'il maintenoit les anciennes libertés de la nation : mais le peuple n'étoit jamais admis aux délibérations. Mais, dit *Loiseau*, le Tiers-Etat devint par la suite fort considérable, parce que les officiers de justice & de finances acquirent un grand crédit dans le royaume, depuis que la noblesse eut méprisé les lettres pour s'abandonner à l'oisiveté.

Plusieurs soutiennent que l'assemblée des Etats généraux & provinciaux, est incompatible avec la Souveraineté ; ils disent que, dans les monarchies, le peuple doit être entièrement privé de la connoissance des affaires, & n'avoir aucune part à l'administration de l'Etat ; que ce fut sur ce principe que la forme de la république Romaine ayant été changée, les empereurs supprimèrent les comices & toutes les assemblées générales du peuple ; & c'est de quoi le jurisconsulte *Modestinus* rend la raison en la loi unique *ff. ad. legem pet. de ambit.* parce que tout étoit remis à la disposition du prince : *quia ad curam principis hodie omnia pertinent.*

Le sentiment de *M. le Bret* est au contraire que les Etats n'étant tenus que par la permission & le commandement du roi, que l'on n'y

délibère & que l'on n'y résoud rien que par forme de requête & de très humble supplication, pour le repos & le bien général du royaume, ces assemblées ne sont point contraires à la Souveraineté, ne diminuent point le pouvoir des rois, & ne combattent en aucune façon les maximes fondamentales de la monarchie.

Cette forme d'administration étant le gouvernement d'un seul, il est certain qu'à prendre ce terme dans sa signification étroite, il est exclusif de toute concurrence & de toute association de pouvoir & d'autorité étrangère. Il est encore certain que le gouvernement monarchique, considéré essentiellement, & abstraction faite des qualités du monarque, est le plus parfait & le plus accompli de tous les gouvernemens. Enfin il est certain qu'il est le premier de tous les gouvernemens institués par les hommes, & qu'il n'auroit jamais souffert d'altération, si ceux que le sort a choisis pour en exercer les fonctions, avoient eu assez de lumières & de raison pour s'en bien acquiter, & les sujets assez de docilité pour se soumettre à l'obéissance légitime : mais les passions, inséparables de l'humanité, ayant

souvent fait sortir les uns & les autres des justes bornes de leur condition , il en est résulté des changemens , qui ont produit les différentes formes de gouvernement connues , qui , sans être exemptes des vices de la monarchie , en ont qui leur sont propres , comme on le voit en Pologne , en Allemagne , en Hollande & même en Angleterre ; en sorte que le gouvernement monarchique doit être considéré , non comme un gouvernement parfait , car il n'y a rien qui le soit dans la nature , mais comme le moins imparfait que la politique humaine ait imaginé.

Il faut donc en conclure que tout mélange & toute association d'autorité , telle que celle des Etats ou autre de quelque espèce qu'elle soit , bornant , limitant ou affaiblissant le pouvoir monarchique , le fait cesser d'être absolu , lui ôte son essence , change sa nature & l'empêche de représenter le plus accompli des gouvernemens , auquel toutes les sociétés doivent aspirer.

Il peut se trouver un roi ambitieux , prodigue , barbare : mais il ne causera que des maux passagers , à quelque excès qu'il se porte ; & s'il est incapable , ses ministres y suppléeront.

ront. Tous les malheurs arrivés sous la seconde & la troisieme race ne sont provenus que des changemens faits à la dernière constitution de l'Etat. Les rois de la première race jouissoient d'une autorité plus absolue à tous égards que ceux qui regnent même de nos jours. La France n'a ressenti de véritable tranquillité, qu'à proportion que les successeurs de Hugues-Capet ont travaillé avec succès, pour se délivrer eux & leurs peuples de tous les tyrans, qui avoient usurpé le royaume, en se rendant propriétaires des pays, dont ils n'étoient qu'administrateurs. L'excellence du gouvernement d'un seul est si bien démontrée dans les républiques mêmes, que celle de Rome, qui sera toujours le modele des gouvernemens de cette espece, éliisoit un dictateur, sitôt qu'elle se trouvoit menacée de quelque danger; magistrat qui exerçoit un pouvoir tout-à-fait monarchique; & plus étendu que celui de ceux qui avoient fondé cet empire.

La guerre de Flandres donna lieu à la subvention, que Philippe le Bel ordonna par son mandement du vendredi après les octaves de la Toussaint. 1302. dont l'art. 2. dit que „ les

„ commis sur le fait de la levée des finances ;  
 „ feront payer la subvention , aux nobles qui  
 „ auront quarante livres & plus de revenu ,  
 „ & aux non-nobles qui auront 300. liv. en  
 „ meubles ou la valeur de 500. liv. tant en  
 „ meubles qu'en immeubles”.

Le commissaire envoyé pour la levée de cette subvention devoit, suivant l'instruction secrète qui lui étoit donnée , faire les plus exactes perquisitions pour connoître les moyens de chacun ; & au cas qu'il ne pût parvenir à avoir des éclaircissémens suffisans , il devoit s'en rapporter au serment des contribuables, qui apparemment en firent beaucoup de faux.

L'art. 1. d'une autre ordonnance, touchant la même imposition , dattée du Samedi de l'Ascension de la même année 1302. ordonne que „ ceux qui auront cent livres tour-  
 „ nois de revenu annuel paieront 20. liv.  
 „ tournois de subvention , & de plus en  
 „ plus par chaque 100. liv. suivant les mê-  
 „ mes proportions : ceux qui auront 500. liv.  
 „ tournois en meubles, paieront 25. liv. tour-  
 „ nois , par chaque 500. liv. tournois , &  
 „ pour tout ce qui excédera suivant la même

„ proportion; ceux qui n'auront ni 100. liv.  
 „ de revenu en fonds de terres, ni 500. liv.  
 „ en meubles, ne paieront rien”.

Il suit de-là que, du tems de Philippe le Bel, les sujets payoient le cinquième de leur revenu, enforte que, supposant que celui du roi fût le sixième au total des revenus de toute la France, comme on l'estimoit alors, il est évident qu'il prenoit le tiers du total, ce qui ruinoit la proportion naturelle & légitime.

Par autres lettres du même roi du 9. Octobre 1303. il est dit *art. 1.* que „ Tous ar-  
 „ chévêques, évêques, abbés & autres pré-  
 „ lats, & toutes personnes d'église, les ducs,  
 „ comtes, barons, les dames & demoiselles  
 „ & autres nobles, feront aide au roi, pen-  
 „ dant les mois de juin, juillet, août &  
 „ septembre par chacun 500. liv. de revenu  
 „ en terres, d'un gentilhomme bien armé &  
 „ monté sur un cheval de 50. liv. tournois.  
*art. 2.* Les non-nobles, par chaque-cent  
 „ feux, fourniront six sergens bien armés,  
 „ desquels il y en aura deux arbalétriers”.

Il y a encore plusieurs autres ordonnances  
 sur le même sujet : mais je me contenterai de

### 134 ORIGINE ET PROGRÈS

mentionner les deux de 1309. & de 1313.  
La première est pour faire payer la subvention, à cause du mariage de sa fille Isabelle avec le roi d'Angleterre, par tous les vassaux des évêques, abbés & autres sujets des ecclésiastiques qui se prétendoient exempts, & à laquelle il avoit bien voulu surseoir sur les remontrances & allégations de leurs prétendus privilèges.

La seconde est adressée au Sénéchal de Xaintonge, & s'explique en ces termes.

„ Comme, n'agueres, nous ayons fait notre  
„ fils Chevalier, & que de celle Chevalerie  
„ les gens de notre royaume sont tenus à nous  
„ faire certaine aide, nous vous commandons  
„ que vous leviez la dite aide, en la maniere  
„ qu'il a été fait autrefois, en cas semblable,  
„ en notre Sénéchaucie & ez refforts d'icelle;  
„ faites lever & exploiter au plutôt que vous  
„ pourrez, & tout l'argent de celle aide,  
„ sitôt comme il pourra être reçu, renvoyez  
„ en notre trésor à Paris”.

• Cette coutume étoit fort ancienne; car Suétone chap. 42. apprend que Caligula avoit levé de même droit pour le mariage de sa fille; & Pierre Desvignes rapporte, dans le 5<sup>e</sup>. livre

de ses lettres chap. 16. un mandement de l'empereur Frédéric II. sur le même sujet.

Il s'étoit levé plus de deniers extraordinaires durant ce seul regne , que pendant tous les autres précédens , parce qu'on avoit fait entreprendre au roi des choses au-dessus des forces de son Etat , & que d'ailleurs ses finances étoient pillées par ceux qui en avoient l'administration , & un impôt étoit le signal d'un autre impôt prochain. La noblesse & le clergé lui firent des remontrances ; mais comme elles furent sans effet , on vit éclore de dangereuses associations ; & le roi se voyant à la veille d'un soulèvement général , reconnut enfin que son ministre avoit poussé les choses trop loin. La crainte de l'avenir , l'embarras du présent lui causèrent tant d'alarmes & de chagrin , qu'il en mourut à Fontainebleau le 29<sup>e</sup>. jour de Novembre 1314. où suivant quelques-uns il fut empoisonné par Pierre Latilli évêque de Chalons chancelier de France.

J'ai ci-devant fait observer que , suivant le discours de Boniface VIII. les revenus du roi Philippe Auguste , ayeul de Louis IX. ne passaient pas 18000. liv. ou 36000. marcs d'ar.



gent, ce qui au prix de 2. liv. 10. s. le marc, faisoient 90000. liv. de revenu; & je remarquerai ici que le petit-fils de ce même Louis IX. Philippe le Bel, avoit fait monter les siens à plus de 80000. marcs, qui à raison de 5. liv. le marc valaient 400000. liv. Ce prince porta même la valeur du marc jusqu'à 8 liv. & par-la son revenu alla à 640. mille liv. ce qui étoit d'autant plus considérable que, de son tems, la Guienne, la Bretagne, la Provence, le Dauphiné, les deux Bourgognes, l'Auvergne, le Bourbonnois, le Nivernois, l'Auxerrois, la Flandres, l'Artois, la Lorraine, l'Alsace, & une infinité d'autres grandes seigneuries n'étoient pas unies à la couronne.

Comme les ligues & les associations qui avoient été faites contre Philippe le Bel par les provinces & par les communautés, subsisterent après sa mort contre Louis Hutin son successeur; ce prince sacrifia à la crainte & à la conjoncture des tems, Enguerrand de Marigni, le principal ministre de son pere. Nicole Gill apprend que, par ses lettres du mois d'avril 1315. il reconnut, tant pour lui que pour ses successeurs, qu'à l'avenir il ne pourroit se lever aucuns deniers dans le royaume.

me que du consentement des Etats, qui en feroient eux-mêmes le recouvrement & l'emploi, pour éviter les concussions & la dissipation, dont les exemples avoient été si fréquents.

Cependant pour subvenir aux frais de la malheureuse guerre contre les Flamands, il fut obligé d'avoir recours aux mêmes expédients qui avoient tout soulevé dans le regne précédent. Pour cet effet il assembla la noblesse & le peuple par Sénéchaussées la même année 1315, & les fit exhorter de lui fournir des subsides extraordinaires par forme de prêt, sous promesse qu'on les rembourseroit des revenus du domaine. Il taxa les marchands & leur vendit le droit de bourgeoisie : il exigea des décimes, & offrit à tous ceux qui étoient encore de condition serve, des lettres d'affranchissement moyennant finance. Ce dernier moyen ne lui réussit pas, la plupart de ceux qui pouvoient en avoir besoin, trouverent la charge plus pesante que la servitude, tellement qu'il fallut les forcer, & personne n'eut la liberté de rester esclave.

Les villes & les campagnes étoient remplies de ces malheureux que la naissance, la né-

cessité & les événemens divers de la fortune avoient réduits en servitude, esclavage qui a duré plus de 200 ans. Depuis Hugues-Capet, Louis le Gros fut le premier qui accorda aux villes des chartres de liberté & de coutume, & la remise du droit de fuite qui paroissoit le plus important, en ce qu'il mettoit les hommes en liberté de se choisir un autre domicile.

Thomas I. du nom, Sire de Couci & de Vervins, qui vivoit sous le regne de Henri I. c'est-à-dire, dans le XI. siecle, passe pour avoir donné le premier exemple de cette libéralité, & il fut imité par plusieurs seigneurs : mais la chartre de Louis le Gros paroît être la premiere accordée par les rois. Après lui cet usage fut suivi dans toute la France. Les prélats, & particulièrement l'archevêque de Sens, prétendirent qu'il étoit d'obligation de conscience de donner la liberté à tous les chrétiens, se fondant en cela sur l'autorité d'un concile tenu à Rome par le pape Alexandre III.

Philippe Auguste, Louis VIII. Louis IX. Philippe le Hardi, Philippe le Bel & Louis Hutin continuerent ces affranchissemens ; &

enfin Philippe V. dit le Long , ayant considéré que la servitude n'étoit pas de droit commun , mais un effet odieux de la force & de la violence , accorda des lettres générales à tous les main-mortaillables du royaume : mais il y trouva de l'opposition de la part de plusieurs seigneurs : en sorte que la loi universelle de l'affranchissement n'a été établie que par François I. & c'est aujourd'hui un axiome trivial que la Terre Françoisé ne souffre point d'esclaves , & que la liberté est l'apanage de tous ceux qui y habitent , & même des étrangers que le hasard y conduit. Il y a cependant quelques provinces , comme je l'ai déjà remarqué , dans lesquelles il subsiste encore des droits de servitude , quoiqu'en fort petit nombre.

Au reste c'est un problème , parmi les gens qui ont réfléchi sur cette matiere , de savoir si cet affranchissement a été un bien ou un mal ? J'ai vu plusieurs personnes soutenir , par de bonnes raisons , que l'esclavage , mitigé par une loi conforme à la sagesse de la police des François , seroit un vrai bien pour l'esclave & pour le maître , & par conséquent pour le corps de l'Etat. Pour l'esclave , en

ce qu'il seroit toujours assuré de son logement ; de son vêtement & de sa subsistance pour lui & pour sa famille : parce que faisant la richesse du maître , celui-ci auroit intérêt de veiller à la conservation de la santé & de la vie de l'autre ; au lieu qu'à présent personne n'étant obligé par état de secourir les misérables , dont les villes & les paroisses abondent , on les voit livrés à la faim , à la nudité & à tous les besoins les plus indispensables de la vie , n'ayant de ressource que dans une charité froide & souvent impuissante , incapable en tout tems d'empêcher qu'ils ne succombent sous le poids de leur misère.

A l'égard du maître , il seroit sûr d'avoir toujours le nombre de domestiques ou d'ouvriers nécessaires à sa condition & à sa profession ; & de faire exécuter les différens travaux qu'il voudroit entreprendre , sans crainte d'être exposé au caprice de ces hommes à loyer qui , pendant leur jeunesse & dans le tems qu'ils sont le plus en état de servir avec utilité , se livrent au libertinage , & souvent abandonnent les maîtres dans leurs plus pressans besoins.

Sur

Sur le fondement de cette guerre de Flandres dont j'ai parlé, Philippe V. dont le regne ne fut pas moins fiscal que celui de Philippe le Bel, *dit Mezerei*, leva un subside qui consistoit dans la 15<sup>e</sup>. partie de tous les fruits, issues, levées & émolumens des terres pour chaque année : ce sont les termes des lettres à cet effet en date du 17 Novembre 1318.

Ce prince rendit aussi une ordonnance l'année suivante, au sujet de la maniere dont il vouloit que fût levée l'aide accordée par les habitans d'Auvergne : dont l'*art. 1.* porte que :  
 „ chaque noble de 2000. liv. de rente paiera  
 „ les gages d'un homme d'armes de 7. l.  
 „ 6. d. par jour pendant une année entiere :  
 „ l'*art. 2.* que l'aide sera levée par ceux que  
 „ les nobles auront députés : l'*art. 3.* que,  
 „ nuls baillifs, prévôts, & sergens royaux  
 „ ne prendront gages pour la levée de l'ai-  
 „ de : & les *art. 4.* & 5. que, „ chaque  
 „ baron, baneret & Chatelain en feront te-  
 „ nus à leur parole & serment de la valeur  
 „ de leurs rentes”.

L'an 1321. ce monarque résolut de mettre, par tout le royaume, une égalité dans les monnoies, les mesures & les poids. Il

en donnoit pour motifs le bien & l'avantage du public : mais sous prétexte de la nécessité où ce nouvel établissement le mettoit de dédommager les seigneurs, il voulut prendre la 5<sup>e</sup>. partie du bien de ses sujets, ce qui étoit le véritable but de la prétendue réforme, ou plutôt l'objet des favoris & des ministres avides par lesquels il se laissoit gouverner. Les seigneurs s'y opposèrent vigoureusement, le peuple se révolta à la première demande, & la mort du Souverain survenue dans ces entrefaites, suspendit tout événement.

Ce projet fut suivi par Charles IV. dit le Bel, qui déclara que telle étoit son intention, lorsqu'il parvint à la couronne. On ne voit point qu'elle fut sa résolution à l'égard des poids & mesures : mais seulement que toutes les monnoies furent fondues l'an 1322. & réduites à une seule espece que l'on nommoit *Agnelets*. Le marc d'or étoit alors à 60. liv. 8. s. 4. d.  $\frac{1}{2}$ . & l'argent à 4. liv. 12. s. 11. d.  $\frac{1}{2}$ .

Le peuple qui avoit été extrêmement flatté, au commencement, d'avoir été admis aux assemblées de la nation, se trouvoit pres-

que raffasié d'un honneur , au paiement duquel presque toute sa subsistance suffisoit à peine. Il fit des associations contre Philippe de Valois , comme il en avoit fait contre Philippe le Bel & Louis Hutin. Dans la crainte des suites que pourroit avoir la fédition , ce prince confirma les chartres de Philippe & de Louis , & ne s'opposa point à la conclusion des Etats tenus en sa présence peu après son avènement à la couronne , par laquelle il fut statué que l'on ne pourroit à l'avenir imposer aucune Taille sans une urgente nécessité , & que les rois en feroient serment à leur sacre.

En conséquence il ordonna par ses lettres du 18. Juin 1328. de restituer ce qui avoit été accordé & levé sur la province de Berri, à cause de la guerre de Gascogne qui n'eut pas lieu , le roi d'Angleterre ayant rendu l'hommage-lige qu'il contestoit.

Se voyant attaqué par Edouard d'Angleterre, par l'Empereur & par les Gantois à la tête desquels étoit Artevelle , il fut obligé de faire de grandes dépenses pour résister à tant d'ennemis. Ses sujets s'y portèrent de bonne grâce , leur haine naturelle contre les Anglois



& l'amour de la patrie les excitant à contribuer abondamment à tous les frais de la guerre : mais comme ils virent que l'on abusoit de leur bonne volonté , & que plus ils faisoient d'efforts , plus on les chargeoit d'impôts , ils eurent recours au même remède qu'ils avoient pratiqué sur la fin du regne de Philippe le Bel.

Les Etats de 1345. lui accorderent cependant un droit sur la vente du vin , des boisons fortes , & sur la consommation du sel pendant la guerre. Ce sont les premiers Etats qui aient consenti à la levée d'un subside fixe sans en déterminer l'emploi : mais le progrès des armes d'Edouard avoit si généralement répandu la terreur dans ce tems, que les plus intrépides étoient incapables de réflexion.

Le même roi exempta , par ses lettres des mois de Février 1343. & Juin 1345. les ouvriers monnoyeurs , qui viendroient s'établir dans son royaume , de toutes tailles , complaints , charges , redevances , coutumes , péages , travers , passages , centiemes & cinquantiemes , osts , chevauchées , subventions , exactions , chevaleries , aides , mariages , toultes , impositions , prisons , servitudes & nouvelletés : noms proscrits pour la plupart ;

mais que j'ai cru devoir rapporter pour donner les noms des différens droits qui étoient alors en usage.

Philippe de Valois sentant approcher sa dernière heure en 1350. manda ses enfans & les princes de son sang , & les exhorta , entre autres choses , à soulager les peuples par la diminution des impôts : chose , dit *Mezerai*, que les princes recommandent plus volontiers en mourant , qu'ils ne la pratiquent pendant leur vie.

Comme il n'étoit plus permis de lever des deniers sans le consentement des Etats, le roi Jean les fit assembler à Ruel l'an 1356. pour avoir des secours capables de résister à l'Anglois , qui occupoit déjà une grande partie de la France. Connoissant la nécessité de s'opposer à un ennemi si redoutable , ils accorderent l'entretien de 30000. hommes d'armes : corps prodigieux , lors qu'on fait attention que chaque homme d'arme avoit deux archers à cheval , outre les coutiliers & les pages ; ce qui faisoit 90000. hommes de cavalerie , sans compter l'infanterie composée des communes du royaume , qui devoient marcher de toutes les villes à portée de la guerre.

## 166 ORIGINE ET PROGRÈS

On accorda 50000. liv. pour l'entretien d'une si grande armée ; & parmi les moyens qui furent proposés pour trouver cette somme , on choisit le rétablissement de la gabelle & du droit de 8. deniers pour livre , sur la vente de toutes les denrées , boissons , nourritures & marchandises pendant le cours de l'année.

Le roi insista fortement sur l'insuffisance de ce fond , & proposa l'imposition d'une capitation ou taille personnelle générale , comme la voie la plus naturelle & la moins embarrassante : mais les Etats ne voulurent pas d'abord y consentir ; & ce ne fut qu'après avoir , dans une seconde assemblée , examiné le produit de l'aide , & reconnu qu'une grande partie des villes avoit refusé de s'y soumettre , qu'ils se déterminèrent à accorder la capitation telle que le roi l'avoit demandée. Elle fut fixée à 4. liv. à raison de cent livres de revenu , à 40. sous au-dessous de cent livres , & à 20. sous au-dessous de 40. liv. à prendre sur toutes personnes , de lignage royal , ecclésiastiques , nobles , barons , chevaliers , populaires , sans aucune exception , sous quelque prétexte , raison ou privilege que ce pût

être. Ce qui rendit la levée plus rude , fut que les laboureurs , manœuvriers , même les serviteurs & domestiques furent taxés à 10. sous pour 5. liv. de gages ou de revenu. On estima aussi la valeur des meubles pour en former un revenu , desorte que celui , qui en avoit pour 100. liv. étoit égal à celui qui avoit 100. liv. de revenu & ainsi à proportion.

Par l'*art.* 3. de l'édit qui établit cette imposition , il est ordonné aux receveurs de contraindre toutes sortes de personnes exemptes ou non exemptes , par toutes voies que bon leur semblera ; & en cas de défobéissance , on devoit les faire assigner par-devant les super-intendans des Etats , dont les jugemens étoient déclarés souverains. Ces super-intendans ou commissaires avoient été établis à l'effet de connoître des discussions qui pourroient naître au sujet de l'imposition & de la perception de ces nouveaux droits : ils furent aussi nommés généraux des aides , & c'est de-là que la cour des aides tire son nom.

Le 19. Septembre de l'an 1356. se donna la malheureuse bataille de Poitiers , où le

roi fut fait prisonnier & la plupart des seigneurs tués ou faits prisonniers.

La monarchie avoit regu bien des secouffes & souffert bien des révolutions depuis son établissement : mais la captivité de ce prince jeta le corps politique dans la plus affreuse confusion , & l'excès des impôts réduisit le peuple à un degré de misère qu'il n'avoit pas encore éprouvé.

La rançon du roi Jean stipulée par le traité de Brétigni , conclu le 7. Mai de l'an 1360. fut de trois millions d'écus d'or valant 3. liv. pendant que l'on faisoit estime qu'il n'y en avoit que quatre en or & en argent monnoyé dans tout le royaume ; aussi l'espèce devint-elle si rare ; que l'on n'en vit presque plus ; & que pour subvenir aux achats journaliers, on fut obligé d'y substituer une monnoie de cuir , ayant l'empreinte d'une fleur-de-lis sur la tête d'un petit cloud d'argent qui y étoit attaché. Alors la valeur des matières d'or & d'argent étoit : savoir , le marc d'or à 63. liv. 18. s. 11. d. 5. & celui d'argent à 12. liv. 15. s. 3. d. 4.

Le 18. Février 1357. les communautés de

la Sénéchaussée de Beaucaire accordèrent à Jean comte de Poitiers , troisième fils du roi Jean , Lieutenant pour son pere dans tout le Languedoc au-delà de la Dordogne , un subside nommé *capage* , *capitation* ou *taille personnelle* , qui étoit apparemment une ancienne forme de lever de telles impositions extraordinaires , puisqu'il est dit par cet acte , que le présent *capage* sera levé de la même manière que ceux précédemment accordés. Le pied de cette imposition étoit le centième des immeubles & le cinquantième des meubles.

Dans ces tems malheureux , les plus petites villes se fortifioient jusqu'à arrêter de grandes armées : les villages même se fermoient de murailles contre les courses des pillards : & cette multitude infinie de châteaux , dit *Mazarin* , ne servoit qu'à faire „ durer la guerre , „ & à faire dévorer les peuples par les brigands qui se nichoient dedans”.

Les personnes , à qui les Etats avoient confié l'administration des finances , se trouverent encore moins fidèles que celles qui avoient été dépossédées après la prise du roi Jean , ce qui , avec les autres désordres diminua infiniment le crédit & l'autorité des

**Etats.** Le Dauphin profita de cette circonstance pour soustraire la couronne au joug qu'ils lui imposoient : cependant n'osant encore entreprendre de faire , sans leur aveu , les nouvelles impositions dont il avoit besoin pour la rançon du roi , il les convoqua une troisième fois à Paris : & comme il avoit éprouvé beaucoup de contradictions de la part de ces assemblées générales , que le nombre sembloit rendre plus fieres & moins traitables , il chercha les moyens de se soustraire à leur tutelle , & de n'être plus exposé à leur merci. Celui qui lui parut le plus convenable fut de les diviser , & de tenir des Etats particuliers , dont il espéroit tourner plus facilement les délibérations à son gré. En effet il en tira plusieurs contributions ; ceux de Champagne , entr' autres , assemblés dans la ville de Vertus , s'obligerent de lui fournir un homme d'armes par chaque nombre de 70. feux , outre le dixieme du clergé , & le vingtieme du revenu des nobles.

Le régent manquant de pouvoir , d'autorité & de force , les bandes de gens de guerre n'étant ni licenciées ni payées , l'ordre ancien fut totalement renversé , la discipline fut igne-

rée, & les chefs plus occupés du soin de leur propre conservation que du bien public, abandonnerent l'Etat à sa fatalité. La noblesse & les gens de guerre coururent impunément les provinces & exercèrent toutes sortes de violences sur les peuples de la campagne. Ces malheureux battus, pillés, n'ayant pour retraite que les cavernes & les marais, s'attrouperent par désespoir, commirent les plus grandes cruautés & furent enfin détruits par le régent qui, avec le secours de quelques provinces & l'assistance de quelques seigneurs, en tailla en pieces plus de 20000. dans le Beauvoisis l'an 1358. Cette troupe de séditieux se nommoit la *Jaquerie*, & étoit commandée par un paysan appelé *Caillet*.

Le roi Jean mourut à Londres le 8. Avril 1364. en la 54. année de son âge, dont il en avoit régné 13. & 8. mois. Il passoit pour le prince le plus brave & le plus libéral de son tems : mais ce qui mérite un plus grand éloge, c'est qu'il étoit inviolable en ses promesses; & il avoit coutume de dire que, si la foi & la vérité étoient bannies du reste du monde, on devroit les trouver dans la bouche du roi.



Le régent devenu monarque sous le nom de Charles V. touché des plaintes du peuple de Guienne, que les Anglois accabloient d'impôts, & mettant à profit une si heureuse circonstance, disposa les Seigneurs Gascons & les Princes Allemands à s'unir avec lui. Il fit amas d'argent par les subside que les Etats lui accorderent, & qui furent levés avec tant d'ordre, que le peuple n'en fut presque point foulé. Quand il eut bien pris toutes ses mesures, il fit déclarer; par un arrêt du parlement, que pour rebellion, attentat & défobéissance de l'Anglois, il confisquoit toutes les terres que le rebelle tenoit en France, & déclara la guerre au roi Edouard & au Prince de Galles.

Il obtint dans les différens tems de son regne des contributions différentes. En 1369. les Etats lui accorderent pour sa maison, celle de la reine & celle de Charles Dauphin son fils aîné l'imposition de 12. den. pour livre sur toutes les marchandises; un sou pour livre sur le sel, le 13<sup>e</sup>. sur le vin en grès & le 4<sup>e</sup>. sur celui en détail, outre les droits d'entrée à Paris sur le vin : les villes y consenti-

rent sans répugnance , parce quelles favoient que ces levées finiroient avec la guerre : mais entre les impositions que ce prince obtint , celle qui a le plus de rapport au sujet que je traite , est le fouage ou taille qu'il ordonna être levée à raison de 4. liv. par feu dans les villes & d'un franc & demi dans le plat-pays : & pour parvenir à la répartition de cet impôt , il rendit une ordonnance , qui régla la manière dont on devoit compter les feux.

Par le mot de feux , on ne doit pas entendre un certain nombre de familles , de maisons ou d'habitans , mais une étendue de pays qui a été divisée arbitrairement en plusieurs parties nommées feux , dont chacune paie une quotité égale des impositions qui se levent dans le pays. Chacune de ces parties ne contient pas une égale étendue de terrain , parce que l'on a eu égard , en faisant cette division , à la fertilité & au commerce des pays , ainsi un feu peut ne contenir que dix lieues & payer la même somme qu'un autre qui en contiendra vingt.

Depuis ce tems les rois n'ont pas cru que le concours des Etats fût nécessaire à l'exécution de leurs volontés , & ils n'ont plus re-

gardé les députés de ces assemblées, autrefois revêtues de l'autorité de la nation , que comme des sujets qui devoient encore pour un tems & par une forme chérie du peuple , approuver des résolutions déjà prises , & non consulter sur celles qui étoient à prendre , enforte que l'on peut dire que le pouvoir de ces fameuses assemblées, nommées *Etats généraux du royaume* , n'a pas subsisté plus d'un siècle.

On fait que la monarchie absolue peut , de sa seule autorité & sans le consentement des peuples , imposer les subsides qu'elle juge nécessaires à sa conservation : & c'est ainsi que les rois de France en usèrent jusqu'à la foiblesse des descendans de Charlemagne.

Charles V. mourut le 16. Septembre de l'an 1380. & laissa des trésors considérables en lingots d'or & en meubles , dont quelques-uns font monter la valeur à 17. millions , somme exorbitante pour ces tems-là, où le marc d'or étoit à 62. liv. 5. s. & celui d'argent à 5. liv. 9. s. Il avoit d'ailleurs acquitté les dettes de ses prédécesseurs , retiré le domaine engagé, acquis le comté d'Auxerre & une grande partie de celui d'Evreux, conquis la Guienne sur les Anglois , rétabli le roi de Castille dans son

royaume , secouru les rois d'Ecoffe , sans cependant lever par an plus de 300. mille livres pour toutes charges , non compris à la vérité les revenus de son domaine. Sa magnificence éclata en plusieurs bâtimens , tels que le château du bois de Vincennes & le Louvre. Sa mémoire n'est cependant pas exempte du blâme d'exaction : mais on le rejette sur le cardinal évêque d'Amiens , moine Bénédictin , intéressé , dur , ambitieux , & dont les grandes possessions faisoient à bon droit soupçonner la fidélité.

Ce prince surmonta courageusement toutes les difficultés , auxquelles la captivité du roi son pere avoit donné lieu. Il abaisa l'orgueil de l'Anglois , réduisit , par sa sagesse & par sa patience , les ennemis du dehors à le craindre , & ceux du dedans , qui n'étoient pas moins dangereux , à le respecter , & l'on doit regarder sa conduite comme la preuve la plus certaine des avantages que la prudence peut avoir sur la force.

Charles VI. ayant indemnisé les seigneurs par des dons & par des pensions , imposa les tailles selon son bon plaisir dans toute l'étendue du royaume ; ce qui se fit par la

suite avec beaucoup de désordre, parce qu'ayant les sens troublés, toutes les maximes de l'Etat furent renversées, & il se répandit une confusion générale dans toutes les parties du royaume.

Ce fut sous ce prince que cette imposition, qui avoit porté une infinité de noms différens dans les siècles précédens, reçut déterminément celui de *Taille*. Pasquier prétend que le roi la nomma ainsi par ses lettres de l'an 1388. mais Borel assure que ce nom lui fut donné, parce que les payfâns collecteurs ne sachant pas écrire, marquoient leur recette sur une taille de bois; & qu'il y a encore, dans plusieurs chambres communes de Languedoc, de grosses pieces de bois, appelées *Soucs* ou *Souches*, qui servent de cadastre, c'est-à-dire, de regle ou de pied pour faire l'imposition de la taille; & même il ajoute qu'on les apporte souvent à la chambre des comptes de Montpellier, pour régler les différends qui peuvent survenir à l'occasion des cadastres ou assiettes de Taille. D'autres prétendent que le mot de Taille vient de *Taleqri*, dont Plin, Varon, & Columelle usent souvent pour, *partiri & di-*  
vi-

*videre* , parce que la Taille se leve sur les particuliers *divisim & per partes*.

Le terme de Taille n'a point été mis en usage du tems des rois de la premiere & seconde race , ni même de la troisieme jusqu'à Louis IX. car quoique plusieurs d'entr'eux aient tiré des secours de leurs peuples dans les différens besoins de leur Etat , cependant ce n'étoit point sous le nom de Taille.

Charles VI. pour chasser les Anglois des pays d'Anjou , Maine & Touraine , ayant voulu continuer les impôts sur les denrées commestibles , qui avoient déjà eu lieu sous les deux derniers rois , il s'éleva une grande rédition connue sous le nom des *Maillotins* & de la *Harelle*.

Celle des Maillotins vint au sujet d'un denier qu'un commis de la ferme à Paris demandoit à une marchande d'herbes , en conséquence d'un tarif que le duc d'Anjou régent avoit arrêté. Le peuple s'ameuta aux cris de cette femme , se mit en fureur , alla enfoncer les portes de l'hôtel de ville , où il trouva 3 à 4000. maillets de fer , que le connétable avoit fait faire pour armer les gens de guerre ; il s'en saisit & massacra jusqu'aux pieds

des autels tout ce qu'il trouva de partisans, pillâ leurs maisons, les rasa & brisa les portes des prisons d'où il tira les criminels. Le désordre & le carnage cessèrent par les soins du Seigneur de Couci; mais le régent ayant fait excepter de l'amnistie promise ceux qui avoient forcé les prisons, il se servit de ce prétexte pour faire arrêter un grand nombre des séditieux, que le prévôt de Paris fit jeter dans la rivière, n'osant les faire exécuter publiquement. Cette rigueur ne fut pas capable de porter les Parisiens à consentir au rétablissement de l'impôt qui les avoit fait révolter, il fallut y ajouter celle d'exposer leur ville au ravage des gens de guerre : mais ce moyen se trouvant encore inutile, on se servit de la négociation toujours avantageuse au supérieur contre l'inférieur, & la ville paya cent mille francs.

La Harelle eut le même principe à Rouen, dont la populace irritée se créa un roi qu'elle promena en triomphe par la ville, & qu'elle contraignit à prononcer l'abolition de l'impôt. Le monarque alla en personne à Rouen, fit abattre une porte pour y entrer par la breche, désarma le peuple, punit de mort un grand

nombre de factieux , fit payer des taxes aux autres & rétablit l'impôt.

Les Romains avoient impoſé un pareil tribut ſur les menues denrées , qui cauſa une émotion ſemblable parmi le peuple , enſorte que l'on fut obligé de le révoquer. Il eſt certain qu'une impoſition de cette nature eſt toujours odieuſe , parce que ces menues denrées étant , pour ainſi dire , réſervées au trafic des pauvres qui n'ont point d'autre reſſource pour leur ſubſiſtance & celle de leur famille , il y a une rigueur extrême de les y aſſujettir.

Le roi étant enſuite allé en Flandres en 1383. pour combattre les Gantois révoltés , pluſieurs villes profiterent de ſon abſence pour recommencer leurs mouvemens féditioux. Paris, Troies, Orléans & autres reprirent les armes. Les habitans de la première ville fortirent au-devant du roi dans la plaine de S. Denis au nombre de plus de 30000. comme pour lui faire honneur ; mais en effet pour l'épouvanter par la montre de leur force , & ils en firent trop & trop peu , car ils ſe retirèrent au premier commandement. Le roi entra dans Paris comme dans



une ville conquise, en fit dépendre les portes & rompre les barrières, refusa d'entendre les harangues de ses magistrats, leur ôta leurs chaînes, leurs armes, la prévôté des marchands & l'échevinage & enfin fit perdre la vie à plus de 300. personnes, qui furent noyées, pendues ou décapitées sans forme de procès; & ces exécutions finirent par des amendes pécuniaires, qui montoient à plus de la moitié des biens des habitans de Paris. Dans l'effroi où se trouvoient ces malheureux, on rétablit les impôts & on les exigea avec des violences indicibles. On traita de même les autres villes, & l'on ne voyoit partout que supplices, proscriptions, révocations de privilèges & taxes excessives.

Les princes, qui gouvernoient l'esprit du roi & le royaume, voulant regagner l'affection des Parisiens, leur rendirent tous leurs privilèges l'an 1409. & firent accorder de plus à ceux qui en seroient natifs la faculté de tenir des fiefs avec la même franchise que les gentilshommes.

Quoique les Tailles fussent très modiques sous ce prince, cependant l'université de Paris, qui avoit alors un grand crédit, lui porta

des plaintes sur ce qu'il les avoit poussées jusqu'à 450000. liv. mais l'espece étoit si rare dans ces calamités , & l'Anglois avoit si fort reserré les bornes du royaume , qu'il ne faut pas être surpris de l'énorme disproportion de ces sommes avec celles qui se levent actuellement.

Charles VI. termina sa vie & son malheureux règne le 21. Octobre 1422. La foiblesse de son esprit l'avoit rendu le jouet de ceux qui pouvoient s'en saisir. Une reine, mauvaise femme & mère dénaturée; des princes du sang, avarés, dissipateurs & cruels; des grands excités par l'exemple, à commettre toutes sortes d'excès , & des peuples mutins & séditieux firent tomber la France dans un abîme de maux & sous la domination étrangere.

Lorsque Charles VII. parvint à la couronne , l'Anglois & le Bourguignon occupoient les meilleures provinces de la France , & le nommoient par raillerie le roi de Bourges; parce qu'il faisoit ordinairement sa résidence en Berri.

Le royaume étoit dans une confusion inexprimable, ce n'étoit que sieges, combats, &

guerres tant civiles qu'étrangères. Il n'y avoit ni ville ni bourg qui n'eût des garnisons ; ce n'étoit que forts & châteaux sur les éminences , sur les rivières , sur les grands chemins & en rase campagne ; & tous les seigneurs avoient des troupes , ou plutôt des bandes de brigands qui s'entretenoient aux dépens du peuple.

C'est sous ce regne que la généralité des auteurs placent l'imposition de la Taille perpétuelle. Avant Charles VII. les Tailles & les subsides ne se levoient que selon la nécessité des affaires à raison de la centième, cinquantième ou vingtième partie du revenu des peuples , ou suivant telle autre proportion que l'exigence des cas pouvoit requérir. Ce n'étoit , à proprement parler , que des subsides casuels & volontaires. L'étendue du domaine faisoit dans ces tems la richesse des rois : mais leur opulence consiste maintenant dans celle de leurs sujets : fond inépuisable sous un prince exact en ses promesses & fidele à ses engagements.

Charles VII. pressé par la nécessité des guerres & par l'usurpation des Anglois qui occupoient presque tout le royaume , réduisit l'an ,

1440. les Tailles en tribut ordinaire, & voulut qu'elles fussent levées sur les biens ruraux *ex censu & patrimonio*, dans les provinces où anciennement les tributs avoient été réels; en les laissant personnelles dans les endroits où elles l'avoient été auparavant.

Les Tailles réelles sont celles que les Romains nommoient Indiction, qui étoient imposées sur les héritages & non sur les personnes. Aucun héritage n'en étoit exempt, & chaque payoit suivant sa valeur, comme j'ai raché de le prouver à l'article de la Taille des Romains. Les Jurisconsultes Latins lui donnent plusieurs sortes de noms, ils l'appellent *Canon*, *functio*, *fusio*, *inlatio*, *pensio*, *oblatio*, *indictio*, *penstatio* &c.

Lorsqu'un héritage, en pays de Taille réelle, devient inculte & abandonné à cause des inondations, du feu, ou d'autres accidens qui ne proviennent d'aucune faute du propriétaire, alors le dommage étant trouvé perpétuel & irremédiable, l'héritage est déchargé : mais s'il est abandonné & inculte par la négligence du propriétaire, il demeure toujours chargé de sa contribution aux impôts.

Ce que l'on appelle Cadastre en pays de

Taille réelle est un registre , ancien tertier ou cartulaire , qui contient la déclaration des terres roturieres & non-féodales , pour lesquelles les possesseurs sont sujets aux Tailles.

Les Tailles personnelles sont imposées sur les personnes , & nommées *Capitationes aut collectæ* , auxquelles tous les habitans sont contribuables pour leurs personnes , s'ils n'ont titre d'exemption : cependant l'imposition s'en fait , on doit s'en faire à proportion des biens de chacun , ce qui fait dire qu'elles sont mixtes.

Par ordonnance de Saumur en date du 26. Septembre 1440. Charles VII. distingua les finances en ordinaires & extraordinaires , & ordonna qu'elles feroient payées ; savoir les finances ordinaires , qui sont le domaine , entre les mains des changeurs du trésor ; & les finances extraordinaires , qui sont les Tailles & autres impositions , au receveur général des finances.

Le droit de lever la Taille & les autres impôts , est un des plus remarquables de la Souveraineté des rois ; il leur est si particulièrement affecté , qu'il n'y a qu'eux qui aient le pouvoir , dans leur royaume , de lever des impôts sur les peuples de leur obéissance : &

cette doctrine est conforme aux loix Romaines.

L'ordonnance d'Orléans *art.* 130. fait défense à toute personne , de quelque qualité ou condition qu'elle soit , de lever aucuns deniers , sans la permission expresse du roi : ce qui s'observe avec tant de rigueur que , quoiqu'un gouverneur de place ou de province puisse , dans une occasion instante , faire quelque imposition sur le peuple , cependant il doit aussitôt en donner avis au roi & obtenir des lettres de validation , sans quoi il se rendroit coupable du crime de Lèze-majesté.

Les Romains mettoient au même rang quiconque étoit assez hardi & assez téméraire pour s'entre-mettre au maniement ou à la conduite des affaires publiques , s'il n'étoit officier public. Employer l'autorité du roi sans son aveu , c'est entreprendre sur sa grandeur & sur sa majesté.

L'augmentation de la valeur de l'argent avoit tellement diminué le produit des fiefs , qu'au lieu d'une pleine subsistance qu'ils donnoient auparavant à leurs possesseurs , d'où s'ensuivoient l'obligation & la possibilité du

## 186 ORIGINE ET PROGRÈS

service, à peine fournissoient-ils à leurs propriétaires de quoi vivre.

Sur le déclin de la seconde race, qui est le tems des inféodations à prix d'argent, la livre d'argent étoit à 17. 18. & 20. sous; mais quand le sou est devenu monnoie, sans rapport au prix de l'argent, & que le marc ou la demi-livre s'est trouvée à 50. sous, l'inféodation du sou ne s'est plus trouvée que la centieme partie d'un sou. Sous Charles VII. le marc d'argent étoit à 8. liv. 14. s. 8. den. par conséquent il auroit fallu seize marcs six onces pour égaler la valeur des premières inféodations faites moyennant dix sous de redevance; & si l'on veut pousser l'évaluation sur le pied d'aujourd'hui, on trouvera que le marc d'argent étant à 48. liv. 10. s. & la livre à 97. liv. le sou de redevance, qui devoit être la 20. partie de la livre, n'en sera plus que la 1740<sup>e</sup>.

Les fiefs se trouvant, lors du regne de Charles VII. dans l'impossibilité de fournir le service auquel ils avoient été originairement obligés, la prudence exigeoit que le monarque formât une nouvelle milice, pour tenir la place de celle qui s'étoit anéantie; & comme

les peuples étoient devenus plus riches que par le passé, depuis qu'ils étoient propriétaires de leurs biens, presque sans charge par le grand affoiblissement des inféodations, & que le commerce avoit fait passer la plus grande partie de l'argent entre leurs mains, il étoit nécessaire & juste d'en prendre sur eux la dépense. C'est donc ce qui porta Charles VII. à former ce grand établissement des Tailles, auxquelles il assujettit tous ceux qui la payoient auparavant à leurs seigneurs, pour en être défendus; transportant, par ce moyen, à sa seule personne, la défense commune des membres de l'Etat, d'où il a été établi que le roi est le légitime défenseur du royaume au titre de sa dignité, & que qui ne combat pas sous ses enseignes ou par ses ordres, le fait sans droit & sans justice.

La dépense de la Gendarmerie & des Francs-Archers que Charles VII. établit, montoit en tout à 813. mille livres, ce qui fait une somme exorbitante & presque incroyable, si on la compare à ce que la France payoit 120. ans auparavant, & prouve en même tems le grand accroissement des richesses métalliques, qui s'étoit fait par le commerce,



même au milieu des désordres d'une guerre affreuse.

C'est là l'époque de ces réglemens célèbres de la Gendarmerie , de la Taille générale & des Francs-archers. Ils étoient bons en eux-mêmes, ils étoient nécessaires, & c'est à eux que l'on doit le recouvrement de la France & le salut de l'Etat : cependant ils peuvent être regardés comme le principe du désordre & de la corruption, parce qu'ils n'ont pas été faits avec assez de précautions contre les abus ; & que de-là est venue cette imposition arbitraire , qui ruine & détruit les familles , le commerce & l'Etat.

Comme la simplicité & la bonne foi n'étoient pas encore corrompues, on ne pouvoit à la vérité prévoir les abus qui se sont introduits à la faveur de ces ordonnances ; ainsi on peut dire qu'il y auroit de l'injustice à charger la mémoire de Charles VII. de l'iniquité des siècles suivans.

La police du royaume , l'état & le nombre des troupes ainsi que leur solde , les revenus de la couronne & l'autorité du roi prirent donc une nouvelle forme dans l'intervalle de la trêve avec les Anglois ; c'est-à-dire, depuis

le mois d'Avril 1444. jusqu'à la prise de Fougères à la fin de l'année 1448. Mais comme Charles VII. n'étoit pas un prince qui pensât que son autorité ne dût être employée qu'à engloutir le bien de ses sujets, en imposant des Tailles arbitraires, sans les en indemniser en quelque façon, il s'attacha à régler les monnoies de manière qu'à la réserve des droits de seigneurage & des frais de fabrication, il n'y prenoit aucun profit, leur donnant d'ailleurs un cours proportionné à la véritable valeur des métaux parfaits, reconnue de tous les peuples de l'Europe.

La France est redevable à Charles VII. des premières loix qui ont fixé la police du royaume, rendu certaine la condition des sujets & assuré la subsistance des troupes nécessaires à la sûreté commune; institution aussi indispensable, après tant de désordres, qu'elle a été réellement utile.

Après une guerre de 120. ans qui avoit pénétré toutes les provinces, pendant laquelle on avoit vu naître quatre ou cinq générations aussi altérées du sang & du pillage de leurs compatriotes que les Anglois mêmes, le moindre effet qui en pût résul-

ter étoit l'oubli général des loix, qui avoient fleuri sous l'ancien gouvernement : ainsi on peut comparer l'état de la France, après l'expulsion des Anglois, à celui où elle se trouva quand elle fut délivrée des courses des Normands.

Deux fortes d'ennemis défoloient ce royaume, comme il étoit arrivé du tems de Charles V. les Anglois regardés des uns comme agresseurs & des autres comme amis, quoiqu' également à charge aux uns & aux autres; & les compagnies Françoises du service du roi qui, non contentes de faire la guerre aux premiers, traitoient aussi mal les sujets que les ennemis, d'abord par la nécessité de leur subsistance qu'elles ne pouvoient tirer d'ailleurs à cause du mauvais état des finances, & ensuite par l'habitude du pillage.

Charles VII. eut de grandes traverses & de puissans ennemis, mais jamais aucun prince ne les surmonta plus glorieusement. Il aimait tendrement ses peuples & les épargna autant qu'il lui fut possible. On voit en effet, par des registres de la chambre des comptes, que les Tailles, y compris le domaine, ne passe-

rent pas 1, 700, 000. liv. par an, pendant le cours de son regne qui fut de 39. ans , étant mort le 22. Juillet 1461.

Louis XI. son fils lui succéda , mais ses sujets, en examinant ce qu'il avoit fait n'étant que Dauphin , avoient dû assez connoître ce qu'ils en pouvoient attendre. Il gouverna toujours sans conseil & souvent sans justice & sans raison. Son esprit subtil & fin fut le plus grand ennemi de son repos & de celui de la France. Il fit consister sa grandeur dans l'oppression des peuples , dans l'abaissement des grands & dans l'élévation des gens de néant, ce que quelques-uns ont appelé *mettre les rois hors de pages*. Il avilit la majesté par la maniere dont il étoit vêtu , & il s'étoit attiré le mépris des étrangers , par les personnes qu'il employoit aux plus grandes fonctions ; car il se servoit de son tailleur pour héraut d'armes , de son barbier pour ambassadeur , & de son médecin pour chancelier.

Dès que Louis XI. fut entré dans le royaume , il s'y comporta comme en pays de conquête , il prit plaisir à casser tout ce que son pere avoit fait , il chargea le peuple d'exac-

tions & ne craignit point d'offenser tout le clergé.

Le duc de Bourgogne voulant imiter la discipline des Romains en exerçant ses troupes dans un camp de plaisir, le roi à son exemple en forma un dans une plaine près du Pont-de-l'arche : après que ses troupes y eurent demeuré seulement un mois, il les sépara & ôta les 1, 500, 000. liv. de Taille qu'il avoit imposées pour fournir à son entretien.

A l'exemple de Philippe le Long il avoit entrepris de réduire les poids & les mesures, de les rendre par-tout uniformes & de faire dresser une coutume générale pour toutes les provinces du royaume : mais la mort le prévint, à l'âge de 61. ans, dont il en avoit régné 22. Il aliéna presque tout le domaine, quoique dans cet espace de tems il eût augmenté les Tailles de plus de trois millions : le chapitre général de recette étant, suivant les registres de la chambre des comptes, de 4, 700, 000. liv. pour toutes charges ; le marc d'argent valoit alors 9. liv. 5. s.

Louis XI. n'ayant jamais eu de confiance  
en

en ses fujets , pratiqua l'alliance des Suiffes & mit l'infanterie en crédit , ce qui fit infensiblement perdre l'usage de la Gendarmerie ; & depuis ce tems la folde pécuniaire est devenue le nerf principal de la puiffance monarchique.

On dépeint ce roi absolu dans ses volontés , implacable dans fa colere , foupçonneux , jaloux de fa puiffance à l'excès , impitoyable pour ses peuples qu'il avoit accablés d'impôts : cependant on croit devoir ajouter qu'il étoit le meilleur des princes de fon tems : quels étoient donc les autres ?

Sitôt que Charles VIII. fut parvenu à la couronne , il convoqua les Etats dans la ville de Tours , qui s'y trouvèrent affemblés au mois de Janvier 1484. La plupart des députés se laiffèrent gagner par les préfens & par les infinuations de la cour : cependant elle ne put empêcher qu'on ne cassât la plupart des actes de Louis XI. qu'on ne répécât les dons excessifs qu'il avoit faits , qu'on ne flectît la mémoire des exécuteurs de ses injustices , & qu'on ne déchargeât le peuple d'une partie des Tailles & des gens de guerre. Sur les plaintes des abus qui s'étoient gliffés dans la

perception du droit sur les menues denrées, il fut statué qu'il seroit converti en augmentation ou *crue de Taille* ; & c'est la premiere qui se soit faite & la source de toutes celles qu'on verra par la suite. Lorsque les Tailles ordinaires n'ont pas suffi pour subvenir aux dépenses de l'Etat, on a fait sur les peuples des impositions de deniers proportionnément aux besoins que les guerres ou d'autres circonstances exigeoient, & ces augmentations d'impôts ont été appelées *Crués*.

La conservation du droit sur les menues denrées est la premiere imposition qui ait été jointe à la Taille, ainsi que je viens de le dire. Ce droit se levoit sur les fruits, herbages, légumes, œufs, beurre, fromages & autres menues denrées, & avoit été originairement établi par le roi Jean, qui l'avoit hypothéqué à des marchands pour certaines sommes qu'il en avoit empruntées : mais comme il s'y glissa des abus & que l'approvisionnement des villes en souffroit, Charles VIII. fit faire la liquidation du montant de ce droit, en fit une imposition qu'il joignit à la Taille, & cette crue ou nouvelle imposition fut appelée *équivalent* ou *équivalent*.

François I. mit une autre crue pour l'entretien des garnisons, qui fut appelée *grande-crue*, à cause que la somme étoit considérable ; & Henri III. en fit deux autres, l'une de 600. & l'autre de 300. mille liv. auxquelles il donna le même nom.

Ces crues dans l'origine s'imposoient par une commission particulière sur le pied de la Taille : mais comme depuis elles sont devenues fréquentes & permanentes, elles ont été confondues avec la Taille & le Taillon.

Les Romains ont souvent usé de cette ressource dans leurs besoins. Ils avoient leur tribut ordinaire, mais lorsqu'il ne suffisoit pas pour acquitter leurs charges, ils établissoient un second droit qu'ils appelloient *superindiction*, & qui étoit semblable à ce qu'on entend par crue.

- Les guerres d'Italie furent très à charge au peuple François. Charles VIII. n'employa que quatre mois & demi à la traverser, & fut reçu par-tout comme souverain, & n'employa pour cette expédition que des fourriers pour lui marquer les logis. Il conquit tout le royaume de Naples en quinze jours à la réserve de Brindes : la Grèce même fut sur-



## 196 ORIGINE ET PROGRÈS

le point d'être entraînée par le torrent & Bajazet en fut frappé d'étonnement. Un si grand éclat de fortune éblouit de telle sorte le jeune roi & son conseil, qu'ils ne pourvurent à rien ; en sorte que ce prince , par cette négligence & par l'insolence de ses favoris à qui il avoit abandonné le gouvernement, perdit l'Italie, en aussi peu de tems qu'il l'avoit conquise.

Charles VIII. acquit la Bretagne à la France par son mariage avec Anne de Bretagne, dont le contrat fut passé à Langeais le 16. Décembre 1491. & le mariage s'accomplit le même jour.

Touché de la misère de ses peuples , il commença vers l'an 1498. à travailler à la réformation de son Etat. Il écoutoit les plaintes de ses sujets & s'appliquoit aux moyens de les faire cesser. Il avoit formé le dessein de rétablir l'ordre ancien dans la levée des subides, en ne permettant plus qu'il en fût imposé sans l'octroi des Etats généraux & sans des nécessités extraordinaires ; se proposant d'entretenir sa maison & de subvenir aux dépenses ordinaires , avec le revenu de son domaine & les anciens droits de sa couronne ; mais cette

bonne volonté ne lui vint , *dit Mezerai* , que lorsqu'il ne fut plus en état de l'exécuter ; car il mourut le 6. Avril de la même année. Il réduisit cependant les Tailles à 1200. mille livres , & son domaine lui valoit un million , enforte qu'en cette même année 1498. l'état général des finances pouvoit monter à 2, 500, 000. liv. au plus : le marc d'or étant alors à 130. liv. 3. s. 4. den. & celui d'argent à 11. liv.

Louis XII. fut incessamment & uniquement occupé du bonheur & de la félicité de ses peuples , & quoiqu'il eût de grandes guerres à soutenir , & que les Tailles ne fussent pas insupportables , il les diminua d'année en année. Il ne faisoit point amas de trésors , „ sachant , „ *dit Mezerai* , que l'épargne du prince est „ comme la rate , moins elle est grosse , plus „ le corps de l'Etat se porte bien”. L'horreur qu'il eut pour les nouvelles impositions , lui fit exposer en vente les charges de finance , d'où est venue l'origine de la vénalité des charges , ainsi que je l'ai amplement expliqué à l'article des receveurs généraux des finances Tome X.

George d'Amboise fut le pilote de la France

sous ce bon roi ; c'étoit un ministre sans avarice & sans orgueil , qui n'avoit d'autre ambition que de procurer la richesse des peuples.

Louis XII. mourut le premier Janvier de l'an 1515. âgé de 53. ans dont il en avoit régné 17. Jamais prince ne montra tant d'affection pour ses sujets , & n'en fut plus tendrement chéri. Il faisoit peu de libéralités , dans la crainte de fouler son peuple , & on le vit plus d'une fois verser des larmes , lorsque la nécessité le forçoit d'imposer des subsides. Les Tailles & le domaine furent , sous ce regne , d'environ 9 , 000 , 000. liv. & le marc d'argent à 12. liv. 1. s. 8. den.

C'est un problème de finance qui n'est pas encore décidé , dit *M. de Boulaingvilliers* , de savoir s'il vaut mieux que le prince tire à lui tout l'argent de l'Etat , en épuisant les ressources des particuliers , que de laisser le peuple riche , & le gouverner de manière que l'administration soit assurée de sa disposition à sacrifier son opulence au bien de l'Etat.

De deux exemples en ce genre , que l'histoire de France fournit , il me paroît facile d'avoir la solution de ce prétendu problème.

Charles V. prince bon , juste & modéré ,

prêta néanmoins tellement l'oreille aux suggestions, qu'il amassa un trésor immense, que son fils dissipa.

Louis XII. corrigé par cet événement, aima mieux laisser son trésor dans la bourse de ses sujets ; & son successeur eut l'avantage d'y trouver une ressource prodigieuse, lorsqu'il fallut payer sa rançon & celle de ses enfans.

Si M. de Boulainvilliers n'a pas trouvé ce problème formellement décidé par l'histoire, c'est que l'histoire l'a cru suffisamment décidé par le bon sens & par la raison. En effet peut-on préférer l'épuisement, la ruine, la persécution & la haine des sujets, à leur attachement, à leur amour, à leur tranquillité & à la certitude de les voir sacrifier avec joie leurs biens & leurs vies pour la défense de l'Etat & du souverain.

François I. monta sur le trône avec un penchant à la dissipation & à la prodigalité, que Louis XII. avoit bien prévu. Les guerres du Milanois l'obligèrent à chercher toutes sortes de moyens de recouvrer de l'argent. Il aliéna le domaine, il haussa les Tailles, & ordonna plusieurs nouveaux im-

pôts. La voix publique accusoit de ces désordres les conseils du Chancelier du Prat qui, pour flatter l'avarice de la reine mere Marie d'Angleterre & l'ostentation d'un jeune roi, donnoit les expédiens & la hardiesse de renverser les anciennes loix du royaume, dont par sa charge il devoit être le gardien & le défenseur.

L'an 1543. le roi d'Angleterre s'étant ligué avec l'empereur, pour résister à de si puissans ennemis, François I. mit un impôt sur les villes closes pour l'entretien de 50000. hommes. Il avoit promis de l'ôter après la guerre, mais il ne fut révoqué que sous le regne de François II.

Convaincu de la nécessité de favoriser la culture des terres, & ne voulant pas fatiguer ses sujets, par des saisies plus capables d'irriter les esprits que de procurer l'avantage des finances, il défendit, par son ordonnance de la même année 1543. d'user, pour le paiement de la Taille, de contraintes solidaires contre les particuliers, de les emprisonner, ou de saisir leurs immeubles, bœufs, chevaux, charues & autres instrumens rustiques; rien en effet, entre les incommodités publiques,

n'excite plus la haine des peuples que la trop grande sévérité.

La Taille est une dette de chaque paroisse ou communauté & non de chaque particulier, *Quod autem debet universitas, singuli non debent.*

La défense d'emprisonner les particuliers pour le défaut de paiement des taxes, a été dictée par les Romains, comme on le voit *in lege, Nemo Carcerem. C. de exact. Tribut.* Les Grecs avoient aussi ordonné la même chose, comme on le voit dans l'histoire de Xénocrates, rapportée par Dion, au sujet d'un étranger taillable de la ville d'Athènes; que les collecteurs conduisoient en prison, & que l'orateur Licurgue fit condamner pour cela à une grosse amende.

La défense de saisir les animaux, les instrumens & outils servans au labourage & à la culture de la terre est expressement fondée sur les Loix Romaines *in lege, Executores: Et in lege Pignorum. C. Quæ res pig.* ce qui fut pareillement observé en Grece, au rapport de Diodore, *lib. 2. cap. 3.* & de Varon au livre de l'Agriculture; & l'on peut dire que c'est la loi propre de la nature, parce que ces

choses-là sont les instrumens de la vie commune des hommes.

La défense de saisir les immeubles dans les pays de Taille personnelle ou mixte , est fondée sur ce que la Taille est une charge plutôt personnelle que réelle , à laquelle l'immeuble ne peut être ni soumis ni assujéti. Par ces réglemens les rois de France ont voulu s'éloigner de ces dures extrémités que tous les bons princes doivent avoir en horreur.

Les collecteurs sont les seuls dans le cas de la contrainte par corps , s'ils ne paient pas dans les termes prescrits dans les réglemens , parce que les deniers qu'ils ont levés , ou qu'ils sont censés avoir levés , sont réputés royaux , & par conséquent assujétissent ceux qui en ont la perception , à toutes les peines prononcées contre les receveurs des revenus du roi.

Il y a cependant des cas d'exception , & dans tous il faut observer une forme pour la contrainte solidaire contre le corps des communautés. Cette formalité est prescrite par l'art. 34. de l'édit de 1600. par l'art. 55. du règlement de 1634. & par celui du mois de

Février de 1663. parce que , comme on dit vulgairement , le clocher est responsable des événemens de l'imposition.

Pour remédier à tous les désordres que l'ex-cès des impositions avoit causé pendant les guerres , François I. s'en voyant délivré , fit dresser un état de ses revenus & de la dépense ordinaire & extraordinaire , qu'il proportionnoit l'un avec l'autre ; & à mesure que la dépense diminuoit , il déchargeoit son peuple d'autant , laissant la recette plus forte , afin de se ménager un fond dans le besoin.

Ce prince mourut le dernier jour de Mars 1547. Il recommanda très instamment à son fils de diminuer les Tailles qu'il avoit poussées à l'ex-cès , lui remontrant que le peuple , qu'il alloit avoir à gouverner , étant le meilleur qu'il y ait au monde , méritoit d'autant plus d'être ménagé , qu'il étoit toujours prêt à se sacrifier dans le besoin pour son roi : mais ce prince ensevelit ces exhortations dans l'oubli , même avant que son pere fût expiré.

La magnificence & la somptuosité suivirent François I. jusqu'au tombeau , & aucun prince ne l'a surpassé en générosité & en largesses. Il consumma souvent en dépenses frivoles l'ar-



gent qu'il avoit destiné aux plus grandes entreprises : mais il devint si économe & si attentif sur la fin de sa vie, qu'il acquitta toutes ses dettes, dégagea son domaine, & laissa dans l'épargne 1700. mille écus, & un quartier de ses revenus prêt à y rentrer, quoiqu'il eût dépensé de très grandes sommes en meubles, en pierreries, en dons, en pensions à tout ce qu'il y avoit de braves capitaines & de savans, quoiqu'il eût achevé & commencé plusieurs superbes bâtimens, le Louvre, S. Germain-en-Laye, le château de Madrid, Villers-Cotterets, Tolembrai en Picardie, Chambord &c. & quoiqu'il eût soutenu la guerre contre tous les princes de l'Europe pendant près de 30. ans.

Le principal de la Taille a été porté, sous ce regne, à la somme de 4, 044, 115. liv. sans compter le domaine & plusieurs subsides extraordinaires ; le marc d'or étant alors à 156. liv. 3. s. 9. den. & celui d'argent à 13. liv. 1. s. 3. den.

Henri II. monta sur le trône l'an 1547. Le trésor de son pere fut bientôt épuisé, & n'ayant point d'argent pour soutenir la guerre contre l'empereur, il fit divers édits burseaux

l'an 1551. entre autres un pour engager son domaine. Il prit la vaisselle d'argent de tous ceux qui voulaient la lui prêter, & il leva un impôt de 20. livres par chaque clocher, sur les joyaux & sur les fabriques des églises, dont il donna une grande partie à la duchesse de Valentinois, c'est ce que Rabelais veut faire entendre, quand il dit qu'il *avoit pendu les cloches au cul de sa grande jument.*

La bataille de St. Quentin perdue par le comté de Montmorenci contre les Espagnols le 10. Août 1557. fut le plus funeste événement que la France eût éprouvé depuis les journées de Creci & de Poitiers.

La frayeur & l'abattement étoient si grands & si généralement répandus, que Paris étoit abandonné & la France perdue, s'il eût seulement paru un corps de mille chevaux en-deça de l'Oise. On travailla donc en diligence à fortifier la ville; le roi donna charge de faire une levée de 12000. Suisses & de 8000. Allemands; il se ligua avec Soliman empereur des Turcs & rallia toutes les forces de l'Etat.

Pendant tous ces préparatifs extérieurs, les grandes villes de France ouvrirent leurs

bourses au roi : Paris fournit 300, 000. liv. les autres à proportion & cinquante seigneurs de marque lui offrirent de garder cinquante places à leurs dépens. Ce fut alors qu'il connut bien la vérité de ce que son pere lui avoit dit en mourant, que les François étoient le meilleur peuple du monde, & qu'il y avoit tout ensemble de la dureté & de la mauvaise politique à les tourmenter par des impôts extraordinaires, puisqu'ils se faignoient pour les besoins de l'Etat.

Dès l'an 1549. Henri II. avoit établi l'imposition du Taillon qui subsiste encore aujourd'hui, & dont il est à propos de faire connoître l'origine & la nature. Je la conduirai jusques à ce jour, pour n'être pas obligé de la couper, & afin qu'on puisse voir d'un coup d'œil son établissement, ses progrès & son état actuel.

Cette sorte d'imposition & sa destination expresse ont été connues des Romains dès la naissance de leur empire. Numa Pompilius établit le Milliarisme, qui se levoit à raison d'une somme déterminée pour mille soldats entretenus : mais comme apparemment ce milliarisme ne suffisoit pas à la subsistance du

soldat , ou que celui-ci aimoit mieux l'avoir en argent qu'en nature , le sénat , pour faire cesser ses plaintes & éviter sa fureur , ordonna l'an 347. de Rome qu'il auroit à l'avenir une solde réglée en monnoie de cuivre. C'est la premiere fois que les armées de la république furent soudoyées , ce qui lui devenoit d'autant plus aisé qu'elle augmentoit tous les jours ses revenus par ses conquêtes.

Les longues guerres qui avoient précédé le regne de Charles VII. & celles qu'il eut à soutenir ayant engendré une licence & un brigandage extrêmes , les troupes , faute de paie , vivoient à discrétion , & la disette affreuse qu'elles trouvoient par-tout les rendoit encore plus inhumaines. Il y avoit plusieurs bandes , commandées même par les plus braves capitaines du roi , qui , sous prétexte de chercher leur subsistance , couroient de province en province , prenant tout ce qu'elles trouvoient , *dit Mezerai*. Celles des Ecorcheurs & Retondeurs commirent d'étranges désordres.

Comme le roi connut l'importance du mal & la nécessité du remede il fit une assemblée des notables l'an 1440. dans laquelle il fut résolu que l'on rechercheroit la paix , & qu'en

attendant toute la gendarmerie seroit réduite aux compagnies d'ordonnances bien réglées, & chaque gendarme à trois chevaux qui seroient payés tous les mois, au lieu qu'auparavant ils en avoient sept ou huit & un grand nombre de valets, qui dévoroient tout le pays par où ils passaient. Cette réforme ne pouvoit plaire aux grands ni aux capitaines, qui trouvoient leur compte dans la misère publique. Ils l'interrompirent par une dangereuse émotion, qu'on nomma *la Praguerie*.

Le règlement parut enfin en 1445. il réduisit la gendarmerie à quinze compagnies, composées de cent lances ou de cent hommes d'armes, qui devoient avoir avec eux chacun cinq hommes au lieu de trois, comme il avoit été projeté en 1440. ce qui faisoit six cents hommes par compagnie, & en tout un corps de 9000. chevaux, qui devoient être entretenus en tems de paix & en tems de guerre.

Comme les finances du roi ne pouvoient alors subvenir à la subsistance de ces compagnies, on engagea les villes & les gens de la campagne à se charger de leur entretien; & comme les uns & les autres y consentirent l'on distribua ces compagnies, par trou-

troupes de vingt, vingt cinq, ou trente dans les villes tant de la frontiere que du dedans du royaume.

Par ordonnance de François I. du 20. Janvier 1515. & autres subséquentes, il fut statué que ces troupes, qui caufoient encore du désordre dans le plat-pays, seroient à l'avenir logées dans les villes closes, où elles recevroient l'ustensile, sans qu'elles pussent en prétendre à la campagne. L'imposition qui fut faite à cette occasion fut appelée, *solde de 50. mille hommes*, différente des autres impositions, en ce que celle-ci n'étoit payée que par les habitans des villes murées. Mais comme les troupes ne laissoient pas d'exiger des contributions au-delà des limites qui leur avoient été imposées, & que d'ailleurs les villes se trouvoient surchargées d'un si grand nombre de soldats; Henri II par ses ordonnances des 20. Novembre 1549. & 4. Mars 1552. établit une imposition, pour subvenir à leur solde, & on lui donna le nom de *Tail-  
len* ou *petite Taille*, crue, augmentation de solde & de gages de la gendarmerie, laquelle solde fut fixée à 400. liv. pour chaque homme d'armes ou archer des ordonnances, pour leur

tenir lieu de nourriture & de fourages ; & ce que les bourgeois devoient leur fournir, devint, réduit à la petite ustensile, telle qu'elle se livre aujourd'hui aux troupes par les habitants des villes par où elles passent, qui consiste au gîte, à avoir part au feu, à la chandelle & aux autres petites commodités de la simple hospitalité. Auparavant elle consistoit dans une nourriture presque complete, & comprenoit, au rapport de Philippi, dans la préface de son recueil des édits & ordonnances, nombre 6. presque toutes les choses nécessaires à la vie, d'où est venue l'origine de l'imposition de l'ustensile qui se fait en tems de guerre.

Par autre ordonnance du mois de Juillet 1553. le même roi Henri II. créa des receveurs en titre d'offices pour faire le recouvrement de ce nouveau subside, qui s'imposoit de la même manière que la Taille, & que les auteurs ont appelé *Tribut Subsidaire*.

Ces officiers ont subsisté jusqu'en 1669. qu'ils ont été supprimés par édit du mois d'août au dit an, qui ordonne, en même tems, à l'égard de la partie du fond destiné au paiement de la solde des maréchaussées, qui

faisoient corps avec la gendarmerie, qu'elle seroit employée dans les états du roi sur les recettes générales des finances, à chacune des recettes des Tailles, pour être payée, par les receveurs d'icelles, aux officiers & archers des dites maréchauffées, suivant le fond qui en seroit laissé dans les états que le roi feroit délivrer aux trésoriers généraux de l'ordinaire des guerres.

Tous les officiers & archers des maréchauffées & de robe-courte ayant été supprimés par édit du mois de Mars 1720. & le même édit ayant créé en leur place de nouvelles compagnies de maréchauffées, les receveurs des Tailles ont été déchargés de la dépense du Taillon & de la solde des dites maréchauffées: & il y a été pourvu d'une autre manière, tant par le susdit édit que par l'arrêt du conseil donné le 29. Novembre 1720. mais l'imposition a toujours continué, & est confondue avec la Taille ou subvention, & monte annuellement à environ 1, 640, 000. liv. dont le fond se remet au trésorier général des maréchauffées. Tel est l'état actuel de cette imposition qui doit son origine à Henri II.



Ce prince convoqua le 6. Janvier 1558. à Paris les Etats généraux. Ces grandes assemblées autrefois si nécessaires pour le maintien de l'Etat & de la république, dit *Mezerai*, n'ont gueres servi, depuis le roi Jean, qu'à augmenter les subsides. On jugea à propos de diviser ceux-ci en quatre ordres, en distinguant le tiers-état d'avec les officiers de justice & de finances; & tous ensemble accorderent au roi trois millions d'or, qui furent levés sur les plus aisés.

Henri II. après avoir délivré la France des courses des Allemands, & avoir détruit l'armée de l'ennemi le plus puissant & le plus obstiné qu'elle eût eu depuis longtems, mourut le 10. Juillet de l'année 1559. d'un coup de lance qu'il reçut dans l'œil droit. Ce prince étoit naturellement bon; mais il ne fut jamais maître de lui-même, & s'étant laissé gouverner; il fut cause de tout le mal que firent ses ministres; & presque tous les vices qui renversent les grands Etats, régnerent à sa cour.

Quoiqu'il eût vendu un grand nombre de charges de nouvelle création, qu'il eût augmenté les impôts d'un tiers & qu'il n'eût fait

que très peu de dons , cependant en treize ans de regne , il se trouva endetté de 16. à 17. millions, somme très grande pour ce tems-là. A sa mort le principal de la Taille n'étoit , suivant les mémoires de Sulli , que de 12, 098, 563. liv. mais il y avoit en outre plusieurs impositions extraordinaires. Le marc d'or fut porté , sous ce regne , à 172. liv. & celui d'argent à 14. liv. 11. s. 8. den.

François II. monta sur le trône par la mort de Henri II. Le grand nombre de princes & de seigneurs trop puissans , n'appercevant point une autorité assez forte pour les contenir , commencerent à remuer , & ils rencontrèrent pour se fortifier les différens partis qui étoient divisés en matieres de religion. On voyoit , d'un côté , les princes du sang & le connétable : de l'autre les princes de la maison de Guise ; & entre ces deux partis , la reine mere qui marchandait celui dont elle pouroit tirer meilleur marché ; ce qui faisoit aisément prévoir que les malheurs d'une guerre civile étoient inévitables. La mort de ce prince , qui arriva au bout de seize mois & vingt-six jours de regne le 5. Décembre 1560. ne fit qu'augmenter les troubles , & l'on crut

## 214 ORIGINE ET PROGRÈS

que le moyen de prévenir les maux dont on étoit menacé, étoit d'assembler les Etats; dont la première séance se tint à Paris le 13. Décembre 1560.

Le fruit de cette assemblée fut de produire de grandes levées de deniers. Le clergé accorda quatre décimes en six ans, & le tiers-état cinq sous par muid de tous les vins qui entrent dans les villes closes. Cet impôt fort léger au commencement, a presque centuplé en parvenant jusqu'à présent.

Le roi Charles IX. qui occupoit le trône depuis la mort de François II. avoit pris en main le gouvernement des affaires, & se monroit fort attentif au soulagement de ses peuples. Malgré le conseil de ceux qui prétendoient l'oppression publique de la nécessité de l'Etat, il déchargea les Tailles d'un tiers, & ne garda auprès de lui que trois compagnies du régiment des gardes. Il mourut au bois de Vincennes le 8. Mai de l'an 1574.

Les Tailles diminuèrent sous les regnes de François II. & de Charles IX. parce qu'il y avoit tant d'autres natures d'impôts sur pied, & que l'Etat étoit si déchiré dans toutes ses parties, qu'il n'étoit pas possible de tirer des cam-

pâgnes & d'un peuple accablé , les secours qu'il auroit été en état de fournir sans le malheur des troubles.

On peut estimer que le principal de la Taille ne monta pas à plus de neuf millions année commune , pendant ces deux regnes : le marc d'or étoit à 192. liv. 10. s. & celui d'argent à 16. liv. 7. s. 6. den.

Fromenteau , dans son secret des finances , prétend que , depuis l'avènement d'Henri II. à la couronne , jusqu'au dernier Décembre 1580. ce qui fait 30. ans , il a été levé en France quatre milliards 750. millions tournois , que les troubles furent si grands , qu'il en couta la vie à plus de 700. mille personnes , & qu'il y eût 9. villes , 252. villages & 128, 256. maisons brûlées ou détruites.

Il s'alluma sous les enfans de Henri II. des guerres , qui armerent la nation contre elle-même. Catherine de Médicis mit les finances entre les mains des Italiens , qui sucèrent , pendant 30. ans , toute la substance de la France , qu'elle laissa presque aux abois entre les mains de Henri III. qui acheva de la consommer par des dépenses inutiles & des dons excessifs.

Le regne de ce monarque peut , à juste titre , être appelé le regne des favoris : la mollesse le livra entre leurs mains , & ils acheverent d'énervier le peu de fermeté qui lui restoit. Pour le posséder tout entier , ils lui persuaderent de ne plus tant communiquer avec ses sujets , de se tenir enfermé dans son palais à la maniere des rois d'orient , & de ne s'en faire connoître que par l'éclat , la magnificence & les commandemens absolus.

Les partis qui avoient pris naissance sous Charles IX. se rassemblèrent sous celui-ci , & formerent ce grand corps sous le nom de *Ligue*. Les zélés catholiques en furent les instrumens , les moines en furent les trompettes , les grands seigneurs du royaume y jouerent les roles d'acteurs & de chefs , la mollesse du roi lui laissa prendre accroissement , la reine mere y donna les mains , le pape & le roi d'Espagne en furent les promoteurs , & la religion n'y eut aucune part , quoiqu'elle en parût le prétexte. La reine mere haïssoit mortellement les Huguenots , non à cause de leur doctrine , mais parce qu'ils demandoient compte de son administration & qu'ils criaient hautement contre les Italiens , &

contre les exactions que ces étrangers exerçoient & inventoient journellement.

Le roi , ayant appris de sa mere à faire d'excessives dépenses , ses favoris lui ayant mis dans l'esprit que tous les biens de ses sujets étoient à lui , & que la France étant une source inépuisable de richesses , il n'y avoit point de prodigalité capable de les tarir , on ne peut être étonné que sa profusion ait été telle , qu'à peine peut-on encore en concevoir l'excès. Les peuples gémissaient pendant plusieurs années , pour fournir à un divertissement qui n'avoit duré qu'une heure ; & les coffres de l'Etat se trouvant ainsi toujours vuides , il falloit sans cesse avoir recours aux plus fâcheux moyens pour recouvrer de l'argent. Aux Etats de Blois tenus en 1576. la Taille fut augmentée d'un paris, c'est-à-dire , d'un quart ; & deux ans après on fit tout d'un coup une crue de quinze mille écus. On créa une infinité de nouveaux offices , dont les Italiens fournissoient les titres , en persuadant au roi , que cette multiplication étoit un excellent moyen d'avoir de l'argent sans violenter personne , & de rendre sa puissance absolue.

## 218 ORIGINE ET PROGRÈS

en remplissant toutes les villes de créatures qui fussent à lui.

Joyeuse l'un de ses favoris épousa en 1582. une des sœurs de la reine , à laquelle Henri donna quatre cents mille écus de dot , & les noces se firent avec tant de profusion , qu'il en couta au trésor près de quatre millions de livres.

Pour remplacer ces dépenses , on faisoit de nouveaux édits ; & il n'en paroissoit pas moins de neuf ou dix à la fois , de façon qu'on en vit jusqu'à 22. en moins de deux mois , sur lesquels les favoris assignoient effrontément le paiement des marchands qui fournissoient à leurs besoins ou à leur luxe.

Dans l'assemblée tenue en Septembre 1583. on fit de fort belles propositions , comme d'ôter la vénalité des charges & des offices , d'établir des peines contre ceux qui inventeroient de nouveaux impôts ou de nouvelles créations , & de purger le conseil du roi de ceux qui se mêleroient des parties des finances : mais le tout fut sans succès.

L'excès des impôts favorisoit extrêmement la ligue : la religion & les intrigues des grands

n'eussent pas réussi à émouvoir les peuples, s'ils n'eussent pas été si grièvement tourmentés. Le roi avoit fait des édits pour plus de 50. millions, dont il n'en étoit pas entré deux dans ses coffres, & les dons de cette année 1584. montoient à 5. millions d'or.

Afin de satisfaire aux plaintes menaçantes des peuples, Henri supprima tout d'un coup 66. édits qui avoient été vérifiés au parlement; diminua les Tailles de 700. mille livres, modéra un peu ses profusions & établit une chambre de justice pour la recherche des malversations faites dans les finances; mais ce tribunal, par la mauvaise regle, les acceptations & l'infidélité, acheva de ruiner la confiance sans produire aucun bien.

La ligue avoit jetté le royaume dans un tel désordre, que le brigandage étoit universel. En 1589. ce n'étoit qu'emprisonnemens, ransons, représailles, saisies, ventes de biens. Les familles étoient tellement divisées, qu'on voyoit le pere contre le fils & le fils contre le pere. Il n'y avoit rien à gagner que pour ceux qui n'avoient rien à perdre. Les voleurs prenoient à toutes mains, ils se retiroient dans de vieux châteaux, ou dans de petites



villes, d'où ils pilloient toute la contrée voisine ; ils s'emparaient des deniers du roi, mettoient les particuliers à contribution, jouissoient des biens d'église & s'enrichissoit du malheur général.

Henri III. cessa de vivre l'an 1589. & avec lui finit la branche des Valois, qui avoient régné 261. ans, & donné 13. rois à la France, presque tous magnifiques, généreux & vaillans. Ils ont commencé, *dit Mézerai*, à charger leurs peuples de Tailles & d'impositions, peu communes dans les regnes de leurs prédécesseurs, qui n'y avoient recours que dans une urgente nécessité, & qui en régloient le tems & la durée. Les Valois ont aliéné le domaine de la couronne, permis aux roturiers de posséder des fiefs, introduit la vénalité des charges & même celle de la noblesse, multiplié les officiers de justice & de finances, changé l'ancienne milice du royaume, pour entretenir des gens de guerre à leur folde, abattu la puissance des grands, & fait un grand nombre de changemens sur l'utilité ou le désavantage desquels je laisse aux sages à prononcer.

Sans compter les autres impositions, les

Tailles se trouvent avoir monté sous ce regne à la somme de trente millions, six cents, cinquante mille, quatre cents livres : le marc d'or étant à 222. liv. & celui d'argent à 18. liv. 11. s. 8. den.

## CHAPITRE IX.

*Tailles & Impôts sous le regne des Bourbons.*

**H**ENRI IV. monta sur le trône l'an 1589. Les désordres de l'Etat empêcherent qu'il ne s'y passât rien d'extraordinaire & d'essentiel à l'occasion des finances jusqu'en 1594. On trouve cependant un règlement de ce prince en date du mois de Décembre 1592. concernant les translations de domicile : il paroît rude en ce qu'il prive les sujets d'une partie de leur liberté, mais la circonstance des tems le rendoit nécessaire. La plupart s'étoient réfugiés dans les châteaux, places fortes ou franchises, pour s'exempter des charges ; le plat pays étoit dénué d'habitans, les terres étoient incultes, & l'on ne pouvoit plus assésir ni lever les Tailles.

Charles VII. & avant lui le roi Jean.

avoient fait de semblables ordonnances , à même fin & pour les mêmes raisons.

Titè-Live apprend que la plupart des villes du Pays Latin ayant été abandonnées , parce que les citoyens alloient s'établir à Rome, elles envoyèrent des députés en porter leurs plaintes au sénat & revendiquer ceux qui s'y étoient réfugiés , disant qu'autrement leurs villes & leurs campagnes seroient bientôt désertes & qu'ils ne pourroient plus fournir de soldats. Sur cela le préteur Tèrentius fut chargé de faire la perquisition des Latins , en sorte que cette recherche en renvoya douze mille dans leurs habitations. Les Romains firent encore d'autres loix pour que personne n'abandonnât son domicile. Il n'étoit pas permis de quitter la ville , pour aller demeurer aux champs , parce qu'une ville qui manque d'habitans , manque en même tems de toutes sortes d'avantages : il n'étoit pas moins défendu de quitter le plat-pays pour aller demeurer dans les villes. Les hommes de la campagne étoient francs à l'égard des hommes , & serfs à l'égard de la terre dont ils dépendoient , & c'est pourquoi ils étoient appelés par les empereurs , *terra membra*.

Louis XIII. paroît avoir copié ces dispositions des loix Romaines , dans sa déclaration du 16. Avril 1643. concernant les translations de domicile.

François d'O. Sur-intendant des finances étant mort en 1594. Henri IV. fit , pendant quelque tems , administrer les finances par un conseil de cinq ou six personnes : mais ne trouvant pas son compte avec cette multitude mal-d'accord & très intéressée, il rétablit la Sur-intendance, & la donna conjointement aux Sieurs de Sancy. & de Rhosny.

Dans ces tems les chefs & les villes de la ligue s'empressoient à se mettre sous l'obéissance du roi : mais les payfâns & les communes de la Haute-Guienne prirent les armes pour se défendre des pillages de la noblesse & des vexations de la Taille, & qui leur fit donner le nom de *Tard-avisés* : ceux d'Angoumois suivirent leur exemple, & les uns & les autres furent dissipés : mais il ne fut pas si facile d'appaiser ceux du Périgord auxquels il fallût abandonner la remise des Tailles qu'ils ne pouvoient payer.

Le roi fort en peine de trouver les moyens de fournir aux dépenses de la guerre, conse-

l'Espagne ; dans la misère où étoit réduit son royaume , convoqua une assemblée des notables à Rouen , dont l'ouverture se fit le 4. Novembre. Il y fut composé plusieurs beaux réglemens : mais les ordres qui furent donnés pour le bien public n'eurent aucunes suites , & il n'y eut que les impôts qui demeurèrent. Les ressources qu'on trouva pour avoir de l'argent furent , le retranchement des gages des officiers pour une année , & l'imposition du fou pour livre sur toutes les marchandises qui entrent dans les villes closes , en exceptant le bled. La première apporta quelques secours présens : mais la seconde produisit plus de difficultés & de troubles que d'argent.

Dans ces circonstances , Hernand Teillo , gouverneur de Dourlens pour l'Espagne , surprit Amiens : ce qui jeta le roi & le royaume dans une extrême consternation , & la constance du monarque fut prête à succomber lorsqu'on lui en apporta la nouvelle. Il se rendit au parlement & y demanda assistance dans des termes qui parurent au-dessous de sa dignité. On leva des troupes de toutes parts ; la noblesse se rendit près de lui , & le parlement

ment nota d'infamie ceux qui ne monteroient pas à cheval dans cette occasion.

Il n'y avoit point d'argent dans les coffres, Rhosny y pourvut. Il étoit demeuré seul Surintendant des finances. On fit un fond considérable des prêts volontaires & de la création de plusieurs charges. Les gens aisés de la ville de Paris se cotisèrent eux-mêmes sans qu'on eût besoin de les y contraindre : quelques conseillers du parlement proposèrent de faire contribuer tous les officiers du royaume, offrant généreusement de se taxer eux-mêmes : mais le plus grand nombre ne fut pas le plus généreux , & l'intérêt l'emporta sur l'honneur. Quoi qu'il en ait été , la ville fut reprise par la constance & la bravoure du roi le 25. Septembre de l'an 1597.

Au mois de juin de l'année suivante la paix avec l'Espagne fut signée , & ainsi furent éteintes jusqu'à la dernière étincelle , non seulement les guerres civiles que la ligue avoit allumées dans les entrailles de la France , mais encore celles que cette faction y avoit attirées du dehors. Le premier soulagement qui en résulta pour le peuple & pour les cof-

fres du roi , fut de congédier tout ce que l'on put de troupes qui étoient sur pied.

Le Marquis de Rhosny étoit très propre pour exercer la charge de Sur-intendant des finances : ami de son maître , infatigable , ménager , homme d'ordre , ayant la négative rude , inflexible aux prières & aux importunités , il recevoit toutes fortes d'avis , il recherchoit avec la dernière exactitude les deniers qui avoient été détournés , attaquoit sur cela les plus grands comme les plus petits , se chargeoit hardiment de la haine des refus & fermoit sans crainte l'oreille aux plaintes & aux reproches.

Ceux qui avoient manié les finances pendant la guerre civile , les avoient mises dans une si horrible confusion , & les dépenses nécessaires les avoient si fort épuisées , qu'il étoit impossible d'y remédier par les voies ordinaires. Le roi étoit chargé de plus de six millions de rentes & de pensions , & de plus de cinq millions de gages d'officiers.

Les plus clairs revenus de l'Etat étoient aliénés ou engagés aux grands seigneurs , qui avoient établi des levées à leurs profits , sans

autre autorité, que celle qu'ils avoient tirée de la licence des guerres civiles.

Afin de faire venir les finances au trésor royal, qui en est le véritable centre, le Marquis de Rhosny s'étudia à déboucher toutes les sources d'où elles devoient y couler & à fermer tous les faux-fuyans par où elles se perdoient. Il se rendit maître du conseil des finances, & il fit voir que, pour sa charge, il ne falloit ni tant de politique ni tant de lumieres : mais qu'afin d'y réussir, il suffisoit d'être laborieux & économe.

Il retira le domaine aliéné, abolit les levées qui avoient été établies sans autorité, révoqua les privileges accordés depuis trente ans, & particulièrement la franchise accordée par Louis XI. à Eudes, le maire, dit Chalo de S. Mas, dont les descendans furent assujettis à la Taille, par édit du mois de Janvier 1598. Il envoya des commissaires dans les provinces pour régler les Tailles ; & comme le plat-pays étoit désolé, il le déchargea de 6000. écus de Taille, & de tous les arrérages qu'il en devoit & qui montoient à plus de vingt millions. Voici comme il s'explique lui-même sur cette remise



## 228 ORIGINE ET PROGRÈS .

tom. 3. p. 295. de ses mémoires , nouvelle édition , sous l'année 1598.

„ Je remis par tout le royaume le reste  
„ des impôts de 1596. qui étoient à payer,  
„ action autant de nécessité que de charité  
„ & de justice. Cette gratification qui com-  
„ mença à faire respirer le peuple, fit perdre  
„ au roi vingt millions ; mais aussi elle faci-  
„ lita le paiement des subsides de 1597. qui,  
„ sans cela seroit devenu moralement impossi-  
„ ble”. Il prévient dans le même endroit  
que son dessein étoit d'ôter entièrement les  
Tailles ; & pour cet effet de dégager tout le  
domaine royal , en suppléant à ce qui manqueroit  
par une imposition sur les denrées , comme étant la plus naturelle & la moins susceptible d'injustice , parce que chacun n'y contribue qu'à proportion de sa consommation.

Il se fit cette année plusieurs réglemens pour décharger les coffres du roi & faire circuler l'espèce. On supprima les officiers triennaux comptables , & conformément à une vieille erreur qui en fera toujours une dans la politique , on défendit de faire sortir du royaume ni or ni argent. On réduisit les rentes des

deniers 10. ou 12. au denier 16. on défendit de porter de l'or ou de l'argent sur les habits.

Le ministre s'appliqua à rendre ces métaux précieux plus abondans dans le royaume , afin de pouvoir en tirer des subfides plus considérables & qui fussent payés avec moins de gêne ; & le commerce lui paroissant un des moyens les plus assurés pour y parvenir , il avoit pris fort à cœur de le faire fleurir. Pour cet effet dès l'année 1597. il avoit établi une chambre ou conseil de commerce ; & comme la monarchie n'étoit pas assez puissante sur mer pour espérer un grand avantage de la navigation , il s'attacha aux manufactures , & en établit de plusieurs sortes , comme , de tapisseries d'hautelisse , de cuir doré , des gazes , des toiles claires , des poteries & vases de faïence , des fonderies , des verreries de cristal à l'imitation de celles d'Angleterre , des fabriques de draps , de serges , d'étoffes de soie , & des toiles d'or & d'argent. La manufacture de soie étoit celle qu'il avoit le plus à cœur & qui promettoit le plus de profit. L'usage en avoit commencé en orient dès le tems de la monarchie des Perses , les Romains l'avoient

méprisé dans la crainte d'introduire le luxe ; cependant ces fabriques pénétrèrent dans l'Asie Mineure & dans la Grece sous l'empire de Justinien vers l'an 1130. de-là elles passerent dans la Sicile & dans la Calabre ; & les Siciens porterent ensuite cet art dans l'Italie & dans l'Espagne , d'où il se communiqua dans les provinces méridionales de la France , telles que le Languedoc , la Provence & le comtat d'Avignon. François I. l'établit en Touraine ; néanmoins ce ne fut que long tems après que ces ouvrages devinrent communs parmi les François : car le roi Henri III. fut le premier qui porta des bas de soie aux noces de sa sœur.

Henri IV. fit cet établissement à Paris dans sa maison des Thuilleries & au château de Madrid. Il traita avec des entrepreneurs pour élever les vers à soie , dont chaque année on alloit chercher les œufs en Espagne. Il fit planter une grande quantité de mûriers blancs & élever des pepinieres dans les paroisses circonvoisines. Dès l'an 1599, il avoit défendu l'introduction des étoffes de soie , venantes de l'étranger , à la sollicitation des marchands qui se flattoient déjà d'en fabriquer assez pour

le royaume : mais il révoqua cet édit sur les remontrances de ceux de Lyon.

Plus jaloux d'acquérir le nom de pere du peuple en lui faisant du bien, que de mériter celui de conquérant, Henri IV. chercha à remédier aux plaintes réitérées qu'il entendoit de toutes parts sur les abus, les inégalités & les malversations dans l'imposition & la levée des Tailles : & à cet effet il fit un grand & sage règlement datté à Paris le 20. Mars 1600. par lequel il est dit, entre autres choses ; „ Que, pour parvenir à départir les „ Tailles avec égalité, & pour connoître, „ à l'inspeccion & à la lecture des rôles, si „ elles auront été bien ou mal assises, la „ qualité des cotisés seroit ajoutée à leurs „ noms., comme Juge, Notaire, Greffier, „ Sergent, Procureur, Marchand, Artisan „ ou Laboureur, en distinguant si ce dernier „ laboure pour lui ou pour autrui & à com- „ bien de charues :

„ Qu'après que les départemens de la gran- „ de Taille auroient été faits, les autres, „ pour quelque levée que ce fût, seroient „ réglés sur le même pied au sou la livre „ sans y rien changer”.

Par le même règlement ce roi accordeoit aussi une remise & décharge pleine & entière de ce qui étoit dû de reste des Tailles, taillon & autres impositions, mises sur les peuples, jusques & compris l'année 1596. & surseance pour l'année 1597. à condition de payer ce qui étoit dû pour les années 1598. & 1599. à peine d'être déchu de cette grace & faveur.

Ces remises d'impôts sont appelées *Indulgences* dans les anciens titres : mais depuis longtems, l'église s'est appropriée ce terme, pour signifier la remise d'une partie des peines canoniques.

C'est un usage très ancien, pratiqué par les Souverains, de gratifier les peuples de leur domination, par la remise des tributs, lorsqu'il leur naît un prince. Quoique le bonheur de cet événement ait été le premier motif de ces remises, cependant d'autres raisons y ont souvent donné lieu. On y reconnoît quelquefois la politique, & d'autres fois l'impuissance des peuples, comme dans le cas présent.

L'empereur Adrien, à son avènement à l'empire, suivant le Cardinal Baronius, remit

22, 100, 000. liv. aux peuples de la Gaule, lesquels, pour témoigner la joie & la reconnaissance que leur inspiroit cette libéralité, que Spartian loue extrêmement, firent battre de la monnoie à l'honneur de cet empereur, sur laquelle ils lui donnerent le titre glorieux de Restaurateur de la Gaule.

Les panégyriques de Constantin & de Théodose, ainsi que les loix & ordonnances de Justinien, apprennent qu'ils avoient fait la même faveur aux peuples de leur empire.

Grégoire de Tours rapporte que Chilperic fils de Clotaire accorda une remise générale des Tailles, en faisant brûler tous les rôles. On en a fait de semblables sous les régnes subséquens : mais deux réflexions me font penser qu'il seroit plus avantageux aux princes & aux peuples de faire des diminutions annuelles du montant de ces remises ou Indulgences, que de les accorder ainsi tout d'un coup. La première est que les riches en profitent presque seuls, parce que leur crédit les met dans le cas d'avoir facilement obtenu du tems, pendant que les pauvres, que l'on a pressé sans relâche, se trouvent presque toujours avoir payé, quand la remise arrive. La seconde

est que , toutes les fois qu'il survient quelque événement heureux à l'Etat ou à la maison royale , le peuple se flatte d'une remise nouvelle , & se laisse plutôt écraser par les frais & par les poursuites , que de payer le courant , ce qui cause une grande stérilité dans les caisses du roi & fait languir toutes les parties du service.

Les remises faites dans les années 1634. & 1660. sont des preuves de cette vérité , & les préjugés qu'avoit fait naître la remise accordée par arrêt du 21. Décembre 1719. ne sont pas encore entièrement dissipés , malgré la rigueur dont on s'est vu obligé d'user envers les peuples , pour les guérir de leurs préventions.

A force de chercher les moyens d'augmenter les finances du roi , Rhosny introduisit un désordre dans l'Etat , qui ne pouvoit devenir plus grand , dit *Mezerai* , qu'autant qu'on l'auroit continué. Auparavant les offices de judicature & de finances se pouvoient résigner : mais il falloit que le résignataire vécût quarante jours après sa démission ; si non c'étoit au roi d'y fournir : or quand Rhosny eut considéré que le roi n'en prestoit point lorsqu'ils

vainoient par mort, parce qu'il étoit contraint de les donner aux importunités des gens de cour, il s'avisa d'un moyen propre à en faire venir un grand émolument dans les coffres de l'épargne. Ce fut de les assurer à la veuve & aux héritiers de ceux qui les possédoient, moyennant que les pourvus payassent tous les ans le soixantième denier de la finance à laquelle les offices auroient été évalués, faute de quoi ils retourneroient par mort au profit du roi. On nomma ce droit, en termes de finances, droit annuel, & le vulgaire l'appella Paulette du nom de celui qui en fut le traitant. Cette grace, comme on l'a vu dans le tome X. ne fut d'abord accordée que pour dix ans; mais le terme en a été renouvelé jusqu'à ce jour.

Toutes les compagnies du royaume refusèrent de recevoir cet édit, tandis qu'elles n'eurent en vue que le bien de l'Etat, en sorte que l'on se contenta d'en faire lire & publier une déclaration en forme d'édit à la chancellerie l'an 1605. mais quand les particuliers, y faisant réflexion, eurent vu que leurs familles en tireroient de grands profits, ils consentirent



à la perte publique pour leur propre agrandissement.

Henri IV. fut assassiné par Ravallac le 14 Mai 1610. Ce prince avoit une grande bonté pour son peuple, & une valeur & une clémence tant de fois éprouvée, qu'il est demeuré en doute, s'il falloit dire qu'il eût reconquis son royaume à force de combattre ou de pardonner : mais sitôt qu'il fut mort, il n'y eut qu'un instant entre les adorations & l'oubli.

Il avoit acquitté trois cents millions de dettes, qui feroient une somme de 800, 650, 000. liv. de la monnoie actuelle. Ces dettes avoient été contractées pour le rachat de soixante millions de domaines & rentes, pour fortifier les villes frontieres, garnir les magasins de toutes sortes d'armes, d'artillerie & de munitions, pour armer nombre de galeres, ériger de superbes édifices, acquérir à la couronne une quantité considérable de meubles & de pierres, & mettre vingt millions d'argent comptant dans ses coffres. A sa mort il revenoit, en deniers bons, seize millions par an à l'épargne : tant il est vrai que les ressources de

la France sont inépuisables , lorsque l'artiste observe , dans ses opérations , un régime prudent ; & s'il fait mettre en œuvre les ménagemens qu'exigent les circonstances & la constitution du corps politique qu'il régit.

Les Tailles ordinaires furent sous son règne de 24. à 25. millions année commune ; le marc d'or à 240. liv. 10. f. & celui d'argent à 20. liv. 5. f. 4. den.

Pour empêcher que les princes & les seigneurs mécontents ne profitassent des troubles & de la confusion que devoit naturellement causer la mort de ce grand prince , & ne songeassent à soulever le peuple ou les protestans , Marie de Médicis reine régente employa ses soins à contenter tout le monde. On supprima 54. édits qui étoient à la charge du peuple , plusieurs commissions furent surfses & le sel fut diminué de la quatrième partie. Le roi fut déclaré majeur en 1614. on tint les Etats à Paris , & l'on dissipa toutes les brouilleries qui se formoient dans le royaume par les traités de Sainte-Menehould & de Loudun des années 1614. & 1615.

Suivant le compte que la régente fit pré-

senfer aux États. en la même année 1614. il paroît qu'il se levoit en France, sous la minorité de Louis XIII. environ 37. millions de livres ; & l'auteur du formulaire des élus prétend qu'en l'année 1620. il se levoit cent vingt millions de toutes natures d'impositions : cependant celui qui a écrit le testament politique du cardinal de Richelieu *chap. 9. sect. 4.* dit qu'il ne se levoit que 82. millions vers l'année 1640. c'est-à-dire, deux ans avant sa mort qui arriva en 1642. & il ajoute que, de ces 82. millions, il en falloit plus de 45. pour acquitter les charges de l'État.

Louis XIII. fit un règlement sur les Tailles de la province de Dauphiné le 24. Octobre 1639. suivant lequel elles furent déclarées *réelles & prédiales*. *L'art. 13.* veut que les Docteurs, Avocats, Secrétaires & Huissiers des cours Souveraines ne puissent être taxés pour raison de l'industrie de leurs offices & professions, non plus que les gens du Tiers-état à cause de leurs meubles meublans, mais seulement à cause de leurs autres biens & moyens, voulant que la cotisation des facultés mobilières, trafic & industrie n'excede

pas; favoir, dans les villes, le huitieme de la somme qui s'imposera pour les fonds; dans les gros bourgs & marchés le dixieme, & dans les autres paroisses & communautés le douzieme. Du reste sous ce regne, il ne s'est fait aucun changement notable quant au fond de l'imposition de la Taille dans les autres provinces du royaume, & l'on trouve que ce subside seul a monté à près de 28. millions année commune, le marc d'or étant à 327. liv. 8. s. 10. den. & celui d'argent à 25. liv.

M. Talon dit que, pendant le regne de Louis XIII. il s'est plus levé d'argent sur le peuple, que depuis l'établissement de la monarchie. Le Cardinal de Richelieu, ajoute ce Magistrat, a surmonté tous les obstacles qu'il a trouvés dans son ministere; il a ruiné ceux qui ont voulu l'attaquer, & s'est maintenu particulièrement par la profusion des finances, avec lesquelles il corrompoit tous ceux qui lui étoient nécessaires, tant au dedans qu'au-dehors du royaume; par cette raison il souffroit que ceux qui étoient dans le gouvernement des finances fissent ce que bon leur sembloit; & pendant que le royaume a

été gras & abondant, toutes fortes de voies d'avoir de l'argent ont été permises.

Louis XIII. mourut au mois de Mai 1643: & la reine fut déclarée régente. Elle rappella tous ceux qui avoient été exilés ou qui avoient éprouvé quelques revers de fortune sous le Cardinal de Richelieu. Elle changea le ministère des finances, à la tête duquel elle mit M. d'Emeri qui se gouverna sans aucune modération; car pour gagner l'amitié des uns & empêcher les autres de lui nuire, il prodigua les deniers du roi dans le commencement de son administration. D'un autre côté la reine contenta tout le monde avec de l'argent. Ceux qu'elle avoit rappelés demandèrent leur rétablissement dans les charges & les gouvernemens dont ils avoient été dépouillés: mais ceux qui les possédoient ne vouloient point les quitter, & pour concilier tous ces différens, on vuida les coffres de l'épargne; & comme les moyens ordinaires d'y suppléer ne pouvoient suffire, il fallut avoir recours à de nouvelles impositions & à des créations d'offices.

Le Cardinal Mazarin, pour gagner l'affec-  
tion

tion du peuple & des grands ; en usa comme la reine ; il ne refusoit rien. Les peuples aussi bien que les particuliers eurent part aux bienfaits du nouveau regne , on les déchargea de 10. millions de Livres de Taille.

La guerre contre l'Espagne continuant toujours avec vigueur , il falloit fournir à l'entretien des troupes & pourvoir aux nécessités de l'Etat. Les fonds publics destinés à cet emploi étoient épuisés par les dépenses dont je viens de parler , & par l'avidité des deux premiers princes du sang le duc d'Orléans & le prince de Condé : ce dernier accumuloit richesses sur richesses & ne mettoit point de bornes à ses desirs. Le Cardinal ne trouvoit de sûreté qu'en maintenant l'équilibre entre eux deux , & en balançant le pouvoir de l'un par celui de l'autre. Il souffroit impatiemment la dissipation des finances , parce qu'il auroit voulu les dissiper lui-même. On l'accusoit de s'approprier tout ce qu'il pouvoit prendre ; & comme il ne lui étoit pas possible de remplacer ces deniers sans charger le peuple , il ne faut pas s'étonner si son ministère devint odieux en très peu de tems. Les armées manquoient de tout , on rendoit néanmoins les

Généraux responsables des mauvais succès, quoiqu'ils fussent obligés de suppléer de leurs bourses aux dépenses les plus nécessaires; comme fit le Vicomte de Turenne, parce qu'en arrivant en Allemagne, il trouva la caisse vuide, les Soldats nus & les Magasins sans provisions.

Le Cardinal Mazarin augmenta les plaintes du peuple, en augmentant les impôts qu'il avoit établis pour la continuation de la guerre. La taxe des aisés causa de grands désordres; les villes de Meaux, Châlons, S. Quentin, & autres se souleverent & refuserent hautement de la payer. Les marchands de Paris s'assemblerent à l'entrée du Louvre, & il en fallut venir à la rigueur & aux emprisonnemens. Ce ministre porta la défolation dans les villes & à la campagne, il fit créer de nouveaux offices, prit les gages des anciens, faisoit les rentes publiques & exigea des emprunts de tous les corps.

Le revenu du roi se trouvant presque réduit à la perception de la Taille, on retrancha un quartier de gages aux officiers des parlemens; les trésoriers de France, les élus, les grenetiers & les présidiaux en furent presque entièrement

dépouillés; & pour avoir plus promptement de l'argent , tous ces retranchemens furent mis en partis pour lesquels le roi donnoit 15. pour cent d'intérêt. Les Tailles furent aussi mises en parti , & les receveurs titulaires dépouillés.

Le 13. Septembre 1648. le roi partit de Paris pour aller à Ruelle , parce que la cour craignoit le soulèvement de la ville. Tout étoit alors dans un bouleversement général. Le peuple craignoit l'éloignement du roi, parce que sa présence amène l'abondance & l'argent ; il s'imaginait que la reine offensée se ressouviendrait des baricades , & on disoit qu'elle alloit faire avancer l'armée pour bloquer Paris. Tout étoit en suspens dans le reste du royaume. Les peuples refusoient de payer , parce qu'ils s'imaginoient que le parlement les feroit décharger de toutes les impositions, & les partisans s'approprioient le peu qu'ils recevoient pour se dédommager de leurs avances : ainsi il n'y avoit pas un sou à l'épargne , au moyen dequoi les armées d'Allemagne , d'Italie & de Catalogne se dissipoient.

Suivant le compte que le Maréchal de la



Meilleraï rendit dans la conférence de S. Germain du 27. Septembre 1648. la dépense des maisons royales , des pensions & de la guerre montoit à 59. millions ; les intérêts promis aux traitans à 10. millions , outre 120. millions qui leur étoient dûs pour avances ; & cependant il n'y avoit que 35. millions de clairs & liquides. Au moyen des intérêts qui étoient donnés à 15. pour cent aux partisans , tant de la Taille que des autres droits , on consommoit par avance en 1648. le revenu des années 1650. & 1651.

Catherine de Médicis accréditée par sa fécondité , & magnifique jusqu'à la profusion , ne trouvant point assez de ressources dans les revenus ordinaires & dans la simplicité de leur perception , se livra aux Italiens de sa cour , la plupart ses parens , qui lui suggérèrent plusieurs moyens onéreux , dont ils traitèrent à forfait , pour des sommes modiques , à condition d'en faire l'avance. Ils continuèrent sous Henri III. dont la profusion surpassa celle de Catherine. Ils furent chassés en 1594. repaïrent sous le Cardinal Mazarin : mais enfin , depuis l'administration de M. Colbert , les revenus ordinaires des impositions & des fer-

mes du roi n'ont été confiés qu'à des François receveurs en titre ; & il n'y a que les affaires extraordinaires qui aient continué, pendant les guerres de Louis XIV. à être mises en parti par des François qui avoient eu des Italiens pour maîtres : mais il ne faut pas confondre cette espece de finance avec celle exercée par les receveurs, fermiers généraux & autres comptables en titres & ordinaires. Voyez ce que j'ai dit à ce sujet dans le tome X. de cet ouvrage.

Le 6. Janvier 1649. le roi sortit de Paris à quatre heures du matin & la reine le suivit deux heures après, sans que personne en fût averti & Paris se souleva.

Tel étoit l'état de Paris & de tout le royaume : les peuples lassés & accablés d'impositions, ne vouloient plus payer ni Tailles, ni aides, ni gabelles. Le sel se vendoit publiquement dans les marchés à vingt lieues de Paris ; les mariniers de la Loire, attroupés au nombre de 1200. en avoient été chercher publiquement à Nantes & l'avoient distribué de même.

Les Sergens des Tailles n'osoient exécuter les payfans ; les officiers de justice, & qui-

conque étoit pour suivi pour dettes ou pour crime , trouvoit le peuple pour lui , en criant à la maltôte.

Par déclaration du premier Juillet 1648. vérifiée au parlement le dernier du dit mois , le roi séant en son lit de justice , il fut ordonné qu'aucunes nouvelles impositions ne pourroient être faites à l'avenir qu'en vertu d'édits bien & dûment vérifiés au parlement , qui seroient affichés par-tout où il appartien droit , après qu'ils auroient été arrêtés au conseil ; avec défenses , sur peine de la vie contre les contrevenans , de lever aucunes & plus grandes sommes : que les fermes des sus-dits droits & autres seroient adjudgées au conseil , suivant les formes prescrites par les ordonnances. Par autre déclaration du 24. Octobre 1648. il fut ordonné qu'à l'avenir les fermes seroient données par le conseil aux plus offrans & derniers enchérisseurs , & que l'adjudication s'en feroit à lumière éteinte , après publication sur les lieux , enchères & remises : & que les autres fermes domaniales seroient adjudgées par les trésoriers de France , en la maniere accoutumée.

On peut voir à quel excès de désordre &

de misère les choses étoient alors parvenues, en lisant la requête que les trois Etats de l'Isle de France présenterent au parlement en 1648, contre le Cardinal Mazarin. „ Il a ruiné les „ finances, *disent-ils*, il a confondu l'ordre „ en les mettant en parti. Les Tailles ne se „ levent plus que par le moyen de compa- „ gnies de fusiliers qui commettent tous les „ jours des cruautés inouïes. Il s'est vu à la „ fois 23, 000. prisonniers dans les provin- „ ces du royaume, à cause de la Taille ou „ autres impositions, desquels il en est mort „ de misère 5000. en l'année 1646. ainsi qu'il „ a été justifié par les écroues & registres des „ geoliers. On a consommé tous les ans cent „ à six vingt millions, sans avoir payé ni les „ gens de guerre, ni les autres dépenses de „ la marine & de l'artillerie, auxquels il est „ dû plus de quatre années, ni pourvu les „ places frontieres d'hommes & de muni- „ tions.

Sur ces remontrances, on forma plusieurs projets pour l'arrangement & la réformation des finances, mais ils ne purent s'exécuter. Les adjudicataires des gabelles s'excusèrent de payer, sur ce que les ventes étoient entière-

ment tombées par le faux-faunage, qui se faisoit avec une licence si excessive, que deux cents hommes armés, même avec du canon, avoient fait passer le long de la Loire un gros convoi de sel; & que le quartier d'Octobre, qui étoit le grand quartier, à cause des grosses salaisons, tomberoit également, puisque les faux-fauniers ne craignoient point de se montrer par bandes dans les campagnes; de manière que le sel se vendoit publiquement à la porte des églises, comme une marchandise ordinaire.

Le désordre ne cessant point, les peuples de toute condition se réunirent pour demander réparation de leurs griefs: on déclama contre les extorsions des traitans, & le parlement demanda qu'on revoquât les intendants, & qu'on informât de leur gestion. La cour résista long-tems: mais elle fut obligée de céder.

Le roi affranchi de l'autorité du Cardinal Mazarin, qui mourut le 9. Mars 1661. & de la puissance de sa mere par son mariage, prit les rênes de l'Etat; qu'il laissa cependant guider, sous lui, à deux ministres, que le Cardinal lui avoit recommandés en mourant, sa

voir Colbert & le Tellier. Ce prince s'appliqua d'abord au redressement des finances, dont il donna la direction à M. de Colbert, avec le titre de contrôleur général des finances, après la disgrâce de M. Fouquet, qui en avoit eu la Sur-intendance jusqu'alors. Il créa une chambre de justice, qui procéda avec beaucoup de rigueur, & particulièrement contre M. Fouquet.

Le roi bien servi par ses ministres rendit la paix & la tranquillité au royaume. Les troupes bien payées vivoient dans une exacte discipline, on n'entendoit plus parler de violences ni de brigandages : les peuples n'étoient plus fatigués de l'insolence & de la voracité du soldat.

La capitale fut embellie de quantité de beaux édifices publics ; les particuliers imitèrent le prince. Les denrées y arriverent en abondance par la diminution des impôts, & M. Colbert traça le plan du commerce sur celui des Hollandois, qui étoit monté au plus haut degré de puissance.

Le roi fit de beaux réglemens pour la justice & la finance ; & s'ils n'ont pas eu tout le succès qu'on en devoit attendre, il faut moins

l'imputer au législateur, qu'à cet esprit de chicane, de désordre & d'avidité qui corrompt les plus sages ordonnances.

Dans la vue de repeupler les provinces dévastées par les guerres précédentes, le monarque rendit un édit au mois de Novembre 1666. en faveur des mariages, reconnoissant, dans son préambule, qu'ils sont la source d'où dérivent la force & la grandeur des Etats; que les loix saintes & prophanes ont également concouru pour en honorer la fertilité, & la favoriser de leurs grâces; que, dans le dessein qu'il a d'en relever les avantages, il croiroit manquer à ce qu'il doit à la félicité de ses peuples, s'il ne donnoit pas des marques authentiques de sa considération pour ce lien sacré & politique; & si à l'exemple de tous les siècles, il n'accordoit pas des distinctions d'honneur à sa fécondité. En effet, *dit ce prince*, nous ne saurions approuver que les Romains, ces sages politiques, qui ont donné des loix à toute la terre & régné dans tout l'univers, bien plus sûrement par la sagesse & la justice de leurs réglemens que par la terreur de leurs armes, aient accordé des récompenses aux pères qui donneroient des enfans à l'Etat.

& fourniroient des colonnes à l'empire , pour répandre par tout le monde la grandeur de leur nom , leur gloire & la réputation de leurs vertus ; & que cependant par des usages contraires regus dans les tribunaux du royaume , ceux de nos sujets qui vivent hors le mariage , soient plus favorablement traités , dans la contribution aux charges publiques , que ceux qui s'y trouvent engagés.

Déterminé par ces réflexions , il ordonna que dorénavant tous les sujets taillables , qui seroient mariés avant ou dans la vingtième année de leur âge demeureroient exempts de toutes contributions aux Tailles , impositions & autres charges publiques , sans pouvoir y être compris avant l'âge de vingt cinq ans révolus & accomplis : que tout pere de famille , qui auroit dix enfans vivans , non prêtres , religieux ni religieuses , seroit exempt de la collecte , & de toutes Tailles , taillon , sel , subsides & autres impositions ; tutelle , curatelle , logement de gens de guerre , contribution aux ustensiles , guet , garde & autres charges : que les gentilshommes qui auroient dix enfans jouiroient de mille livres de pen-



sion , & ceux qui en auroient douze auroient deux mille livres : que les bourgeois & habitants des villes franches du royaume , qui se trouveroient dans l'un des deux cas ci-dessus , obtiendroient la moitié des dites pensions annuelles.

Ces privilèges , dont le principe étoit si louable & si utile , furent cependant supprimés par la déclaration du 13. Janvier 1683. sous prétexte des abus qui s'y étoient introduits : avec combien plus de justice n'auroit-il pas mieux valu en abolir tant d'autres accordés à ces nombreuses sociétés qui sont réellement une charge pour l'Etat ?

L'empereur Auguste , bien convaincu de ce principe général , que le Souverain n'est grand & redoutable que par le nombre de ses sujets , établit comme je l'ai déjà observé *tome X.* un impôt considérable sur ceux qui ne se marieroient pas , ayant atteint l'âge de 25. ans , ou qui n'auroient point d'enfans , & donna de grands privilèges à ceux qui en auroient le plus ; ce qui selon Bodin dans sa république , fut un grand trait de politique , comme ce fut ensuite une grande

faute à Justinien d'avoir blâmé cette loi, & une plus grande à Constantin de l'avoir abolie.

Quoiqu'en général tout privilege soit odieux & doive être regardé comme une infraction qui attaque cette proportion & cette égalité qui maintient la force & la puissance des Etats; cependant il y en a dont les avantages sont si supérieurs aux inconvéniens , que ce seroit un mal de ne les pas accorder : tels sont ceux dont je viens de parler, tels sont encore ceux que Louis XIV. vers la fin de son regne, accorda pour favoriser l'agriculture , source de toutes richesses.

Comme la guerre malheureuse , à cause de la succession d'Espagne , avoit fait désertter les campagnes & abandonner la culture des terres , le roi pour prévenir les maux qui en pouvoient résulter , rendit un édit au mois de Juillet 1713. par lequel il accorde l'exemption de Tailles & crues y jointes , pendant deux années , en faveur de ceux qui rétabliroient les domaines abandonnés , les garniroient de bestiaux , & mettroient des fermiers dans les terres , qu'ils faisoient ci-devant valoir par leurs mains.

Il étoit tems que la paix se fît & que le roi songeât sérieusement à empêcher la ruine totale de son peuple. Dans l'impuissance absolue où il se trouvoit , d'acquiescer les impositions , & dans la nécessité de l'Etat , il n'y avoit plus de ménagement dans les contraintes & dans les poursuites : les huissiers & les collecteurs des Tailles faisoient & enlevoient les lits des contribuables , leurs habits , les chevaux , mulets ou bœufs servans au labour & à la culture des terres ; & le malheur des tems avoit porté le désordre & l'inhumanité à un tel excès , que ces mêmes collecteurs ne faisoient plus difficulté d'enlever le pain , les portes & les fenêtres des maisons : c'est le tableau désolant qu'a conservé un arrêt de la cour des aides du 17. Novembre 1712.

J'ai dit ci-devant que la capitation avoit été connue & perçue depuis le commencement de la Monarchie Françoisse & même sous les Empereurs Romains ; & en même tems j'ai observé que cette capitation étoit plutôt une Taille personnelle que ce que l'on congolt aujourd'hui par cette taxe.

Quoiqu'il y ait plusieurs chefs de différence entre la Capitation & la Taille d'à présent,

néanmoins comme ce n'est véritablement qu'une seconde Taille, ou une crue ou augmentation de cette première Taille constante & perpétuelle, qui n'étoit pas suffisante pour fournir à tous les besoins, je ne crois pas en devoir faire un chapitre séparé non plus que du dixième des biens, des étapes &c. & ce que j'en dirai sera suffisant pour mettre le lecteur au fait de la nature du vingtième & autres taxes, dont le nombre a été augmenté jusques à un point étonnant sous le regne actuel, sans qu'on en voie l'Etat plus soulagé ou les sujets plus heureux.

La capitation ne doit réellement être considérée que comme une augmentation à la Taille personnelle, (& le dixième des biens que comme une augmentation à la Taille réelle : c'est ainsi, comme je l'ai déjà dit, que le pratiquoient les Romains, lorsque leurs tributs ordinaires, qu'ils appelloient *Inditum*, n'étoient pas suffisans, ils établissoient un accroissement qu'ils appelloient *Super-inditum*; & par la même raison les François peuvent nommer nouvelles Indictions toutes crues faites à la Taille, sous quelque dénomination

## 256 ORIGINE ET PROGRÈS

que l'avarice ou la nécessité les ait fait introduire.

La capitation a été extrêmement fatale à l'Angleterre en 1368. & 1380., la première fois en Guienne, & la seconde dans l'Angleterre même. En 1368. le prince de Galles, Duc de Guienne, ayant épuisé ses forces & ses richesses à remettre Dom Pedre sur le trône de Castille; couvert de toute la gloire des armes & voulant soutenir sa réputation, résolut de mettre, pendant cinq ans, sur tous ses sujets de Guienne, Poitou & Xaintonge, une capitation d'un florin par feu, laquelle auroit produit douze cents mille livres par an. Il s'éleva à ce sujet de grandes plaintes, qui furent fomentées par plusieurs seigneurs mécontents. Charles V. qui régnoit alors en France, écouta leurs remontrances, & comme suzerain fit citer le prince de Galles à comparoître en personne, à courts jours, devant la chambre des pairs; & sur un refus d'obéir, il lui déclara la guerre, & tous les pays que l'Anglois possédoit en France furent déclarés confisqués & réunis à la couronne.

En 1380. le parlement d'Angleterre ayant

accordé au roi Richard II. une taxe personnelle ou capitation , laquelle devoit être payée par tous les sujets de l'un & de l'autre sexe , à l'exception de ceux qui n'auroient pas atteint l'âge de 16. ans ; l'excès de l'impôt , & les perquisitions indécentes que les collecteurs se mirent en devoir de faire , pour vérifier la naissance de ceux qui se prétendoient au-dessous de l'âge requis , causèrent un soulèvement général qui pensa bouleverser l'Etat.

Le P. d'Orléans dit que cette taxe étoit de 60. sous : mais M. Rapin de Thoyras prétend qu'elle n'étoit que de 12. & ce dernier sentiment paroît le plus vraisemblable , parce que la première somme auroit été certainement trop forte , en considérant que le prix de l'argent n'étoit alors en Angleterre qu'à cinq livres le marc.

Il y a toute apparence que la capitation , telle qu'elle se perçoit aujourd'hui , a été imaginée pour se prêter à la chimere des privilégiés. Un gentilhomme , un officier de justice , ou tout autre privilégié paie tranquillement la capitation , pendant qu'il se croiroit déshonoré & confondu avec la populace , si

on vouloit lui faire payer la Taille. La nécessité de s'accommoder aux préjugés des hommes , a forcé les princes à déguiser & à multiplier les impôts : cependant si les peuples vouloient faire réflexion que cette multiplicité cause de l'embarras dans la répartition & dans la levée, qu'elle exige plus d'officiers, de commis & de frais, ils seroient les premiers à solliciter que tout fût réduit à un seul subside équitablement divisé.

Au reste cette imposition n'a pris une dénomination bien constante & une forme bien réglée que sous le roi Louis XIV. qui l'établit pour le tems de la guerre par sa déclaration du 18. Janvier 1695.

Les Puissances avec lesquelles ce monarque étoit en guerre, paroissant insensibles à leurs pertes, & tirer même avantage de l'inclination qu'il témoignoit pour la paix, il lui fut nécessaire de trouver des secours proportionnés à l'état des affaires pour continuer la guerre aussi longtems que l'opiniâtreté des ennemis les porteroit à refuser la paix : & à cet effet il jugea à propos d'établir une capitation générale par feu ou famille, payable d'année en année pendant la durée de la guerre

seulement, sans qu'elle pût être continuée plus de trois mois après la paix conelue.

Le roi voulut que cette imposition fût si privilégiée que, par arrêt du 26. Février 1695. il ordonna que la taxe de ceux dont les biens étoient saisis réellement, seroit levée sur le bail judiciaire, par préférence à tous créanciers.

Par autre édit du 31. Mai de la même année, les exploits & significations faites pour le recouvrement de la capitation, furent déclarés exempts du droit de contrôle; & par celui du 4. Juin suivant, les sommes pour lesquelles les valets, servantes & autres domestiques sont employés dans les rôles, doivent être payées par leurs maîtres & maîtresses, sauf leur recours.

Pour faciliter la rentrée des deniers de ce recouvrement, il fut ordonné, par arrêt du 26. Février 1697. confirmé par celui du 11. Juillet 1702. aux payeurs des compagnies de retenir la capitation sur les gages, qui ne pourroient cependant être saisis que jusqu'à la concurrence de la capitation.

Par autre arrêt du 12. Mars au dit an 1697. les gentilshommes, exempts & privilégiés,



& les habitans des villes franches, ne peuvent jouir de leurs privilèges qu'ils n'aient acquité leur capitation.

Les collecteurs, les receveurs des Tailles & les receveurs généraux des finances, ont droit de jouir, aux termes de l'arrêt du 25. Septembre 1696, qui déroge à l'article 19. de la déclaration du 19. Avril 1695. chacun pour leurs taxations de 4. den. pour livre de leur recette effective, à la charge, par les dits receveurs généraux des finances, de porter au trésor royal, dans les termes qui seront indiqués, par les résultats qui seront arrêtés au conseil, la partie entière des rôles, moyennant quoi les receveurs généraux pourront user de contraintes à l'encontre des receveurs des Tailles, & autres receveurs qui sont tenus de leur remettre les deniers de leur recouvrement; & les dits receveurs des Tailles à l'encontre des collecteurs, pourront faire les mêmes contraintes que pour les deniers des Tailles; & cette disposition a été renouvelée par l'article XVIII. de la déclaration du 12. Mai 1701.

La paix ayant été conclue sur la fin de l'année 1697. & le roi voulant ponctuellement exécuter ce qui étoit porté par la déclaration

de 1695. ordonna par arrêt du 17. Décembre 1697. que la capitation ne seroit imposée & levée que pour les trois premiers mois de l'année 1698. Mais les besoins ayant recommencé, à cause de la guerre survenue à l'occasion du testament de Charles II. qui avoit déclaré Philippe duc d'Anjou, second fils de M. le Dauphin, héritier de toute la Monarchie d'Espagne; le roi ordonna de nouveau l'établissement de la capitation par déclaration du 12. Mars 1701. pour être levée pendant le tems de la guerre, sans qu'elle pût être continuée plus de six mois au-delà de sa durée.

Suivant l'article V. de la dite déclaration, la taxe de la capitation doit être payée en deux termes, le premier en mars, & le second en juillet, & cet arrangement a été confirmé par arrêt du 27. Mars 1718.

Par l'article XXII. tout ce qui a rapport à ce recouvrement, est exempt de papier timbré & de contrôle; & par l'article XXVII. la connoissance en est attribuée aux intendans.

Ce nouveau subside n'ayant pas paru suffisant pour satisfaire à toutes les dépenses

de la guerre , il fut ordonné par arrêt du 8. Mars 1705. qu'outre la taxe entière de la capitation, il seroit encore levé le dixieme ou 2. s. pour livre , ce qui a été confirmé par plusieurs autres arrêts subséquens.

Suivant la déclaration du 7. Décembre 1706. la capitation doit être payée, par préférence à tous créanciers , sur le revenu des terres.

Pour faciliter aux comptables la reddition de leurs recettes , il a été ordonné par arrêt du 27. Décembre 1718. que les redevables, qui ont obtenu , l'année précédente, des modérations ou des décharges de leurs taxes, seront obligés de les remettre aux préposés au recouvrement de la capitation , dans le premier mars prochain , si non que, le dit tems passé, elles seront nulles & de nul effet, & que les particuliers qui se prétendroient imposés ailleurs & ne justifieroient pas de leurs quittances dans le mois de la demande , seroient contraints au paiement des sommes portées par les rôles , sans espérance d'aucune réduction ni compensation ; & les payeurs ne peuvent faire aucun paiement de gages , rentes &c. qu'en se faisant remettre , par les parties

prenantes, une copie collationnée de la quittance de leur capitation ; & défenses à leurs contrôleurs de contrôler , sans que la dite copie leur ait été représentée , ainsi qu'il a été ordonné par arrêt du 15. Décembre 1722.

Quoique le roi eût promis par la déclaration de 1701. que cette imposition n'auroit lieu que pendant la guerre , cependant elle subsiste encore , & il est probable maintenant qu'elle ne sera jamais abolie.

Comme il est de l'intérêt du Souverain , de faire passer les impôts directement de la main des peuples dans la sienne , & d'avoir une règle & une proportion , au moyen de laquelle le pauvre paie comme pauvre , & le riche comme riche , sans ministère de juge ni d'autorité , dont les frais surpassent le capital , toutes les fois qu'on est obligé d'y avoir recours , on crut satisfaire à ces deux importants objets , lors de l'établissement de la capitation. Le premier s'est trouvé rempli , je l'avoue : mais à l'égard des classes qui ont été formées en conséquence du règlement qui suivit la déclaration de 1701. on peut dire que cette opération n'a pas été bien réfléchie.

En effet pour renfermer les contribuables dans chacune des classes de leur état & profession , il a fallu forcer le subsidé du pauvre & modérer celui du riche , de manière que l'un est accablé, pendant que l'autre ne porte pas à beaucoup près ce qu'il feroit en état de payer : ainsi il n'est pas tant nécessaire , *dit l'auteur du détail de la France* , de perfectionner ce réglemeut, que de le faire cesser d'être ridicule , parce que la qualité du sujet ne fut jamais la règle de sa richesse , & que les dignités ne dénotent pas plus les facultés d'un homme, que sa taille ou sa couleur.

La capitation , dans tout le royaume de France, peut monter, année commune, à la somme de 33. millions , suivant un état général qui a été dressé pour l'année 1724. qui est devenu public , & qui a peu varié jusqu'à ce jour.

A l'égard du dixième des biens , tel qu'il a été établi par la déclaration du mois d'Octobre 1710. on ne l'a point connu avant le règne de Louis XIV. Le dixième érigé par les rois Clotaire, Childebert, Charles-Martel, Philippe-Auguste, Philippe-le-Hardi, Philippe-le-Long & le roi Jean , dont j'ai fait

mention sous ces différens regnes , étoit un aide qui tenoit lieu de Taille , & ne faisoit point , comme aujourd'hui , une imposition distincte & séparée , assujettie à une forme & à une jurisprudence particuliere. Quoi qu'il en soit les événemens fâcheux que la France avoit éprouvés pendant la guerre à cause de la succession d'Espagne , ayant épuisé les finances , le roi fut obligé d'avoir recours à cette ressource.

Les conférences des plénipotentiaires assemblés à Gertruidenberg , n'ayant eu aucun succès , la guerre continua ; & les ennemis ayant pris Douai , S. Venant , Bethune & Aire , il fallut chercher de nouveaux moyens pour soutenir la guerre. La situation de l'Etat ne pouvoit être plus pressante , l'épuisement total des ressources particulieres depuis 22. ans , faisoit plus que jamais désespérer de maintenir l'honneur de la nation. Dans cette extrémité , & après avoir entendu les expédiens proposés par plusieurs personnes versées dans les finances & assemblées à cet effet , on n'en trouva point de plus convenable que d'établir le dixieme du revenu de tous les fonds & généralement de tous les biens.

L'imposition en fut ordonnée, comme je viens de le dire, par la déclaration du mois d'Octobre 1710. Cette levée étoit un remède extrême & violent, & les ennemis de la France se persuaderent que l'établissement en seroit impossible : mais ayant vu que tous les sujets se prêtoient aux besoins de l'Etat, & que le recouvrement s'en faisoit paisiblement & sans résistance, ils regarderent ce dixieme comme une ressource inépuisable ; & on peut dire que ce fut un des principaux motifs qui les détermina à la paix. Ils s'en expliquèrent même assez clairement pour n'en laisser aucun doute : mais quelqu'en ait pu être l'opinion générale, l'événement cependant ne répondit pas aux grandes espérances que le ministère avoit conçues de cette imposition, & à la crainte que sa création avoit inspirée aux Puissances ennemies ; car les plus fortes années n'ont pas passé 24 millions, après déduction faite des décharges & des modérations. L'auteur des mémoires de la régence prétend que le plan de cet ouvrage & la régie étoient également vicieux.

Le dixieme des biens fonds n'a produit net au total que 140. millions ; le clergé offrit

huit millions pour en être déchargé , & ses offres furent acceptées dans l'assemblée de 1711. l'ordre de Malthe non compris : les évêchés de Metz , Toul , Verdun & Perpignan donnerent en particulier 142. mille livres. La province d'Alsace en fut aussi déchargée moyennant une somme de deux millions neuf cents soixante & treize livres, qu'elle paya presque toute en créances qu'elle avoit sur le roi , pour des fournitures de grains & de vivres.

La perception de cet impôt subsistoit encore à la mort de Louis XIV. mais le roi régnant , voyant la paix conclue avec toutes les Puissances de l'Europe , & l'Etat tranquille au-dedans , supprima par son édit du mois d'août 1717. la levée du dixieme de tous les biens fonds , à la réserve toutefois du dixieme sur les parties prenantes employées dans les états du roi , qui n'auroient point été réduites , dont la retenue a continué de se faire par les payeurs d'icelles : & la totalité de cette retenue pouvoit monter année commune à la somme de deux millions : mais l'avantage qui résultoit de cette restriction est totalement disparue par cette multitude de nouveaux im-



pôts , que les besoins de l'Etat ont mis Louis XV. dans le cas de créer & de prélever.

L'imposition sous le nom d'*Etapas* doit être aussi considérée comme une crue de la Taille , qui semble , comme elle , être devenue perpétuelle depuis 1666. c'est pourquoi j'en parle dans ce chapitre , comme faisant maintenant partie de la Taille. J'en vais donc rechercher l'origine & le progrès jusqu'à ce jour.

Sous le nom d'étapes , on entend les vivres que l'on donne aux soldats , lorsqu'ils sont en marche ; différens de ceux que l'on appelle munitions , qui désignent la subsistance que l'on fournit aux troupes , lorsqu'elles sont en garnison.

Cette pratique est très ancienne , & l'on en voit plusieurs vestiges dans la jurisprudence des Romains. *Annona panis , vini , pabuli ac cæterarum frugum , præter stipendium pecuniarum , militibus tam stationariis quam proficiscentibus , concedi solebat.* Non seulement ils avoient une grande attention à faire fournir la subsistance à leurs troupes pendant qu'elles étoient en marche , mais ils prenoient encore soin de leur faire construire des logemens appelés *Mansions* , ce qui revient à

ce que de nos jours on entend par Casernes , telles que la province de Languedoc en a fait bâtir , pour que ses habitans ne fussent pas exposés à recevoir chez eux des hôtes souvent turbulens & toujours à charge ; & telles que le roi avoit ordonné qu'il en fût construit dans tous les lieux de passage du royaume , par ordonnance du 25. Septembre 1719. qui n'a pas eu d'exécution , quoique la plus grande partie des frais en eût été faite , & que l'avantage du public & des officiers des troupes ne fût pas à révoquer en doute : mais ce n'est pas la première fois que l'intérêt particulier , la jalousie contre l'auteur d'un projet ou la négligence des gens en place ont fait échouer les établissemens le plus visiblement utiles.

Outre les Casernes que les Romains avoient établies dans les lieux de passage , il y avoit des greniers & des magasins publics , dans lesquels on rassembloit , aux dépens du trésor public , des bleds , des chairs salées & autres denrées , qui étoient sous l'inspection & la direction du gouverneur de la province , qui devoit veiller à ce qu'elles fussent délivrées

aux soldats , saines , de bonne qualité & dans la quantité prescrite.

Sur quelques plaintes d'infidélité de la part des distributeurs , l'empereur Valentinien ordonna qu'il y auroit , dans chaque mansion , des mesures de cuivre ou de pierre , avec des balances & des poids bien étalonnés , pour mesurer & peser les provisions , avant que d'en faire la délivrance aux troupes.

Lorsque les Empereurs ordonnoient quelques mouvemens de troupes , ils faisoient publier leur marche par des affiches , qui marquoient les endroits où elles devoient loger & séjourner , afin que ceux qui étoient chargés du soin de la fourniture des vivres & du logement , eussent le tems de se préparer à l'un & à l'autre ; c'est ce qui se pratique de nos jours en France , les extraits des routes , que la cour envoie dans les provinces , y tenant lieu de cette publication.

S. Ambroise décrit exactement la marche des troupes dans l'empire. „ Le Soldat Romain , malin , dit-il , ne suit pas à son gré la route „ qu'il lui plaît , il ne va point par des chemins détournés , l'empereur détermine ceux

„ qu'il doit suivre. Il va par la droite &  
 „ grande route, il y trouve des vivres &  
 „ des gîtes préparés : ses séjours sont mar-  
 „ qués après trois jours de marche &c.”

Les François, ayant conquis la Gaule, obligeaient leurs nouveaux sujets à leur fournir des vivres, lorsqu'ils marcheroient à la guerre. Les établissemens des Romains, si utiles & si avantageux à la milice & aux peuples, où étoient ignorés ou furent méprisés. On y vit succéder le désordre, le pillage & la vexation. Lorsque les armées passoient les frontières, elles étoient obligées de se munir de vivres pour trois mois & d'habits pour six, à compter du jour qu'elles sortoient les marches ou les limites du pays; &, au rapport de Mezerai, il n'étoit pas permis aux soldats de rien prendre dans le pays ennemi; les seigneurs qui les conduisoient étoient responsables du pillage, parce que ce pillage se faisoit par ordre & méthodiquement, pour être distribué de même après la campagne, suivant la qualité de chacun : mais de retour en France, rien n'arrêtoit l'avidité du soldat, & le peuple fut

tourmenté de la sorte, jusqu'au regne de Charles VIII.

Ce prince fit plusieurs beaux réglemens pour l'ordre & la discipline militaire. François I. & Henri II. en ont fait aussi de très sages & de très utiles : mais le désordre étoit si invétéré, & les troubles de l'Etat étoient si fréquents, que l'on peut dire qu'ils n'ont commencé à être exécutés que sous Louis XIII. & qu'ils n'ont reçu leur véritable perfection que sous Louis XIV. C'est sous ce prince que la fourniture de l'étape a pris une forme constante & réglée ; & c'est lui qui, pour décharger entièrement les communautés de cette fourniture, l'a remise par bail à des entrepreneurs qui ne l'obtiennent qu'au rabais.

Il a fait à ce sujet différens réglemens, tant pour l'ordre de la distribution, que pour la fixation de la qualité & de la quantité de la denrée. Ils sembloient avoir prévenu tous les abus dont cette fourniture étoit susceptible, cependant ce prince jugea à propos de la supprimer par son ordonnance du 15. Avril 1718.

Pour

Pour y suppléer , il accorda aux troupes une augmentation de solde , au moyen de laquelle elles devoient pourvoir à tous leurs besoins : mais ayant été informé que , non obstant cette augmentation , les troupes avoient peine à subsister dans leurs marches , que toute l'attention des commandans ne pouvoit empêcher les soldats d'exiger de leurs hôtes une partie de leur subsistance , & qu'il arrivoit fréquemment qu'il ne se passoit , dans chaque lieu de passage , des vivres & denrées suffisantes pour leur consommation , Louis XV. se détermina à rétablir l'étape par son ordonnance du 13. Juillet 1727. pour avoir son exécution au premier Janvier 1728. Comme cette ordonnance rassemble tous les détails & toutes les dispositions , dont les précédentes avoient reconnu l'avantage & la nécessité , & que d'ailleurs elle est généralement connue , je me contente de l'indiquer.

Le fond que requiert le paiement de cette consommation s'impose sur les peuples avec la Taille , dont elle est une crue. Elle est plus ou moins forte , suivant la consommation des troupes ; & quand le fond n'est pas suffisant , le roi y supplée par la solde des troupes ,

laquelle tombe en revenant-bon , pendant leur route , ou par un fond extraordinaire , en cas que ce revenant-bon joint à l'imposition ne suffise pas

Outre les subfides qui fe levent en France pour être portés dans les coffres du roi , il y en a d'autres qui font impofés fur les habitans des villes , bourgs & bourgades , ou fur les marchandifes ou denrées qui s'y confomment , pour être employés aux réparations , fortifications , entretenement de pavés , ponts , portes , foffés , puits & autres néceffités publiques.

En l'an 1183. Philippe-Auguste fit fermer de murs & entourer de foffés , toutes les villes de fon domaine : mais par la fuite ces fortifications ayant été jugées contraires à la tranquillité publique , elles ont été démolies. Comme la plupart des villes étoient riches , la politique a profité de toutes les occasions qui fe font présentées pour diminuer leurs facultés. Leur pauvreté & leur mifere actuelle excèdent leur puiffance & leurs richesses paffées. Les fonds y manquent pour les dépenses les plus indifpenfables ; les édifices publics tombent en ruine , le pavé eft impraticable :

mais comme les motifs , qui ont donné lieu à leur abaissement , ne subsistent plus , il semble qu'il seroit tems de les relever d'un état d'humiliation , qui influe nécessairement sur ce courage si avantageux au maintien de la société , sur l'émulation , sur les arts , sur le commerce & par conséquent sur l'opulence de l'Etat.

Ces deniers sont vulgairement appelés communs d'octrois ; communs parce qu'ils tournent au profit commun des citoyens & du royaume ; d'octroi , parce qu'on ne peut en faire l'impôt , sans que le roi en ait octroyé la permission.

Cette permission royale n'étoit pas nécessaire autrefois , il suffisoit d'avertir l'officier du roi du ressort : mais cet usage a été aboli par la connoissance des abus dont il étoit susceptible. En effet les plus accrédités procuroient ces sortes d'impôts , pour les employer à leurs affaires particulières , ce qui ruinoit les communautés , & retardoit la rentrée des autres contributions : ainsi les villes & communautés doivent maintenant se pourvoir au conseil du roi , lequel après avoir reconnu la nécessité de l'exposé permet l'imposition par



arrêt, qui doit être revêtu de lettres patentes ; & qui doit spécifier la destination à laquelle les deniers doivent être nécessairement employés, sans qu'il soit permis d'imposer aucune & plus grande somme que celle ordonnée par l'octroi.

Cette nature de deniers est si favorable & si privilégiée, non seulement par les constitutions des Empereurs Romains & de l'empire d'Allemagne, mais par les loix & coutumes de la France, que toutes maisons, corps d'église & toutes personnes privilégiées & non privilégiées, de quelque état & qualité qu'elles soient, sans exception ni réserve, doivent y contribuer ; soit que l'imposition se fasse par rôles sur les habitans, soit qu'elle se fasse sur les denrées entrantes dans les villes. La raison de cette faveur & de ce privilege est que ces dépenses intéressent la ville en général & chacun de ses habitans en particulier. Les constitutions civiles & canoniques ont appelé cette contribution louable & recommandable ; & un citoyen qui refuseroit de s'y soumettre, mériteroit d'être dégradé du titre & de l'honneur d'être citoyen & d'être privé de tous les privileges & commodités qui ap-

partiennent à la société : *civis non succurrens civitati suæ , perdit nedum civitatem sed & privilegia civitatis.* Ce sont les termes d'une des constitutions de l'empereur Auguste , que les Loix Françaises ont adoptée , & qui se trouve particulièrement confirmée par un arrêt du mois de Mars 1552.

Les rois , pour subvenir aux frais de la guerre , prenoient anciennement tantôt une partie de ces deniers & tantôt le tout : ce qui causoit beaucoup de dérangement dans les affaires des communautés , sans former un objet certain dans les finances : mais depuis l'édit du mois de Décembre 1663. vérifié le 31. du dit mois , la premiere moitié des octrois a constamment été perçue au profit du roi & réunie au bail général des aides , dont elle fait partie depuis ce tems. En conséquence il est dit par l'article II. du titre des octrois de l'ordonnance de 1681. que les dettes , subsistances , rentes & autres charges , tant générales que particulières , des villes , bourgs & communautés , doivent être prises sur la seconde moitié appartenante aux dites villes , bourgs & communautés.

L'an 1514. François Premier créa, en titre

d'office, des contrôleurs des deniers communs, pour veiller à ce que les deniers fussent employés sans être divertis; mais suivant leur destination.

En 1550. Henri II. créa en chaque généralité un conseiller sur-intendant des deniers communs des villes, par devant lequel les receveurs devoient répondre de l'administration des dits deniers; cet office fut supprimé par l'article 94. des Etats d'Orléans; rétabli en 1585. & derechef supprimé en 1588. pour être réuni aux trésoriers de France.

Jusqu'en 1581. la recette des octrois s'exerça par des officiers municipaux, élus par les corps des communautés; mais sur le motif que les villes nommoient souvent des receveurs insolvables qui divertissoient les deniers de la communauté, Henri III. créa & érigea cet emploi, en titre d'office royal, par édit du dit an 1581. aux termes duquel il fut permis aux villes de présenter au monarque trois sujets, dont il en choisiroit un, qui seroit pourvu moyennant finance.

Il y a eu plusieurs édits de suppression & de création de ces offices depuis celui-ci; mais je crois inutile d'entrer dans ce détail, & je

les passerai sous silence, pour venir à celui du mois de Juillet 1689. qui unit les dits offices à ceux des receveurs des Tailles.

Louis XIV. informé que, malgré l'application qu'il s'étoit donnée, depuis plusieurs années, pour faire liquider & acquitter les dettes des communautés, pour en régler les charges & empêcher que les revenus ne fussent mal employés, il restoit néanmoins beaucoup d'abus, tant à l'égard des adjudications, que dans la recette & la dépense qui en étoient faites avec beaucoup de confusion, créa par édit du mois de Juillet 1689. & érigea en titre d'office formé, des receveurs des deniers communs d'octrois anciens & alternatifs en chacune des élections du royaume, qu'il déclara joints, unis & incorporés à chacun des offices anciens & alternatifs des receveurs des Tailles des mêmes élections, sans être tenus de prendre des provisions des dits offices de receveurs des octrois, ni de prêter aucun serment.

Les contrôleurs qui avoient été créés par édit du mois Mars 1514 ayant été depuis supprimés, furent créés de nouveau par édit du même mois de Mars 1694.

Les offices des receveurs des octrois furent supprimés & recréés par édit du mois de Janvier 1709. & désunis de ceux des receveurs des Tailles, sur le fondement que les soins & l'application, que les dits receveurs des Tailles étoient obligés de donner au recouvrement des impositions dont ils étoient spécialement chargés comme tels, ne leur permettoient pas de vaquer aux fonctions qu'exigeoient les recettes des octrois, avec toute l'attention & l'affiduité nécessaire à ces offices municipaux, pour la bonne administration des affaires communes.

Toutes ces différentes créations ayant introduit beaucoup de variété dans les fonctions ainsi que dans les droits & taxations des receveurs & des contrôleurs, le roi actuellement sur le trône jugea à propos de faire une nouvelle suppression & création par édit du mois de Juin 1725. afin de rétablir l'uniformité dans les fonctions, & l'égalité dans les droits & taxations. Ces dernières sont réglées par l'article IV. du dit édit à 2. sous pour livre en dedans, & un sou pour livre en dehors sur les octrois, tarifs, subventions & autres impositions, dont il en

doit appartenir, favoir les 2. f. en dedans aux receveurs en exercice & le fol en dehors aux contrôleurs aussi en exercice; & de 2. sous pour livre en dedans sur les revenus patrimoniaux : favoir 16. deniers aux receveurs en exercice, & 8. den. aux contrôleurs aussi en exercice outre & par dessus les droits de contrôle des quittances; & le prix de la finance fut réglé sur le pied du denier 12. du produit des taxations.

Les comptes des deniers d'octrois doivent être rendus aux chambres des comptes, & ceux des deniers patrimoniaux le sont par-devant le juge principal de la ville & les officiers municipaux, conformément à l'article 95. de l'ordonnance d'Orléans.

Comme le regne de Louis XIV. a été plus long que celui d'aucun des rois qui aient occupé le Trône François, que ce prince a eu des guerres continuelles à foutenir contre plusieurs Souverains réunis & souvent contre tous ensemble, & qu'il a porté la grandeur, la magnificence & la majesté bien au-delà de ses prédécesseurs, il a eu besoin de subsides proportionnés à ces différens objets de dépenses : c'est pourquoi il a plus

levé de deniers sur ses peuples, qu'il n'en a été levé pendant les trois siècles qui l'ont précédé : mais si l'on considère l'établissement des manufactures, le commerce étendu jusqu'aux extrémités de la terre, l'or & l'argent multipliés par la découverte du nouveau monde, il paroîtra que cette augmentation d'impôts, quoiqu'immense, a dû nécessairement suivre le progrès des fonds de terre, de l'industrie & des denrées, qui ont augmenté dans la même proportion que l'espèce, étant certain qu'on n'exécuteroit pas plus aujourd'hui avec cinquante millions, qu'on auroit fait sous le règne de Charles VII. avec trois ou quatre. C'est avoir vécu dans les plus profondes ténèbres, que de dire, comme bien des gens le publient journellement sans réfléchir sur la différence des choses & des tems, qu'il faudroit réduire les impositions à l'ancien pied.

Dès la première année du règne de Louis XIV, c'est-à-dire, de l'année 1643. à 1644. les Tailles & crues y jointes se trouverent monter à cinquante millions trois cents cinquante neuf mille deux cents sept livres. En 1662. qui est la première année du ministère

de M. Colbert, elles n'étoient qu'à 41. millions. En 1683. dernière année de sa gestion elles furent à 42. millions, & en 1715. lorsque Louis XIV. mourut elles étoient à 45. millions 500. mille Livres. En 1643. le marc d'or étoit à 327. liv. 8. s. 10. den. & celui d'argent à 25. liv. mais en 1715. le premier étoit à 600. liv. & le second à 40. liv.

Pendant les soixante douze années du regne de Louis XIV. il a été levé, tant pour les Tailles que pour toutes les autres natures d'impositions, ventes d'offices & autres droits, environ 18. milliards, ou 180. fois cent millions, ce qui revient, année commune, à deux cents millions cinq cents mille livres.

Aussitôt que le roi régnant fut monté sur le trône, il fit connoître à ses peuples, par sa déclaration du 7. Décembre 1715. le désir extrême qu'il avoit de les soulager, en commençant par supprimer les impositions extraordinaires : mais il les prévint en même tems sur l'impossibilité dans laquelle il se trouvoit de leur donner ce témoignage de sa bonté ; car suivant cette déclaration, „ il n'y avoit pas le „ moindre fond dans le trésor royal, ni dans „ ses recettes pour satisfaire aux dépenses les



„ plus urgentes; le domaine de la couronne  
 „ étoit entièrement aliéné, les revenus de  
 „ l'Etat presque anéantis par une infinité de  
 „ charges, les impositions ordinaires conformées par avance, les arrérages de toute  
 „ espece accumulés depuis plusieurs années,  
 „ le cours des recettes interverti, & une si  
 „ grande multitude de billets, d'ordonnances  
 „ & d'assignations anticipées, qu'à peine  
 „ pouvoit-on en faire la supputation”.

Suivant l'Etat général des dettes de la nation, à la mort de Louis XIV. dont M. le Régent rendit compte au public sur la fin de l'année 1720. il paroissoit qu'elles montoient à deux milliards, soixante deux millions, cent trente huit mille une livre, & que par les opérations de la régence, elles avoient été réduites à 339, 898, 062. livres; & les revenus de l'Etat augmentés & améliorés de 83. millions 317. mille 972. livres: mais la suite a bien fait voir que ce calcul n'avoit rien de réel, & que tout le discours qui l'accompagnoit, étoit un reste de l'illusion du système.



## C H A P I T R E X.

*Examen des différens moyens proposés pour  
réformer la Taille.*

**I**L s'EST introduit tant d'abus & d'injustices dans la répartition de la Taille arbitraire, que l'on ne doit point être surpris de voir la misère extrême qui regne dans les provinces soumises à cette forme; & quelque longue qu'ait pu être la paix dont jouit la France, le désordre n'en a pas moins subsisté, parce que la paix n'en a point détruit le principe.

L'incertitude de la répartition a tellement répandu la terreur dans l'esprit des peuples, qu'ils n'osent compter sur la possession de leurs héritages & de leurs denrées; ils n'osent se vêtir & se nourrir commodément: ils n'osent même faire rapporter à la terre tout ce qu'elle seroit capable de produire; ils ne savent si la cotisation ne fera pas leur dépouille entière: on les force à ne reconnoître que l'argent pour véritable richesse; & cette fatale préférence leur fait faire journellement par prudence, ce que l'on voit pratiquer aux banqueroutiers

de mauvaise foi ; c'est-à-dire , vendre promptement & à vil prix leurs denrées , pour les soustraire aux poursuites l'un de son créancier & l'autre du collecteur.

Le peuple est misérable , parce qu'il manque des denrées nécessaires & des autres commodités de la vie. Le cultivateur & l'ouvrier sont ruinés , parce qu'ils ne peuvent se défaire de leurs productions ou de leurs fabriques à un prix convenable & proportionné : l'un pour ainsi dire meurt de faim , & l'autre de réplétion , pendant que la compensation de ces deux extrémités les sauveroit réciproquement.

La diminution dans les richesses & dans le commerce a commencé avec les injustices de la Taille , & cette diminution devient sensible à mesure que cet impôt se multiplie. Je ne m'étendrai pas d'avantage sur les maux inévitables qui en sont la suite , ils ne sont que trop connus : mais il n'en est pas ainsi du principe , la plus grande partie , même des personnes employées au maniment des affaires , sont dans l'erreur à ce sujet. Ils les attribuent uniquement à la quotité ; c'est-à-dire , à la masse totale des impositions de toute nature ,

qu'ils estiment trop lourde, pendant que l'on ne doit s'en prendre qu'à la crainte qu'inspirent l'incertitude & les vices de la répartition.

La Taille est beaucoup plus forte dans les villes tarifées, que dans celles où elle est arbitraire : car non seulement il faut lever la somme principale demandée par le roi ; mais encore le fermier doit y trouver les frais de sa régie & le fruit de sa peine. Cependant les lieux où la faculté du tarif a été accordée, sont tout d'un coup devenus riches & abondans. Les villes de Honfleur & du Pontaudemer ne l'ont pas plutôt obtenu, que de désertes qu'elles étoient, elles se sont trouvées habitées, ont payé sans peine le double de ce qu'on y imposoit auparavant, & se sont obligées chacune à la construction d'un pont, ce qu'elles ont exécuté.

L'auteur du détail de la France prétend que, depuis 200. ans à rétrograder de 1707. les revenus du roi & les biens-fonds ont presque doublé de 40. ans en 40 ans ; parce que la découverte du nouveau monde a multiplié l'espece dans cette même proportion ;

& que, quoique les conquêtes de Louis XIV. aient augmenté la France d'un dixieme au moins, ces mêmes revenus n'ont cependant augmenté que d'un tiers depuis 1660. jusqu'en 1707. ce qui n'est pas en proportion avec les époques précédentes, ni avec l'augmentation survenue sur toutes les denrées de l'Europe.

En effet tous les deniers qui se lèvent en France, & que l'on peut arbitrer année commune à 200. millions, ne reviennent qu'au 18<sup>e</sup>. des biens qu'elle produit : en voici une preuve assez apparente.

M. de Vauban & quelques autres qui ont écrit sur cette matiere, prétendent qu'il y a environ vingt millions de sujets dans ce royaume, qui y vivent des biens qu'il produit sans secours étranger ; & ils supposent que chacun de ces sujets dépense 10. f. par jour, le fort pour le foible, tant pour sa nourriture, que pour le logement, vêtement, bâtimens de terre ou de mer, réparations, améliorations d'héritages &c. d'où il résulte que la France doit fournir annuellement trois milliards 640. millions, en sorte que, si le roi  
leve

leve 200. millions, la cotte-part générale de l'imposition ne reviendra qu'au 18<sup>e</sup>. ou environ du produit total.

Les Anglois paient , sans murmurer , le cinquieme du revenu de leurs biens : la contribution de la Hollande va presque à la troisieme partie ; cependant en général on voit peu de pauvres dans l'un & l'autre pays ; c'est-à-dire , que qui que ce soit n'y est mendiant par état & qu'il n'y a personne assez misérable , pour être réduit au pain , à l'eau & à la nudité.

On diroit que ceux qui ont établi la Taille , ont cherché à peser sur le peuple par la forme bien plus que par le fond : mais pourquoi un établissement aussi intéressant a-t-il été aussi mal fait dans son origine ? C'est qu'il est populaire : non qu'il le soit quant au subsidé ; car le peuple ne se seroit pas forgé lui-même une chaîne aussi lourde , puisque c'est au contraire pour s'en débarrasser qu'il a si long-tems bataillé : mais il est populaire quant à la forme de l'imposition & de la perception.

Si Charles VII. qui a rendu les tailles perpétuelles , avoit été assez absolu , il se seroit

bien donné de garde de préférer une pratique aussi ruineuse , à l'imposition simple & équitable d'un 20<sup>e</sup>. 15<sup>e</sup>. ou 10<sup>e</sup>. du revenu des fonds de terre & de l'industrie : mais comme dans ces tems l'autorité étoit malheureusement divisée , surtout à l'égard des impôts , sur lesquels le peuple se prétendoit en droit d'ordonner puisqu'il les payoit , ce prince ne put se dispenser de le laisser maître de la répartition & de la levée : heureux encore ! qu'il voulût bien consentir à en supporter la charge. C'est une remarque de l'éditeur des mémoires de M. de Sully , à qui il fait dire expressément que tous les changemens qu'on peut faire à un édifice élevé sur d'aussi mauvais fondemens , ne servent qu'à le charger d'avantage , & à le rendre encore plus défectueux.

C'est ainsi que la nécessité fâcheuse où les rois de France se sont quelquefois trouvés de condescendre à des vues tumultueuses & populaires , a donné naissance à des réglemens pernicieux , qui n'ont pu devenir meilleurs par la suite , quelques soins que l'on y ait apportés , parce que ce qui est vicieux dans son

principe , l'est perpétuellement dans ses conséquences. Le plus court & le plus avantageux en pareil cas est de détruire & de réédifier sur de nouveaux fondemens.

Comme ce fardeau étoit supportable dans ses commencemens, que chacun se rendoit justice & se faisoit un point d'honneur de payer au-delà du tau commun , tant que cet esprit d'émulation & d'équité subsisterent , le mal ne fut pas fort sensible : mais l'un & l'autre firent bientôt place à l'intérêt personnel. Ces mêmes hommes , si justes dans la répartition de l'impôt , si empressés à l'acquiescer , mirent tout en œuvre pour s'y soustraire. Les plus puissans le rejetterent sur les plus foibles. Les exemptions furent recherchées avec avidité. Les rois , qui trouvoient par-là des secours prompts, faciles & abondans, les multiplièrent à l'infini. Le fardeau augmenta , non seulement par l'affranchissement des Tailles , mais encore par les droits qui leur furent attribués en conséquence de leurs acquisitions , source des désordres & de leur accroissement journalier.

Cependant , selon le même M. de Sully, juge compétent en cette partie , la bonne ou



„ la mauvaise administration des finances, est  
 „ le point le plus essentiel & le plus intéres-  
 „ sant du gouvernement. C'est par le moyen  
 „ des finances qu'on fait tout , & sans elles  
 „ on ne sauroit rien faire. C'est de-là que  
 „ dépend le soulagement ou l'accablement des  
 „ peuples. C'est de-là que dérivent les bons  
 „ ou les mauvais succès des desseins & des  
 „ entreprises , c'est ce qui cause la grandeur  
 „ ou la ruine des empires”.

Ce sont ces grands motifs qui ont excité plusieurs citoyens à chercher les moyens de rectifier les vices de l'imposition actuelle , & de dresser à ce sujet les mémoires que je vais parcourir , pour rechercher avec le lecteur le jugement qu'on en doit porter.

Le Sr. de Fougerolles présenta en 1711. un mémoire au conseil tendant à la réformation de la Taille. Le ministre le donna à examiner à une personne , dont M. de Boulainvilliers a conservé la réponse dans ses ouvrages sur les finances. „ Il est dangereux de heur-  
 „ ter la coutume, *dit cette réponse*, on s'expose  
 „ à passer pour novateur. Il y a plus de  
 „ treize siècles que l'Etat se gouverne lui-  
 „ même , il roule sur un pivot d'où il seroit

„ dangereux de le tirer. Une masse aussi  
 „ lourde que le royaume , court risque de  
 „ périr quand on en veut changer le mobile.  
 „ L'administration d'un Etat est toute mé-  
 „ chanique : mais la précision est une folie ,  
 „ puisque , par l'événement , la routine pro-  
 „ duit le même effet sans tant de précision  
 „ ni d'exactitude”.

Les inquiétudes que donnoit la guerre  
 malheureuse que la France avoit alors à sou-  
 tenir , ou les vices du projet proposé empê-  
 chèrent apparemment le conseil d'y faire une  
 plus grande attention ; car cette réponse est  
 par elle-même vague, fausse & dangereuse.

Il n'y a point treize siècles que l'Etat roule  
 sur le même pivot , la finance dont il s'agit ici  
 a éprouvé autant de variations que la nécessité  
 des circonstances l'a exigé.

Les Francs ayant trouvé la Gaule épuisée  
 d'argent , convertirent les contributions en  
 denrées , & par la suite elles furent remises en  
 argent. Charlemagne établit le service des  
 fiefs. Les guerres saintes ont donné naissance  
 à diverses impositions , dont la perception  
 étoit toute différente de celle ordonnée par  
 les réglemens de Charles VII. & de ses suc-

cesseurs. Si les circonstances, dans lesquelles la sagesse du gouvernement a dicté ces réglemens, ne sont plus les mêmes, pourquoi ne les pas changer? Un Etat ne se gouverne point seul, comme l'insinue cette réponse, & jamais la routine ne fut la règle des empires, qui ne se soutiennent, au contraire, que par la vigilance & par l'attention des plus grands génies; & si cette pernicieuse maxime étoit admise, quelle différence y auroit-il entre les Cassiodore, les d'Amboise, les Sully, les Richelieu, les Colbert & ces ministres lâches & imbéciles, qui ont laissé crouler les royaumes dont le gouvernement leur a été confié? On objecte encore le travail & la nouveauté; ces motifs, enfans de la foiblesse & de l'indolence, peuvent-ils être mis en parallèle avec le bien général? suffisent-ils pour qu'on laisse gémir les peuples dans la misère, & pour qu'on ne s'oppose pas à la diminution des forces de la société? car une famille, une ville, une province, un royaume, ne sont forts & puissans dans leur total; qu'autant que sont forts & puissans les membres qui les composent.

La France paroît inépuisable; & c'est peut-

être sa force , sa bonté & ses ressources naturelles qui font négliger les avantages que l'on pourroit y ajouter. Ce préjugé malheureux avoit déjà pris naissance dès le tems de Charles VIII. qui disoit à Machiavel lorsqu'il le vit à Florence : „ Mon royaume est une prairie abondante , dans laquelle pait une multitude innombrable de brebis , avec des toisons d'or , que je puis tondre aussi souvent qu'il me plait”.

M. Le Bret que j'ai souvent cité , & qui avoit de grandes connoissances , prétend que l'imposition sur les denrées est la plus juste & la plus égale , parce que tous les sujets , de quelque qualité & condition qu'ils soient , sans exception , y contribuent à proportion de ce qu'ils reçoivent , vendent , ou consomment, *quia hoc vectigal onus est mercium & non personarum*. Rome , dit-il , regardoit cette imposition comme le plus ferme & le plus solide appui de son empire.

Ceux qui sont contraires à ce système soutiennent que les nouveaux droits ont toujours été ruineux , qu'ils diminuent les consommations , qu'ils altèrent le commerce , & qu'ils ne peuvent être portés assez haut pour suffire

à toutes les dépenses de l'Etat. Ils disent pour appuyer cette objection, qu'il y avoit autrefois une très bonne manufacture de chapeaux en Normandie qui produisoit de gros droits d'entrée & de sortie, que l'on doubla ces droits, & qu'aussitôt les ouvriers passèrent à l'étranger, où ils établirent la même fabrication, qui y étoit inconnue auparavant, & que les droits tomberent à la six ou septième partie de leur produit : qu'un impôt fort léger fit pareillement transporter chez l'étranger la fabrication des cartes, dont les François fournissoient l'Europe & l'Amérique; que les pipes à tabac & la baleine préparée ont eu le même sort & qu'il en est de même des vins.

L'exemple des villes tarifées fait contre ces objections, qui ne peuvent avoir de force qu'à l'égard des marchandises & denrées qui sortent pour l'étranger : mais si on se déterminoit à cadastrer la campagne, on pourroit tirer un parti très avantageux des impôts sur les consommations des villes closes, comme on le pratique en Espagne, en Hollande & dans quelques villes de France. Par ce moyen l'industrie des villes, qui est la plus

difficile à taxer ; le feroit naturellement & sans injustice ; & tous les privilégiés se verroient forcés de contribuer à l'impôt commun , au grand foulagement des autres citoyens , auxquels ils font à charge depuis si long-tems ; à l'égard de l'industrie de la campagne , il n'est pas impossible de trouver des moyens de la fixer avec équité.

*M. de Vauban* frappé des maux que cause l'injustice de la Taille , dépouillé d'intérêt , homme habile , consommé par l'expérience , appliqué pendant toute sa vie à une sorte d'exercice qui semble nécessaire pour former un grand plan , parce que tout se fait par mesures , par combinaisons & par comparaisons , & parce que les parties d'un tout doivent avoir entre elles des rapports géométriques ; *M. de Vauban* , dis-je , nous a donné un projet dans lequel on trouve partout un fidele sujet , un bon citoyen , un grand fond de probité & d'amour pour le bien public & une saine politique ; c'est le projet de sa dixme royale.

Il assure lui-même qu'il avoit parcouru , pendant plus de quarante ans , toutes les provinces du royaume , & que par-là il avoit

eu le tems de donner carrière à ses réflexions, de remarquer les bons & mauvais pays, d'en examiner l'état & la situation, de même que celui des peuples dont la pauvreté avoit souvent excité sa compassion, & l'avoit engagé à en rechercher la cause, qu'il a manifestement reconnue provenir de l'abus & de l'injustice de la cotisation, qui a réduit la dixieme partie du peuple à la mendicité, avec cette observation que, des neuf autres parts, cinq ne sont point en état de faire l'aumône, & trois autres sont embarrassées de dettes & de procès.

Il a examiné la Taille dans son principe & dans son origine, il l'a suivie dans sa pratique, dans son état d'innocence & de corruption, & il ne lui est resté aucun doute que l'imposition ne fût la source du mal.

Ces réflexions lui firent imaginer son système de la dixme royale; système, *dit-il*, aussi ancien que les monarchies; l'histoire sainte en fait mention & l'ancienne apprend que les Grecs & les Romains l'ont mise en usage: les rois de France l'ont aussi pratiquée sous la première & seconde race; le roi d'Espagne l'a établie dans ses Etats du nouveau

monde , & les empereurs de l'Asie s'en servent avec avantage.

C'est , *continue cet auteur* , le système qui a le plus de proportion ; la fertilité & le revenu notoire sont la regle de la perception ; c'est le moins susceptible d'injustice & de corruption , parce que c'est le moins soumis à l'arbitraire des hommes ; c'est celui de tous les revenus dont la perception se fait avec le plus de facilité & de douceur ; c'est la plus simple & la plus commode de toutes les impositions : c'est la maniere la plus pacifique de lever des contributions , parce qu'elle est toujours proportionnée au revenu réel ; c'est par conséquent la moins susceptible de non-valeurs.

Cette imposition a une proportion si naturelle & si précise à la valeur présente de la terre , qu'il n'y a point d'experts ni de géomètres quelque habiles qu'ils soient , qui puissent en approcher par leurs estimes & par leurs calculs.

Bien loin de mettre des bornes à l'autorité royale , elle accroît , pour ainsi dire , les droits de la souveraineté en cette partie , qui ne dépendroit plus ni du clergé ni des pays



d'Etat , parce que la dixme royale dixmant par préférence sur tous les revenus , elle suppléeroit aux demandes des dons gratuits, pour l'obtention desquels la majesté du souverain semble se ravalier.

Il ne seroit plus nécessaire d'établir des impôts extraordinaires , parce que cette dixme, avec celle des maisons , de l'industrie , des gages , pensions, apointemens, & toutes autres sortes de revenus , avec celui de la gabelle, du tabac , des postes , des entrées & sorties & du domaine , seroit capable de subvenir à tous les besoins de l'Etat , quelque grands qu'ils fussent. Ce seroit une rente fonciere sur tous les biens du royaume , la plus belle , la plus noble , & la plus assurée qui fut jamais. Rien de plus certain que les attributs & les avantages de la dixme royale , rien de plus vrai que les vices & les défauts des autres systêmes. L'établissement en seroit difficile , parce que le peuple n'a jamais vu que des nouveautés fatales & onéreuses : mais il se rendroit sitôt qu'il auroit connu les avantages de cette contribution.

Les sujets de toute condition sont obligés de contribuer à proportion de leur revenu

ou de leur industrie : pour autoriser ce droit , il suffit d'être sujet d'un Etat.

Tout privilege , qui tend à l'exemption de cette contribution , est injuste & abusif , & ne peut ou ne doit jamais prévaloir au préjudice du public.

La dixme ecclésiastique , qui doit être considérée comme un modele de celle-ci , ne cause point de procès & n'excite point de plaintes : elle est aussi pure que lors de son origine & on ne pense pas à la réformer ; elle est plus forte que la Taille , suivant les comparaisons qui en ont été faites , & la perception s'en fait annuellement sans bruit , sans frais & sans arrérages.

M. de Vauban estime que l'on ne doit pas porter la dixme au-delà du dixieme , ni au-dessous du vingtieme. La difficulté ne seroit pas de trouver la proportion , ce seroit d'enlever , loger & conserver cette quantité immense de denrées , & ensuite de les convertir en argent. Les ecclésiastiques , il est vrai , ont frayé la route des baux à ferme : mais il y a bien de la différence entre une entreprise particulière exploitée sous les yeux

du maître , & un établissement général , public & fiscal : le cinquantième l'a fait suffisamment sentir.

Dans les années abondantes , les fermiers auroient de la peine à se défaire de leurs denrées : dans les années stériles, ils ne pourroient satisfaire aux prix de leurs baux ; & cependant dans tous les cas, il est indispensable que les deniers du roi rentrent avec exactitude, attendu l'importance de leur destination. Dans de pareilles circonstances, les curés & les autres ecclésiastiques attendent la commodité des débiteurs , & si leurs récoltes ont souffert des accidens, ils leur font des remises proportionnées à leurs pertes : mais toutes ces facilités sont impraticables avec le roi.

Le peuple est si pauvre dans la plupart des provinces , qu'il ne seroit pas possible d'y trouver des fermiers ; & les trois quarts de ceux qu'on y trouveroit, seroient hors d'état de fournir caution. Les mises seroient toujours fort inférieures à la possibilité du produit réel , sur-tout dans les premières années, à cause de la nature du recouvrement , & de la crainte d'être poursuivis comme collecteurs,

ce qui effraieroit le ministère , & fuffiroit pour le dégoûter & lui faire abandonner ce projet.

Au reste le système de M. de Vauban a été , à diverses reprises & avec divers changemens , adopté & rejeté ; peut-être parviendra-t-on dans la suite à corriger les inconvéniens dont il paroît susceptible : mais quoi qu'il en arrive , que celui , dont les propositions sur l'économique seroient refusées , ne se décourage point , qu'il attende l'effet des circonstances , qu'il réfléchisse , travaille , perfectionne & ne rougisse pas de ce que , dans ce genre , il pourroit avoir de commun avec M. de Vauban.

Le Sr. *Guérin de Rademont* prétend , dans un petit volume qu'il a fait publier à Liege en 1715. que ce maréchal a fait beaucoup d'erreurs dans les quantités , estimations & supputations des biens & revenus , qui composent la masse générale de ceux du royaume sujets à la dixme.

Il opère sur les mêmes principes de M. de Vauban , c'est-à-dire , sur la lieue quarrée contenant 4688. arpens : mais si le premier a oublié ou négligé quelques parties , ou s'il

### 304 ORIGINE ET PROGRÈS

n'estime pas assez haut le revenu de quelques autres , il est certain que celui-ci les a toutes forcées, quoiqu'il prétende, que, suivant les habiles gens qu'il a consultés, il auroit pu les porter à cinq ou six fois plus haut , ce qui est une chimère.

Il résulte de ces calculs que le revenu général des maisons & héritages du royaume, déduction faite des réparations & entretiens des bâtimens, est

#### S A V O I R

Maisons de la ville & faux- bourgs de Paris à 500 liv. de loyer , prix commun.	17,500,000 liv.
Grandes villes & autres de 2000. maisons & au-dessus à 200 liv. de loyer.	43,931,600
Moyennes villes de 1000 maisons & au-dessus à 150 liv. de loyer.	22,125,600
Villes de 500 feux & au- dessus à 100 liv.	16,787,300
Petites villes au-dessous de 500 maisons à 100 liv.	24,935,500
	<hr/>
	125,280,000 liv.

<i>De l'autre part</i>	125,280,000 liv.
Bourgs à 50 liv.	28,009,950
Villages & paroisses de campagne à 10 liv.	24,000,000
Châteaux , maisons nobles & seigneuriales à 200 liv.	5,677,600
Gentilhommeries & maisons de plaisance à 100 liv.	5,677,600
Fermes , censés & métairies à 100 liv.	5,677,600
Moulins à eau & à vent à 247 liv.	24,700,000
Bâtimens appelés Usines à 100 liv.	2,838,800
227,104. arpens de terres en étangs rapportant par année.	28,388,000
99,358. arpens de bois futaie, en coupe chaque année, donnant, 5,961,480 cordes à 5 livres font.	29,807,400
1,135,520. arpens de bois taillis en coupes réglées, à 21 cordes par arpent à 4 liv. la corde.	95,383,680

---

375,440,630 liv.

## 306 ORIGINE ET PROGRÈS

*De l'autre part* 375,440,630 liv.

8 millions 516 mille 400 arpens de vignes qui donneront 34 millions 65 muids de vin à 5 liv. 10 f. le muid. 187,360,800

29 millions, 807 mille, 400 chariots de foin, provenant de 9 millions, 935 mille, 800 arpens de prés à 5 liv. le chariot. 127,746,000

165,086,100 septiers de bled, venant de 27,514,350 arpens de terres, en sus de celles qui sont en repos &c., semences remplacées, à raison de 6 septiers par arpent, année commune à 6 liv. le septier. 990,516,600

Le même nombre de septiers d'orge provenant du même nombre d'arpens de terre, le tout comme dessus, à 4 liv. le septier. 660,344,400

**TOTAL** 2,341,408,430 liv.

Ce qui donne lieu au Sr. de Rademont de croire que les revenus doivent monter plus haut que son estimation, c'est, dit-il, que ce total réparti sur 19,762,246. âmes, que M. de Vauban suppose dans le royaume, ne donne pas 120. liv. de rente par an pour chacun ; ce qui ne revient pas à 7. sous par jour, tant pour nourriture, vêtement, qu'autres dépenses ; l'industrie & le commerce n'étant pas capables, selon lui, de suppléer à ce qui manqueroit de la part des biens-fonds.

Sans entrer dans la discussion des évaluations de chaque article du revenu des fonds arbitrés par cet auteur, il est facile de sentir qu'ils sont outrés de plus d'un tiers, pour peu que l'on connoisse l'économie de la campagne & la valeur des denrées, dans les différentes provinces du royaume ; & il ne sera pas moins facile d'appercevoir son erreur sur l'industrie & le commerce, dont il estime si peu les revenus, qu'il ne se donne pas même la peine de les évaluer : cependant combien de manœuvres, d'artisans, gens de peine & de service, qui vivent du travail de leurs mains & de leur industrie, sans posséder aucun fond : combien le commerce, le barreau, la guerre, la ma-



## 210 ORIGINE ET PROGRÈS

nant laquelle M. de Vauban suppose que l'on doit ôter presque tous les autres impôts. Je ne le suivrai point dans l'examen qu'il en fait. Je conviendrai seulement qu'il y auroit des réformes à faire dans le projet de M. de Vauban : mais c'est un excellent canevas sur lequel on peut faire de belles & utiles opérations ; & c'est sur ces mêmes principes que le S. de la Jonchere , qui les blâme , a fondé son propre système , qu'il fait dégénérer après cela dans une espece de délire.

Il propose de réduire toutes les impositions à un seul tribut , de charger une compagnie de toutes les dépenses de l'Etat & de tout ce qui regarde la finance & le commerce ; d'entretenir 350. mille hommes en tems de paix & 500. mille hommes en tems de guerre , avec une marine & une artillerie proportionnées ; d'acquitter toutes les dettes de l'Etat ; de rembourser toutes les charges , supprimer tous les impôts , rendre toutes les rivières navigables ; de réparer tous les ponts , les chemins & les chaussées ; de remplir Paris d'édifices magnifiques , & particulièrement d'achever le château du Louvre , avec une place remplie de maisons superbes , en tirant une rue en

## D E L A T A I L L E S I N

alignement jusqu'à l'hôtel de ville. Il crée des actions dont le produit seroit pris sur l'impôt unique qu'il établit, qui n'est autre chose qu'une dixme. Il fait monter les dépenses nécessaires pour son établissement à 4. milliards 900. millions : mais c'est une bagatelle, eu égard aux profits que son imagination lui fournit.

*M. le Régent* trop bien instruit de l'Etat du royaume, pour ignorer les désordres de la Taille, parut avoir dessein, au commencement de son administration d'y apporter remède. Il consulta plusieurs personnes versées dans cette matière, il s'appliqua à la lecture du projet de la dixme royale de *M. de Vauban*, & de quelques autres mémoires qui lui furent fournis : mais tout cet appareil se termina à une lettre circulaire aux intendants, par laquelle ce prince expose que, désirant rétablir l'ordre dans la régie des finances & soulager les peuples, son intention étoit de commencer par arrêter le cours des frais excessifs, d'établir une juste égalité dans les impositions, d'empêcher les vengeances des collecteurs & les protections injustes qu'ils donnent à leurs parens & à leurs amis, de

### 318 ORIGINE ET PROGRÈS

remédier aux non-valeurs supposées; de régler les effets qui ne seroient pas faissables, de remettre, dans le recouvrement de la Taille, une forme certaine & invariable, de rétablir l'agriculture & l'engrais des terres, & d'augmenter le commerce & la consommation des denrées.

Cette lettre faisoit bien l'énumération de tous les maux, dont l'inégalité de la répartition accable les provinces soumises à la Taille arbitraire; elle promettoit sans réserve tout ce que l'on peut désirer pour la réformation des abus: mais comme on laissoit subsister le principe, les injustices qui en sont une suite nécessaire subsisterent aussi. Ce ne fut, en un mot que des paroles qui donnerent quelque lueur d'espérance, & qui ne produisirent aucun bien.

Un *Anonyme* également convaincu des maux que la Taille cause, a fait un projet, qui seroit plus raisonnable que celui du Sieur de la Jonchere, s'il n'y avoit point de danger à toucher à la denrée qu'il choisit pour base de son imposition, c'est la farine; & voici comme il raisonne.

Il suppose qu'il y a vingt millions d'ames

dans le royaume , qu'il réduit cependant à quinze ; il prétend que les personnes qui ne mangent que du pain en consomment 3. livres par jour : mais il dit que , pour ne point outrer le calcul , il estime seulement que chaque personne , le fort pour le foible , consomme une livre de bon pain par jour , ce qui revient à deux septiers de bled par an , qui feroient trente millions de septiers , pour les quinze millions de personnes supposées.

On peut comprendre, *dit-il*, le seigle, l'orge & les autres grains , dans cette opération, sans crainte de la déranger , parce que peu de personnes en mangent ou'en mangeront alors , attendu que ces menus grains ne doivent leur consommation qu'à l'extrême misere , & que d'ailleurs ne rendant pas tant que le froment , il en faudroit d'avantage , ce qui reviendrait au même , en observant une taxe proportionnée dans le tarif.

On imposera sur chaque septier de froment , mesure de Paris pesant 40. liv. & sur les autres grains à proportion une somme depuis 40. s. au plus bas , jusqu'à six livres au plus haut.

Pour le recouvrement , on choisira un col-

### 314 ORIGINE ET PROGRÈS

lecteur dans chaque paroisse , qui sera l'habitant le plus riche & de la probité la plus reconnue , auquel on remettra des marques , médailles , ou marons de cuivre , avec le nom du mois & de la qualité du grain ; lesquelles marques , médailles ou marons seront délivrés à chaque particulier moyennant la taxe du tarif. Il y aura des deniers pour les demi-Septiers , mais non pour les mesures inférieures.

Les sacs destinés à aller au moulin , auront une empreinte singulière , qui sera apposée gratis par le collecteur de la paroisse.

Nul ne pourra envoyer , porter au moulin , ou en retirer son bled que dans ces sacs , à peine de confiscation du grain , des chevaux , des équipages , &c. & le meunier ne pourra recevoir des grains autrement que dans les dits sacs. Les particuliers ne pourront aussi retirer leurs grains , qu'en donnant leurs marques , médailles ou marons au meunier , qui les rendra au collecteur du chef-lieu , dans les huit premiers jours de chaque mois.

Chaque collecteur de paroisse remettra sa recette au receveur aussi dans les huit premiers jours du mois , & ce receveur lui don-

nera alors , sur son regu , des marques , médailles ou marons pour le mois suivant ; enforte que les marons remis au receveur par les meuniers établiront le compte de la recette du collecteur & serviront de contrôle.

Comme cette collecte se fera sans courses, sans frais, sans non-valeurs, sans crainte d'injustices, d'inimitiés & de toutes les autres calamités qui accompagnent la collecte de la Taille présente, & de plus avec une taxation raisonnable, rien de plus aisé que de trouver, dans les paroisses, un homme solvable ou du moins de probité ; car actuellement dans les pays de la Taille arbitraire, le plus aisé de tous les habitans répondroit à peine pour cent livres.

Les frais du recouvrement seront, 4. den. pour liv. au receveur général de la province ; 4. den. au receveur particulier ; 2. den. à son contrôleur ; 4. den. au collecteur & 4. den. au meunier, non par livre, mais par marque, médaille ou maron qu'il rapportera, ce qui fera en tout 17. deniers, moyennant lesquels cette imposition entrera franche & quitte de toutes autres charges, gages ou émolumens dans les coffres du roi.

Tous moulins à bras & autres outils & instrumens qui pourroient servir à moudre & à frauder le droit , seront considérés comme outils & machines de fausse monnoie ; & ceux qui s'en serviront seront punis comme faux monnoyeurs, sans miséricorde.

Au moyen du dénombrement des peuples , qu'il sera nécessaire de faire , au-moins tous les dix ans , on connoîtra à peu près la consommation qui devroit être faite dans tout le royaume , dans chaque généralité , dans chaque bureau d'élection & dans chaque paroisse ; ce qui servira d'une espece de contrôle , en faisant des comparaisons d'une année , d'un quartier , & d'un mois à l'autre.

Toutes les contestations , qui naîtront pour raison de ce , seront jugées en premiere instance par les subdélégués , avec appel aux intendans & de ceux-ci à la cour des aides. Cette imposition étant simple , les contestations seront rares ; au moyen de quoi les élections seront supprimées , non seulement comme inutiles , mais encore comme ruineuses & préjudiciables au bien de l'Etat , ce qui est généralement connu , & par conséquent très facile à démontrer.

On sauvera au peuple , par cet établissement, tous les frais de la Taille , tant de la part des receveurs , que des collecteurs , qui montent , sans aucune exagération , à plus de douze millions par an. On ne verra plus ces injustices criantes qui anéantissent le commerce & l'agriculture , ruinent les sujets , empêchent leur propagation & leur accroissement , causent leur désertion ; enfin on ne verra plus tous ces maux que , par une suite inévitable , la Taille arbitraire traîne après elle.

On supprimera les aides , la gabelle , le contrôle des actes & des exploits , les décimes du clergé & tous les autres droits forcés. On laissera subsister les entrées & sorties du royaume , à la frontière seulement , afin de s'opposer , quand le cas le requerra , à l'introduction des manufactures étrangères , pour procurer la consommation de celles de l'intérieur & contrebalancer le commerce des Puissances voisines. Ces droits ne devant avoir d'autre objet , seront tarifés en conséquence.

On laissera subsister le tabac , le papier timbré , les postes , les parties casuelles , &



tous autres droits libres , indifférens à la subsistance , ou desquels il résulte plus , ou du moins autant d'utilité que de préjudice. Il conviendrait encore d'établir un droit tarifé sur tous les cabaretiers-aubergistes vendant vin à pot & à pinte avec affiette.

Dès lors plus de privilèges , plus d'exempts , plus d'injustices , plus de jalousies , plus de dissensions , plus de procès , plus de frais , plus de gens foudroyés pour travailler à la ruine du commerce & de l'agriculture. Dès lors on ouvrira la barrière à l'abondance , à l'industrie , à l'émulation , & à tant d'autres avantages , que l'exposition de ce projet offre si naturellement ; qu'il paroîtroit superflu de les détailler. Tels sont les éloges que l'auteur donne à son projet , qui probablement ne sera jamais exécuté.

*M. de Boulaivilliers* , dont le génie se portoit à divers objets , frappé , comme bien d'autres , des désordres de la Taille arbitraire , présenta en 1717. un mémoire à M. le régent , dont le but étoit de rendre le sel marchand , de supprimer la gabelle & de la convertir en un droit d'amortissement , payable par toutes sortes de personnes , sans distinction

de qualité ni de condition. Il prétend que ce droit monteroit à 112. millions de livres par an, & dans un besoin pressant jusqu'à 216. millions; au moyen de quoi on pourroit réduire considérablement les Tailles, augmenter le commerce par la diminution des deux tiers des droits d'entrée & de sortie, & par la suppression de toutes les douanes du dedans: que l'on pourroit pareillement diminuer le don gratuit des pays-d'Etats, celui du clergé, les parties casuelles, & autres droits & impositions. Il ajoute qu'on reformeroit près de cent mille hommes qui fouletoient les provinces sans nécessité pour la perception des impôts; qu'on ne verroit plus les procès tenir lieu de rentes annuelles aux juges des provinces à l'occasion des deniers du roi: plus de sujets ruinés, plus de prisonniers ni de galériens, plus de désordres, d'exils, de meurtres ni de supplices: que les François fugitifs dans le pays étranger reviendroient peupler leur patrie; & qu'il n'y a point de paroisse qui, l'une portant l'autre, ne fournisse un soldat vêtu & armé, avec dix écus pour le conduire à son régiment: que l'on feroit délivrer de la confusion que cause la multiplicité des

droits & subsides , dont l'intelligence est fort obscure & impénétrable ; que le roi auroit un revenu certain de près de 150. millions par an , au lieu de 112. ou 115. qu'il a seulement de net actuellement , & que cependant le plus opulent seigneur du royaume ne contribueroit que 110. francs par an , & le moins riche 20. sous : qu'un manoeuvre de la campagne , par exemple , à qui on fait prendre , malgré lui , la huitieme partie d'un minot de sel , qui lui coute cent sous , & qui paie outre cela 4. liv. 10. s. de Taille , seroit réduit à 30. s. de Taille , à 4. s. pour le prix de son sel , & à 20. s. d'amortissement. Un bourgeois de Paris qui dépense demi-minot de sel & deux muids de vin , dont les droits coûtent plus de 60. liv. en seroit quitte pour 15. s. pour son demi-minot de sel , & 12. ou 15. liv. au plus pour son droit d'amortissement. Un duc- &-pair enfin qui consomme par an cinq minots de sel & cinquante muids de vin , dont les droits lui reviennent à plus de 1200. liv. ne paieroit que 7. liv. 10. s. pour cinq minots de sel , & 100. liv. pour son droit d'amortissement ; pendant que l'on voit aujourd'hui dans Paris de misérables porteurs de chaises qui ren-

rendent un tribut de cent sous par semaine, & des loueurs de carosses qui paient 400. liv. pour un seul carosse.

Pour démohter l'opération de ce projet, M. de Boulainvilliers suppose dans le royaume, trois millions de chefs de familles contribuables, dont il forme trois classes, qu'il subdivise en dix rangs, égaux en nombre, mais inégaux en facultés. La plus basse ne doit payer par an que depuis 20. sous jusqu'à 10. livres : la moyenne classe depuis 12. liv. jusqu'à 50. liv. & la troisieme, qui est la plus haute, depuis 55. liv. jusqu'à 100. Elle produira cent millions.

La seconde division établie sur le même nombre de familles sur le pied de 150. liv. la plus haute contribution, & la plus basse restant toujours à 20. sous, produira au total 155. millions; & enfin la troisieme sur le pied de 200. liv. pour la plus forte contribution & 20. sous pour la plus basse comme dessus, doit produire 216. millions.

Il propose en outre de convertir le droit d'aides en droit de bouchon ou abonnement, payable de trois mois en trois mois. J'ai donné la maniere dont il établit ce projet,

### 322 . ORIGINE ET PROGRÈS

par lequel il prétend tirer la somme de 12 millions , qu'il ne fait pas difficulté de pousser jusqu'au double de sa première évaluation.

On ne peut refuser à M. de Boulainvilliers les intentions d'un bon citoyen , qui a eu en vue le bien & l'avantage de sa patrie : mais aussi on ne peut s'empêcher de dire que ses idées sont vagues , & qu'elles ne répondent nullement au but qu'il se propose , qui est de donner une règle certaine que l'on soit forcé de suivre , & qui empêche de retomber dans le malheur de la répartition arbitraire.

Il dit que l'on ne sauroit maintenant errer sur les consommations du sel , parce qu'elles sont fidèlement établies & constatées depuis long-tems par les registres & par les rôles des fermiers : mais combien ne peut-il pas se trouver de circonstances qui concourent à faire varier ces consommations ? L'augmentation ou la diminution dans la fortune , dans le commerce , dans le nombre des enfans , dans le bétail , & enfin une multitude infinie de motifs peuvent obliger les particuliers à se retrancher sur cet article. Il faudra changer & refondre , chaque année , les rangs de ce

tarif, si on veut rectifier les surcharges ; & l'on ne sauroit se mettre en devoir d'y procéder, que l'on ne retombe au même instant dans l'arbitraire, qui est précisément ce que l'on cherche à éviter.

D'ailleurs, comment concilier les privilèges des provinces rédimées, ainsi que des petites & franches gabelles, la Bretagne, le Poitou, le Pays-d'Aunis, l'Angoumois, Perigord, Guerci, Limousin, Marche, Auvergne, Guienne, Languedoc, Roussillon, Provence, Dauphiné, Lyonnois, Forest, Beaujolois, Franche-comté, Alsace, Trois-Evêchés, Rethelois, Flandres & le Quart-Bouillon de Normandie, qui toutes ont des privilèges, des chartres ou des capitulations, & du-moins une possession constante, à laquelle il ne seroit peut-être pas prudent de donner atteinte ; quoiqu'il soit bien certain que l'uniformité dans toutes les parties de l'Etat seroit très avantageuse au roi & à l'Etat ?

L'abonnement des cabaretiers ou droit de bouchon, n'est pas établi sur des fondemens plus solides que l'amortissement de la gabelle. Tel cabaretier de la campagne taxé au plus bas prix à 50. liv. ne vendra pas trois piéces

### 324 ORIGINE ET PROGRÈS

de vin par an ; d'autres situés sur de grandes routes en vendront 50. & même 60. ou davantage , & le milieu , comme dans le tarif de la gabelle , fera surchargé : les bons se soutiendront & paieront bien , les autres mettront bouchon bas , & dès la première année , le nombre des cabaretiers & par conséquent les produits diminueront de moitié.

Le projet de *M. le chevalier Renaut* , dont il fut fait un essai dans la généralité de la Rochelle , pendant la régence , consistoit en une imposition sur les bestiaux & sur l'industrie des habitans , réglée suivant un tarif général , & au dixième du produit des terres pour la taxe des fonds : mais le succès n'a point répondu aux espérances que l'on avoit conçues. Il occasionna plusieurs plaintes , dont les principales étoient que les adjudicataires faisoient des gains considérables , qui ne venoient ni à la décharge des paroisses ni au profit du roi ; que les soumissions & les formalités auxquelles on assujettissoit les redevables envers les adjudicataires , étoient si onéreuses , qu'il n'y avoit personne qui n'eût donné volontiers la moitié de son bien pour en être délivré ; & qu'elles étoient si compli-

quées & si embrouillées , qu'elles occasionneroient des sujets perpétuels de contestations , & par conséquent de procès & de vexations : qu'enfin ce règlement , faute d'avoir été assez réfléchi & d'avoir été dressé par des gens au fait de la campagne , contenoit des articles inutiles , sans rapport aux lieux pour lesquels ils avoient été faits ; & qu'en voyant la disposition de ce travail , on seroit tenté de croire que l'intention du prince auroit moins été de soulager ses peuples , que d'augmenter le fardeau dont ils sont déjà accablés.

Les hommes ont , en général , un amour naturel pour la liberté , qui les révoltera toujours , quand ils ne pourront s'estimer quittes en payant ce qui leur est juridiquement imposé ; & il n'y a point de patience à l'épreuve des recherches d'un adjudicataire de cette espece , quand même il ne feroit que celles qui lui sont permises de droit. En effet quelle peine & quelle sujettion pour les particuliers de voiturier , par préférence à leurs propres récoltes , la partie revenante à cet adjudicataire , lorsque l'inconstance des



faisons & des tems leur fait justement appréhender de voir périr la leur?

Le projet qui a été exécuté dans le même tems au Pont-l'Evêque en Normandie , par *M. le marquis de Silly*, n'est pas moins chargé de détails & d'inconvéniens que celui de la Rochelle. Il est difficile de les marquer tous , parce qu'il n'y a point d'articles qui n'en présentent une quantité. La taxe des fonds de terre , des bestiaux & de l'industrie , s'y trouvoit plus que doublée par le défaut & les vices du système de cet établissement; & il faut avouer, dit *M. de Boutainvilliers*, que la forme actuelle de la Taille arbitraire , toute ruineuse qu'elle est , doit encore être préférée à la nouvelle méthode du chevalier Renaut & du marquis de Silly.

*M. l'abbé de S. Pierre* en tout animé de l'amour du bien public, a long-tems veillé, médité & réfléchi , sans espérance d'aucun autre avantage que celui d'être utile à sa patrie & de rendre les hommes plus heureux. La réformation des abus de la Taille arbitraire lui a paru un des moyens les plus essentiels pour parvenir au succès de ses loua-

bles desseins. Il savoit combien les vices de cet impôt nuisent au bonheur de la Société, & pour les faire cesser, il a donné un projet connu sous le nom de Taille tarifiée.

Quoique les subsides que le roi tire des villes tarifiées soient plus forts, que ceux des paroisses de la campagne, toutes choses égales d'ailleurs; cependant, *dit M. de S. Pierre*, comme ce n'est point une répartition arbitraire, & que chacun paie suivant une proportion invariable, qui sont les tarifs, & suivant sa consommation, il n'en résulte point d'injustice. La Taille, qui peut ne pas être excessive par elle-même, eu égard aux facultés du total des taillables, devient insupportable à la plupart, qui se trouvent surchargés & sans protection.

Il fait état de deux millions quatre cents familles taillables, & il prétend qu'il y a deux cents mille des plus riches qui ne paient rien, & que dans celles qui paient, il y en a la moitié accablée par l'autre.

Il propose le dénombrement comme un établissement très avantageux, & il observe que de 110 familles, il y en a vingt qu'on commence à ruiner chaque année, & deux qui

achevent de l'être , qui remplissent l'Etat de mendians & de fainéans , ce qui est une charge fort incommode pour les particuliers & déshonorante pour le gouvernement; ce qui cause la ruine d'un nombre prodigieux de fermiers non-protégés , retombe nécessairement sur la noblesse , le clergé & autres exempts , fait passer les ouvriers à l'étranger , ruine les manufactures & le commerce , cause la division dans les familles , oblige les taillables à cacher leur argent , & leur fait perdre plusieurs journées à solliciter des diminutions ou l'exemption de la collecte ; & il fait monter , par une évaluation raisonnée , tous les vices de la Taille arbitraire , à un dommage de plus de 40. millions par an.

Le défaut de proportion , dit *M. l'abbé de S. Pierre* , vient du défaut de connoissance du conseil & des intendans , & des différentes passions d'intérêt , de vengeance & de jalousie des collecteurs ; pour parvenir à acquérir les connoissances nécessaires à cette proportion , il comprend le revenu des Tailles de toute espece sous treize articles , dont un , qui est l'industrie , se subdivise en cinq classes , ce qui fait en tout 17. classes , d'où il part pour

former un règlement qui contient 17. tarifs ou points fixes , suivant lesquels les taillables doivent payer les subsides. Par exemple, le propriétaire d'une maison paiera sur le pied du 15<sup>e</sup>. ou du 20<sup>e</sup>. du revenu ; les journaliers & les autres ouvriers payeront pareillement le 12<sup>e</sup>. ou le quinzieme , suivant l'évaluation du prix de leurs journées, déduction faite des jours de fête & autres jours chomables.

Il compte avoir sans frais & en peu de tems une connoissance exacte des revenus des paroisses , au moyen d'un rôle qui contiendra tout le revenu des taillables, & portera deux totaux , un pour le produit des tarifs & un autre du montant de la Taille demandée par le roi ; enforte que comparant ces deux totaux, entre deux paroisses, on verra d'un coup d'œil laquelle sera la plus chargée; & en comparant de la même maniere une élection avec une autre, il sera facile de les rendre égales , en rejetant sur les particuliers, sur les paroisses, & sur les élections ce que les uns auroient de trop: la même opération se fait pour les généralités.

Il donne ensuite un projet d'arrêt pour les déclarations de biens qui ne seront point forcées. Celui qui l'aura fournie ne pourra être taxé que suivant sa déclaration & le tarif; sauf la recherche pour omission ou pour fausse déclaration.

Il veut que le faux déclarant soit condamné au paiement du quadruple de ce qu'il auroit dû payer, outre 200. liv. d'amende, dont un tiers au profit de la paroisse & les deux autres à celui des collecteurs poursuivans. Quant à ceux qui refuseront constamment de faire leur déclaration, il entend qu'ils soient livrés à la merci des collecteurs & taxés par les intendans.

Il prétend que, si le subside de la Taille pouvoit arriver à des tarifs fixes, outre qu'elle se leveroit à beaucoup moins de frais, on seroit par ce moyen en état de supprimer les aides, les gabelles & les autres droits, en imposant l'équivalent des sommes qu'ils produisent, & que cet équivalent seroit beaucoup moins à charge.

Les droits sur les denrées sont, pour les villes, le subside le plus parfait; & la Taille tarifée fait le même effet pour les villages.

Pour engager à faire des déclarations , & même à les donner sincères , l'abbé de S. Pierre propose de diminuer , de 4. sous pour livre , la taxe du déclarant ; & il ajoute qu'en cas que toute une paroisse refusât de se prêter à donner les déclarations demandées , sa taxe seroit augmentée de 4. sous par livre.

En voyant les lettres circulaires qu'au mois de Mars 1732. le conseil avoit fait écrire aux intendans des provinces , il paroïssoit permis de présumer que son intention étoit dès lors de faire usage d'une partie de la Taille tarifée. Ces lettres en effet prescrivoient , entre autres choses , de s'attacher à connoître la proportion , suivant laquelle les fonds de terre étoient imposés. Il s'agissoit de voir si c'étoit sur le pied du 10<sup>e</sup>. 15<sup>e</sup>. ou 20<sup>e</sup>. du revenu des dits fonds , déduction faite des frais de culture. Il falloit de plus en déduire la taxe d'industrie , de tous les articles où elle se trouveroit confondue avec la cote des fonds. L'opération s'en devoit faire , en retranchant l'excédent de ce que le fond étoit susceptible de porter , selon la proportion reconnue. On espéroit par-là pouvoir découvrir l'inégalité dans la répartition , de paroisse à paroisse,

d'élection à election , & se rendre certain de la proportion entre les fonds & l'industrie, afin de reconnoître quelle partie seroit trop ou trop peu chargée , & y apporter le remède convenable.

Ces dispositions apprenoient au public deux choses également agréables , l'une que le roi connoissoit les maux de son peuple , l'autre qu'il travailloit à les faire cesser : mais l'incertitude des moyens a sans doute fait subsister jusques à ce jour le doute & les inquiétudes qui s'éleverent dès ce moment sur le succès.

En effet quand cette proportion , dont on avoit ordonné la recherche , auroit été trouvée , comment & par qui auroit-elle été maintenue ? Je suppose que même aujourd'hui on puisse rectifier l'inégalité de paroisse à paroisse & d'élection à election , ce qui n'est pas un médiocre ouvrage , comment l'égalité sera-t-elle établie & maintenue de particulier à particulier ? Les collecteurs , gens grossiers , dont la passion & l'ignorance n'ont point de mesure , ne pourront jamais s'empêcher long-tems de recommencer leurs injustices. S'ils n'ont pas une loi fixe , & un principe certain &

invariable qui leur lient les mains , il ne faut pas se persuader que les réglemens ci-devant faits , ni ceux que l'on pourroit publier de nouveau , en interprétation ou augmentation des anciens , soient capables de produire cet effet. Ils ont été inutiles en 1600. 1631. 1634. 1643. 1713. auroit-on plus de succès par ceux qu'on pourroit faire aujourd'hui ? Non : puisque ce que l'on voudroit ordonner l'auroit été à peu de choses près dans ces tems-là. En un mot tant que la Taille arbitraire subsistera , l'injustice présidera à la répartition & à la cotisation des impôts , parce qu'elle est aussi inséparable de cette forme , que la haine , la crainte , la vengeance , l'intérêt & les autres passions le sont de l'humanité.

Ce projet est d'ailleurs trop compliqué pour les personnes que l'on peut y employer. Il n'en est pas de cette entreprise comme d'un ouvrage , qui n'exige qu'une coopération purement mécanique : celui-ci ne sauroit croître & s'achever , que par la même intelligence répandue dans l'auteur & dans les exécuteurs ; ce qui est impossible , & doit faire regarder cet établissement comme impraticable par ce



seul endroit, indépendamment des autres; aussi a-t-on toujours paru l'abandonner, dans la crainte sans doute de faire naître de nouveaux abus au lieu de détruire les anciens.

Les désordres de la Taille arbitraire ont, pour ainsi dire, subjugué & anéanti la force & l'autorité des réglemens faits pour les prévenir & les réprimer. Le mal est devenu plus fort que le remède : il faut réédifier cet ancien bâtiment, il n'a plus de place pour recevoir des étais & il menace de crouler sur ceux qui l'occupent.

## C H A P I T R E X I.

### *Récapitulation des projets rapportés.*

**M.** *Le Bret* prétend que l'imposition sur les denrées est la plus juste & la plus égale, parce que tous les sujets, de quelque condition qu'ils soient, y contribuent à proportion de ce qu'ils reçoivent, vendent ou consomment.

On objecte que les nouveaux droits diminuent la consommation, altèrent le commerce & ne peuvent être portés assez haut pour suffire à toutes les dépenses : mais en réduisant cette proposition aux villes fermées,

on pourroit en tirer un plus grand avantage.

La dixme royale de *M. de Vauban* souffriroit plusieurs difficultés dans l'exécution littérale du projet : mais c'est un canevas qui peut servir de base à une infinité d'excellentes opérations.

Le projet de *M. de Rademont* part aussi du même principe que celui de *M. de Vauban*, avec cette différence cependant qu'il outre l'évaluation du produit des biens fonds, & qu'il ne porte pas assez haut celui de l'industrie.

*M. de la Fonchere*, en admettant le même principe, extravague dans ses conséquences & ne mérite aucune attention.

Le dessein que *M. le duc d'Orléans* a eu de réformer la Taille a été sans succès, parce que les moyens qu'il indiquoit étoient fondés sur les anciens réglemens, vicieux dans leurs principes & reconnus insuffisans.

Le plan proposé par l'*Anonyme* sur la farine est bon quant au fond, & la forme en est bien rédigée : mais il paroîtra toujours impraticable, par le danger qu'il y auroit d'opérer sur cette denrée.

*M. de Boulainvilliers* propose la suppression de la gabelle & des aides, une capitation générale pour tenir lieu de la première, & un abonnement de tous les cabaretiers pour remplacer le second : mais comme il n'indique point de pied certain pour l'un & pour l'autre, ce qui feroit retomber dans l'arbitraire, cette proposition ne peut être admise.

La Taille du chevalier *Renaut* & du marquis de *Silly* exécutée à la Rochelle & à Pont-l'évêque, ressembloit à la dixme de *M. de Vauban*, mise à prix de bail pour les fruits, & au tarif de l'abbé de *S. Pierre* pour l'industrie. Comme ces deux systèmes sont susceptibles de plusieurs inconvénients, il n'est pas étonnant que la réformation qui partoît du même principe, n'ait pas réussi.

La Taille tarifée de *M. l'abbé de S. Pierre* a été exécutée dans plusieurs généralités : mais on l'a abandonnée presque par-tout, parce que l'on a reconnu que ce n'étoit qu'un palliatif, qui non seulement étoit incapable de guérir le fond du mal : mais qui pouvoit introduire de nouveaux inconvénients. Ce projet semble, au premier coup d'œil, assurer une proportion avantageuse : mais ce n'est qu'une  
répar-

répartition arithmétique qui ne considère pas le riche comme riche , ni le pauvre comme pauvre ; enforte que l'un ne donne qu'une portion de son superflu , pendant qu'on enlève à l'autre sa propre subsistance.

Le prince doit employer toutes les ressources dont l'esprit humain est capable , pour chercher une proportion équitable & un point fixe ; desquels il soit impossible de s'écarter ; sans quoi toutes les peines & toutes les dépenses que l'on feroit pour parvenir à l'établissement de l'impôt , deviendroient absolument inutiles ; & il vaudroit mieux rester dans l'état où l'on est , quelque ruineux qu'il soit , que de s'exposer à un changement qui , n'étant pas fondé sur des principes solides , ne serviroit qu'à ajouter des vices nouveaux à ceux qui existent.

Le corps politique de l'Empire François n'a d'autres richesses pour le Souverain qu'un impôt proportionné aux facultés des sujets. Plus cette proportion sera exacte , plus la richesse de l'Etat sera grande & assurée : plus elle sera vague & arbitraire , plus la perception sera difficile , incertaine & coûteuse , & plus elle deviendra à charge aux redevables & in-

suffisante aux besoins du gouvernement , au soutien de la gloire du monarque & à la défense de la nation.

Les fautes que l'on fait en ce genre ne se manifestent pas sur le champ , mais elles n'en sont pas moins réelles : elles minent lentement & en sous œuvre, pour ainsi dire, les forces de l'Etat. Le citoyen ne doit contribuer aux besoins publics que du superflu de ce que la nature demande , pour la conservation de son corps & de sa santé : tout ce qui excède cette juste loi , tend manifestement à la ruine de l'édifice politique.

Il n'y a que deux objets pour asséoir les impôts , les fonds de terre & l'industrie : ce sont les deux sources d'où découlent toutes les sommes que le prince leve sur ses sujets : la terre fournit la matière , l'art & l'industrie la mettent en œuvre. C'est donc uniquement à ces deux parties qu'il faut s'attacher : mais comme il ne seroit pas juste de faire payer la Taille pour quatre arpens , à un homme qui n'en auroit qu'un , ni d'exiger , pour quatre arpens de terre aride & sablonneuse , le même tau que paieroit le propriétaire de quatre arpens de terre grasse & fertile , il s'ensuit que ,

pour connoître quelle partie de subside chacun doit supporter , eu égard à l'étendue , à la stérilité ou à la fertilité de son terrain , l'on doit le mesurer & en constater la nature & la qualité ; & voilà la Taille réelle , qui est l'unique moyen d'imposer les fonds de terre avec équité.

Quant à l'industrie, je me servirai du même raisonnement. Il ne seroit pas juste de faire payer à un simple journalier ou manoeuvre, le même tau qu'à un bon marchand , à un riche orpèbre , ou à un gros cabaretier : il faut donc connoître la différence de l'un à l'autre, établir des classes & des degrés entre eux , & par conséquent faire un dénombrement exact des peuples , & de leurs professions.

C'est de cette double opération sur les terres & sur les sujets , que doit résulter cette proportion si recommandable ; sans elle le prince & le peuple se regardent comme ennemis ; sans elle on ne voit que surprises & ruses mutuelles , de l'un pour exiger & de l'autre pour se défendre ; sans elle enfin , les sujets se refusent au travail & à la culture, ils se privent des commodités de la vie & des

secours qui pourroient contribuer à la leur conserver; ils périclitent ou désertent.

On ignore en France combien il y a de terres labourables & de sujets. Ce royaume si policé est le seul où l'on ne sache pas ce qui est le plus nécessaire à un bon gouvernement. L'Angleterre, la Hollande, toute l'Allemagne, l'Italie, connoissent la quantité & la qualité des leurs, & la France semble ne s'en point mettre en peine, quoique cette connoissance lui donneroit toutes celles qui lui manquent, pour asséoir les impositions avec équité.

Le cadastre a été pratiqué par les gouvernemens anciens, adopté par les gouvernemens modernes, & a lieu dans une partie des provinces de la France. Cette maxime de répartir les impôts se présente d'abord à l'idée, comme la plus propre à être substituée à celle de la Taille arbitraire. Dès que l'on insiste sur la suppression de cette première, elle a beaucoup de partisans, mais elle n'est pas sans contradicteurs. Ils conviennent, à la vérité, qu'elle est sujette à bien moins d'injustices & de corruption, que la Taille arbitraire : mais ils trouvent que l'igno-

rance & l'infidélité des arpenteurs & des estimateurs peuvent la rendre fusceptible de l'un & de l'autre; que ce système exige de grands détails, dont l'application ne peut se faire qu'à un petit Etat & non à un royaume d'une vaste étendue; que la dépense de son établissement deviendrait immense; que les opérations en seroient de trop longue durée, & qu'il faudroit recommencer les estimations au moins tous les 20. ans, à cause des changemens que le tems & les accidens produisent nécessairement sur la surface de la terre.

Auguste institua le Cens, ou dénombrement dans tout l'empire, qui étoit dix fois aussi grand que la France. Il n'y avoit jamais eu d'arpentage ni d'estimations faites dans la Gaule; ce n'étoit point un renouvellement ni une réformation qui fussent faciles; jamais cette méthode n'avoit été usitée, & jamais les Gaulois n'en avoient entendu parler, toute la Gaule étoit auparavant dans la plus affreuse désolation: cependant, par l'effet naturel du dénombrement, le revenu en fut presque doublé, sans que personne eût sujet de se plaindre: *Divus Augustus censum*



*per Gallias instituit , opus novum & inauditum Gallis.*

Le faux intérêt particulier s'oppose presque toujours aux établissemens les plus avantageux ; la multitude qui ne raisonne jamais , se laisse aveuglément entraîner par le préjugé & la suggestion. Comme le peuple crie plus fort contre le remède que contre le mal , c'est un malade qui accable le médecin d'injures , parce que la cure est douloureuse : mais le prince , qui va au bien général , ne doit pas s'arrêter à ces vains bruits ; & il lui suffit de convaincre ceux qu'il a dessein d'employer , de la bonté & de l'utilité de ses opérations.

Il n'y a point de difficultés qu'on ne surmonte par la vigilance & par l'assiduité : ce n'est pas à la vérité le caractère de la nation pour laquelle j'écris ; les François veulent , dès le premier pas , voir la fin d'une entreprise ; mais un chef sage & prudent saura modérer leur vivacité naturelle , & inspirer son esprit à ceux qui travailleront sous lui.

Ce ne fut point par une supériorité de génie ni par le secours d'une longue expérience , que M. de Sully excella dans le gouvernement

des finances ; ce fut par les seules lumières du bon sens qu'il reconnut le mal & qu'il le détruisit : sa science & son talent ne furent autre chose que son zèle pour le bien public ; la simplicité & l'intégrité furent ses guides. Henri IV. disoit à ce sujet : „ qu'il avoit „ trouvé ses finances très mal régies par de „ très habiles gens, & qu'il avoit choisi un „ ignorant , pour raccommo<sup>d</sup>er ce que les „ gens habiles avoient gâté”.

On ne disconvient point que les objections , qui viennent d'être faites sur la Taille réelle, n'aient quelque fondement : mais elles ne prouvent pas qu'il faille , pour cela , rejeter cette forme d'imposition ; elles prouvent seulement qu'il paroît impossible d'inventer une méthode de taxer qui soit parfaite. Mais s'il n'est pas permis à la foiblesse humaine d'atteindre à cette précision, on doit au-moins tâcher d'en approcher le plus qu'il sera possible : c'est par la comparaison qu'il faut se décider. Si d'un côté on fait attention aux maux sans nombre que la Taille arbitraire emporte , les désordres & le préjudice inestimable qu'elle cause ; & que de l'autre il ne se trouve comme on est forcé d'en convenir,

que quelques injustices à craindre lors des estimations , qu'un travail de quelques années & les dépenses de l'arpentage ; le dernier parti ne seroit-il pas préférable à la ruine des paroisses , & à la perte d'une infinité de sujets, que la misère tue , chasse ou rend incapables de service ?

On suppose qu'il en coûteroit 15. ou 20. millions pour la formation des cadastres ; c'est au premier coup d'œil un objet effrayant dans un gouvernement , dont les dettes , la dépense courante & indispensable , & la fortune des sujets ne permettent ni d'économiser ni d'imposer une somme si considérable : mais pour peu qu'on y veuille faire réflexion , il ne sera pas difficile de reconnoître , en même tems , la possibilité & l'utilité de cette dépense.

Comme cet ouvrage ne pourroit être fait en moins de douze ou quinze années , il ne s'agiroit que de retrancher , sur le moins nécessaire , 11 à 1200. mille livres par an , ce qui deviendroit insensible ; & sans y regarder de trop près , combien ne trouveroit-on pas de superfluités susceptibles de cette réduction ? Voilà donc la possibilité reconnue , sans nouvelle charge pour le peuple , & sans ex-

poser aucune partie intéressante du service à souffrir.

Quant à l'utilité , il n'y a qu'à examiner les frais de contrainte des huissiers & garnisonniers ; ils sont connus , & je ne crains point d'outrer les choses, en disant qu'ils égalent , au-moins , les 11. à 1200. mille livres estimées nécessaires , pendant 12. à 15. ans seulement , aux opérations de la réformation proposée. Quand on n'y gagneroit que la cessation de la perpétuité de ces frais, il semble que ce feroit un avantage assez considérable pour se déterminer. Mais ces frais ne sont rien en comparaison de ceux auxquels ils donnent lieu , & desquels le conseil n'a & ne peut avoir aucune connoissance : ce sont ceux des collecteurs contre les contribuables.

Sur les poursuites de l'huissier des Tailles ou des garnisonniers , les collecteurs se mettent en marche , avec l'huissier & des recors. Ils saisissent & enlèvent les meubles des redevables , souvent même les bleds pendans par les racines , qu'ils font couper & égrainer à grands frais & à perte & dégat des fruits. Dans tous ces cas on conduit les choses saisies aux marchés , quelquefois fort éloignés , où

la vente s'en fait nécessairement à vil prix, de manière que le redevable souffre : 1°. par la perte d'une partie de sa denrée : 2°. par les frais extraordinaires de récolte & de transport : 3°. par la diminution du produit de la vente : & ce qui est encore plus dommageable , par les inconvéniens qui résultent de la privation & du découragement. Mais sans mettre cet article en ligne de compte , quoiqu'inestimable , je crois pouvoir assurer , d'après des examens réfléchis , que les trois premiers articles montent à plus de 12. millions par an , payés réellement & effectivement par les Taillables , au-delà & sans diminution du principal & de la cote à laquelle ils sont imposés. C'est l'estimation la plus basse à laquelle ces frais aient été portés par tous ceux qui ont travaillé sur cette matière : il y a même plusieurs de ces calculateurs qui les font monter à plus de 40. millions par an , en sorte qu'en partant de l'évaluation que j'admets , & que l'on peut regarder avec certitude comme au-dessous de la réalité , les peuples soumis à la Taille arbitraire se trouveroient déchargés , par l'opération du cadastre , annuellement & à perpétuité , de 12. millions de

frais, outre toutes les peines, inquiétudes & dommages qui sont la suite nécessaire de la violence & de la contrainte.

On allègue encore la nécessité, & par conséquent la peine & la dépense du renouvellement des cadastres, qui ne peuvent, dit-on, se soutenir plus de 20. ans, à cause des changemens que le tems & les accidens produisent sur la surface de la terre. Il suffit de connoître la pratique des provinces cadastrées pour résoudre facilement cette dernière objection. Personne n'ignore que, dans les cas particuliers de submergement, peste, ou destruction totale d'un terrain ou d'une grande partie, on y remédie annuellement par des moyens & une procédure établie à cet effet : enforte que le cas général ne peut se présenter qu'après un laps de tems fort considérable ; & si enfin par l'accumulation des événemens, la rénovation entière du cadastre paroïssoit indispensable, il y auroit toujours plus des  $\frac{1}{4}$  de l'ancien ouvrage qui subsisteroient, parce que les changemens ne peuvent jamais influer sur le total, mais sur quelques cantons épars çà & là, & ce

genre de travail étant devenu familier par l'exercice depuis le premier établissement des cadastres, on trouveroit alors des ouvriers expéditifs & intelligens, & ainsi l'opération seroit prompte, sûre & peu coûteuse.

L'inégalité des impositions étoit parvenue à un tel point en Provence, dès l'an 1471. que la ruine entière de ce pays étoit inévitable, si on ne l'eût prévenue par l'établissement du cadastre; & l'événement fit voir que plus de la moitié des citoyens étoit opprimée par l'autre. Les habitans de cette province & ceux d'Alsace, de Languedoc, de Guienne & de Flandres, les Vénitiens, les Génois, les Hollandois, les Anglois, les Allemands & tant d'autres peuples seroient fort fâchés de voir changer leurs maximes, & d'être assujettis à la Taille arbitraire; & si quelques-uns crient à l'injustice & à la vexation, ce n'est que parce que leurs cadastres & dénombremens sont devenus défectueux par leur caducité. La négligence, surtout en France, est la seule cause de leur mal, quoiqu'il y ait dans ce royaume seize fois plus de censeurs, que n'en avoient les

Romains , chez lesquels deux hommes suffisoient à toutes les opérations qu'exigeoit la vaste étendue de leur empire.

Les privilèges de l'église, de la noblesse & des autres exempts & privilégiés par charge, commission & finance paroissent à plusieurs une difficulté presque insurmontable dans le changement proposé : mais pourquoi se faire un monstre de la chose la plus simple & la plus facile à régler , ou plutôt qui est déjà réglée ? Sans sortir du royaume , ne trouve-t-on pas cette règle toute établie dans les provinces où la Taille réelle a lieu ?

Il fut décidé , tout d'une voix , au conseil du roi en 1608. sur une question d'exemption de la Taille réelle, mise en avant par les villes & communautés de Languedoc , que les princes , les grands officiers de la couronne & le roi lui-même , n'étant pas exempt de la payer pour les biens ruraux qu'ils possèdent , les villes & les communautés ne pouvoient l'être. Voilà une grande partie réglée par cette seule disposition.

En attendant que le roi soit en état de révoquer les privilèges à titre de finance, ne peut-on pas , après avoir restreint les autres dans



de justes bornes conformes à leur première institution , se modérer sur la province qui a le règlement le meilleur & le plus avantageux à l'intérêt commun ; ou puiser la matière de la jurisprudence nécessaire à cet établissement , dans les différentes ordonnances qui subsistent actuellement ? Qu'auroient à alléguer les esprits inquiets ? Sont-ils moins sujets de la couronne de France que les habitans de Guienne , Languedoc , Provence , Alsace &c. pour n'être pas soumis aux mêmes loix ?

Les biens de l'ancienne dotation des églises , les fiefs de la noblesse , & les amphotéotes de ces mêmes biens , seroient , par exemple , déclarés exempts de Taille , quand les propriétaires les feroient valoir par leurs mains : mais quand ils seroient exploités par des fermiers , ils seroient imposés à la portion colonique , qui est la moitié de ce qu'ils devroient payer si ces fermiers étoient propriétaires. Tous les autres fonds d'héritages , sans aucune exception , seroient sujets à la Taille , de quelque qualité & condition que fussent les propriétaires. A l'égard des titulaires des charges & offices d'un certain rang , leur privilège d'exemption auroit lieu sur un

nombre de charues proportionnées à l'état, dignité & prix de la charge ou de l'office; & les autres pourvus d'offices ou emplois ne jouïroient que de l'exemption personnelle.

L'imposition ne sauroit être trop générale, & cette maxime d'Etat est parfaitement d'accord avec la justice distributive, qui veut que tous les membres de la Société contribuent, suivant leur pouvoir, aux charges imposées pour la défense & la conservation de cette Société. Les privileges sont autant d'infractions contre la loi, & autant d'efforts qui attaquent & renversent cette regle & cette proportion qui sont si recommandables. Tous les jurisconsultes sont unanimement d'accord qu'ils doivent cesser, dès qu'ils commencent à être dommageables au public.

Cependant il y auroit de l'injustice à les supprimer sans distinction, parce qu'ils ont été acquis à titre onéreux; mais lorsqu'ils seront réduits à leurs justes bornes, ils ne seront pas incompatibles avec la Taille réelle qui, avec cette modification, doit être considérée comme le remede le moins dangereux, le moins capable de causer de l'ébranlement & de la commotion dans le système de l'Etat,

le plus prompt , le plus efficace & le plus utile que l'on puisse opposer aux ravages de la Taille arbitraire.

A l'égard de l'Industrie, celle des villes est la plus difficile à taxer, & la plus susceptible d'injustices, même involontaires. Dans plusieurs villes d'Allemagne, d'Alsace, le Magistrat distribue l'imposition demandée par le Souverain sur les corps des maîtrises, dont les syndics & jurés font ensuite la répartition sur les membres, chacun est en droit, suivant la connoissance qu'ils ont du négoce & commerce des particuliers, qui se règle sur le nombre des compagnons, & sur la consommation des matières propres à chaque art, & ils en ont l'intelligence par le registre, que chaque maîtrise fait tenir à cet effet. Mais en France, il seroit plus simple d'accorder la faculté du tarif à toutes les villes, choses dans une due proportion, avec la charge que l'on estimeroit devoir leur imposer, à laquelle la contribution actuelle pourroit servir de base. Ces villes étoient presque toutes fortifiées autrefois, elles levoient des droits sur elles-mêmes; & comme ces revenus servoient souvent d'occasion & d'aliment à la révolte & à

la

la sédition , on les en a privées peu à peu : mais en négligeant de donner des bornes à cette politique , on a rendu ces villes si nécessaires , que la plupart n'ont pas de quoi satisfaire aux dépenses les plus urgentes ; & si l'on n'y remédie , loin d'en tirer des secours , elles tomberont dans une ruine & une dégradation si universelle , qu'il sera impossible de les en retirer.

Les gens de la campagne doivent être divisés en deux classes , savoir les fermiers & colons & les simples journaliers ou manœuvres. On pourroit taxer les premiers au 15°. 20°. 25°. de leurs baux , en évaluant en argent ceux qui seroient en fruits ; & les simples journaliers & manœuvres pareillement au 15°. 20°. 25°. du produit total de leurs journées sur le pied de 200. jours ouvrables par an , fixés à un prix général & commun d'hiver & d'été , pour chaque élection ou généralité. Dans le cas où il se trouveroit de ces journaliers ou manœuvres , qui tiendroient à ferme quelque petite portion d'héritage , comme cela arrive assez souvent , ils seroient imposés en outre pour raison de ce , dans la proportion mentionnée pour les fermiers & co-

lons, en établissant pour principe invariable, dans la fixation de l'impôt quelque forme qu'on lui donne, que la subsistance de tout contribuable & de sa famille, doit être prise, avant toutes choses, sur le produit de son travail. Le nécessaire à la vie des citoyens est éminemment le principal besoin de l'Etat, c'est sur lui que tous les autres doivent se régler; & toutes les fois qu'un prince s'écartera de cette loi fondamentale de politique, loin d'augmenter ses richesses & ses revenus, il en tarira la source par la ruine & la destruction de son peuple.

Quels avantages ne devrait-on pas espérer de ces établissemens, ou de tels autres meilleurs que l'on pourroit imaginer? On couperoit racine à mille injustices qui se renouvellent tous les ans; on rendroit la paix aux familles qui se persécutent par des surcharges qu'elles se renvoient alternativement & sous lesquelles elles succombent à la fin: on étoufferoit cet hydre de procédures & les frais de contrainte, qui peut-être coûtent autant que la Taille même. Les peuples ne craindroient plus la persécution ni la faim. Une jeunesse nombreuse, qui languit depuis long-tems dans la

misère , & qui n'a osé se masquer de peur d'augmenter ses maux , donneroit des sujets à l'Etat. Un champ bien cultivé , trésor inépuisable pour le sujet & pour le prince , fourniroit à l'entretien des familles & à l'éducation des enfans. L'abondance procureroit la consommation , la consommation accroîtroit le cours du commerce , & le commerce enrichiroit toutes les parties du corps politique. La liberté , cet état pour lequel la nature inspire tant de passion , est celui où personne n'est soumis qu'à la loi ; & où la loi est plus puissante que les hommes. Ce seroit donc rendre la liberté à tous les sujets du pays de Taille arbitraire ; ce seroit les faire jouir du plus précieux des biens , que de les soustraire à l'injustice de leurs concitoyens , en établissant des regles certaines pour la distribution de l'impôt , & en donnant assez de force & assez de puissance à la loi , pour qu'ils ne pussent pas en transgresser les ordonnances , ni en passer les bornes.

Les difficultés & la longueur du tems qu'exige l'exécution , ne doivent point détourner d'une entreprise aussi importante. Pour dissiper les craintes que l'on pourroit avoir sur

le trouble qu'une forme nouvelle jetteroit dans celle qui existe , & sur la rentrée constante des deniers ; il seroit aisé de se contenter de travailler sur une seule province , même sur une seule élection , en choisissant celle dont le terrain seroit le plus varié , afin d'y trouver des modeles de toutes les opérations , dont il seroit également facile de faire ensuite l'application sur les autres terrains de même nature. Les recherches & les réflexions que j'ai faites sur cette matiere , étant jointes à des connoissances sur les finances , que le tems & différens voyages , tant chez l'étranger que dans le royaume , ont pu me faire acquérir , mettront sans doute quelque citoyen zélé en état de rédiger un ordre de travail & un projet de réglemeut , qui renferment tous les détails , dont la répartition de la Taille est susceptible. Heureux ! si la premiere idée que j'en ai donnée dans cet ouvrage pouvoit conduire à la fin que je me suis proposé , qui est l'utilité publique. C'est le seul motif qui m'a excité à approfondir cette matiere , & la seule récompense que j'aie jamais eue en vue d'obtenir.



*Avantages de l'établissement en France d'un Bureau Economique & la Maniere de le former.*

**S**I LA FRANCE parvenoit à rectifier les vices qui se sont introduits dans sa régie économique , si elle abrogeoit les loix reconnues défectueuses ou insuffisantes , pour en substituer de plus convenables & de mieux appropriées aux circonstances & à l'état présent des choses , il est certain qu'il en résulteroit un grand avantage pour le corps politique de son empire général , & en particulier pour chacun des membres qui le composent.

Il est également certain que plusieurs de ses citoyens , zélés pour le bien public , doués de talens naturels & guidés par des lumieres acquises , feroient en état & se feroient un devoir de communiquer ce que l'étude & l'expérience leur ont démontré pouvoir , le plus aisément & le plus efficacement , contribuer à la gloire de la nation & au bonheur de leurs compatriotes.

Il est enfin certain que , si ces sujets précieux étoient écoutés , distingués & récompensés



selon leur mérite, d'autres, animés par leur exemple, prendroient les mêmes sentimens, & feroient de plus grands efforts encore pour découvrir toutes les routes qui peuvent conduire à la connoissance des choses utiles à la Société.

Mais le préjugé a tellement subjugué les esprits, que pour peu qu'en France un homme ait d'égards pour sa réputation, il n'oseroit risquer d'écrire ni même de parler sur les matieres qu'il fait les plus avantageuses, parce qu'en le faisant il s'expose à être traité de frondeur ou de visionnaire, & ce qui soumet à encore plus de railleries, on le qualifiera de donneur d'avis : de sorte qu'à présent donner un conseil à son prince, ou se donner un ridicule, c'est à peu près la même chose.

Cependant ce qui a formé les gouvernemens, ce qui en a rendu de plus florissans les uns que les autres, ne peut être attribué qu'aux réflexions & aux conseils des citoyens sages & expérimentés qu'ils renfermoient : & ce qui peut le plus sûrement détruire les vices qui s'y sont introduits, & conduire au point de perfection, auquel toute administration doit s'efforcer d'atteindre, est de faire

usage des réflexions & des conseils de ceux qui ont hérité de l'ardeur que ces premiers citoyens avoient pour le bien public ; à moins que l'on ne veuille témérairement adjuger à son siècle la prérogative d'être parvenu à cette perfection , en soutenant qu'il n'y a plus rien à ajouter à l'administration sous laquelle on vit , ni rien à en retrancher , ce que je ne pense pas qu'on puisse soutenir sérieusement & de bonne foi.

Un grand Etat est une grande machine nécessairement sujette à des changemens & à des altérations : ce qui pouvoit y être bon dans un tems , parce qu'il étoit convenable aux circonstances , cesse de l'être , parce que ces circonstances ont cessé d'être les mêmes.

Il est bien intéressant pour qui veut gouverner avec succès de suivre les tems & les événemens , afin d'y approprier les loix , les ordonnances & les usages. Cette seule obligation ouvre une multitude si prodigieuse de branches à suivre , que le génie le plus vaste & l'esprit le plus appliqué ne sauroit jamais parvenir qu'à en embrasser une foible partie , s'il ne fonde son espoir sur des secours secondaires.

Avoir toujours des yeux d'admiration sur les grands modèles qu'ont produit les siècles antérieurs , sans se mettre dans l'esprit que la diversité des tems en auroit mis dans leur conduite , c'est rendre un juste hommage à des vérités , qui conduisent néanmoins à l'erreur. Leur rendre justice sans être esclaves de leurs démarches ; estimer leurs efforts : mais n'obéir qu'à la nécessité en les perpétuant , c'est véritablement ce que l'Etat attend d'une administration éclairée & judicieuse.

Il n'est pas toujours bon d'agir par imitation. M. de Sully *tom. 3. de ses mém. p. 102. an. 1596.* fournit la preuve & l'explication de cette maxime.

Lorsqu'il fallut terminer l'assemblée des notables à Rouen , qui rouloit principalement sur la nature , la répartition & la levée des subsides , on crut , *dit ce ministre* , qu'il n'y  
 „ avoit rien de mieux à faire , que de com-  
 „ piler un tas d'anciens réglemens inutiles ,  
 „ & même contraires à la conjoncture pré-  
 „ sente : mais telle est la force du préjugé ,  
 „ qu'on s'obstine toujours à chercher la gué-  
 „ rison des maux présens , dans des moyens  
 „ dont l'insuffisance est démontrée. Un res-

„ pect inconsideré pour l'antiquité , une  
 „ fausse idée des causes , occasionnée par  
 „ l'éloignement des tems ; un jugement peu  
 „ réfléchi sur le passé ; le défaut de vues plus  
 „ nettes & plus justes pour l'avenir , dont  
 „ l'amour-propre empêche que l'on convien-  
 „ ne : voilà ce qui éternise les défauts”.

Le chef des finances & du commerce d'un grand Etat , détourné sans cesse par les devoirs de politesse & de bienfaisance qu'exige sa place , exposé aux attaques de la cabale & de la jalousie , occupé du soin de s'acquérir des amis & de résister à ses ennemis , fatigué de demandes , de sollicitations & de plaintes personnelles , accablé sous le poids des affaires courantes , peut-il examiner lui-même les vices de la régie confiée à ses soins ? Peut-il réfléchir aux moyens de les détruire ? C'est au pilote à bien gouverner son vaisseau : mais c'est aux charpentiers à veiller à ce que le corps soit en état d'en supporter les manœuvres.

Les facultés humaines sont trop bornées , pour croire que , dans un travail aussi compliqué & d'une aussi vaste étendue que celui du ministère , un homme seul , quelque habile &

quelque laborieux qu'il soit, puisse voir tout, tout entendre & tout faire : il n'y a que l'ignorance & l'incapacité qui puissent lui en persuader la possibilité.

Il faut donc que celui qui est destiné à un emploi de cette nature , sache qu'il n'y a été appelé que pour faire le bien & réparer ou détourner le mal ; que la patente, qui lui en donne le pouvoir , ne lui en donne pas les moyens ; qu'il n'y a pas moins d'honneur à profiter d'un bon avis, que d'en être l'auteur ; & que , pour se conserver la liberté d'esprit nécessaire aux grandes opérations , il doit se débarrasser des petites , & choisir avec discernement des aides fideles , discrets & intelligens , sur lesquels il puisse se reposer de certains détails , incompatibles avec ses occupations journalieres & indispensables.

Cessant alors d'être emporté violemment par la rapidité du tourbillon , il verra les objets sans mélange & sans confusion ; il sortira de l'espece d'ivresse , qui s'empare souvent de ceux qui occupent ces places , laquelle ne les quitte ordinairement que quand ils en sortent , & qui les en prive quelquefois plutôt qu'ils ne le souhaiteroient.

Rendu à lui-même , il verra distinctement les objets qui lui seront offerts , & les routes de la saine politique ; il sera en état de rectifier les vices de l'administration générale , & de ranimer une infinité de parties qui languissent ; dont le mal met en danger , attaque & peut détruire successivement les parties les plus saines.

Il y a plusieurs moyens pour parvenir à cette fin également utile à la grandeur du souverain , à la félicité des sujets , au repos & à la gloire personnelle du ministre : mais il paroît qu'un de ceux qui pourroient y contribuer avec le plus d'efficacité , seroit de former un bureau pour l'examen & la discussion de tout ce qui peut servir à l'amélioration du commerce & à l'augmentation des finances , qui en sera toujours la suite nécessaire , tant que les opérations de celles-ci seront liées , concertées & subordonnées à celles de l'autre , qui est l'ame , l'aliment & la mamelle de toutes les parties.

Peut-être , dira-t-on , qu'il sera difficile de réunir un nombre suffisant de personnes , en état de répondre avec succès aux vues de cet établissement ; ce ne sont jamais les bons su-

jets qui manquent au roi, c'est le roi qui manque aux bons sujets, *dit M. de Sully dans quelque endroit de ses mémoires.* Cette vérité, si l'on y fait bien attention, est de tous les tems, de tous les âges, de tous les regnes, & les événemens ne l'ont jamais démentie.

---

*Projet de Règlement pour l'établissement d'un  
Bureau Economique.*

**R**IEN n'étant plus important à la gloire & à la prospérité d'un Etat, que de faire fleurir le commerce & d'augmenter le produit des finances, sans causer une nouvelle charge aux peuples; plusieurs bons citoyens, animés d'un véritable zèle pour la patrie, ont employé long-tems leur tems & leurs soins à chercher les moyens qui pourroient le plus contribuer à l'accomplissement de ces grands avantages.

Quelques-uns ont donné des mémoires qui ont été rendus publics, & suivant lesquels on s'est contenté de faire quelques tentatives; d'autres, qui n'avoient pas rencontré moins heureusement, n'ont pu se faire écouter; soit

parce qu'ils ont manqué de facilité pour approcher les personnes en place, soit parce que des occupations, que les circonstances rendoient plus intéressantes, n'ont pas permis à ces mêmes personnes de se livrer à la lecture & à l'examen des projets qui ont été mis sous leurs yeux : & d'autres enfin, pleins de bonnes idées & de bons principes, les ont exposés d'une manière si vague & si confuse, qu'il n'a pas été possible à ceux qui en auroient pu faire usage, de donner le tems nécessaire à les débrouiller & à les concevoir, enforte que les travaux de tous sont demeurés dans l'oubli, ou du moins sans exécution; d'où les uns & les autres s'étant crus rebutés & négligés, non seulement ont cessé de s'en occuper & d'y réfléchir : mais encore ils ont dégoûté ceux qui, conduits comme eux par l'amour du bien public, auroient pu donner des avis & des conseils, que leur étude & leur expérience les auroient mis en état de suggérer.

Surquoi le roi, toujours attentif à ce qui peut contribuer à assurer le bonheur de ses sujets, ainsi qu'à augmenter leurs richesses; & désirant se procurer la connoissance de tous les moyens qui peuvent conduire à une fin si



louable & si avantageuse , a résolu d'établir un Bureau , composé des personnes les plus expérimentées dans le commerce & dans les finances , pour travailler par elles-mêmes sur ces deux matieres , recevoir , examiner & discuter tous les mémoires qui leur seront renvoyés par le Roi ou par son contrôleur général des finances ; & afin de donner de l'émulation aux auteurs & aux examinateurs , & que tout se passe dans cette assemblée avec utilité & bienfaisance , S. M. a jugé à propos de prescrire les règles suivantes , qu'elle veut & entend être exactement observées.

## ARTICLE PREMIER.

Le Bureau sera nommé *Bureau Economique* & ceux qui le composeront , auront le titre de *Conseillers du Bureau Economique* , qui tiendront leurs séances dans tel — appartement du Louvre , qui leur sera accordé à cet effet.

## II.

Le dit Bureau sera divisé en trois classes , qui comprendront les honoraires , & ceux qui seront attachés au commerce ou à la finance : lesquelles seront composées de douze conseil-

lers chacune, & nul ne pourra y être admis que par le choix du Souverain.

### III.

Le prince nomme dès à présent & pour toujours le sieur contrôleur général des finances pour chef du dit Bureau, auquel il présidera, lorsqu'il jugera à propos de s'y trouver, & sans concurrence avec le président annuel.

### IV.

Les conseillers honoraires seront très recommandables par leurs connoissances & leur expérience, dans les deux parties qui forment l'objet de cet établissement, & au moins dans une, à laquelle dès lors ils seront spécialement employés.

### V.

La classe du commerce sera subdivisée en commerce de terre & commerce de mer; & celle des finances le fera pareillement en deux parties; savoir, finances des fermes du roi & finances d'imposition; & il sera appliqué six conseillers à toutes les branches qui ont rapport à chacune des dites quatre parties; & entre les 24. un sera choisi pour

secrétaire par scrutin & à la pluralité des voix.

## VI.

Tous les conseillers, tant honoraires que de commerce & de finance, seront établis & domiciliés à Paris ; & s'ils en quittent le séjour, leurs places seront remplies, comme si elles étoient vacantes par mort.

## VII.

Le roi se réserve à lui seul & pour toujours la nomination des conseillers honoraires ; & pour la première fois seulement, celle des conseillers de commerce & de finance ; & à l'égard de ceux-ci qui viendront à vaquer par la suite, le Bureau élira trois sujets par scrutin, qui seront présentés au prince, afin qu'il lui plaise en choisir un.

## VIII.

Nul ne pourra être proposé pour les places ci-dessus, s'il n'est d'une intelligence & d'une capacité reconnues dans la partie à laquelle il sera destiné, soit pour y avoir travaillé d'une façon distinguée, soit pour avoir fait quelque ouvrage connu sur la matière dont il sera question.

## IX.

## IX.

Le prince interdit toute espèce de démarches & de sollicitations, à ceux qui croiroient pouvoir mériter une place dans cette compagnie, & déclare ce qui aura été fait, au préjudice de cette défense, cause suffisante d'exclusion pour le présent & pour toujours. Quelque mérite qu'eût d'ailleurs le candidat, & quand sa contravention ne viendrait à être connue qu'après son admission, le Souverain veut qu'il soit aussitôt rayé du tableau, sans espoir d'y être jamais rétabli.

X.

Les assemblées ordinaires du dit Bureau se tiendront des mercredis de chaque semaine; & lorsque dans les dits jours il se rencontrera quelque fête, l'assemblée aura lieu le jour précédent.

XI.

Les séances des dites assemblées seront au moins de deux heures, depuis trois jusqu'à cinq; & plus longues, si la nécessité le requiert.

XII.

Les vacances du bureau commenceront au premier Septembre & finiront le dernier Noël.

vembre , & il vaquera en outre pendant la quinzaine de Paques , la semaine de la Pentecôte , & depuis la solennité de Noël jusqu'à celle des Rois.

XIII.

Les conseillers de commerce & de finance seront assés à tous les jours d'assemblée , & nul ne pourra s'absenter plus de deux mois, pour ses affaires particulieres, hors le tems des vacances , sans un congé exprès du Souverain.

XIV.

Chaque conseiller pourra s'appliquer à telle branche de sa division qu'il jugera à propos, de même qu'à toute autre qui aura rapport à l'économique en général de quelque nature qu'elle puisse être : mais il en fera sa déclaration par écrit , au commencement de chaque année, de peur que plusieurs ne se portent en même sens vers le même objet.

XV.

Dans chaque assemblée, il y aura au moins un conseiller, soit de commerce soit de finance, qui sera obligé d'apporter quelques observations ou mémoires sur ce qui aura rapport

à la division ; & tous les dits conseillers, tant honoraires que de commerce & de finance, auront la liberté de proposer, en tout tems, leurs doutes, leurs remarques & leurs réflexions, sur ce qui aura été proposé dans l'assemblée.

XVI.

Toutes les observations & mémoires qui auront été lus ou présentés à la dite assemblée, seront laissés entre les mains du secrétaire, pour y avoir recours au besoin.

XVII.

Le Bureau veillera exactement à ce que, dans les occasions où quelques conseillers seroient d'opinion différente, il ne s'emploie dans le débat aucuns termes d'aigreur.

XVIII.

Les conseillers de commerce & de finance auront soin d'entretenir correspondance avec les personnes les plus au fait de ces parties, soit à Paris & dans les provinces du royaume, soit même dans les pays étrangers, afin de pouvoir appliquer à l'avantage de l'Etat, les maximes & les pratiques que l'on reconnoitra utiles.

## XIX.

Le Bureau chargera un conseiller du commerce & un de la finance, de lire les ouvrages intéressans de l'un & l'autre genre; qui paroîtront soit en France soit ailleurs; dont ils feront rapport à la compagnie, le jour qui aura été réglé par le Bureau, en s'attachant seulement à ce qui pourra servir à la rectification & à l'amélioration du commerce & des finances du royaume, circonstances & dépendances.

## XX.

Nul des conseillers ne pourra rendre publics les mémoires, observations, & autres ouvrages sur les parties qui font l'objet de cet établissement, s'il n'en a obtenu la permission du Bureau.

## XXI.

Le Bureau ne pourra recevoir aucuns mémoires, écrits & projets du dehors, que le renvoi ne lui en ait été fait par le S<sup>r</sup>. Contrôleur général des finances, lesquels seront toujours adressés au président, pour être lus, examinés & discutés dans les assemblées ordinaires, ou dans les comités particuliers, qui seront choisis par le dit président.

XXII.

Soit que cet examen se fasse dans les assemblées ordinaires, soit qu'il ait lieu dans les comités particuliers, le secret fera toujours exactement observé, même à l'égard de ceux des conseillers qui n'y auront pas assisté, à plus forte raison par conséquent à l'égard de ceux qui ne seront pas membres du Bureau.

XXIII.

Le Bureau aura soin de rassembler, autant qu'il sera possible, tous les projets & tous les mémoires concernans le commerce & les finances, qui ont été donnés en différens tems, pour les examiner & en extraire ce qui paroîtra utile; à l'effet de quoi le Souverain donnera les ordres nécessaires pour les retirer des dépôts où ils peuvent avoir été remis.

XXIV.

Tous les conseillers, tant honoraires que de commerce & de finance, auront également voix délibérative dans tous les cas, sans exception.

XXV.

Ceux qui ne seront point du Bureau, ne pourront y être admis ni assister aux assem-



## **XXV A V A N T A G E S :**

blés, si ce n'est quand ils y seront conduits par le secrétaire, avec la permission du Bureau, pour y proposer quelques moyens utiles, ou pour y être entendus sur ceux qu'ils auroient déjà proposés.

## **XXVI**

Le président sera au bout de la table, les honoraires occuperont les deux côtés du chef, & ils seront suivis par les conseillers attachés au commerce & à la finance : mais les uns & les autres, dans chaque assemblée à laquelle ils assisteront, se placeront suivant l'ordre de leur entrée dans la salle, sans pouvoir prétendre aucune prééminence.

## **XXVII**

Le président sera très attentif à ce que le bon ordre soit fidèlement observé dans chaque assemblée ; & il rendra compte au Contrôleur général des finances, de ce qui concernera le dit Bureau, & des matières qui y seront agitées.

## **XXVIII**

Le président sera nommé par le Souverain le premier janvier de chaque année & sera toujours pris dans la classe des honoraires.

mais, quoique chaque année il ait besoin d'une nouvelle nomination, il pourra être continué, tant qu'il plaira au monarque, qui lui donnera un substitut pour tenir sa place, lorsqu'il sera obligé de s'absenter des assemblées pendant quelque tems.

XXIX.

Le secrétaire sera exact à recueillir, en substance tout ce qui aura été proposé, agité, examiné & résolu dans chaque assemblée, & à l'écrire sur son registre. Il signera les actes qui en seront délivrés, soit à ceux de la compagnie, soit à d'autres qui pourroient avoir intérêt de les requérir, après toutefois que le dit secrétaire y aura été autorisé par le Bureau.

XXX.

Les registres, titres & papiers, concernant le Bureau, demeureront toujours entre les mains du secrétaire, il en sera fait inventaire à la fin du mois de Décembre de l'année de sa création, & le dit inventaire sera par le président reculé & augmenté de tout ce qu'il trouvera y avoir été augmenté pendant chacune des années qui suivront.

## XXXI.

Le secrétaire sera perpétuel ; & quand par empêchement légitime , il ne pourra satisfaire à ses fonctions , il pourra commettre tel des conseillers de commerce ou de finance qu'il jugera à propos pour tenir sa place.

## XXXII.

Quoique le Souverain soit pleinement convaincu que tous ceux qui seront admis à ce Bureau , seront plutôt guidés par l'amour du bien public que par aucun intérêt ; cependant il se propose de récompenser , en tems & lieu , par des témoignages de sa bienveillance , les services de ceux qui se seront distingués par leur assiduité & par leur travail.

## XXXIII.

Il déclare de plus qu'il récompensera ceux qui auront fourni des mémoires utiles au commerce & à la finance , & leur récompense sera proportionnée à l'avantage qui en pourra résulter.

## XXXIV.

Pour exciter davantage l'émulation , le prince fera délivrer , dans le courant du mois de janvier de chaque année , une médaille

d'or de la valeur de 500. liv. à celui qui aura le mieux répondu à une question Economique, qui sera annoncée au-moins un an à l'avance : mais les membres qui composent le Bureau ne pourront, jamais concourir.

XXXV.

Le prince donnera les ordres nécessaires pour l'ameublement du dit Bureau, & pour qu'il soit fait un fond suffisant à fournir aux dépenses ordinaires, telles que le papier, encre, cire d'Espagne, bois, bougie, chandelle, entretien d'un suisse concierge à sa livrée &c.

XXXVI.

Veut le prince que le présent règlement soit lu à la premiere assemblée, & inséré dans les registres du Bureau, pour être exactement observé suivant sa forme & teneur ; & s'il arrivoit que quelqu'un y manquât, ce prince y statuera selon l'exigence du cas : Fait à &c.



*Projet sur les Rentes & Redevances dues aux  
Gens de Main-morte.*

**I**L EST étonnant que , dans la nécessité où se trouve souvent la France d'avoir recours à des fonds extraordinaires pour subvenir à ses dépenses , elle n'ait jamais songé au moyen qui se présente ici. On ne sauroit douter que le roi ne préfère toujours la ressource la moins onéreuse ; & qu'il n'évite , autant qu'il est possible , tout ce qui doit sentir la force & la contrainte , afin de se ménager la confiance publique , qui est l'ame du crédit , de la circulation & par conséquent de toutes les opérations de finance.

Le projet d'édit , joint à ce mémoire , semble réunir avantageusement ces différens objets. Il consiste à permettre l'extinction de certaines rentes & redevances dues aux gens de main-morte , qui en elles-mêmes sont extrêmement préjudiciables aux héritages des villes & de la campagne , par leur qualité d'inaliénables.

Il n'y a aucun de ceux qui en sont grévés , qui ne fissent leurs efforts , par eux ou par

leurs parens & amis , pour être déchargés d'un fardeau si incommode , & qui , pour y parvenir , ne portaient leur argent dans les caisses du roi , avec autant d'empressement , qu'ils auroient de repugnance à payer une taxe qui donneroit un intérêt double de la rente , dont ils auroient la faculté de se libérer.

Les gens de main-morte n'auront rien de raisonnable à objecter , puisque le roi leur paiera annuellement le montant de ces redevances ; & qu'au lieu d'être obligés de suivre , & souvent de discuter une multitude de débiteurs , quelquefois insolubles , & toujours de mauvaise volonté , ils seront employés sur les états du domaine , pour les sommes totales qu'ils auroient droit de toucher ; & ils les toucheront sans discussions , sans peines & sans frais.

Les plus zélés & les plus scrupuleux de ceux qui représentent les personnes qui ont légué & constitué ces rentes & redevances , ne pourront se plaindre que l'on viole leurs dispositions ; puisque ceux qui sont tenus de les exécuter , continueront à recevoir les rétributions & les récompenses qui y ont été attachées.

Les possesseurs des biens chargés de ces redevances, affranchis d'une servitude éternelle, les cultiveront, les répareront & les embelliront avec complaisance, au grand avantage de l'Etat.

Le public fatigué & même irrité de voir journellement passer son patrimoine, sans espoir de retour, dans des mains déjà excessivement remplies, recevra avec applaudissement, quoiqu'en payant, la promulgation d'une loi, qui lui restituera l'héritage de ses peres.

Le roi, moyennant un intérêt beaucoup plus modique, qu'il n'est ordinaire en pareilles circonstances, sans aucuns frais de régie, sans le ministère des traitans, presque toujours à charge au gouvernement & aux sujets, recevra un secours d'argent, que l'on présume devoir être assez considérable.

Il seroit difficile d'en déterminer l'objet général, parce que personne ne connoît assez bien les parties qui le composent : mais en supposant, dans tout le royaume, seulement un million en redevances & rentes de l'espece dont il s'agit, & que de ce million, il n'y en ait que la moitié qui soit

rachetée, il en résultera toujours un capital de	12,500,000. liv.
Deux sous pour livres	1,250,000.

Ce qui feroit un total de 13,750,000. liv.

Cette estimation étant foible, peut-être le produit excédera-t-il de beaucoup : mais quoi qu'il en soit, le moyen proposé ne peut croiser ni affoiblir aucuns de ceux que l'on jugeroit à propos d'employer par la suite ou en même tems, parce qu'il est isolé & indépendant de tout autre.

---

*Projet d'Edit pour le rachat des rentes & redevances dues aux gens de main-morte.*

**L**ouis &c. Les biens fonds, tant des villes que de la campagne, étant la richesse primitive de l'Etat, rien ne nous a paru plus digne de nos attentions, que d'encourager, par toutes sortes de moyens, les possesseurs à les entretenir & à les cultiver de manière à en augmenter les produits & les valeurs, autant qu'il leur sera possible.

L'affection naturelle que chacun porte à l'héritage de ses peres ou à ses propres ac-



quisitions, sembleroit n'avoir pas besoin de concours de l'Autorité Souveraine, pour exciter la vigilance & l'émulation des propriétaires : mais une grande partie de ces biens étant chargée de rentes & de redevances, dont on ne peut les affranchir, ils sont tombés, par cette espece de tache, dans un avilissement si ruineux, que l'on ne peut presque plus les compter au nombre des effets commercables de la Société. Les propriétaires les négligent, quelquefois même les abandonnent entièrement; ce qui cause un préjudice inexprimable, tant par le défaut de valeur de ces biens, que par celui d'une culture suffisante, ce qui diminue les productions, & prive de travail une infinité d'ouvriers & d'artisans, dont l'inaction influe nécessairement sur toutes les parties du corps politique, par la liaison intime qu'elles ont entre elles. Ces redevances non-rachetables sont celles qui sont dûes aux gens de main-morte, dont nous avons résolu d'affranchir les débiteurs, en assurant, en même tems, à perpétuité, aux dits gens de main-morte, le paiement annuel de la valeur de ce qui leur aura été originairement légué & donné; en sorte que les fondations &

autres charges, qui en ont été l'objet, contiennent d'être acquittées à l'avenir, comme par le passé, sans aucune diminution ni interruption. L'Etat & les particuliers trouveront un égal avantage dans cet arrangement : les dispositions des fondateurs ne souffriront aucune altération, & nous y trouverons en même tems un secours capable de subvenir à une partie des dépenses qui pourront devenir extraordinaires, sans être obligés de charger nos peuples de nouvelles impositions. A CES CAUSES, voulons & nous plaît &c.

ARTICLE PREMIER.

Que toutes les redevances, tant en argent qu'en grains, & autres servitudes, de quelque nature & espece qu'elles puissent être, dûes par les sujets de notre royaume, pays, terres & seigneuries de notre obéissance, de quelque état & condition qu'ils soient, aux églises, chapitres, communautés séculières & régulières, monasteres de l'un & l'autre sexe, écoles, fabriques, hôpitaux, maladreries, maisons de charité, villes, bourgs, communautés & autres gens de main-morte sans exception, puissent être par eux rachetées, éteintes & amorties, pendant le tems

& de la manière qui fera ci-après par nous expliquée, nonobstant tous édits, déclarations & réglemens contraires, auxquels nous avons expressement dérogé & dérogeons par le présent :

## II.

Pour jouir du bénéfice de l'article ci-dessus, nous accordons à ceux, dont les maisons, terres & héritages sont chargés des dites rentes, redevances & servitudes, le tems & espace de trois années, à compter du jour de la publication du présent édit, passé lequel les en déclarons déchus, & voulons que les choses soient & demeurent à cet égard, au même & semblable état où elles étoient auparavant :

## III.

Le rachat & amortissement du fort principal des dites rentes, redevances & servitudes, se fera par les débiteurs d'icelles, sur le pied de 25 fois leur valeur; enforte que, si une rente en argent est de mille livres, le débiteur ne pourra en être libéré & affranchi, qu'en payant vingt cinq mille livres; & à l'égard des rentes en grains, il en sera formé un prix commun sur celui qu'ils auront valu  
pen-

pendant les dix années immédiatement précédentes , dans les marchés de la ville royale la plus prochaine , eu égard à la différence des mesures , dont la partie débitrice sera tenue de rapporter certificat en bonne forme , dûment légalisé , sans lequel il ne pourra être admis à sa libération. Il en sera usé de même pour toutes les autres especes de redevances & servitudes , de quelque nature qu'elles puissent être ; & ce prix commun , ainsi établi , multiplié par 25. fera le montant & la liquidation de la somme à payer par les débiteurs , pour leur affranchissement , outre les deux sous pour livre d'icelle.

## IV.

Les paiemens de ces rachats & extinctions se feront par les débiteurs , ou par leurs fondés de pouvoir , entre les mains du trésorier de nos revenus casuels , ses commis ou préposés , lesquels fourniront leurs récépissés , portant promesse de remettre aux porteurs , à toutes réquisitions , des quittances du garde de notre trésor royal en exercice , de la somme qui aura été payée , & une autre des deux sous pour livre.

## V.

A compter du jour de l'expédition des récé-

pissés du trésorier de nos revenus casuels, ses commis & préposés, voulons que les débiteurs des dites rentes, redevances & servitudes, soient censés les avoir dûment rachetées, éteintes & amorties; & en conséquence, qu'ils soient quittes & déchargés de tous paiemens envers ceux à qui elles étoient dûes, sans que, sous quelque prétexte que ce soit, ils puissent intenter aucune action, ni exercer aucunes contraintes envers eux. Faisons défenses à tous huissiers & sergens, tant de nous que des justices seigneuriales, de faire & signifier aucuns actes pour raison de ce, à peine de 1000. liv. d'amende; & à tous juges d'en connoître, à peine d'interdiction, de nullité de jugemens & de prise à partie.

## VI.

Comme plusieurs des dites rentes, redevances & servitudes, sont dûes par différens héritiers solidaires, fraicheurs, comperonniers, ou sous autres dénominations & qualifications, suivant ce qui est en usage dans les différentes provinces; voulons qu'un seul, à défaut des autres, soit reçu à faire les dits rachats & amortissemens en la forme & manière portée au troisieme article de cet édit: au moyen desquels, leurs ci-devant codébi-

teurs continueront à leur servir les dites rentes, redevances & servitudes, jusqu'à extinction de chacune de leurs parties, dont nous leur réservons la faculté perpétuelle, tant collectivement que séparément.

## VII.

Au cas que quelques débiteurs des dites rentes, redevances & servitudes, ne jugeassent pas à propos, ou ne fussent pas en état de s'en affranchir, permettons à tous autres de les acquérir, sans qu'il soit besoin du consentement d'aucune des parties y intéressées, activement ou passivement, en observant les formalités prescrites par l'article III. Voulons en ce cas que les débiteurs continuent à servir & à payer aux dits acquéreurs les dites rentes & redevances ou servitudes, après que les dits acquéreurs se seront faits connoître pour tels, par la signification des récépissés qui leur auront été délivrés par le trésorier de nos revenus casuels, ses commis ou préposés; à défaut de quoi les débiteurs pourront y être contraints par les mêmes voies, qu'ils l'auroient été par les gens de main-morte, à qui les dites rentes & redevances appartenoient, réservant aux dits débiteurs la faculté perpétuelle de

s'en libérer , collectivement ou séparément toutes fois & quantes.

## VIII.

Déclarons ceux qui auront prêté leurs deniers pour faire les dits rachats ou extinctions, soit aux débiteurs originaires , soit à ceux qui les acquerront en leur lieu & place, subrogés à tous les droits , noms , raisons & actions rescindantes & rescisoires des gens de main-morte , à qui il auroit été primitivement dû ; & en conséquence les fonds , sur lesquels les dites rentes , redevances & servitudes étoient assises & assignées , leur seront & demeureront spécialement affectés & hipothéqués par préférence & sans concurrence , & ce à compter de la date du titre primordial d'icelles , jusqu'à leur entier & parfait remboursement.

## IX.

N'entendons comprendre , dans les rentes , redevances , servitudes & autres charges , dont nous accordons aux débiteurs la liberté de s'affranchir , celles qui peuvent être dûes , à cause des corps de terres , fiefs , seigneuries & justices , possédés par les gens de main-morte , qui continueront à être payées & servies par les possesseurs & détenteurs des

héritages y sujets , comme du passé , sans aucune innovation à cet égard , soit que les dits corps de terre , fiefs , seigneuries & justices proviennent & fassent partie des biens de la première dotation , soit que l'acquisition en ait été postérieurement faite par les dits gens de main-morte.

## X.

Pour que les messes , prières , obits , distributions d'aumônes & autres charges , pour lesquelles les dites rentes , redevances & servitudes ont été établies , constituées , fondées , léguées & données , soient continués à l'avenir , suivant les intentions & les dispositions des fondateurs , testateurs & donateurs ; voulons & ordonnons que ceux qui en auront fait le rachat , soit débiteurs originaires , soit acquéreurs à leur lieu & place , soient tenus de remettre , dans trois mois de la date pour tout délai , à peine de toutes pertes & de tous dépens , dommages & intérêts , aux syndics , administrateurs , procureurs , ou autres qu'il appartiendra , régissant les biens des gens de main-morte , sur lesquels les dits rachats auront été faits , les récépissés en original du trésorier de nos revenus casuels , ses commis ou préposés , dont ils leur fourhiront leurs dé-



charges & reconnoissances, par devant notaires, aux frais des dits acquéreurs, au pied de copie des dits récépissés, pour être les dits originaux remis par les gens de main-morte, leurs procureurs, syndics ou agens, au garde de notre trésor royal en exercice qui, pour valeur, leur délivrera une quittance de finance, libellée suivant les titres primordiaux qu'ils représenteront : & en cas de refus par les dits gens de main-morte de recevoir les dits récépissés, voulons que la sommation qui leur en sera faite & de suite la consignation chez le premier notaire royal, vailent reconnoissance & décharge suffisante aux dits acquéreurs, sans qu'il soit besoin d'aucune autre formalité, pour les faire jouir pleinement & paisiblement de l'effet de leurs acquisitions & rachats.

## XI.

Les syndics, procureurs, administrateurs, agens & autres gouvernant les biens des gens de main-morte, seront tenus de communiquer, toutes fois & quantes sans déplacer, aux acquéreurs des dites rentes & redevances, les titres & pieces qui y auront rapport, même de leur en fournir des copies collationnées

en bonne forme , à la première réquisition , & aux frais des dits acquéreurs , à peine d'y être contraints par saisie de leur temporel , & de toutes pertes , ainsi que de tous dépens , dommages & intérêts.

## XII.

Nous déclarons le produit de nos domaines spécialement affecté & hypothéqué au paiement de la valeur des rentes & redevances qui , par l'événement des rachats & remboursemens autorisés par les dispositions du présent édit , se trouveront être par nous dûes aux gens de main-morte : à l'effet de quoi nous ferons comprendre annuellement dans les états des dits domaines de chaque généralité , au chapitre des fiefs & aumônes , le montant , en un seul article , de ce qui appartiendra à chaque église , monastère , hôpital , maladrerie , maison de charité , école , fabrique , ville , bourg , communauté &c. sur tels Bureaux des recettes générales des domaines , que les parties jugeront à propos d'indiquer pour leur plus grande commodité ; & à défaut de fonds suffisans de notre domaine dans quelques provinces , sur les recettes des tailles & impositions ordinaires , qui à cet effet y demeureront af-

fectées & hipothéquées par préférence , & jusqu'à dîte concurrence. Voulons que les paiemens des sommes qui y feront employées, leur soient exactement & diligemment faits par les receveurs, sans aucune diminution ni frais, sans même ceux de quittances, dont nous les avons expressement déchargés, ainsi que de tous droits d'amortissement & centieme denier, qui pourroient être prétendus par nos fermiers, pour raison des conversions des dites rentes & redevances.

## XIII.

Les difficultés & contestations qui surviendront sur l'exécution du présent édit, circonstances & dépendances, seront instruites & jugées par les sieurs intendans & commissaires départis pour l'exécution de nos ordres dans les provinces & généralités du royaume, & par appel à notre conseil : faisons défenses à tous juges d'en connoître, à peine de nullité de leurs jugemens, de prise à partie & de toutes pertes & de tous dépens, dommages & intérêts &c.

FIN DU ONZIEME VOLUME.



